Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

DCC n°260923/01

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-1 et les dispositions de l'article L.2121-15 qui lui sont applicables ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux établissements publics de coopération intercommunale en vertu de l'article L.5211-1, au début de chacune de ses séances, le Conseil communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance ;

CONSIDÉRANT que le Conseil communautaire peut adjoindre au(x) secrétaire(s) de séance des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances sans participer aux délibérations ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** la désignation de **Claudette MARIET** en tant que secrétaire de séance du Conseil communautaire du 23 septembre 2026.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

DCC n°260923/02

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 JUIN 2026

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5211-1 ;

VU les dispositions applicables aux procès-verbaux des séances des établissements publics de coopération intercommunale ;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du 10 juin 2026 a été adressé à l'ensemble des conseillers communautaires préalablement à la présente séance ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Conseil communautaire d'arrêter le procès-verbal de la séance précédente ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du 10 juin 2026, tel qu'il a été communiqué aux membres de l'assemblée ;
- **AUTORISE** le Président à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Communauté de communes
Pays de Fayence

PROCÈS VERBAL DE SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE Mercredi 10 juin 2026 – 18h30

François CAVALLIER, Président, ouvre la séance en souhaitant la bienvenue aux présents. Il procède ensuite à l'appel des conseillers et déclare que le Conseil, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi sous sa présidence.

Présents : **Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Sami MANKAI, Aurore STURM, Alex MAZIERS, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Jean-Joël ARTAUD, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD**

Absents excusés : **Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Edith BAUDET (pouvoir à O. BAÏLÉ), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Claudette MARIET (pouvoir à P. de CLARENS), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Florence NOEL (pouvoir à A. PERIC), Noëlle FUENTES (pouvoir à R.UGO), Julien AUGIER (pouvoir à N. MARTEL), Coraline ALEXANDRE (pouvoir à F. CAVALLIER)**

Le quorum étant atteint **LE PRÉSIDENT** désigne **Olivier BAÏLÉ** comme secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

1. INSTITUTION ET VIE POLITIQUE

- Décision administrative (n°2026/21) et arrêtés (n°2026/11 à n°2026/14) pour information
- Approbation du procès-verbal de la séance du 25 février 2026
- Approbation du procès-verbal de la séance du 11 mars 2026
- Approbation du procès-verbal de la séance du 1er avril 2026
- Approbation du Rapport d'Activité 2025 de France Services
- Approbation du Rapport d'Activité 2025 de la MIPEF
- Désignation des membres des commissions intercommunales
- Désignation des délégués au sein du conseil d'administration du collège Marie Mauron à Fayence
- Désignation des délégués au sein du conseil d'administration du collège Léonard de Vinci à Montauroux
- Proposition représentants CCPF au sein du SDIS
- Exercice du droit à la formation des élus communautaires
- Frais de déplacement du Président

2. FINANCES

- Fixation des tarifs de la Taxe de séjour
- Modification des tarifs appliqués dans le cadre de la régie « recettes diverses » gérée par France services

3. EAU & ASSAINISSEMENT

- Contrat Eau et Climat/Agence de l'Eau : validation des actions du programme.

4. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- Répartition de la TAM de la zone de l'APIER entre la commune de Montauroux et la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Désignation de 2 représentants (SCoT et CCPF) pour siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commerciale (CDAC)
- Adoption des conventions instructions autorisations d'urbanisme
- Signature de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle 2025-2027 avec l'AUDAT.VAR et attribution subvention

5. DÉCHETS

- Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'élimination des DMA 2025

6. FORÊT

- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande de financement FEADER, programme 2026 – réalisation 2026, pour la mise en condition opérationnelle de l'ouvrage DFCI G50 le Jas des Maures – Tourrettes/Fayence/St-Paul-en-Forêt
- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande de financement FEADER, programme 2026 – réalisation 2027, pour la mise en condition opérationnelle des ouvrages DFCI I12 et I121 Talent - Tourrettes
- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande de financement FEADER, programme 2026 – réalisation 2026, pour la mise en condition opérationnelle de l'ouvrage DFCI I16 l'Estoc - Seillans
- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande de financement FEADER, programme 2026 – réalisation 2027, pour la mise en condition opérationnelle des ouvrages DFCI I20 le Pibresson et I201 les Acates – Tourrettes/Callian
- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande de financement FEADER, programme 2026 – réalisation 2027, pour la mise en condition opérationnelle de l'ouvrage DFCI I58 la Font d'Arnoux - Mons
- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande de financement a la Region Sud, programme 2026 – réalisation 2026, pour la mise en condition opérationnelle de l'ouvrage DFCI G203 lac du Rioutard – St-Paul-en-Forêt
- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande de financement a la Région Sud, programme 2026 – réalisation 2026, pour la mise en condition opérationnelle de l'ouvrage DFCI G527c (G323) Les Cretes – Callian/Montauroux
- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande de financement a la région sud, programme 2026 – réalisation 2026, pour la mise en condition opérationnelle des ouvrages DFCI I47+I95 renommes I24 la Pigne et I241 L'Eouveirot - Seillans
- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande de subventions auprès du Département du Var et de la Région Sud pour l'institution de servitudes DFCI pour les pistes I8(I20) le Pibresson (Tourrettes), G50 le jas des maures (Tourrettes/Fayence/St-Paul), G203 lac du Rioutard (Saint-Paul), G20(G201) l'Hubac (Saint-Paul/Bagnols), g202 Vallon du Broch (Saint-Paul), G251 Soulies (Saint-Paul), I13 les Adrechs de la Pigne (Seillans), I26 Colle du Medecin (Montauroux), H151 cague denier (Tanneron)-
- PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : demande d'aide technique auprès de la Régie Travaux Génie Civil du Conseil Départemental du Var (CD 83), pour la réalisation de travaux DFCI sur les ouvrages I8 (I20) Le Pibresson, I800 (I201) Les Acates (partie), I12 Talent et I121 Talent (partie) – Réalisation 2027 (Tourrettes)

7. RESSOURCES HUMAINES

- Création d'un Comité Social Territorial
- EAU : mise à jour du tableau des emplois et bascule d'emploi statutaire vers un emploi conventionnel

DECISION ADMINISTRATIVE N°2026/21 ET ARRÊTÉS N°2026/11 à 2026/14

LE PRÉSIDENT communique, pour information, la décision administrative n°21/2026 et les arrêtés n°2026/11 à 2026/14 dont copies ont été préalablement transmises aux membres du conseil communautaire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

I – INSTITUTION & VIE POLITIQUE

DCC 260610/01 : RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 : FRANCE SERVICES PAYS DE FAYENCE

Intervention de Mme Karine MARTIN, directrice de France Services, de la santé et du réseau des médiathèques :

Elle rappelle que la structure, labellisée France Services depuis le 1er janvier 2020, bénéficie depuis avril 2024 de nouveaux locaux plus visibles et mieux adaptés à l'accueil du public. Elle souligne la qualité de cet équipement, qui contribue à son attractivité au sein du département.

Elle rappelle que la mission principale de France Services est d'accompagner les usagers dans leurs démarches administratives, en particulier numériques, et de lutter contre la fracture numérique. Elle évoque également le déploiement de deux conseillers numériques, dont un itinérant intervenant dans les communes du territoire.

Concernant l'activité 2025, elle indique que France Services a accueilli 15 825 usagers, contre 13 310 en 2024, soit une hausse de près de 19 %. Cette progression s'explique notamment par la meilleure visibilité du site, l'évolution de son organisation interne et le développement des services proposés.

Les demandes concernent principalement l'emploi, les impôts et les démarches sociales. Les usagers sont majoritairement âgés de 55 à 74 ans, même si une augmentation progressive de la fréquentation des jeunes est constatée. Elle souligne également l'attractivité du site au-delà du territoire communautaire.

Elle met en avant l'importance des permanences assurées par de nombreux partenaires institutionnels et associatifs, avec plus de 1 000 demi-journées réalisées sur l'année, et salue notamment le travail de la Mission Locale auprès des jeunes.

Le budget de fonctionnement 2025 s'élève à 273 000 €, principalement consacré aux dépenses de personnel, avec un soutien financier de l'État de 45 000 €.

Enfin, elle souligne la très forte satisfaction des usagers, avec un taux de satisfaction de 99,3 % basé sur 855 avis recueillis, témoignant de l'attachement du public à un service de proximité fondé sur l'accompagnement humain.

VU la convention de partenariat relative au fonctionnement de l'espace France Services ;
VU le rapport d'activité de France Services pour l'année 2025 transmis aux membres du conseil communautaire ;

CONSIDÉRANT que ce rapport retrace l'ensemble des actions menées au sein de la Maison France Services et rend compte de son activité auprès des usagers et des partenaires ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activité 2025 de France Services Pays de Fayence ;
- **PRÉCISE** que ce rapport est consultable sur le site internet de la CCPF : www.cc-paysdefayence.fr

DCC 260610/02 : RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 MAISON INTERCOMMUNALE DE LA PETITE ENFANCE ET DE LA FAMILLE DU PAYS DE FAYENCE

Intervention de Mme Annabelle Lambert, responsable du Relais Petite Enfance (RPE) au sein de la Maison Intercommunale Petite Enfance et Famille (MIPEF) :

Elle excuse au préalable l'absence de Mme Gyssie Allart, directrice du service, actuellement en formation.

Elle rappelle que la MIPEF a ouvert ses portes en septembre 2025 et que le service, créé il y a dix ans, accompagne les familles et les professionnels de la petite enfance. Ses missions s'articulent autour de deux axes principaux : le relais petite enfance, qui

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

accompagne les familles dans la recherche de modes de garde et les démarches liées à l'emploi d'assistants maternels, et le pôle parentalité, qui comprend notamment le Lieu d'Accueil Enfant-Parent (LAEP) et le Point Info Famille.
Elle souligne la forte fréquentation du service, avec un taux d'occupation de 84 %, l'accueil hebdomadaire d'environ 150 enfants et une cinquantaine d'assistants maternels.
Les actions de soutien à la parentalité se développent au travers d'ateliers parents-enfants, groupes de parole, soirées thématiques, cafés parents et sorties familiales. Le Point Info Famille joue également un rôle croissant d'écoute et d'accompagnement sur des sujets tels que le handicap, les séparations, les questions éducatives ou les violences intrafamiliales.
Annabelle a mis en avant le dispositif « partenaire handicap », destiné à accompagner les professionnels de la petite enfance dans l'accueil des enfants en situation de handicap, notamment par des actions de sensibilisation et de formation.
Elle rappelle que la construction du bâtiment a bénéficié du soutien financier de plusieurs partenaires institutionnels et que le fonctionnement repose sur des financements de la CAF et de la Communauté de communes.
Elle revient également sur le succès des Handi-Rencontres, qui ont réuni près de 250 familles lors de la dernière édition, avec pour objectif de sensibiliser au handicap dès le plus jeune âge et d'accompagner les familles concernées.
Enfin, elle indique qu'une réflexion sera engagée en 2026 sur une possible évolution de la structure vers une « Maison des 1 000 premiers jours », afin d'accompagner les familles dès la grossesse et de renforcer encore l'offre de services proposée sur le territoire.
En conclusion, elle rappelle que l'investissement dans la petite enfance constitue un enjeu essentiel pour l'avenir des enfants, des familles et du territoire, et réaffirme la volonté du service de proposer un accompagnement humain, utile et accessible à tous.

Vu les statuts de la Communauté de communes, et notamment la compétence facultative « Actions sociales : Gestion du service intercommunal Petite Enfance et Famille »

VU le rapport d'activité de la Maison Intercommunal de la Petite Enfance et de la Famille (MIPEF) pour l'année 2025 transmis aux membres du conseil communautaire ;

CONSIDERANT que le rapport d'activité 2025 de la MIPEF retrace les actions menées dans le cadre de cette compétence ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE ;
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activité 2025 de la MIPEF ;
- **PRÉCISE** que ce rapport est consultable sur le site internet de la CCPF : www.cc-paysdefayence.fr.

DCC 260610/03 : ÉLECTION DES MEMBRES DES COMMISSIONS INTERCOMMUNALES

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-21, L. 2121-22 et L. 5211-1 ;
VU la délibération du conseil communautaire n°260429-01 du 29 avril 2026 portant création de neuf commissions thématiques intercommunales ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de procéder à la désignation des membres des commissions intercommunales ;
CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du CGCT, le conseil communautaire peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour ces nominations ;

Conformément aux dispositions des articles L. 2121-22 et L. 5211-1 du CGCT, le conseil communautaire peut constituer des commissions chargées d'étudier les affaires soumises à l'assemblée.

L'article 7 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 a étendu aux EPCI les dispositions permettant le remplacement ponctuel d'un membre empêché par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire, dans le respect du principe de représentation proportionnelle.

Interventions :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Ajout de Michel FIAT à la commission Développement Économique.
- Ajout de Jean-Joël ARTAUD et Michel RAYNAUD à la commission Gestion et Valorisation des Déchets.
- Ajout de Jean-Joël ARTAUD, Nicolas MARTEL et Michel RAYNAUD à la commission Agriculture & Alimentation
- Ajout de Alex MAZIERS et Bruno BAZIRE à la commission Environnement et Gestion des risques.
- Ajout de Mme Emilie REBUFFEL à la commission Aménagement du Territoire (urbanisme et mobilité).

Le **PRESIDENT** profite de ces nominations pour désigner **Mme Fabienne SABATINI, élue référente de la MIPEF, Mme Stéphanie BRUYERE élue référente à la cohésion sociale et M. Sami MANKAÏ, élu référent au sport.**

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour ces nominations, conformément à l'article L. 2121-21 du CGCT ;
- **DÉSIGNE** en qualité de membres des commissions intercommunales les conseillers communautaires et conseillers municipaux figurant dans les tableaux annexés à la présente délibération.

DCC 260610/04 : DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS POUR SIÉGER AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE MARIE MAURON DE FAYENCE

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.5211-1 et suivants,
VU le Code de l'éducation, notamment ses articles L.421-2 et R.421-14 relatifs à la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement,

CONSIDERANT que le conseil d'administration du collège Marie Mauron, situé sur la commune de Fayence, comprend des représentants des collectivités territoriales de rattachement et des établissements publics de coopération intercommunale concernés,
CONSIDERANT qu'il appartient à la Communauté de communes du Pays de Fayence de désigner son représentant appelé à siéger au sein de cette instance,
CONDIDERANT que le conseil communautaire a décidé à l'unanimité de ne pas y recourir conformément à l'article L.2121-21 du CGCT,

LE PRÉSIDENT propose sa candidature en tant que délégué titulaire et **Olivier BAÏLÉ** en tant que délégué suppléant.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
PROCÈDE À L'ÉLECTION des représentants :

- **SONT DÉCLARÉS ÉLUS, À L'UNANIMITÉ :**
  - **M. François CAVALLIER est désigné délégué titulaire** conseil d'administration du Collège Marie Mauron.
  - **M. Olivier BAÏLE est désigné délégué suppléant** au conseil d'administration du Collège Marie Mauron.

DCC 260610/05 : DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS POUR SIÉGER AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE LEONARD DE VINCI

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.5211-1 et suivants,
VU le Code de l'éducation, notamment ses articles L.421-2 et R.421-14 relatifs à la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement,

CONSIDERANT que le conseil d'administration du collège Léonard de Vinci situé à Montauroux comprend des représentants des collectivités territoriales de rattachement et des établissements publics de coopération intercommunale concernés,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CONSIDERANT qu'il appartient à la Communauté de communes du Pays de Fayence de désigner son représentant appelé à siéger au sein de cette instance,
CONDIDERANT que le conseil communautaire a décidé à l'unanimité de ne pas y recourir conformément à l'article L.2121-21 du CGCT,

LE PRÉSIDENT propose sa candidature en tant que délégué titulaire et **Marie-José GIUDICELLI** en tant que déléguée suppléante.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
PROCÈDE À L'ÉLECTION des représentants :

- **SONT DÉCLARÉS ÉLUS, À L'UNANIMITÉ :**
  - **M. François CAVALLIER est désigné délégué titulaire** au conseil d'administration du Collège Léonard de Vinci.
  - **Mme Marie-José GIUDICELLI est désignée déléguée suppléante** au conseil d'administration du Collège Léonard de Vinci.

DCC 260610/06 :
PORTANT PROPOSITION DE REPRÉSENTATION DE LA CCPF AU SEIN DU SDIS DU VAR

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions relatives aux services départementaux d'incendie et de secours ;
VU les statuts du SDIS du Var ;
VU la délibération n°260415/34 du 15 avril 2026 portant proposition de représentation de la Communauté de communes du Pays de Fayence au sein du SDIS du Var

CONSIDÉRANT que la Communauté de communes du Pays de Fayence souhaite assurer une représentation cohérente au sein du SDIS du Var ;
CONSIDÉRANT que la désignation des représentants relève des règles propres à cet établissement ;
CONSIDÉRANT qu'il est proposé de porter à la connaissance du SDIS la candidature pressentie d'un élu communautaire titulaire ainsi que d'un suppléant ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de retirer la délibération n°260415/34 du 15 avril 2026 portant proposition de représentation de la Communauté de communes du Pays de Fayence au sein du SDIS du Var ;
- **ÉMET** un avis favorable à la désignation de **Mme Marie-José GIUDICELLI en qualité de représentante titulaire et M. Myriam ROBBE en qualité de représentante suppléante** de la CCPF au sein des instances du SDIS du Var.
- **PRÉCISE** que la présente délibération se substitue à la délibération n°260415/34 du 15 avril 2026 et qu'elle constitue une proposition de représentation ne valant pas désignation officielle.
- **AUTORISE** le Président à transmettre la présente décision au SDIS du Var et à accomplir toutes formalités utiles.

DCC 260610/07 :
EXERCICE DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS COMMUNAUTAIRES

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2123-12 à L.2123-16, L.5211-12 et suivants ;
VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
CONSIDÉRANT que les membres du Conseil communautaire ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions ;
CONSIDÉRANT qu'une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus titulaires d'une délégation ;
CONSIDÉRANT qu'il appartient au Conseil communautaire de délibérer sur l'exercice du droit à la formation des élus communautaires, de définir les orientations de formation et les crédits ouverts à ce titre ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

La formation des élus constitue un outil essentiel au bon exercice du mandat local et au renforcement des compétences des élus communautaires dans l'exercice de leurs responsabilités.
Les élus communautaires bénéficient :

- d'un droit à la formation adapté à leurs fonctions ;
- d'un droit individuel à la formation (DIF élus), mobilisable à leur initiative ;
- pour les élus salariés, d'un congé de formation dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

La présente délibération a pour objet de définir les modalités d'exercice du droit à la formation des élus communautaires.

ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE FORMATION

Les formations susceptibles d'être prises en charge par la Communauté de communes porteront prioritairement sur les thématiques suivantes :

- Fonctionnement des collectivités et intercommunalité
  - organisation et fonctionnement des collectivités territoriales ;
  - compétences et gouvernance des EPCI ;
  - rôle et responsabilités des élus communautaires ;
  - fonctionnement des instances communautaires.

- Finances publiques et gestion budgétaire
  - préparation et exécution budgétaire ;
  - nomenclature M57 ;
  - analyse financière ;
  - fiscalité intercommunale ;
  - recherche de financements et subventions.

- Commande publique et affaires juridiques
  - marchés publics ;
  - délégations de service public ;
  - responsabilité des élus ;
  - prévention des conflits d'intérêts ;
  - déontologie et transparence de la vie publique.

- Développement territorial et politiques publiques
  - développement économique ;
  - transition écologique et énergétique ;
  - gestion des déchets ;
  - mobilité ;
  - urbanisme et aménagement du territoire ;
  - PCAET et politiques environnementales.

- Management et communication
  - conduite de projet ;
  - animation de réunion ;
  - communication institutionnelle ;
  - outils numériques et intelligence artificielle.

CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Les frais de formation des élus constituent une dépense obligatoire pour l'établissement, sous réserve que l'organisme dispensateur soit agréé par le ministère chargé des collectivités territoriales.
Conformément aux dispositions du CGCT :

- le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction théoriques susceptibles d'être allouées aux élus communautaires ;
- le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % de ce même montant.

Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement au budget communautaire.
Les crédits non consommés au titre d'un exercice pourront être reportés sur l'exercice suivant dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Pour l'exercice 2026, il est proposé d'inscrire un montant de 5 000 € au budget communautaire.

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Toute demande de formation devra être adressée préalablement au Président de la Communauté de communes et comporter :

- le programme ou descriptif de la formation ;
- les dates et lieu de la formation ;
- le coût pédagogique ;
- le nom de l'organisme de formation ;
- tout document utile à l'instruction de la demande.

La prise en charge sera conditionnée :

- à l'existence d'un lien entre la formation et l'exercice du mandat ;
- à la disponibilité des crédits ;
- à l'agrément de l'organisme de formation.

PRISE EN CHARGE DES FRAIS

La Communauté de communes prendra en charge :

- les frais pédagogiques ;
- les frais de déplacement ;
- les frais d'hébergement ;
- les frais de restauration ;

Dans les limites fixées par les textes applicables aux déplacements des agents publics et sur présentation des justificatifs nécessaires.

Les pertes éventuelles de revenus pourront être compensées dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

SUIVI ET INFORMATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Un tableau récapitulatif des actions de formation financées par la Communauté de communes sera présenté annuellement au Conseil communautaire.

Ce bilan permettra notamment :

- d'assurer le suivi des crédits consommés ;
- d'évaluer les actions réalisées ;
- de définir les priorités de formation pour les exercices suivants.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** les modalités d'exercice du droit à la formation des élus communautaires telles que définies dans la présente délibération ;
- **FIXE** les orientations de formation des élus communautaires ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits annuellement au budget communautaire.

DCC 260610/08 : REMBOURSEMENT FRAIS AU PRÉSIDENT – REGIME DEROGATOIRE

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-13-1 ;
VU le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités territoriales et de la fonction publique territoriale, notamment son article 7-1 ;
VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

VU l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 précité ;
VU la délibération n°250702/41 en date du 2 juillet 2025 relative à l'indemnisation des frais des élus et des agents ;

CONSIDÉRANT que tout moyen mis à disposition d'un élu afin de prendre en charge des frais liés à l'exercice de son mandat doit faire l'objet d'une délibération nominative précisant strictement ses conditions d'usage ;
CONSIDÉRANT la nécessité de garantir la transparence, la traçabilité et la stricte affectation des deniers publics à l'exercice du mandat communautaire ;
CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié, l'organe délibérant de la collectivité peut fixer des règles dérogatoires aux taux et plafonds fixés par l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié, lorsque l'intérêt du service ou des situations particulières le justifient ;
CONSIDÉRANT que ces dérogations doivent être encadrées, proportionnées et ne peuvent en aucun cas conduire à un remboursement supérieur aux frais réellement engagés ;
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, afin de tenir compte des contraintes spécifiques liées à l'exercice des fonctions de Président, de définir des modalités particulières de prise en charge de ses frais de déplacement ;

La présente délibération a pour objet de fixer, pour la durée du mandat du Président (2026-2031), des règles dérogatoires de remboursement de ses frais.

Il appartient au Conseil communautaire de fixer les conditions générales et particulières de prise en charge des frais engagés du Président dans le cadre de leurs missions. Si des règles générales ont été définies par délibération n°250702 en date du 2 juillet 2025, des dispositions dérogatoires peuvent être instaurées, pour une durée limitée, lorsque l'intérêt du service ou des contraintes particulières le justifient, sans pouvoir conduire à un remboursement supérieur aux dépenses effectivement engagées.

Les présentes dispositions sont applicables pour la durée du mandat du Président, sauf modification ou abrogation par une nouvelle délibération.

1. Déplacements hors du territoire de la Communauté de communes
Le Président peut bénéficier de la prise en charge des frais de transport et de séjour engagés à l'occasion de ses déplacements effectués hors du territoire de la Communauté de communes du Pays de Fayence, dès lors que ces déplacements interviennent dans le cadre de l'exercice de son mandat, notamment pour sa participation aux réunions des instances, organismes ou structures dont il est membre ès qualités, ou pour toute mission institutionnelle s'y rapportant.

Le remboursement de ces frais intervient exclusivement sur production des justificatifs correspondants.

Principe de choix du mode de transport
Le recours à un moyen de transport est déterminé selon le principe du coût le plus avantageux pour la collectivité, sous réserve de la compatibilité avec les contraintes de la mission. Lorsque les nécessités du déplacement le justifient, le moyen de transport le plus adapté à la nature et aux conditions de la mission peut être retenu.

a) Utilisation du véhicule personnel et moyens associés
Dans le cadre de ces déplacements, il est mis à disposition du Président :

- une carte carburant ;
- une carte de péage.

Ces moyens de paiement sont strictement réservés à la prise en charge des frais liés aux déplacements effectués dans l'exercice du mandat de Président.

Ils ne constituent en aucun cas un avantage personnel et ne peuvent être utilisés à des fins privées ni pour tout autre mandat ou activité.

Un dispositif de contrôle est mis en place afin d'assurer la traçabilité des dépenses. À ce titre, le Président transmet systématiquement au service comptable les justificatifs de dépenses (tickets, factures), accompagnés de l'indication du motif du déplacement correspondant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

b) Transports collectifs

Transport ferroviaire :
Les frais sont remboursés sur la base d'un trajet en deuxième classe, sur justificatifs.
Le recours à la première classe peut être admis à titre dérogatoire, lorsque les conditions de la mission, les contraintes horaires ou les conditions tarifaires le justifient.

Transport aérien :
Le recours à l'avion peut être autorisé lorsque le transport ferroviaire s'avère inadapté, notamment en raison de la distance, de la durée globale du déplacement ou de contraintes particulières liées à la mission.
Le remboursement est effectué sur la base d'un billet en classe économique, sur justificatifs.

Autres modes de transport collectif :
Les frais de transport en autocar, navette, métro, covoiturage ou tout autre moyen de transport collectif équivalent sont remboursés sur la base des dépenses réellement engagées et sur présentation des justificatifs correspondants.

2. Frais d'hébergement et de restauration

a) Hébergement
Dans le cadre de ses fonctions, le Président peut être amené à engager des frais d'hébergement à l'occasion de déplacements hors du territoire de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

Ces frais sont pris en charge sur la base des dépenses réellement engagées, dans la limite de plafonds forfaitaires comprenant la nuitée et le petit-déjeuner, et sur présentation de justificatifs.

Par dérogation aux barèmes fixés par l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié, et en application de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001, les plafonds suivants sont retenus :

Province	Paris *(intra-muros)*	**Villes dont la population est supérieure ou égale à 200 000 habitants et communes de la métropole du grand Paris**
180€	240€	220€

Ces plafonds constituent des maxima de remboursement et ne sauraient excéder les dépenses réellement supportées.

b) Restauration
Les frais de restauration engagés à l'occasion des déplacements effectués dans le cadre de l'exercice du mandat du Président peuvent faire l'objet d'une prise en charge sur présentation des justificatifs correspondants et dans la limite des dépenses réellement engagées.

Par dérogation aux barèmes prévus par l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié, et conformément aux dispositions de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié, le plafond de remboursement des frais de repas est fixé à :

- 30 € maximum par repas (déjeuner ou dîner) sans distinction géographique du lieu de déplacement.

Ce plafond constitue un montant maximal de remboursement et ne peut, en aucun cas, conduire à une prise en charge supérieure au montant effectivement acquitté.

3. Durée d'application et contrôle
Les présentes dispositions sont applicables pour la durée du mandat du Président (2026–2031), sauf modification ou abrogation par une nouvelle délibération du Conseil communautaire.

La mise en œuvre de ces modalités de prise en charge fait l'objet d'un suivi et d'un contrôle par les services administratifs et financiers de la Communauté de communes, notamment au regard des justificatifs produits et de la conformité des dépenses engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** les modalités de prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration du Président, telles que définies dans la présente délibération, pour la durée de son mandat 2026–2031 ;
- **PRÉCISE** que ces modalités s'appliquent exclusivement aux déplacements effectués dans le cadre de l'exercice des fonctions de Président de la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
- **RAPPELLE** que tout remboursement est subordonné à la production de justificatifs et intervient dans la limite des dépenses réellement engagées ;
- **APPROUVE** la mise à disposition du Président, pour la durée de son mandat, d'une carte carburant et d'une carte de péage, exclusivement dédiées à la prise en charge des frais de déplacement professionnels liés à l'exercice de ses fonctions de Président de la CCPF ;
- **AUTORISE** le Président à utiliser ces dispositifs dans le strict cadre fixé par la présente délibération ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

II – FINANCES

DCC 260610/09 : MODIFICATION DES TARIFS DE LA TAXE DE SEJOUR A COMPTER DU 1ER JANVIER 2027

VU l'article 67 de la loi de finances pour 2015 n°2014-1654 du 29 décembre 2014 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2333-26 et suivants et R.2333-43 et suivants ;

VU le code du tourisme et notamment ses articles L. 422-3 et suivants ;

VU le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 ;

VU l'article 59 de la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 ;

VU l'article 90 de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ;

VU l'article 86 de la loi n°2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 ;

VU les articles 44 et 45 de la loi n°2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ;

VU les articles 162 et 163 la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;

VU le décret n°2019-1062 du 16 octobre 2019 ;

VU les articles 16, 112, 113 et 114 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;

VU les articles 122, 123 et 124 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;

VU l'article 76 de la loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

VU les articles 129 et 140 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

VU l'article 41 de la loi n°2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026 ;

VU les délibérations du Conseil Départemental des 26.03.2003 et 20.06.2003, instituant la taxe de séjour additionnelle à compter du 1er janvier 2004, au taux de 10% de la taxe de séjour communale ou intercommunale ;

VU la délibération n°160913/05 du conseil communautaire du 13 septembre 2016, instituant sur son territoire la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2017,

VU la délibération n°220531/07 du conseil communautaire du 31 mai 2022, portant modification des tarifs de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2023 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de modifier les tarifs de la taxe de séjour applicables sur le territoire du Pays de Fayence, en

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ce qui concerne les établissements classés en catégorie "palaces" et le taux applicable aux hébergements non classés ou en attente de classement
Il est proposé l'application de nouveaux tarifs à compter du 1er janvier 2027.

Interventions :
Camille BOUGE rappelle que la taxe de séjour constitue un indicateur de l'attractivité du territoire. Bien que son montant reste modeste pour les visiteurs, elle génère des recettes significatives pour la collectivité. Il note toutefois une baisse de la collecte en 2025, démontrant le caractère volatil de cette ressource.
Dans ce contexte, il est proposé de ne pas augmenter les tarifs applicables aux professionnels de l'hébergement.
La seule évolution concerne les hébergements « en attente de classement », notamment certaines locations de villas entre particuliers. Afin de limiter les situations de concurrence déloyale vis-à-vis des professionnels, il est proposé de porter le taux applicable à ces hébergements de 4 % à 5 %. Cette mesure constitue la seule modification proposée.

Jean-Luc RICHARD demande si une estimation du produit supplémentaire attendu a été réalisée et quel pourrait être l'impact financier de cette augmentation sur une année.

Xavier BOUNIOL, directeur de l'Office de Tourisme Intercommunal, indique qu'il s'agit d'une estimation, les nouveaux tarifs n'étant applicables qu'à compter du 1er janvier 2027. Le gain supplémentaire est évalué à environ 100 000 € sur l'exercice 2027.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS (2 ABSTENTIONS : A. STRUM ; F. NOEL) :

- MAINTIENT la perception de la taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire ;
- PRÉCISE que la présente délibération fixe toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour applicables sur son territoire à compter du 1er janvier 2027 et abroge et remplace toutes les délibérations antérieures ;
- DÉCIDE d'assujettir les natures d'hébergements suivantes à la taxe de séjour « au réel » : Palaces, Hôtels de tourisme, Résidences de tourisme, Meublés de tourisme, Villages de vacances, Chambre d'hôtes, Emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristiques, Terrains de camping, de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air, Ports de plaisance, Hébergements en attente de classement et hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1° à 9° de l'article R. 2333-44 du CGCT dont les auberges collectives ;
- DÉCIDE de percevoir la taxe de séjour du 1er janvier au 31 décembre inclus ;
- DÉCIDE que la taxe de séjour, directement perçue par les logeurs ou les plateformes de location, sera reversée dans les caisses du régisseur aux quatre dates suivantes :
  - Du 1er au 30 avril : reversement de la taxe de séjour encaissée pour la période s'étalant du 1er janvier au 31 mars,
  - Du 1er au 30 juillet : reversement de la taxe de séjour encaissée pour la période s'étalant du 1er avril au 30 juin,
  - Du 1er au 30 octobre : reversement de la taxe de séjour encaissée pour la période s'étalant du 1er juillet au 30 septembre,
  - Du 1er au 31 janvier N+1 : reversement de la taxe de séjour encaissée pour la période s'étalant du 1er octobre au 31 décembre,
- FIXE les tarifs suivants :

Catégories d'hébergements	Tarifs applicables au 01/01/2027 (hors taxes additionnelles)
Palaces	4,90€
Hôtels de tourisme 5*, résidences de tourisme 5*, meublés de tourisme 5*	3,00€
Hôtels de tourisme 4*, résidences de tourisme 4*, meublés de tourisme 4*	2,30€
Hôtels de tourisme 3*, résidences de tourisme 3*, meublés de tourisme 3*	1,50€
Hôtels de tourisme 2*, résidences de tourisme 2*, meublés de tourisme 2*, villages de vacances 4* et 5*	0,90€

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Hôtels de tourisme 1*, résidences de tourisme 1*, meublés de tourisme 1*, villages de vacances 1*, 2* et 3*, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,80€
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3*, 4* et 5* et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60€
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1* et 2* et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20€

- ADOPTE le taux de 5% applicable au coût par personne de la nuitée dans les hébergements en attente de classement ou sans classement, hors taxe additionnelle,
- DÉCIDE que sont exonérées de la taxe de séjour, conformément à l'article 2333-31 du CGCT :
  - Les personnes mineures,
  - Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés sur le territoire de la Communauté de communes,
  - Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- DÉCIDE d'instaurer la procédure de taxation d'office et d'appliquer des intérêts moratoires en cas de retard de versement du produit de la taxe de séjour (application d'un intérêt égal à 0.75% par mois de retard) dans les conditions de l'article L.2333-38 du CGCT),
- CHARGE le Président de notifier cette délibération aux services préfectoraux et à la DDFIP.

DCC 260610/10 : MODIFICATION DES TARIFS APPLIQUÉS DANS LE CADRE DE LA RÉGIE « RECETTES DIVERSES » GÉRÉE PAR FRANCE SERVICES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants,
VU la décision 2022-31 du 25 juillet 2022 portant création de la régie de recettes « recettes diverses » pour l'ensemble des recettes encaissées par France Services ;
VU la nécessité de mettre à jour la grille tarifaire au vu des éléments ci-dessus exposés ;

Il est proposé aux membres du conseil communautaire de procéder à une mise à jour de la grille tarifaire de la régie de recettes diverses, consistant en la suppression de la tarification applicable aux télétravailleurs.

En effet, ce service n'est plus adapté aux usages actuels, la majorité des usagers privilégiant désormais l'accès à la salle informatique en libre-service lorsqu'un besoin se présente.

Les autres prestations et tarifs de la régie demeurent inchangés, conformément au tableau présenté ci-après.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **FIXE** à compter du 1er juillet 2026 les droits à percevoir au bénéfice de la régie « Recettes Diverses » auprès des différents usagers comme suit :

LOCATIONS DE BUREAUX OU SALLE		
		Avec consommables inclus
BUREAUX	½ journée	25 €
	Journée	40€
SALLE DE REUNION « NOMADIA »	½ journée	30 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(8 personnes maximum)	Journée	50 €

TARIFICATION DES DROITS DE PLACE COMMERCE AMBULANT	
Du 1er juin au 30 septembre	20 € / jour
Le reste de l'année	13 € / jour

III – EAU & ASSAINISSEMENT

DCC 260610/11 : PROJET DE CONTRAT EAU ET CLIMAT/AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE : VALIDATION DES ACTIONS DU PROGRAMME

René UGO et **Eric MARTEL**, directeur de la Régie des Eaux, sont rapporteurs de cette question.

VU la délibération n° 230131/05 du 31 janvier 2023 adoptant le plan d'action pour la sécurisation de l'alimentation en eau du Pays de Fayence « Plan Marshall » ;

CONSIDÉRANT que, confronté à des épisodes de sécheresse récurrents et à un déficit de ses ressources en eau, le Pays de Fayence, exerçant ses compétences Eau et Assainissement, s'est engagé en 2023 dans une stratégie ambitieuse de sécurisation de son alimentation en eau en mettant en place un plan d'actions d'envergure réparties en 5 axes :

- la maitrise de l'urbanisme et la réduction des consommations,
- la modernisation du réseau de distribution et réparation des fuites,
- la sécurisation des ressources existantes et la modernisation du réseau de production,
- la mobilisation de nouvelles ressources,
- l'amélioration de la gouvernance de l'eau à une échelle répondant aux enjeux du changement climatique. ;

CONSIDERANT que ces actions doivent entrer en cohérence avec :

- les schémas de planification et la programmation publique (SDAGE RM/PDM/PAOT Var et Alpes Maritimes, SAGE Siagne et Argens, etc.) ;
- le Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PBACC) 2024-2030;
- les démarches "ressource" (PGRE Siagne, coordination à l'échelle des bassins) ;
- les outils opérationnels déjà mobilisés (schémas directeurs, programme de renouvellement, sectorisation, télérelève/optimisation, actions de sobriété, etc.) ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes exerce la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) depuis le 1er janvier 2018 pour laquelle elle s'appuie sur une organisation par bassins versants notamment celui de la Siagne (partenariat avec le SMIAGE) et celui de l'Argens (partenariat avec le SMA) ;

CONSIDERANT que les communes du territoire exercent la compétence de collecte, transport, stockage et traitement des eaux pluviales et qu'à ce titre les actions portant sur l'infiltration des eaux de pluie grâce à la désimperméabilisation et la déconnexion des réseaux sont à la main des communes ;

CONSIDERANT que, dans la continuité de la dynamique engagée par la Communauté de communes, et pour soutenir et accélérer un programme d'actions cohérent à l'échelle du territoire impliquant tous les maitres d'ouvrage compétents, un Contrat Eau et Climat impliquant notamment l'Agence de l'Eau, les services de l'Etat, le Département et la Région et définissant un périmètre d'actions définies éligibles aux modalités de financement associées est envisagé ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CONSIDERANT que pour que les organismes financeurs du contrat, notamment l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, s'engagent au versement de subventions, les maitres d'ouvrage doivent s'engager à mener 24 actions précises et planifiées (annexe 2 du projet de contrat joint) ;

CONSIDERANT que ces actions portent notamment sur une étude de projet visant à la restauration des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (thématique Milieux aquatiques), l'optimisation des sources de la Siagnole, l'amélioration du taux de rendement des réseaux d'eau potable (thématique Ressources) , la mise à jour des schémas directeur des eaux usées, la réhabilitation des réseaux d'eaux usées et des stations d'épuration, les actions communales visant à favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol (thématique Pollution) et les pilotage et animation du contrat à intervenir (thématique Transversale) ;

CONSIDERANT qu'il revient à la Communauté de communes de s'engager à réaliser les 19 actions qui la concernent et d'acter le principe de passation dudit contrat Eau et Climat afin de pouvoir bénéficier des financements publics prévus ;

Eric MARTEL précise que les crédits contractualisés sont réservés par l'Agence de l'eau et que leur versement est garanti, sous réserve du respect des calendriers d'exécution des opérations. Le montant prévisionnel des opérations concernées s'élève à 14,923 M€, pour une participation de l'Agence de l'eau estimée à 7,273 M€, montant susceptible d'augmenter si des communes rejoignent le dispositif.
Concernant le reste des financements, il est indiqué qu'ils relèvent du « hors contrat » et feront l'objet de demandes de subventions au fil de l'eau. Aucun financement n'est garanti à ce stade, même si une partie des aides pourra être obtenue dans le cadre des crédits annuels disponibles de l'Agence de l'eau.
Il est enfin précisé que ces financements seront complétés par d'autres partenaires institutionnels, notamment la Région, l'État au titre de la DETR et de la DSIL, ainsi que le Département, auprès desquels des demandes de subvention ont été déposées.

Interventions :
Camille BOUGE indique qu'il souhaite ajouter au programme la désimperméabilisation de la cour des deux écoles, maternelle et élémentaire, le parking ainsi que la chaussée intermédiaire.
Aurore STURM souhaite également ajouter la cour des deux écoles de Montauroux au programme.
Eric MARTEL prend note de ces ajouts.

Jean-Luc RICHARD indique qu'à ses yeux, le document présenté ne peut être qualifié de contrat. Il estime que les termes employés relèvent davantage d'une feuille de route, d'un cadre d'action ou d'engagements de principe que d'obligations réciproques formalisées. Il souligne que le document comporte de nombreuses réserves et conditions, dont certaines ne sont pas précisées, et qu'il ne crée selon lui aucune obligation réelle pour les parties signataires. Dès lors, il s'interroge sur la portée effective des engagements annoncés et sur le lien avec l'attribution future de subventions, laquelle demeure soumise à des conditions qu'il juge insuffisamment définies.
Eric MARTEL lui répond que le document présenté est un document élaboré par l'Agence de l'eau. Les services travaillent tout au long de l'année avec cet organisme, qui rédige les projets de contrat ensuite complétés par les collectivités en fonction des actions envisagées. Il indique que l'Agence de l'eau impose un cadre administratif et réglementaire particulièrement strict, assorti de réserves et d'obligations à respecter au fur et à mesure de l'avancement des opérations. Le contrat présenté constitue ainsi un contrat-cadre qui servira ensuite de base au dépôt des demandes de subventions individuelles pour chaque projet.
M. Martel souligne que la collectivité ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur la rédaction juridique de ce document, qui relève des modèles imposés par l'Agence de l'eau. Le document sera encore complété avant signature, mais sa version définitive restera très proche de celle présentée. Il rappelle enfin que ces documents relèvent du droit public et répondent aux exigences administratives propres à l'Agence de l'eau, la collectivité étant tenue de se conformer à ce cadre réglementaire.
LE PRESIDENT précise que, comme pour de nombreuses agences, le terme de « démarche contractuelle » doit être compris avant tout comme une expression du partenariat entre les acteurs concernés. Il reconnaît que cette terminologie peut être utilisée avec moins de rigueur que dans une approche juridique stricte et indique que ce type de démarche aboutit habituellement aux résultats attendus, même si ceux-ci ne sont à ce stade que préfigurés. Il rappelle que le calendrier est respecté et que les usages de l'Agence de l'eau reposent souvent sur un vocabulaire et des méthodes qui peuvent susciter des interrogations ou des critiques. Il estime néanmoins qu'il n'existe aucun motif rationnel d'inquiétude quant à l'issue de la procédure et à l'obtention des résultats attendus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Jean-Louis ANNET s'interroge sur les chiffres présentés dans le document. En se référant à la page 10, il relève que 4,9 millions de m³ d'eau sont prélevés sur le territoire, dont 2,76 millions de m³ sont exportés. Selon son interprétation, cela signifie que la Communauté de communes ne consomme qu'environ 32 % des volumes prélevés sur ses ressources.

Eric MARTEL précise que la source de la Siagnole est une ressource partagée avec les communes de Fréjus et de Saint-Raphaël, qui bénéficient de droits d'eau historiques. La communauté de communes assure ainsi l'acheminement des volumes qui leur sont destinés, conformément aux engagements contractuels en vigueur. Il indique également qu'une partie de l'eau prélevée est vendue en gros au SEVE, notamment pour l'alimentation de la commune de Bagnols-en-Forêt. Cette eau brute est ensuite potabilisée avant d'être redistribuée aux usagers.

Ainsi, une part importante des volumes prélevés est exportée vers des territoires extérieurs ou vers des communes alimentées dans le cadre de conventions existantes, notamment Bagnols-en-Forêt, les Adrets-de-l'Estérel, Fréjus, Saint-Raphaël et le quartier de Saint-Jean.

LE PRESIDENT précise que la collectivité partage la ressource en eau lorsque cela est possible. Il rappelle que l'eau exportée correspond à des volumes qui seraient perdus s'ils n'étaient pas valorisés. Il souligne toutefois que, lors des périodes de tension sur la ressource, connues par le passé, les exportations ont dû être fortement réduites afin de préserver les besoins du territoire. Il indique que les collectivités partenaires ont bien intégré cette contrainte et travaillent également à réduire leur dépendance à la Siagnole. À ce titre, il évoque les travaux engagés pour sécuriser l'alimentation en eau de secteurs tels que Les Adrets-de-l'Estérel et Saint-Jean-de-Cannes, dans une logique de diversification des ressources et de gestion durable de l'approvisionnement.

Eric MARTEL confirme les propos du Président et indique que des travaux sont actuellement menés avec le SEVE et EC2A afin de permettre à la commune des Adrets-de-l'Estérel de gagner en autonomie en matière d'alimentation en eau. Cet objectif doit également permettre de récupérer des volumes destinés au Pays de Fayence, dont les dotations demeurent insuffisantes au regard des besoins du territoire. Il précise que les opérations inscrites au contrat présenté précédemment, notamment la création du bassin de tête, l'usine de potabilisation et les travaux liés aux canaux romains, contribueront à optimiser les ressources disponibles pour le Pays de Fayence. Ces investissements visent à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau et à mieux faire face aux épisodes de sécheresse, dont la fréquence pourrait augmenter dans les années à venir.

Eric Martel rappelle que cette sécurisation de la ressource constitue également un élément important pour accompagner les perspectives de développement du territoire évoquées dans le SCoT, notamment en vue d'une reprise progressive de l'urbanisation à l'horizon 2028.

Enfin, il souligne que la source de la Siagnole est historiquement partagée avec d'autres territoires, dans le cadre de dispositions anciennes remontant au XIXe siècle, qui continuent aujourd'hui d'encadrer la répartition de cette ressource.

Jean-Louis ANNET relève que la page 16 du document mentionne un tarif cible de l'ordre de 1,80 € par m³ pour l'eau potable, tandis que les tarifs actuellement pratiqués par les communes, présentés en page 12, apparaissent déjà supérieurs à ce niveau. Il demande donc si ce montant de 1,80 € correspond bien à un prix de référence et comment il doit être interprété au regard des tarifs actuellement appliqués.

Eric MARTEL indique qu'une coquille s'est vraisemblablement glissée dans le document, les communes ne vendant plus directement l'eau depuis le transfert de la compétence. Il explique que le tarif de 1,80 € HT par m³ présenté en page 16 constitue un tarif cible. À ce jour, les tarifs pratiqués sur le territoire demeurent différents selon les communes, certains étant déjà supérieurs à ce niveau tandis que d'autres lui sont inférieurs. L'objectif est d'atteindre progressivement une harmonisation tarifaire à l'échelle du territoire d'ici 2030.

Il précise que cette convergence des tarifs fera l'objet de délibérations présentées lors de prochains conseils communautaires. Le tarif cible de 1,80 € HT par m³ s'entend hors redevances, celles-ci venant s'ajouter au prix de l'eau.

Enfin, il indique qu'une démarche identique sera engagée pour l'assainissement afin qu'à l'horizon 2030, un tarif unique de l'eau et un tarif unique de l'assainissement s'appliquent sur l'ensemble du territoire, les équipements étant désormais mutualisés et gérés à l'échelle communautaire.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS (3 ABSTENTIONS : O. BAÏLÉ, J-L. RICHARD, J-L. ANNET, E. BAUDET) :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- **APPROUVE** le principe de la passation d'un Contrat Eau et Climat à intervenir notamment avec l'Agence de l'Eau RMC ;
- **APPROUVE** la liste des 19 actions à mener par la Communauté et S'ENGAGE à les mener selon les conditions indiquées dans l'annexe 2 du projet de contrat.

IV – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

DCC 260610/12 : APPROBATION DE LA CONVENTION DE REVERSEMENT PAR LA COMMUNE DE MONTAUROUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT PERÇUE SUR LA ZONE D'ACTIVITE ÉCONOMIQUE DE L'APIER

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5214-1 et 5211-1-6,
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.331, L331-2 et L.331-7-5,
VU le Code général des impôts et notamment son article 1379, I, 16° relatif au reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement entre une commune et un établissement public de coopération intercommunale, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, des compétences de cet établissement public ;
VU les statuts de la Communauté de communes du Pays de Fayence et notamment la compétence développement économique ;
VU la délibération n° 2025-049 du Conseil municipal en date du 30 juin 2025 portant fixation du taux majoré de 12 % de la taxe d'aménagement sur la ZAE de l'Apier ;
VU la délibération n°2026-059 du Conseil municipal en date du 29 mai 2026 portant sur la répartition de la taxe d'aménagement majorée entre la commune de Montauroux et la Communauté de communes, basée sur leurs compétences respectives ;
VU le projet de convention de reversement de la taxe d'aménagement entre la commune de Montauroux et la communauté de communes du Pays de Fayence annexé à la présente délibération ;
Aux termes de l'article 1639 A bis, VI du Code général des impôts, les délibérations relatives au reversement de la taxe d'aménagement, à l'exception de celles fixant son taux, doivent être adoptées avant le 1er juillet pour être applicables à compter de l'année suivante. Elles doivent en outre être notifiées aux services fiscaux dans un délai de deux mois suivant leur adoption.

La zone d'activité économique de l'Apier relève de la compétence de la Communauté de communes du Pays de Fayence, qui assure notamment les charges d'investissement, d'aménagement, d'entretien et de gestion des équipements publics.

Dans ce cadre, la Commune de Montauroux et la Communauté de communes du Pays de Fayence ont la faculté, par délibérations concordantes prises dans les conditions prévues par les dispositions précitées, de convenir du reversement de tout ou partie de la part communale de la taxe d'aménagement, en tenant compte de la charge des équipements publics relevant des compétences de l'établissement public de coopération intercommunale.

Une étude réalisée par SEMEXVAL et Comby Architecte, versée au dossier, a permis d'analyser la répartition des charges d'équipements publics relevant respectivement des compétences de la Communauté de communes du Pays de Fayence et de la Commune de Montauroux sur le périmètre concerné. Cette étude met en évidence une clé de répartition de 93 % pour la Communauté de communes du Pays de Fayence et de 7 % pour la Commune de Montauroux.

Les modalités de reversement de la taxe d'aménagement sont prévues dans la convention annexée à la présente délibération.

Interventions :
Alexandre PERIC s'interroge sur la date de démarrage des travaux de la zone de l'Apier.
Florent DUPRIEZ, directeur du développement territorial durable, indique que le projet est actuellement structuré en trois

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

phases, pour une durée globale estimée à trois ans. Il précise que la première étape est conditionnée par l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation du bassin, ce qui constitue un enjeu majeur pour le calendrier de l'opération.
Sous réserve du bon déroulement de cette procédure, l'objectif est d'engager les premières phases du projet d'ici la fin de l'année ou le début de l'année suivante. Il rappelle toutefois que les délais restent étroitement liés à la concrétisation de l'acquisition foncière, ce type de démarche pouvant nécessiter un temps variable selon les situations et les interlocuteurs concernés.

LE **CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **ADOPTE** le principe de reversement de la taxe d'aménagement à la Communauté de communes du Pays de Fayence selon la répartition suivante :
  - 93 % du produit de la part communale de taxe d'aménagement effectivement perçue par la Commune sur le périmètre de la ZAE de l'Apier reversé à la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
  - 7 % du produit correspondant conservé par la Commune de Montauroux.
- **APPROUVE** la convention de reversement de taxe d'aménagement entre la Commune de Montauroux et la Communauté de communes du Pays de Fayence relative à la Zone d'Activité Économique de l'Apier telle qu'annexée ;
- **PRECISE** que ce reversement s'applique à l'intégralité de la part communale de taxe d'aménagement perçue dans le périmètre de la ZAE de l'Apier.
- **DIT** que la convention est conclue pour une durée de dix (10) années à compter du 1er janvier 2027.
- **AUTORISE** le Président à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DCC 260610/13 : DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE AU SEIN DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL (CDAC)

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et L. 2121-21 ;
VU le Code de commerce, notamment ses articles L. 751-1 et suivants et R. 751-1 et suivants relatifs à l'aménagement commercial ;
VU l'arrêté préfectoral n° DDTM-SPP-PAU-2023-12 du 18 septembre 2023 portant désignation des membres de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Var ;

CONSIDERANT que la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (C.D.A.C.) est chargée d'examiner les demandes d'autorisation d'exploitation commerciale dans les conditions prévues par le Code de commerce ;
CONSIDERANT que la Commission Départementale d'Aménagement Commercial comprend notamment parmi ses membres le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation du projet ou son représentant ;
CONSIDERANT que la Commission Départementale d'Aménagement Commercial comprend également le président en charge du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) dans le périmètre duquel est située la commune d'implantation du projet ou son représentant ;
CONSIDERANT que la Communauté de Communes du Pays de Fayence exerce la compétence Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ;
CONSIDERANT qu'il convient de procéder à la désignation des représentants de la Communauté de Communes du Pays de Fayence appelés à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial ;
CONSIDERANT que, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations auxquelles il est amené à procéder ;
CONDIDERANT que le conseil communautaire a décidé à l'unanimité de ne pas y recourir conformément à l'article L.2121-21 du CGCT,

LE **CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ENTENDU cet exposé,
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **PREND ACTE** que **le Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) est membre de** droit de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial en qualité de président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre concerné.
- **DESIGNE M. Jean-Luc RICHARD** représentant suppléant de la CCPF au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial au titre de l'établissement public de coopération intercommunale.
- **DESIGNE M. Jean-Yves HUET**, Vice-président délégué à l'aménagement du territoire, pour représenter, **au titre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT),** la CCPF au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- **DESIGNE M Michel FIAT représentant suppléant, au titre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT),** de la CCPF au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- **CHARGE** le Président de l'exécution de la présente délibération et de sa transmission à Monsieur le Préfet du Var.

DCC 260610/14 : ADOPTION DE LA CONVENTION POUR L'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS D'URBANISME POUR LA PÉRIODE 2026-2032/33 REMPLACANT LA CONVENTION D'OCTOBRE 2022

VU la loi n°2018-1021 du 23/11/2018 portant Evolution du Logement et l'Aménagement et du Numérique (ELAN) et notamment l'article 62, codifié par l'article L.423-3 du code de l'urbanisme ;
VU la délibération n°201027/07 du conseil communautaire en date du 27/10/2020, reçu en préfecture le 29/10/2020 ;

CONSIDÉRANT la mise en place de la dématérialisation de l'urbanisme en date du 1/01/2022 ;
CONSIDÉRANT les nouvelles méthodes d'instruction et de fonctionnement ;

La Communauté de Communes du Pays de Fayence a pris la compétence facultative d'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation des sols. En application de l'article R.423-15 du code de l'urbanisme, la Communauté de Communes du Pays de Fayence est habilitée à instruire les actes d'urbanisme pour le compte de ses communes membres, sur la base d'une convention d'instruction depuis le 1er janvier 2014.

Cette convention a été adoptée par délibération n°201027/07 en date du 27/10/2020, l'arrivée de la dématérialisation de l'urbanisme induit une adaptation de cette dernière.

Les missions de la Communauté de Communes du Pays de Fayence comprennent le contrôle du respect des règles d'urbanisme applicables, la consultation des services extérieurs, la proposition d'une décision motivée et juridiquement fiable.

La Communauté de Communes du Pays de Fayence sera chargée de l'instruction des actes suivants :
- Certificats d'urbanisme de type b (dits opérationnels),
- Permis de construire,
- Permis d'aménager,
- Permis de démolir.

La commune conservera l'instruction des documents suivants :
- Certificats d'urbanisme de type a (dits d'information),
- Déclarations préalables,
- Certificats de conformité après récolement,

À l'exception des communes de Mons, Tanneron et Saint-Paul-en-Forêt où la CCPF instruit l'ensemble des actes.

La convention précise le circuit de dépôt d'instruction et de signature des demandes d'urbanisme et les conditions de réception du public.

L'instruction proposée par la Communauté de Communes du Pays de Fayence est gratuite, à l'exception d'une participation annuelle pour les charges de fonctionnement et d'équipement en matériel informatique (logiciel ...).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

La convention est conclue pour la durée du mandat. Elle prendra fin dans les trois mois qui suivront l'installation du nouveau conseil municipal à la suite du renouvellement général des conseils municipaux. Toute modification sera effectuée par une délibération modificative. La convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, après respect d'un préavis de 3 mois.

Interventions :

Sylvie ALLEG demande une précision concernant les modalités financières liées au stockage et à l'hébergement présentées en page 8. Elle relève que la clé de répartition individuelle est désormais calculée sur la base du volume total de stockage des neuf collectivités, alors que la convention précédente prenait en compte dix collectivités, à savoir les communes ainsi que l'EPCI. Elle souhaite donc connaître les raisons pour lesquelles l'EPCI a été retiré de la formule de calcul de cette clé de répartition.
Vivien VIAL explique que l'EPCI a été retiré de la formule de répartition car il ne stocke pas de données ni d'archives propres dans le cadre de ce dispositif. Ce sont uniquement les archives des communes qui sont hébergées et stockées.
Il précise qu'il s'agit effectivement de l'une des rares modifications apportées entre l'ancienne et la nouvelle convention.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DIT** que la délibération n°221026/30 en date du 26/10/2022 est remplacée par la présente ;
- **APPROUVE** les termes de la convention jointe en annexe ;
- **AUTORISE** le président à signer ladite convention et à emmètre le titre de recette correspondant.

DCC 260610/15 : AVENANT N°1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2025-2027 AVEC L'AUDAT VAR (AGENCE D'URBANISME DE L'AIRE TOULONNAISE ET DU VAR) – ANNÉE 2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU l'article 6.2 des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Aire Toulonnaise et du Var (AUDAT.VAR) ;
VU la délibération n°220628/02 du 28 juin 2022 par laquelle le conseil communautaire a approuvé son adhésion à l'AUDAT.VAR ;
VU la délibération n°251014-08 du 14 octobre 2025 approuvant la convention cadre pluriannuelle 2025-2027 ;

CONSIDÉRANT que la cotisation statutaire de la Communauté de communes du Pays de Fayence à l'AUDAT.VAR est fixée à 22 998 € pour l'année 2026 et qu'il est proposé d'accorder une subvention complémentaire de 8 052 € destinée à financer le programme de travail partenarial de l'agence ;

La CCPF et l'AUDAT.VAR ont conclu pour la période 2025-2027 une convention cadre pluriannuelle, définissant le cadre et les modalités selon lesquelles la CCPF décide d'apporter son concours financier à la réalisation du programme partenarial de travail initié et mis en œuvre par l'AUDAT.VAR.

C'est ainsi que la subvention de la CCPF a été arrêtée pour 2026, suivant le programme partenarial de travail de l'année en cours et du budget votés par le Conseil d'Administration de l'AUDAT.VAR du 20 février 2026.

Outre le montant de la cotisation annuelle de chaque membre arrêté par le Conseil d'Administration, et fixée pour cette année 2026 à 22 998€ pour la CCPF (soit 0,75€ par habitant), l'avenant n°1 de la convention joint a pour objet de mettre à jour les axes de travail et objectifs pour l'année 2026 ainsi que la subvention annuelle pour la réalisation du programme de travail partenarial, en complément de sa cotisation annuelle statutaire susmentionnée.

En 2026, et dans le cadre de ce programme partenarial, l'intérêt de la CCPF porte plus particulièrement sur les missions suivantes :

- ✓ Contribuer à la mise en œuvre du SCoT ;
- ✓ Etablir les bases des stratégies urbaines à déployer pour la mise en œuvre des orientations du SCoT, en particulier sur les secteurs à enjeux complexes et diversifiés (plaine de Fayence) ;
- ✓ Appuyer la construction du projet de territoire ou/et sa déclinaison contractuelle (CRTE) ;
- ✓ Animer les réseaux de chefs de projets (PAT, économie & territoires, chefs de projet SCoT, PVD/ACV, géomatique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

La subvention annuelle 2026 liée au programme partenarial précité, et joint à la présente délibération, s'élève à 8 052€.

Interventions :
Olivier BAÏLÉ s'interroge sur les différences entre le dispositif présenté et le recours à la SPL avec laquelle la CCPF va collaborer pour la zone de l'Apier.
Florent DUPRIEZ précise que l'AUDAT intervient principalement sur les missions de planification et de réflexion stratégique à l'échelle globale d'un territoire. À titre d'exemple, dans le cadre du projet de la plaine, elle analyse l'ensemble du secteur afin d'en assurer la cohérence avec son fonctionnement et les documents de planification.
À l'inverse, la SPL intervient davantage dans la mise en œuvre opérationnelle des projets. Elle peut notamment assurer des missions de maîtrise d'œuvre, d'aménagement, de voirie et réseaux divers (VRD), ou encore accompagner les collectivités dans le cadre de dispositifs tels que la taxe d'aménagement majorée.
Il souligne ainsi le caractère complémentaire de ces deux structures : l'AUDAT intervient en amont, sur la définition et la structuration des projets, à l'image de son rôle dans l'élaboration du SCOT, tandis que la SPL peut ensuite prendre le relais pour accompagner leur réalisation concrète.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le versement de la cotisation statutaire due à l'AUDAT.VAR au titre de l'année 2026, d'un montant de 22 998 € ;
- **DÉCIDE** d'attribuer à l'AUDAT.VAR une subvention d'un montant de 8 052 € au titre de l'année 2026 pour la réalisation du programme de travail partenarial ;
- **APPROUVE** la convention annuelle de subvention pour l'année 2026 annexée à la présente délibération ;
- **AUTORISE** le Président à signer ladite convention ainsi que tout document s'y rapportant ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2026.

V – DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

DCC 260610/16 : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - ANNÉE 2025

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment L.5211-9 et L.5211-39 ;
VU le Code de l'Environnement,
VU le décret n°2000-404 du 11 mai 2000, relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'élimination des déchets ;
VU le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 et ses annexes portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;

CONSIDERANT que la compétence relative à la collecte et au traitement des déchets ménagers et assimilés est exercée par la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
CONSIDERANT que l'élaboration du rapport sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets a pour objectif de renforcer la transparence et l'information dans la gestion des services aux usagers

Anne Guy, directrice du service déchets, présente au conseil communautaire le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets pour l'année 2025 pour l'ensemble du territoire.

En application du CGCT, la Communauté de communes du Pays de Fayence adressera le présent rapport aux Maires de chaque Communes membres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Interventions :

Sami MANKAÏ s'interroge sur les modalités de remise des badges d'accès aux points d'apport volontaire. Il indique qu'un certain nombre d'usagers ne disposent toujours pas de leur badge et demande s'il serait possible d'organiser des permanences sur le territoire afin d'éviter aux habitants de devoir se déplacer et ainsi faciliter leur distribution.

Anne Guy indique que des permanences ont déjà été organisées par le passé pour la remise des badges et du matériel de collecte. Elle précise que, si les communes le souhaitent, de nouvelles permanences pourront être mises en place au sein des villages afin de faciliter l'accès au service pour les usagers.

Elle rappelle également que le service déchets assure actuellement une permanence les premier et troisième samedi de chaque mois, toute la matinée, sur le site de Tassy. Ce dispositif, maintenu jusqu'à la fin de l'année, permet notamment aux personnes ne pouvant se déplacer en semaine de venir récupérer leurs bacs et badges.

Aurore STURM s'interroge sur l'opportunité de mener une communication complémentaire à destination des usagers qui ne souhaitent pas se munir d'un badge.

Le Président profite de cette question pour annoncer la diffusion d'un courrier à destination de l'ensemble des habitants du Pays de Fayence. Il rappelle que le conseil communautaire a choisi de mettre en place, à compter du 1er juillet, une période test destinée à préparer l'entrée en vigueur de la taxe déchets. Il précise que cette période n'est pas une « année blanche », les usagers continuant à contribuer au financement du service, mais qu'elle permet de tester le dispositif sur les six derniers mois de l'année avant son application complète en 2027.

Il indique qu'une communication est en cours de diffusion auprès des habitants. Celle-ci comprend un courrier expliquant qu'à partir de 2027 la TEOM sera remplacée par la taxe déchets, ainsi qu'une fiche détaillant les modalités de calcul de cette dernière. Il précise que cette lettre est éditorialisée et cosignée par M. Saillet et lui-même afin de porter directement cette communication et assumer en première ligne la présentation de cette réforme auprès des usagers

Jérôme SAILLET indique que ce courrier rappelle notamment les principes de la taxe et met en avant la baisse des tonnages observée ces dernières années. Il précise que l'année de test est ramenée à six mois, à compter de juillet. À partir du mois suivant, les levées de bacs seront comptabilisées et serviront de base au calcul de la part variable de la taxe. Il insiste sur la nécessité de communiquer largement auprès des administrés afin que chacun soit informé de cette évolution.

Il rappelle que la mise en œuvre du dispositif a déjà été reportée à plusieurs reprises et estime que le courrier a fait l'objet d'un important travail de préparation. Il remercie à ce titre Mme Guy ainsi que le service communication pour leur contribution, considérant que les explications fournies sont claires et pédagogiques.

Olivier BAÏLÉ demande si les données collectées au cours des six derniers mois de l'année serviront de base à une extrapolation permettant d'estimer ce que représenterait la redevance sur une année complète.

Anne GUY précise que le scénario initial prévoyait une baisse du taux de TEOM de 11,80 % à 9 ou 10 %, les levées de bacs et les apports étant comptabilisés sur une année complète. Dans cette hypothèse, la TEOM aurait généré environ 6,2 M€ de recettes, complétées par 1,6 M€ issus de la part variable.

Toutefois, la période d'expérimentation ayant été ramenée à six mois, la part variable ne sera prise en compte que sur cette durée. En conséquence, le taux de TEOM ne pourra pas être réduit autant qu'envisagé initialement. Il devrait se situer autour de 10 %, sous réserve de la finalisation des calculs, générant environ 7 M€ de recettes, tandis que la part variable représenterait près de 0,8 M€.

Elle rappelle enfin que la DGFIP calcule la part fixe à partir de la valeur locative et du taux de TEOM voté. La collectivité ne peut ensuite y ajouter que les données liées aux levées ou aux apports effectivement comptabilisés.

Aurore STURM relève que la part variable de la future redevance paraît relativement limitée et s'interroge sur la portée incitative du dispositif, compte tenu de la faible différence attendue entre le montant acquitté actuellement et celui qui sera payé la première année.

Anne GUY confirme que l'impact de la part variable sera effectivement limité lors de la première année d'application, dû au démarrage du dispositif qui demandera des ajustements.

Elle indique par ailleurs que le prochain règlement de collecte sera soumis à validation après un travail préalable en Bureau communautaire. Parmi les pistes envisagées figure la mise en place d'une pénalisation pour les usagers qui ne se seraient pas déclarés et ne disposeraient pas d'un identifiant ou d'un dispositif de comptabilisation des déchets. À titre d'exemple, un nombre forfaitaire de levées pourrait leur être appliqué afin de les inciter à s'équiper et à utiliser le dispositif. Elle rappelle enfin qu'un nombre minimal de levées obligatoires restera, dans tous les cas, facturé.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Michel RAYNAUD rappelle que la part variable est encadrée par la réglementation et ne peut pas être fixée librement. Il précise que le pourcentage retenu a été calibré afin de respecter ce cadre tout en recherchant un équilibre entre les contribuables, notamment entre les logements soumis à des bases foncières plus élevées et ceux disposant de bases plus faibles. L'objectif est ainsi de maintenir une certaine péréquation entre les différentes situations fiscales.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets pour l'année 2025
- **NOTIFIE** le rapport à l'ensemble des communes membres
- **PRECISE** que le rapport annexé à la présente délibération sera consultable sur le site internet de la Communauté de communes du Pays de Fayence (www.cc-paysdefayence.fr) et tenu à disposition pour consultation aux horaires d'ouverture du service

---

VI – FORÊT

DCC 260610/17 : PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE FINANCEMENT FEADER, PROGRAMME 2026 – REALISATION 2026, POUR LA MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE DE L'OUVRAGE DFCI G50 LE JAS DES MAURES

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et suivants ;

VU le Code de la commande publique ;

VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en phase finale de révision. L'Interservices, constitué du SDIS, du Département du Var, de la Région et de la DDTM, a étudié lors du comité de massif, qui s'est déroulé le 10 mars 2026, les travaux proposés par la Communauté de communes du Pays de Fayence pour la programmation 2026-2027, afin qu'elle puisse solliciter des financements FEADER, Région Sud et Département.

L'ouvrage G50 Le Jas des Maures, d'une longueur retenue au PIDAF d'environ 2.5 km, est situé principalement en mitoyenneté sur les communes de Tourrettes et Fayence, avec 2 parcelles sur la commune de Saint-Paul-en-Forêt. Environ 1,5 km, répertoriée en voie DFCI en 2009, a été supprimée de la révision du PIDAF en 2025, en raison de sa proximité avec la zone urbanisée qui représente une interface forêt/habitat à traiter avec les OLD (Obligations Légales de Débroussaillement) des habitations, et qui ne correspond plus à la vocation DFCI (Défense des forêts contre l'incendie). Cette partie de l'ouvrage est donc rétrocédée aux commnes de Tourrettes et Fayence.

L'ouvrage concerné en voie DFCI est classé en ZAE (Zone d'appui élémentaire) au sein du nouveau PIDAF, soit un débroussaillement de 25 m de largeur de chaque côté de la voie. La piste est une voie de 2ème catégorie dont la bande de roulement sera comprise entre 4 et 6 m de largeur, avec la présence d'aires de retournement tous les km, d'aire de croisement tous les 500 m et un point d'eau tous les 2 km. Dans un soucis d'optimisation de la répartition des citernes DFCI, une demande sera faite à la mairie de Saint-Paul-en-Forêt, pour déplacer SPF 6 de 600 ml sur la commune de Tourrettes.

Il est par conséquent proposé à l'assemblée de demander un financement FEADER pour les travaux suivants, qui débuteraient en fin d'année 2026 :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Le maintien en conditions opérationnelles de la bande de roulement en 2ème catégorie
- La normalisation de 2 aires de croisement
- La création de 4 aires de retournement et d'une aire pour une citerne aérienne
- L'élargissement de 300 ml de piste à 6 m de largeur, sur l'emprise des 10 m de largeur du domaine public du chemin de Maracabre, en bas de vallon du Jas de la Maure, avant le gué
- Le débroussaillement en ZAE 25 x 25 m de largeur, de la piste et des aires
- L'ajout de la citerne SPF 6, y compris la maintenance (remise en peinture, immatriculation (TRS) et graissages).
- Le déplacement et le complément de la signalétique DFCI, par rapport aux 1,5 km d'itinéraires supprimés.

La maîtrise d'oeuvre sera réalisée en régie, par la technicienne du service forêt. Le financement FEADER permet de prendre en compte les frais de rémunérations et les coûts indirects liés (frais véhicules, impressions,....) à hauteur maximale de 12 % du montant des travaux.

Les tableaux ci-dessous détaillent les estimations de travaux qui seront jointes au dossier de demande de financement FEADER.

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Maintien en conditions opérationnelles bande de roulement 2ème catégorie + aire citerne	Piste	Bande de roulement	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1000,00	ml	6 000,00 €
Normalisation de 2 aires de croisement	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à	Externalisé	2,00	ml	1 600,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				bons de commandes en juin 2026				
Création de 4 aires de retournement	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	4,00	ml	15 200,00 €
Création de 300 ml de piste de 6 m de largeur	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	300,00	ml	2 700,00 €
Création d'une aire pour citerne	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	ml	3 500,00 €
Débroussaillement ZAE 25x25	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de	Externalisé	11,30	ha	29 380,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Débroussaillement des 25 m de rayon pour l'aire de la nouvelle citerne	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,05	ha	200,00 €
Débroussaillement des 4 aires de retournement issus de la normalisation de la piste	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,08	ha	960,00 €
Débroussaillement des 2 aires de croisement issus de la normalisation de	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur	Externalisé	0,01	ha	120,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

la piste				devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				
Débroussaillement suite à l'élargissement de la bande de roulement sur 300 ml	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,06	ha	720,00 €
Vidange et déplacement de la citerne SPF 6	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	1 650,00 €
Maintenance de la citerne SPF 6	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	1 950,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Déplacement du poteau avec B0 et repose suite à l'abandon d'une partie de l'ouvrage	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	320,00 €

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Dépose et repose du balisage directionnel	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	nb	350,00 €
Fourniture et pose du balisage directionnel avec poteau	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	305,00 €
						Total 1 :		**64 955,00 €**

Pour la partie débroussaillement (en vert dans le tableau), les montants retenus ne sont pas ceux du moins disant, pour cet ouvrage.

La raison est que sur l'ensemble des travaux à réaliser sur tous les autres ouvrages, un autre prestataire est le moins disant. Il a donc été décidé de conserver le même prestataire sur l'ensemble de la programmation, comme cela aurait été le cas dans le cadre d'un marché public.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Toutefois l'annexe des dépenses du FEADER ne permet qu'un finacement à hauteur de 15% de supplément par rapport au devis du moins disant.

Le montant retenu pour les travaux est de 62 984,25 € HT.

Intitulé	Date prévisionnelle de début d'intervention	Date prévisionnelle de fin d'intervention	Coût salarial sur la période de base	Temps de travail sur la période de base	Part du temps de travail prévisionnel consacré à l'opération	Montant de rémunération présenté	Montant de coûts indirects présentés (calcul automatique)	Montant HT (€)
Maîtrise d'œuvre en régie 5,59 **%** + coûts indirects 0,84 **%**	01/09/2026	01/04/2027	50 354,12	1 607	120 h	3 760,11 €	564,02 €	4 324,12 €
Total 2 :								**4 324,12 €**
Total 1 + 2 :								**67 308,37 €**

Plan de financement prévisionnel :
Dépenses plafonnées : 67 308,37 € HT, soit 100 % du montant prévisionnel alloué

Ressources prévisionnelles de l'opération :

- Financement publics déjà percus dans le cadre du projet : 0 %
- Autofinancement : 13 461,67 € HT, soit 20 % du montant prévisionnel

Montant maximal d'aide publique à solliciter : 53 846,70 € HT, soit 80 %, réparties comme suit :

- Aide Région PACA : 21 538,68 € HT, soit 32 % du montant prévisionnel
- FEADER : 32 308,02 € HT, soit 48 % du montant prévisionnel

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter un financement FEADER pour ce programme de travaux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile à la sollicitation de ce financement et à la mise en œuvre de ces travaux.

DCC 260610/18 :
PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE FINANCEMENT FEADER, PROGRAMME 2026 – REALISATION 2027,
POUR LA MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE DES OUVRAGES DFCI I12 et I121 TALENT

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et suivants ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

VU le Code de la commande publique ;

VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en phase finale de révision. L'Interservices, constitué du SDIS, du Département du Var, de la Région et de la DDTM, a étudié lors du comité de massif, qui s'est déroulé le 10 mars 2026, les travaux proposés par la Communauté de communes du Pays de Fayence pour la programmation 2026-2027, afin qu'elle puisse solliciter des financements FEADER, Région Sud et Département.

Les ouvrages I12 et I121 représentent un ensemble d'ouvrage DFCI. Le fait qu'ils ne portent pas le même numéro est causé par le fait qu'une partie du linéaire est en ZAE (Zone d'Appui Elémentaire) avec un débroussaillement symétrique de 25 x 25 m de largeur, et l'autre partie est en liaison avec un débroussaillement (glacis) de 2 x 2 m de largeur. La voie à reconditionner est de 2ème catégorie sur tout le linéaire des 2 ouvrages avec la création d'aires de retournement tous les km, d'aire de croisement tous les 500 m et un point d'eau tous les 2 km. La citerne TRS 1 est déjà sur la piste I121. Il faudra en ajouter une seconde sur la piste I12. Dans un soucis d'optimisation de la répartition des citernes DFCI, une demande sera faite à la mairie de Tourrettes, pour déplacer TRS 4 qui est actuellement sur la propriété de Château Grime – Quartie Serre Long.

La cellule génie civil du Département prends à sa charge, la réalisation de la bande de roulement et les aménagements connexes de la piste I12, et 2,1 km de la piste I121. Les 900 derniers ml étant trop rocheux pour leurs matériels, seront demandés dans le FEADER.

La signalétique DFCI sera entièrement reprise car inexistante ou effacée. La pose de barrière est également prévue, mais ne sont pas éligibles aux financements.

Il sera proposé aux propriétaires forestiers bordant les ouvrages, de procéder à un regroupement afin de valoriser les bois abattus lors de la création des débroussaillements règlementaires.

Il est par conséquent proposé à l'assemblée de demander un financement FEADER pour les travaux suivants, qui débuteraient au deuxième trimestre 2027 :

- La normalisation de la voie en 2ème catégorie de 900 ml de la piste I121
- La création d' 1 aire de retournement
- La création d'1 aire de croisement
- Le débroussaillement en ZAE 25 x 25 m de largeur, de la piste I12 et des aires
- Le glacis de 2 x 2 m de largeur, de la piste I121 et des aires
- L'ajout de la citerne TRS 4, y compris la maintenance (remise en peinture, immatriculation et graissages).
- La reprise de la signalétique DFCI.

La maîtrise d'oeuvre sera réalisée en régie, par la technicienne du service forêt. Le financement FEADER permet de prendre en compte les frais de rémunérations et les coûts indirects liés (frais véhicules, impressions,....) à hauteur maximale de 12 % du montant des travaux.

Les tableaux ci-dessous détaillent les estimations de travaux qui seront jointes au dossier de demande de financement FEADER.

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Liaison - 2ème catégorie, partie non prise en charge par la cellule Génie Civil du Département (Terrain rocheux)	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	900,00	ml	9 000,00 €
Liaison - Création dune aire de retournement sur les 900 ml de BDR	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	ml	3 500,00 €
Liaison - Création d'1 aire de croisement sur les 900 ml de BDR	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	ml	1 300,00 €
Débroussaillement ZAE 25x25 m	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	12,73	ha	33 098,00 €
Débroussaillement rayon de 25 m	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement -	Externalisé	0,05	ha	500,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

autour de la citerne à installer				Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				
Débroussaillement de 3 aires de retournement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,06	ha	600,00 €

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Débroussaillement glacis 2x2 m	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,20	ha	3 120,00 €
Débroussaillement rayon de 25 m autour de la citerne TRS 1	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en	Externalisé	0,05	ha	500,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				
Débroussaillement de 3 aires de retournement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,06	ha	600,00 €
Débroussaillement de 3 aires de croisement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,02	ha	240,00 €
Vidange et déplacement de la citerne TRS 4	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	1 650,00 €
Maintenance de la citerne TRS 4	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de	Externalisé	1,00	nb	1 950,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				commandes en juin 2026				

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Maintenance de la citerne TRS 1	Points d'eau	Citerne	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	1 950,00 €
Fourniture et pose d'un ensemble complet d'entrée de piste avec poteau	Signalétique		Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	nb	1 520,00 €
Fourniture et pose de balisage bidirectionnel avec poteau	Signalétique		Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	305,00 €
Fourniture et pose d'un ensemble complet d'entrée de piste avec poteau	Signalétique		Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à	Externalisé	2,00	nb	1 520,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				bons de commandes en juin 2026				
Fourniture et pose de balisage bidirectionnel avec poteau	Signalétique		Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	305,00 €
						Total 1 :		**61 658,00 €**

Intitulé	Date prévisionnelle de début d'intervention	Date prévisionnelle de fin d'intervention	Coût salarial sur la période de base	Temps de travail sur la période de base	Part du temps de travail prévisionnel consacré à l'opération	Montant de rémunération présenté	Montant de coûts indirects présentés (calcul automatique)	Montant HT (€)
Maîtrise d'œuvre en régie 10,70 **%** + coûts indirects 1,60 **%**	01/04/2027	10/12/2027	50 354,12	1 607	240 h	7 520,22 €	1 128,03 €	8 648,25 €
Total 2 :								**8 648,25 €**
Total 1 + 2 :								**70 306,25 €**

Plan de financement prévisionnel :

Dépenses plafonnées : 70 036,25 € HT, soit 100 % du montant prévisionnel alloué
Ressources prévisionnelles de l'opération :

- Financement publics déjà percus dans le cadre du projet : 0 %

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Autofinancement : 14 061,25 € HT, soit 20 % du montant prévisionnel

Montant maximal d'aide publique à solliciter : 56 245 € HT, soit 80 %, réparties comme suit :

- Aide Région PACA : 22 498 € HT, soit 32 % du montant prévisionnel
- FEADER : 33 747 € HT, soit 48 % du montant prévisionnel

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter un financement FEADER pour ce programme de travaux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile à la sollicitation de ce financement et à la mise en œuvre de ces travaux.

DCC 260610/19 : PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE FINANCEMENT FEADER, PROGRAMME 2026 – REALISATION 2026, POUR LA MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE DE L'OUVRAGE DFCI I16 L'ESTOC

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et suivants ;

VU le Code de la commande publique ;

VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en phase finale de révision. Le statut ou la catégorie de certaines pistes DFCI du territoire ont évoluées dans le cadre de cette révision. L'Interservices, constitué du SDIS, du Département du Var, de la Région et de la DDTM, a étudié lors du comité de massif, qui s'est déroulé le 10 mars 2026, les travaux proposés par la Communauté de communes du Pays de Fayence pour la programmation 2026-2027, afin qu'elle puisse solliciter des financements FEADER, Région Sud et Département.

Lors de l'étude dite des polygones réalisée en début d'année 2024, le secteur des ouvrages I16 L'Estoc, I18 Haut Emperos et I17 La Colette, situés sur la commune de Seillans, a été défini comme zone stratégique de lutte contre un feu convectif arrivant d'Ouest, afin de préserver les polygones à enjeux situés dans le sens de propagation d'un tel feu. Un projet de reconquête agricole est également en cours sur ce secteur, afin de venir renforcer ces ouvrages DFCI existants.

En ce qui concerne l'ouvrage I16 L'Estoc, une ZAP (Zone d'Appui Principale) est envisagée entre la RD 53 et la piste I17 La Colette (ancienne I18 Haut Emperos). La voie va être portée à 6 m de largeur (1ère catégorie) et le débroussaillement à 100 m (dissymétrie 70 m côté Ouest x 30 côté Est). A noter que l'entrée de piste côté RD 53 va basculer à gauche du côté du cimetière, afin de reprendre le tracé initial du chemin communal et éviter la parcelle privée où il y a un litige de passage car la quasi-totalité de la surface de parcelle est grévée.

Le reste de l'ouvrage est conservé en ZAE (Zone d'Appui Elémentaire) avec une voie de 2ème catégorie et un débroussaillement de 40 m côté Ouest x 10 m côté Est. L'ouvrage est équipé de 3 poteaux incendies qui ne sont pas éligibles aux financements DFCI.

Une animation foncière a été réalisée par le CNPF l'année dernière, ainsi qu'une visite avec deux mobilisatrices de bois de Sylviana. L'éclaircie forestière est programmée à compter de novembre 2026, car le bas de l'ouvrage est en zone tortue d'Hermann (Intervention de novembre à février).

Il est par conséquent proposé à l'assemblée de demander un financement FEADER pour les travaux suivants, qui débuteraient en fin d'année 2026 :

- Le maintien en conditions opérationnelles d'une partie dégradée de la bande de roulement en 2ème catégorie
- La normalisation de la voie en 1ère catégorie, et le changement de l'entrée de piste
- La création de 4 aires de retournement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- La création de 2 aires de croisement
- Le débroussaillement en ZAP 70 x 30 m de largeur, de la piste et des aires
- Le débroussaillement en ZAE 40 x 10 m de largeur, de la piste et des aires
- La reprise de la signalétique DFCI.

La maîtrise d'oeuvre sera réalisée en régie, par la technicienne du service forêt. Le financement FEADER permet de prendre en compte les frais de rémunérations et les coûts indirects liés (frais véhicules, impressions,....) à hauteur maximale de 12 % du montant des travaux.

Les tableaux ci-dessous détaillent les estimations de travaux qui seront jointes au dossier de demande de financement FEADER.

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
2ème catégorie (reprise de 400 ml sur les 2243 ml de la piste)	Piste	Bande de roulement	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	400,00	ml	3 600,00 €
1ère catégorie entre la RD 53 et la piste I17	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	770,00	ml	3 850,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Création de 4 aires de retournement	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	4,00	ml	15 200,00 €
Création de 2 aires de croisement	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	ml	2 600,00 €
Débroussaillement ZAP 70x30 m	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	7,00	ha	18 900,00 €
Débroussaillement ZAE 40x10	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	11,22	ha	29 172,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Débroussaillement des 4 aires de retournement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,08	ha	320,00 €
Débroussaillement des 2 aires de croisement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,02	ha	64,00 €
Déplacement et repose du poteau d'entrée d'ouvrage côté RD 53	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	320,00 €
Reprise de la signalétique d'entrée de piste côté Pont du Rayol, incomplète	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en	Externalisé	1,00	nb	330,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				
Fourniture et pose de balisage directionnel avec poteau	Signalétique		Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	nb	610,00 €
						Total 1 :		**74 966,00 €**

Intitulé	Date prévisionnelle de début d'intervention	Date prévisionnelle de fin d'intervention	Coût salarial sur la période de base	Temps de travail sur la période de base	Part du temps de travail prévisionnel consacré à l'opération	Montant de rémunération présenté	Montant de coûts indirects présentés (calcul automatique)	Montant HT (€)
Maîtrise d'œuvre en régie 2,44 **%** + coûts indirects 0,37 **%**	01/09/2026	01/04/2027	50 354,12	1 607	60 h	1 880,05 €	282,01 €	2 162,06 €
Total 2 :								**2 162,06 €**
Total 1 + 2 :								**77 128,06 €**

Plan de financement prévisionnel :

Dépenses plafonnées : 77 128,06 € HT, soit 100 % du montant prévisionnel alloué

Ressources prévisionnelles de l'opération :

- Financement publics déjà percus dans le cadre du projet : 0 %
- Autofinancement : 15 425,61 € HT, soit 20 % du montant prévisionnel

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Montant maximal d'aide publique à solliciter : 61 702,45 € HT, soit 80 %, réparties comme suit :

- Aide Région PACA : 24 680,98 € HT, soit 32 % du montant prévisionnel
- FEADER : 37 021,47 € HT, soit 48 % du montant prévisionnel

Interventions :

Jean-Joël ARTAUD s'interroge sur l'avancement des travaux de la piste DFCI I16 de l'Estoc. Il indique constater que certains tronçons ont été réalisés tandis que d'autres ne semblent pas avoir été traités, ce qui rend la progression du chantier difficile à appréhender. Il demande si cette situation est liée à des contraintes foncières, à des difficultés de maîtrise du foncier sur certains secteurs ou encore à des contraintes propres aux entreprises intervenant sur le chantier, notamment en matière de moyens ou de ressources disponibles.

Vivien VIAL répond que, selon les informations dont il dispose, certains secteurs ne peuvent pas encore faire l'objet d'interventions communautaires en raison de l'absence de maîtrise foncière. Il précise que, sur certaines portions, les travaux observés peuvent relever d'initiatives privées. Il ajoute toutefois qu'il convient de vérifier si les travaux évoqués concernent bien le même secteur.

Jean-Jacques ARTAUD précise qu'il fait référence à l'ensemble de la piste I16, entre Brovès et le secteur de la Colette. Il indique observer principalement des travaux de débroussaillement et d'abattage, mais pas d'aménagement de la voirie elle-même, dont certaines portions demeurent difficilement praticables.

Florent DUPRIEZ indique que les discontinuités constatées dans les travaux de débroussaillement s'expliquent souvent par la mise en œuvre des obligations légales de débroussaillement (OLD), dont l'exécution peut dépendre de la réactivité des propriétaires concernés. Il précise que certaines situations foncières peuvent également retarder les interventions. Concernant l'aménagement de la piste elle-même, il indique que les travaux sont plus complexes et que, sur les pistes I16 et I17, les opérations en cours concernent principalement le débroussaillement, tandis que des travaux sur l'ouvrage sont prévus dans un second temps.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter un financement FEADER pour ce programme de travaux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile à la sollicitation de ce financement et à la mise en œuvre de ces travaux.

DCC 260610/20 :
PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE FINANCEMENT FEADER, PROGRAMME 2026 – REALISATION 2027,
POUR LA MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE DES OUVRAGES DFCI I20 LE PIBRESSON et I201 LES ACATES

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et suivants ;
VU le Code de la commande publique ;
VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en phase finale de révision. L'Interservices, constitué du SDIS, du Département du Var, de la Région et de la DDTM, a étudié lors du comité de massif, qui s'est déroulé le 10 mars 2026, les travaux proposés par la Communauté de communes du Pays de Fayence pour la programmation 2026-2027, afin qu'elle puisse solliciter des financements FEADER, Région Sud et Département.

La numérotation de ces ouvrages va changer lors des travaux (validé par la révision du PIDAF). Ainsi, la piste I20 Le Pibresson est l'ancienne I8, et la piste I201 Les Acates (lire 201 comme liaison n°1 de la piste I20) est l'ancienne I800.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Les ouvrages I20 et I201 représentent un ensemble d'ouvrage DFCI en forêt domaniale de Tourrettes. Le fait qu'ils ne portent pas le même numéro est causé par le fait qu'une partie du linéaire est en ZAE (Zone d'Appui Elémentaire), et l'autre partie est en liaison avec un débroussaillement (glacis) de 2 x 2 m de largeur. Le débroussaillement de la ZAE est symétrique de 25 x 25 m de largeur entre la RD 37 et la piste I12 Talent, puis devient disymétrique 30 x 20 m entre la piste I12 Talent et la piste I201 (I800) Les Acates. La voie est de 2ème catégorie sur tout le linéaire des 2 ouvrages avec la création d'aires de retournement tous les km, d'aire de croisement tous les 500 m et un point d'eau tous les 2 km. Une citerne devra être ajouté sur la piste I20. Dans un soucis d'optimisation de la répartition des citernes DFCI, une demande sera faite à la mairie de Tourrettes, pour déplacer TRS 2 qui est actuellement sur le chemin Saint Louis.

La cellule génie civil du Département prends à sa charge, la réalisation de la bande de roulement et les aménagements connexes de la piste I20, et 1200 ml de la piste I201. Les 2,06 km restant étant trop rocheux pour leurs matériels, seront demandés dans le FEADER.

La signalétique DFCI sera entièrement reprise car inexistante ou effacée. La piste I201 possède des regards aériens d'une canalisation d'eau souterraine, qu'il faudra materialiser afin d'éviter tout accident.

La pose de barrière est également prévue, mais ne sont pas éligibles aux financements.

L'ONF procèdera au printemps 2027 à l'éclaircie forestière règlementaire sur les bandes prévues au débroussaillement des 2 ouvrages afin que l'ouvrage soit en conformité à l'hiver 2027.

Il est par conséquent proposé à l'assemblée de demander un financement FEADER pour les travaux suivants, qui débuteraient au deuxième trimestre 2027 :

- La normalisation de la voie en 2ème catégorie de 2 056 ml de la piste I201
- La normalisation de 3 aires de retournement
- La normalisation d'1 aire de croisement
- Le débroussaillement de la ZAE de la piste I20 et des aires
- Le glacis de 2 x 2 m de largeur, de la piste I201 et des aires
- L'ajout de la citerne TRS 2, y compris la maintenance (remise en peinture, immatriculation et graissages).
- La reprise de la signalétique DFCI.

La maîtrise d'oeuvre sera réalisée en régie, par la technicienne du service forêt. Le financement FEADER permet de prendre en compte les frais de rémunérations et les coûts indirects liés (frais véhicules, impressions,....) à hauteur maximale de 12 % du montant des travaux.

Les tableaux ci-dessous détaillent les estimations de travaux qui seront jointes au dossier de demande de financement FEADER.

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Normalisation 2ème catégorie	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2056,00	ml	18 504,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Normalisation de 3 aires de retournement	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	3,00	ml	5 400,00 €
Normalisation d'une aire de croisement	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	ml	800,00 €
Débroussaillement ZAE 25x25 m entre RD37 et piste I12 Talent, puis 30x20	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	18,00	ha	54 000,00 €
Débroussaillement rayon de 25 m autour de la citerne à installer	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de	Externalisé	0,05	ha	500,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				commandes en juin 2026				
Débroussaillement de 3 aires de retournement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,06	ha	600,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Débroussaillement de 5 aires de croisement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,04	ha	400,00 €
Débroussaillement Liaison - glacis 2x2 m	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,33	ha	5 985,00 €
Débroussaillement de 3 aires de retournement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,06	ha	600,00 €
Débroussaillement de 2 aires de croisement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en	Externalisé	0,016	ha	160,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				
Vidange et déplacement de la citerne TRS 2	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	1 650,00 €
Maintenance de la citerne TRS 2	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	1 950,00 €

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Fourniture et pose d'un ensemble complet d'entrée de piste avec poteau	Points d'eau	Citerne	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	nb	1 520,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Fourniture et pose de signalétique directionnelle avec poteau	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	305,00 €
Fourniture et pose d'un ensemble complet d'entrée de piste sans poteau	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	nb	1 290,00 €
Fourniture et pose de signalétique directionnelle avec poteau	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	305,00 €
Fourniture et pose de signalétique réfléchissante pour signaler les regards bétons sur la piste	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	nb	892,00 €
						Total 1 :		**94 861,00 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Intitulé	Date prévisionnelle de début d'intervention	Date prévisionnelle de fin d'intervention	Coût salarial sur la période de base	Temps de travail sur la période de base	Part du temps de travail prévisionnel consacré à l'opération	Montant de rémunération présenté	Montant de coûts indirects présentés (calcul automatique)	Montant HT (€)
Maîtrise d'œuvre en régie 5,27 **%** + coûts indirects 0,79 **%**	01/09/2027	01/04/2028	50 354,12	1 607	170 h	5 326,82 €	799,02 €	6 125,84 €
Total 2 :								**6 125,84 €**
Total 1 + 2 :								**100 986,84 €**

Plan de financement prévisionnel :

Dépenses plafonnées : 100 986,84 € HT, soit 100 % du montant prévisionnel alloué
Ressources prévisionnelles de l'opération :

- Financement publics déjà percus dans le cadre du projet : 0 %
- Autofinancement : 20 197,37 € HT, soit 20 % du montant prévisionnel

Montant maximal d'aide publique à solliciter : 80 789,47 € HT, soit 80 %, réparties comme suit :

- Aide Région PACA : 32 315,79 € HT, soit 32 % du montant prévisionnel
- FEADER : 48 473,68 € HT, soit 48 % du montant prévisionnel

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter un financement FEADER pour ce programme de travaux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile à la sollicitation de ce financement et à la mise en œuvre de ces travaux.

DCC 260610/21 :
PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE FINANCEMENT FEADER, PROGRAMME 2026 – REALISATION 2027,
POUR LA MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE DE L'OUVRAGE DFCI I58 LA FONT D'ARNOUX

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et suivants ;
VU le Code de la commande publique ;
VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en phase finale de révision. L'Interservices, constitué du SDIS, du Département du Var, de la Région et de la DDTM, a étudié lors du comité de massif, qui s'est déroulé le 10 mars 2026, les travaux proposés par la Communauté de communes du Pays de Fayence pour la programmation 2026-2027, afin qu'elle puisse solliciter des financements FEADER, Région Sud et Département.

L'ouvrage I58 est situé sur la commune de Mons. L'ouvrage évolue de la piste de liaison à la ZAE (Zone d'Appui Elémentaire), car l'entrée de piste borde une ripisylve dont un débroussaillement de 50 m n'est pas envisageable. Toutefois, l'ouvrage évolue avec la révision du PIDAF. La section en impasse qui partait depuis la citerne HBE (Hélicoptère Bombardier d'Eau) qui était au PIDAF de 2009 est abandonnée car jugée trop dangereuse pour les secours en cas d'incendie et au regard du volume des nouveaux véhicules d'intervention. Néanmoins, un verrou sera a créer en direction de la montagne des Louquiers, en impasse également.

Un débroussaillement (glacis) de 2 x 2 m de largeur est prévu, puis pour s'adapter au relief, un débroussaillement de la ZAE symétrique de 25 x 25 m de largeur, puis disymétrique 10 m côté Ouest x 40 m côté Est jusqu'à la citerne MNS 4, puis 40 m côté Nord x 10 m côté Sud pour la nouvelle section de piste.

La voie est de 2ème catégorie sur tout le linéaire avec la création d'aires de retournement tous les km, d'aire de croisement tous les 500 m et un point d'eau tous les 2 km. La citerne HBE sera à déplacer car son environnement est trop boisé pour satisfaire à la norme DFCI. Dans un soucis d'optimisation de la répartition des citernes DFCI, une demande sera faite à la mairie de Mons, pour déplacer la citerne MNS 2 qui est actuellement sur une parcelle privée et dont la manœuvre n'est pas aisée pour les secours arrivant depuis la piste I58. Celle-ci sera placée à l'entrée de la piste I58.

La signalétique DFCI sera entièrement reprise car inexistante ou effacée, et ceux, depuis la RD 56.

Il est par conséquent proposé à l'assemblée de demander un financement FEADER pour les travaux suivants, qui débuteraient au deuxième trimestre 2027 :

- La normalisation de la voie en 2ème catégorie existante
- Le prolongement de l'ouvrage DFCI
- La normalisation de 3 aires de retournement
- La normalisation de 2 aires de croisement
- La création des 2 aires de citernes (HBE et normale)
- Le débroussaillement de la ZAE et des aires
- Le glacis de 2 x 2 m de largeur et des aires
- L'ajout de la citerne MNS 2, y compris la maintenance (remise en peinture, immatriculation et graissages).
- Le déplacement de la citerne MNS 4 (HBE), y compris la maintenance (remise en peinture, immatriculation et graissages).
- La reprise de la signalétique DFCI.

La maîtrise d'oeuvre sera réalisée en régie, par la technicienne du service forêt. Le financement FEADER permet de prendre en compte les frais de rémunérations et les coûts indirects liés (frais véhicules, impressions,....) à hauteur maximale de 12 % du montant des travaux.

Les tableaux ci-dessous détaillent les estimations de travaux qui seront jointes au dossier de demande de financement FEADER.

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Normalisation 2ème catégorie (partie existante)	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en	Externalisé	1741,00	ml	17 410,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				
Création de 3 aires de retournement (partie existante)	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	3,00	ml	11 400,00 €
Création de 2 aires de croisement (partie existante)	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	ml	3 000,00 €
Création de l'aire de la citerne HBE (partie existante)	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	ml	5 500,00 €
Création de l'aire de la citerne aérienne (partie existante)	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	ml	3 200,00 €
Prolongement de l'ouvrage DFCI - 2ème catégorie	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis -	Externalisé	670,00	ml	9 380,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Débroussaillement glacis 2x2 m en entrée de piste et le long de la ripisylve	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,21	ha	2 100,00 €
Débroussaillement ZAE 25x25 sur 700 ml suivant le glacis, puis dissymétrique 10x40 m jusqu'à la citerne MNS4, puis 40x10 m sur l'ouvrage à créer	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	9,21	ha	27 630,00 €
Débroussaillement de 3 aires de retournement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,06	ha	600,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Débroussaillement de 2 aires de retournement	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,016	ha	160,00 €
Vidange et déplacement de la citerne MNS 4 (HBE)	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	1 650,00 €
Maintenance de la citerne MNS 4 (HBE)	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	2 100,00 €

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Vidange et déplacement de la citerne MNS 2	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis	Externalisé	1,00	nb	1 650,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				- Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				
Maintenance de la citerne MNS 2	Points d'eau	Citerne	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	1 950,00 €
Fourniture et pose d'un ensemble complet d'entrée de piste avec poteau	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	760,00 €
Fourniture et pose de signalétique directionnelle avec poteau	Signalétique		Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	6,00	nb	1 830,00 €
						Total 1 :		**90 320,00 €**

Intitulé	Date prévisionnelle de début d'intervention	Date prévisionnelle de fin d'intervention	Coût salarial sur la période de base	Temps de travail sur la période de base	Part du temps de travail prévisionnel consacré à l'opération	Montant de rémunération présenté	Montant de coûts indirects présentés (calcul automatique)	Montant HT (€)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Maîtrise d'œuvre en régie 6,43 **%** + coûts indirects 0,96 **%**	01/09/2027	01/04/2028	50 354,12	1 607	200 h	6 266,85 €	940,03 €	7 206,87 €
Total 2 :								**7 206,87 €**
Total 1 + 2 :								**97 526,87 €**

Plan de financement prévisionnel :

Dépenses plafonnées : 97 526,87 € HT, soit 100 % du montant prévisionnel alloué
Ressources prévisionnelles de l'opération :

- Financement publics déjà percus dans le cadre du projet : 0 %
- Autofinancement : 19 505,37 € HT, soit 20 % du montant prévisionnel

Montant maximal d'aide publique à solliciter : 78 021,50 € HT, soit 80 %, réparties comme suit :

- Aide Région PACA : 31 208,60 € HT, soit 32 % du montant prévisionnel
- FEADER : 46 812,90 € HT, soit 48 % du montant prévisionnel

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter un financement FEADER pour ce programme de travaux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile à la sollicitation de ce financement et à la mise en œuvre de ces travaux.

DCC 260610/22 :
PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE FINANCEMENT A LA REGION SUD, PROGRAMME 2026 – REALISATION 2026, POUR LA MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE DE L'OUVRAGE DFCI G203 LAC DU RIOUTARD

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et suivants ;
VU le Code de la commande publique ;
VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en phase finale de révision. L'Interservices, constitué du SDIS, du Département du Var, de la Région et de la DDTM, a étudié lors du comité de massif, qui s'est déroulé le 10 mars 2026, les travaux proposés par la Communauté de communes du Pays de Fayence pour la programmation 2026-2027, afin qu'elle puisse solliciter des financements FEADER, Région Sud et Département.

L'ouvrage G203 Lac du Rioutard, sur la commune de Saint-Paul-En-Forêt, est nouvellement intégré au PIDAF, en raison de la

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

disponibilité en eau permamente du lac, non négligeable dans notre territoire avec les problèmes de sècheresse rencontrés ses dernières années. C'est un ouvrage de liaison avec une piste de 2ème catégorie, dont la remise en état a eu lieu en récemment par la municipalité.

Sa mise aux normes DFCI consiste dans normalisation des aires de retournement et de croisement que compte les 746 ml de l'ouvrage. L'aire de pompage sera également améliorée.

Le débroussaillement est un glacis de 2 x 2 m.

Environ la moitié de l'ouvrage compte des enjeux environnementaux, dont une zone Natura 2000, et un enjeu tortue d'Hermann. La période d'intervention se situe donc de novembre à février.

La signalétique DFCI sera posée.

Ces travaux représentant une enveloppe financière estimée à moins de 30 000 € HT, il est proposé à l'assemblée de demander un financement à la Région Sud pour les travaux suivants, qui débuteraient en fin d'année 2027 / début 2028 :

- Mise aux normes des aires de retournements d'entrée et de bas de piste
- Mise aux normes de l'aire de pompage
- Le débroussaillement du glacis
- La fourniture et la pose de la signalétique

La maîtrise d'oeuvre sera réalisée en régie, par la technicienne du service forêt. Un calcul de rémunérations et des coûts indirects liés (frais véhicules, impressions,....) ont été ajoutés, sur la base des informations des financements FEADER. Ces frais sont succeptibles d'être supprimés ou modifiés pour le financement de la Région Sud.

Les tableaux ci-dessous détaillent les estimations de travaux.

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Mise aux normes de l'aire de retournement d'entrée de piste	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	ml	7 150,00 €
Mise aux normes de la boucle de retournement du bas de piste	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un	Externalisé	1,00	ml	7 150,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026				
Mise aux normes de l'aire de pompage	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026		1,00	ml	7 150,00 €
Débroussaillement glacis 2x2 m	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,30	ha	1 290,00 €
Débroussaillement de l'aire de retournement en entrée de piste	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,02	ha	150,00 €
Fourniture et pose d'un ensemble complet d'entrée de piste avec poteau	Signalétique		Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	760,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Fourniture et pose de signalétique directionnelle avec poteau	Signalétique		Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	nb	610,00 €

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Fourniture et pose de signalétique directionnelle de sens unique avec poteau	Signalétique		Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	365,00 €
						Total 1 :		**24 625,00 €**

Intitulé	Date prévisionnelle de début d'intervention	Date prévisionnelle de fin d'intervention	Coût salarial sur la période de base	Temps de travail sur la période de base	Part du temps de travail prévisionnel consacré à l'opération	Montant de rémunération présenté	Montant de coûts indirects présentés (calcul automatique)	Montant HT (€)
Maîtrise d'œuvre en régie	01/11/2027	28/02/2028	50 354,12	1 607	40 h	1 253,37 €	188,01 €	1 441,37 €
Total 2 :								**1 441,37 €**
Total 1 + 2 :								**26 066,37 €**

Plan de financement prévisionnel :
Dépenses plafonnées : 26 066,37 € HT, soit 100 % du montant prévisionnel alloué
Ressources prévisionnelles de l'opération :

- Financement publics déjà percus dans le cadre du projet : 0 %

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Autofinancement : 5 213,27 € HT, soit 20 % du montant prévisionnel
- Aide Région PACA : 20 853,10 € HT, soit 80 % du montant prévisionnel

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter un financement REGION pour ce programme de travaux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile à la sollicitation de ce financement et à la mise en œuvre de ces travaux.

DCC 260610/23 : PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE FINANCEMENT A LA REGION SUD, PROGRAMME 2026 – REALISATION 2026, POUR LA MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE DE L'OUVRAGE DFCI G527c (G323) LES CRETES

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et suivants ;
VU le Code de la commande publique ;
VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en phase finale de révision. L'Interservices, constitué du SDIS, du Département du Var, de la Région et de la DDTM, a étudié lors du comité de massif, qui s'est déroulé le 10 mars 2026, les travaux proposés par la Communauté de communes du Pays de Fayence pour la programmation 2026-2027, afin qu'elle puisse solliciter des financements FEADER, Région Sud et Département.

L'ouvrage G527c prochainement renommée G323 Les Crêtes au nouveau PIDAF est situé sur les communes de Callian et Montauroux. C'est un ouvrage de liaison avec une piste de 2ème catégorie, dont la remise en état a eu lieu en 2023. La fréquence d'intervention etant de 4 ans pour le débroussaillement, celui-ci est à refaire en 2027. Le débroussaillement est dissymétrique : 5 m côté aval + 3 m côté amont.

La bande de roulement a été entièrement reprise par la cellule génie civil du Département en 2024, mais il a été constaté récemment un glissement de terrain (blocs de roches tombés de la falaise), le ravinement de l'intérieur d'un virage et un effondrement au niveau d'un passage busé en entrée de piste côté Estérets du Lac, qu'il faudra reprendre rapidement. A ce jour, la piste reste néanmions carrossable pour les véhicules de secours. La reprise du talus situé au-desssus du passage busé va probablement nécessité la réalisation d'un dossier de loi sur l'eau.

Ces travaux représentant une enveloppe financière estimée à moins de 30 000 € HT, il est proposé à l'assemblée de demander un financement à la Région Sud pour les travaux suivants, qui débuteraient en début d'année 2027 :

- Reprise des effondrements de la bande de roulement
- Réalisation des plans pour l'élaboration du dossier de loi sur l'eau
- Le débroussaillement du glacis de 5 m x 3 m

La maîtrise d'oeuvre sera réalisée en régie, par la technicienne du service forêt. Un calcul de rémunérations et des coûts indirects liés (frais véhicules, impressions,....) ont été ajoutés, sur la base des informations des financements FEADER. Ces frais sont succeptibles d'être supprimés ou modifiés pour le financement de la Région Sud.

Les tableaux ci-dessous détaillent les estimations de travaux.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)
Reprise effondrement Vallon des Moulières	Piste	Bande de roulement	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1	nb	11 800,00 €
Reprise effondrement Vallon des Moulières	Piste	Bande de roulement	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1	nb	1 500,00 €
Débroussaillement glacis 5x3 m	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	3,20	ha	9 280,00 €
Réalisation des plans par un géomètre, pour le dossier de loi sur l'eau - **Relevé avant travaux**	Piste	Autres (à préciser en commentaires)	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à	Externalisé	1,00	nb	1 700,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

				bons de commandes en juin 2026				
Réalisation des plans par un géomètre, pour le dossier de loi sur l'eau - **Relevé après travaux + plan de récolement**	Piste	Autres (à préciser en commentaires)	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	1 380,00 €
Réalisation des plans par un géomètre, pour le dossier de loi sur l'eau - **Profils**	Piste	Autres (à préciser en commentaires)	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	nb	640,00 €
Réalisation des plans par un géomètre, pour le dossier de loi sur l'eau - **Calcul des cubatures**	Piste	Autres (à préciser en commentaires)	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	640,00 €
						Total 1 :		**26 940,00 €**

Intitulé	Date prévisionnelle de début d'intervention	Date prévisionnelle de fin d'intervention	Coût salarial sur la période de base	Temps de travail sur la période de base	Part du temps de travail prévisionnel consacré à l'opération	Montant de rémunération présenté	Montant de coûts indirects présentés (calcul automatique)	Montant HT (€)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Maîtrise d'œuvre en régie	02/01/2027	01/03/2027	50 354,12	1 607	40 h	1 253,37 €	188,01 €	1 441,37 €
Total 2 :								**1 441,37 €**
Total 1 + 2 :								**28 381,37 €**

Plan de financement prévisionnel :

Dépenses plafonnées : 28 381,37 € HT, soit 100 % du montant prévisionnel alloué
Ressources prévisionnelles de l'opération :

- Financement publics déjà percus dans le cadre du projet : 0 %
- Autofinancement : 5 676,27 € HT, soit 20 % du montant prévisionnel
- Aide Région PACA : 22 705,10 € HT, soit 80 % du montant prévisionnel

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter un financement REGION pour ce programme de travaux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile à la sollicitation de ce financement et à la mise en œuvre de ces travaux.

DCC 260610/24 : PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE FINANCEMENT A LA REGION SUD, PROGRAMME 2026 – REALISATION 2026, POUR LA MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE DES OUVRAGES DFCI I47+I95 RENOMMES I24 LA PIGNE et I241 L'EOUVEIROT

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et suivants ;
VU le Code de la commande publique ;
VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en phase finale de révision. L'Interservices, constitué du SDIS, du Département du Var, de la Région et de la DDTM, a étudié lors du comité de massif, qui s'est déroulé le 10 mars 2026, les travaux proposés par la Communauté de communes du Pays de Fayence pour la programmation 2026-2027, afin qu'elle puisse solliciter des financements FEADER, Région Sud et Département.

Les pistes I47 et I95 vont fusionner et être renommées I24 dans la révision du PIDAF.

Des travaux de mise aux normes ont eu lieu en 2023 tant pour le débroussaillement en glacis de 2 x 2 m, que pour la

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

normalisation de la bande de roulement en 2ème catégorie. Toutefois, les moyens mis à disposition par la cellule génie civil du Département pour la réfection de la bande de roulement n'avaient pas permis la normalisation de l'aire de manœuvre devant les citernes SLN 1 et SNL 2, en raison d'un sol extrêmement rocheux.

Le débroussaillement devant être refait en 2027, pour garder l'opérationnalité de l'ouvrage prévu tous les 4 ans, l'aire de manœuvre est donc prévu à la reprise pour à minima permettre le passage de 2 véhicules dont un en stationnement pour le pompage dans les citernes.

Les déblais issus de ce terrassement seront apportés et broyés sur l'aire de retournement à créer au bout de la piste I241 L'Eouveirot.

Le débroussaillement réalisé sera celui indiqué dans le PIDAF de 2009, avec les préconisations entérinées par le Département et M. Germain dans le cadre du débroussaillement de la RD 19, soit une ZAE (Zone d'Appui Elémentaire) dissymétrique de 40 m côté amont x 10 m côté aval, sur 2 hectares, puis, de l'entrée de la forêt communale de Seillans, à la commune de Claviers, à un glacis de 2 x 2 m (environ 1 ha). Le projet de création de ZAE/ZAP sur tout le linéaire de l'ouvrage, prévu à la révision du PIDAF, car les pistes sont situées dans la zone stratégique B de l'étude des polygones, n'a pas encore été validé par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêt, lande, maquis et guarrigue. De ce fait, comme les travaux auront un fort impact visuel, il est décidé d'attendre la validation du projet. De plus, DPVa va procéder à sa révision de PIDAF, ce qui permettra d'harmoniser le traitement de l'ouvrage dans 4 ans.

La signalétique sera reprise pour renommer les ouvrages.

L'arrêté préfectoral de servitude est réalisé.

Piste I241 L'Eouveirot:
La piste est un accès à la citerne SLN 8 et à la vigie. L'ouvrage est en impasse et n'était pas présent au PIDAF de 2009. Il a été ajouté à la révision du PIDAF, en liaison, soit avec un débroussaillement de 2 x 2 m. Son extrémité étant en impasse, une aire de retournement et un débroussaillement de 50 m de rayon sont à créer. La plateforme existante étant très rocheuse, les déblais issus de l'aire de la piste I24 La Pigne associés à un broyeur de roches seront utilisés. La voie est en 2ème catégorie.
La signalétique de la piste I95 sera réutilisée partiellement.
Cet ouvrage est situé intégralement en forêt communale de Seillans, ce qui ne nécessite pas de prise de servitude DFCI. En effet, le domaine public n'est pas concerné par cette procédure.

Ces travaux représentant une enveloppe financière estimée à moins de 30 000 € HT, il est proposé à l'assemblée de demander un financement à la Région Sud pour les travaux suivants, qui débuteraient au 2ème trimestre 2027 :

- Mise aux normes de l'aire de manœuvre, piste I24
- Mise aux normes de l'aire de retournement, piste I241
- Le débroussaillement de la ZAE, piste I24
- Le débroussaillement du glacis, piste I24
- Le débroussaillement du glacis, piste I241
- Le débroussaillement de l'aire de retournement, piste I241
- Le débroussaillement des aires des citernes, pistes I24 et I241
- Le remplacement, le déplacement, le fourniture et la pose de la signalétique

La maîtrise d'oeuvre sera réalisée en régie, par la technicienne du service forêt. Un calcul de rémunérations et des coûts indirects liés (frais véhicules, impressions,....) ont été ajoutés, sur la base des informations des financements FEADER. Ces frais sont succeptibles d'être supprimés ou modifiés pour le financement de la Région Sud.

Les tableaux ci-dessous détaillent les estimations de travaux :

Intitulé	Poste de dépense	Détail du poste de dépenses	Type d'intervention	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Aire de manœuvre devant les citernes SLN 1 et SLN 2 - Devis Prix forfaitaire	Piste	Bande de roulement	Normalisation	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	3 800,00 €
Voie en impasse (Vigie) qui impose une aire de retournement au bout	Piste	Bande de roulement	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	4 200,00 €
Débroussaillement de la partie en ZAE entre la RD 19 et les citernes SLN 1 et 2	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	2,00	ha	5 400,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Débroussaillement en liaison pour cette programmation	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,96	ha	4 128,00 €
Débroussaillement des 25 m de rayons autour des citernes SLN 1 et SLN 2	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,02	ha	80,00 €

Intitulé	**Poste de dépense**	**Détail du poste de dépenses**	**Type d'intervention**	**Description du type de dépenses/ observations**	**Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"**	**Quantité**	**Unité**	**Montant HT (€)**
Débroussaillement Glacis de 2x2 m	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,20	ha	860,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Débroussaillement rayon de 25 m autour de la citerne SLN 8	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Maintien en conditions opérationnelles	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,20	ha	800,00 €
Débroussaillement rayon 50 m pour aire retournement au bout de l'impasse d'accès Vigie	Piste	Bande débroussaillée de sécurité	Création	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	0,78	ha	2 964,00 €
Remplacement numéro de piste par collage I47 par I24	(I47+ I95) renommée I24 La Pigne	Signalétique		Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	71,00 €
Remplacement numéro de piste par collage I95 par I24	(I47+ I95) renommée I24 La Pigne	Signalétique		Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	71,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Déplacement et repose du panneau de nom d'ouvrage	(I47+ I95) renommée I24 La Pigne	Signalétique		Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	53,00 €
Fourniture et pose d'un ensemble de signalétique d'entrée de piste	I241 L'Eouveiro t	Signalétique		Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	670,00 €
Déplacement poteau de signalétique directionnel et changement inscription	I241 L'Eouveiro t	Signalétique		Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence sur devis - Réalisation d'un marché accord cadre à bons de commandes en juin 2026	Externalisé	1,00	nb	370,00 €
						Total 1 :		**23 467,00 €**

Intitulé	Date prévisionnelle de début d'intervention	Date prévisionnelle de fin d'intervention	Coût salarial sur la période de base	Temps de travail sur la période de base	Part du temps de travail prévisionnel consacré à l'opération	Montant de rémunération présenté	Montant de coûts indirects présentés (calcul automatique)	Montant HT (€)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Maîtrise d'œuvre en régie	01/04/2027	01/06/2027	50 354,12	1 607	40 h	1 253,37 €	188,01 €	1 441,37 €
Total 2 :								**1 441,37 €**
Total 1 + 2 :								**24 908,37 €**

Plan de financement prévisionnel :
Dépenses plafonnées : 24 908,37 € HT, soit 100 % du montant prévisionnel alloué
Ressources prévisionnelles de l'opération :

- Financement publics déjà percus dans le cadre du projet : 0 %
- Autofinancement : 4 981,67 € HT, soit 20 % du montant prévisionnel
- Aide Région PACA : 19 926,70 € HT, soit 80 % du montant prévisionnel

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter un financement REGION pour ce programme de travaux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile à la sollicitation de ce financement et à la mise en œuvre de ces travaux.

DCC 260610/25 :
PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRES DU DEPARTEMENT DU VAR ET DE LA REGION SUD POUR L'INSTITUTION DE SERVITUDES DFCI POUR LES PISTES I8(I20) LE PIBRESSON, G50 LE JAS DES MAURES, G203 LAC DU RIOUTARD, G20(G201) L'HUBAC, G202 VALLON DU BROCH, G251 SOULIES, I13 LES ADRECHS DE LA PIGNE, I26 COLLE DU MEDECIN, H151 CAGUE DENIER

VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Le Président rappelle à l'assemblée que la formalisation du statut juridique des pistes de défense des forêts contre l'incendie (DFCI) est devenue indispensable pour garantir la pérennité de l'action publique d'aménagement et de gestion des massifs forestiers assurée par la Communauté de communes du Pays de Fayence (CCPF) dans le cadre de sa compétence PIDAF. Cette sécurisation foncière est également une demande incontournable des partenaires co-financeurs des travaux DFCI (Département, Région ou Union Européenne).

En effet, l'ensemble des subventions et interventions relatives au maintien en conditions opérationnelles des pistes DFCI sont désormais priorisées et financées par le Département du Var et la Région Sud en fonction de la situation juridique de l'ouvrage.

Pour aider les intercommunalités à répondre à cette obligation, le Département du Var et la Région Sud peuvent leur attribuer des subventions afin de soutenir les démarches d'institution de servitudes DFCI.

Le Président rappelle également l'avancement actuel de la démarche de sécurisation juridique des pistes DFCI entreprise par la CCPF :

- 4 ouvrages sont finalisés (G32 friaoud, G30a St Cassien, I47 La Pigne et H97 l'Auveyrette), engagés durant les exercices 2023 et 2024 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- 2 ouvrages sont en attente de la signature du préfet pour l'arrêté définitif (G527 Les Crêtes, G56 Basse Carpenée) engagés durant l'exercice 2024 ;
- 8 ouvrages sont en cours de finalisation des relevés du géomètre, pour engager la procédure auprès de la DDTM (H94 Collet Redon, H3 Le long, G521 Forêt Royale, G535 Lac de Meaulx, G25 L'Hubac d'Agay, H113 Gros Féouvrier, H95 Crête Marécare et H12 La Grosse Mougude);
- 8 ouvrages vont être engagés prochainement car les financements départementaux et régionaux demandés en 2024 ont été accordés (I12 Talent, I4 Hautes Garamagnes, G30b Saint Cassien, H111 Baïsse du Four, H15 Crête de l'Etang, I17 La Colette, I16 L'Estoc, I58 La Font d'Arnoux ;
- 9 ouvrages font l'objet de la présente délibération pour une démarche à engager durant l'exercice 2027 ;
- 4 ouvrages sont situés sur des terrains où seul une convention suffit avec les communes et/ou l'ONF (I95 L'Eouveirot, I3 Defens, I8 Le Pibresson (partie), I8000 Les Acates) ;
- D'après la révision du PIDAF qui ajoute 15 ouvrages DFCI, dont 6 créations, 21 ouvrages sont en attente de régularisation.

L'intégralité des servitudes des ouvrages DFCI doit être engagée pour l'année 2028, sous peine de ce voir refuser les financements FEADER futurs. Toutefois, il sera toléré que la demande de servitude soit lancée en même temps que la demande de financement de travaux FEADER. L'essentiel est que la servitude soit actée au moment du paiement de la subvention.

Le Président précise en outre que des travaux de maintien en conditions opérationnelles, normalisations et/ou créations, de ces 9 pistes sont ou vont être programmés entre les années 2026 et 2028, par la Régie Génie Civil du Département, les APFM (Agents de Protection de la Forêt Méditerranéenne), Force 06, et les financeurs à la DFCI, Le Département, La Région et le FEADER. Ce qui ne pourra pas être subventionné sera réalisé sur fonds propres de la CCPF.

Le Président précise enfin que le montant estimatif de l'opération d'établissement de servitudes DFCI, objet de la présente délibération, est évalué à 48 576,50 € HT, établi d'après les devis réceptionnés d'1 géomètre et d'1 bureau d'étude, sur les 3 géomètres et 3 bureaux d'études consultés. A cela est ajouté 5 940 € de frais de publicité dans 2 journaux d'annonces légales ainsi que les frais postaux estimés à 1 568 €, soit un montant total de 56 084,50 € HT pour l'ensemble des ouvrages proposés à cette délibération. Les 48 576,50 € HT serviront de base estimative pour l'établissement d'un marché à bons de commandes qui sera publié dans le courant de l'année (hors frais postaux et JAL). Le montant définitif pourrait donc varier sensiblement.

Les montants sont décomposés comme suit :

								Répartition du % de subventionnement 80% financeurs 20 % fonds propres	
Intitulé du dossier	**Description du type de dépenses / observation**	**Linéaire**	**Frais postaux**	**Publication JAL**	**Type de prestation**	**Montant moins disant (HT)**	**Montant Total HT présenté (€)**	**Part Département et Région**	**Part CCPF**
Institution d'une servitude de passage DFCI de la ZAE I20 (I8) Le Pibresson	Dépense d'investissement et de fonctionnement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence (3 devis réalisés par prestation pour la demande de	3 600	96	660	Externalisé Géomètre	4 140,00 €	7 381,00 €		1 476,20€
					Externalisé Bureau d'étude	2 485,00 €		5 904,80 €	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

	financement - Etablissement d'un marché public dans l'année pour la réalisation)								
Institution d'une servitude de passage DFCI de la ZAE G50 Jas des Maures	Dépense d'investissement et de fonctionnement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence (3 devis réalisés par prestation pour la demande de financement - Etablissement d'un marché public dans l'année pour la réalisation)	2 290	544	660	Externalisé Géomètre	3 573,00 €	6 347,00 €		1 269,40 €
					Externalisé Bureau d'étude	1 570,00 €		5077,60 €	
Institution d'une servitude de passage DFCI de la Liaison G203 Lac du Rioutard	Dépense d'investissement et de fonctionnement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence (3 devis réalisés par prestation pour la demande de financement - Etablissement d'un marché public dans l'année pour la réalisation)	754	32	660	Externalisé Géomètre	1 236,60 €	2 443,60 €		488,72 €
					Externalisé Bureau d'étude	515,00 €		1954,88 €	
Institution d'une servitude de passage DFCI de la Liaison G201 (G20) L'Hubac	Dépense d'investissement et de fonctionnement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence (3 devis réalisés par prestation pour la demande de financement - Etablissement d'un marché public	4 743	16	660	Externalisé Géomètre	4 880,70 €	8 841,70 €		1 768,34 €
					Externalisé Bureau d'étude	3 285,00 €		7073,36 €	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

	dans l'année pour la réalisation)								
Institution d'une servitude de passage DFCI de la liaison G202 Vallon du Broch	Dépense d'investissement et de fonctionnement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence (3 devis réalisés par prestation pour la demande de financement - Etablissement d'un marché public dans l'année pour la réalisation)	2 180	32	660	Externalisé Géomètre	2 592,00 €	4 769,00 €		953,80 €
					Externalisé Bureau d'étude	1 485,00 €		3815,20 €	
Institution d'une servitude de passage DFCI de la liaison G251 Souliès	Dépense d'investissement et de fonctionnement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence (3 devis réalisés par prestation pour la demande de financement - Etablissement d'un marché public dans l'année pour la réalisation)	2 180	208	660	Externalisé Géomètre	2 754,00 €	5 097,00 €		1 019,40 €
					Externalisé Bureau d'étude	1 475,00 €		4077,60 €	

								Répartition du % de subventionnement **80% financeurs** **20 % fonds propres**	
Intitulé du dossier	**Description du type de dépenses / observation**	**Linéaire**	**Frais postaux**	**Publication JAL**	**Type de prestation**	**Montant moins disant (HT)**	**Montant Total HT présenté (€)**	**Part Département et Région**	**Part CCPF**
Institution d'une servitude	Dépense d'investissement et de fonctionnement	1 451	176	660	Externalisé Géomètre	2 133,90 €	3 968,90 €		793,78 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

de passage DFCI de la ZAE/ZAP I23 Les Adrechs de la Pigne	- Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence (3 devis réalisés par prestation pour la demande de financement - Etablissement d'un marché public dans l'année pour la réalisation)				Externalisé Bureau d'étude	999,00 €		3175,12 €	
Institution d'une servitude de passage DFCI de la ZAE I26 Colle du Médecin	Dépense d'investissement et de fonctionnement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence (3 devis réalisés par prestation pour la demande de financement - Etablissement d'un marché public dans l'année pour la réalisation)	4 000	384	660	Externalisé Géomètre	5 040,00 €	9 854,00 €		1 970,80 €
					Externalisé Bureau d'étude	3 770,00 €		7883,20 €	
Institution d'une servitude de passage DFCI de la Liaison H151 Cague Denier	Dépense d'investissement et de fonctionnement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence (3 devis réalisés par prestation pour la demande de financement - Etablissement d'un marché public dans l'année pour la réalisation)	3 497	80	660	Externalisé Géomètre	4 227,30 €	7 382,30 €		1 476,46 €
					Externalisé Bureau d'étude	2 415,00 €		80%	
Montant Total		24 695 ml	1568 €	5940 €		48 576,50 €	56 084,50 €	44 867,60 €	11 216,90 €

Et que le plan de financement s'établit comme suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Financement	Montant (HT)
Région / Département (80 %)	44 867,60 €
Autofinancement CCPF (20 %)	11 216,90 €
TOTAL HT	56 084,50 €

Ce plan de financement prévisionnel pour ces 8 ouvrages pourra évoluer en fonction de l'arbitrage de l'interservices (SDIS, Département du Var, Région et DDTM), et de leur capacité de financement. Tout ou partie du programme pourrait être accepté.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** l'opération d'établissement de servitudes DFCI sur les 9 pistes listées ci-dessus et le plan de financement présenté ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste I8 (I20) Le Pibresson ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste G50 Le Jas des Maures ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste G203 Lac du Rioutard ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste G20 (G202) L'Hubac ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste G201 Vallon du Broch ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste G251 Souliès ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste I23 Les Adrechs de la Pigne ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste I26 Colle du Médecin ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste H151 Cague Denier
- **AUTORISE** le Président à signer toute convention ou document permettant la mise en œuvre de ces opérations d'établissement de servitudes DFCI et des demandes de subventions correspondantes.

DCC 260610/26 :
PIDAF DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE D'AIDE TECHNIQUE AUPRES DE LA REGIE TRAVAUX GENIE CIVIL DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR (CD 83), POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DFCI SUR LES OUVRAGES I8 (I20) LE PIBRESSON, I800 (I201) LES ACATES (PARTIE), I12 TALENT ET I121 TALENT (PARTIE) – REALISATION 2027

VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en cours de finalisation. Les services du Conseil Départemental du Var (DENFA) et les APFM de l'Office National des Forêts continuent de maintenir en conditions opérationnelles certains ouvrages DFCI (Défense des forêts contre les incendies), du territoire, en accord avec la Communauté de communes du Pays de Fayence, maître d'ouvrage du PIDAF.

Pour information, les équipes APFM (Agent de Protection de la Forêt Méditerranéenne) privilégient les travaux le long des pistes DFCI entretenues régulièrement. Ils ne sont pas en capacité technique d'effectuer des débroussaillements d'ouverture. Aussi, le choix s'est porté sur des bords de pistes peu embroussaillés (interventions datant de moins de 5 ans) et déjà entretenus par le passé.

Pour la période 2026/2027, les APFM prévoient d'intervenir en débroussaillement, sur les ouvrages :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- H97 L'Auveyrette, sur la commune de Tanneron (réceptionné conforme pour le débroussaillement, le 30 mars 2026),
- H95 Crête Marécare, sur la commune de Tanneron (réceptionné conforme pour le débroussaillement, le 30 mars 2026),
- H94 Collet Redon, sur la commune de Tanneron (réceptionné conforme pour le débroussaillement, le 30 mars 2026),
- G527 les Crêtes, sur les communes de Tourrettes, Callian et Montauroux (2026 en attente de réception),
- G535 Lac de Meaulx (partie), sur les communes de Saint-Paul-En-Forêt, Fayence et Seillans (prévus initialement en automne 2026 et reporté à l'automne 2027).

Pour permettre la mise aux normes complète de ces ouvrages pour la DFCI, une coupe de bois va être engagée par l'Office National des Forêts (ONF) sur les pistes :

- G535 Lac de Meaulx, sur les communes de Saint-Paul-En-Forêt, Fayence et Seillans (éclaircie automne 2026)
- H94 Collet Redon, H97 L'Auveyrette, H12 La Grosse Mougude et H113 Gros Féouvier sur la commune de Tanneron (éclaircie 2027)
- G56 Basse Carpenée et I4 Hautes Garamagnes, sur la commune de Callian (éclaircie 2027)
- I8 (I20) Le Pibresson, I800 (I201) Les Acates et I12 Talent, sur la commune de Tourrettes (éclaircie 2027)

Une coupe de bois est en cours d'animation par le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) sur les pistes :

- I16 L'Estoc, sur la commune de Seillans (éclaircie automne 2026)
- Projet de création de piste DFCI secteur Clos de Roland, sur la commune de Montauroux (éclaircie automne 2026)

De plus, l'ASL Suberaie Varoise réalise actuellement une étude de faisabilité pour éclaircir le peuplement de chêne liège des pistes G32 Friaoud et G527 Les Crêtes, afin de réaliser une éclaircie pérenne et financièrement viable, pour 2027.

Les communes concernées seront consultées le moment venu par l'ONF, le CNPF, l'ASL Suberaie Varoise et/ou le service Forêt/DFCI. Toutefois la commune de Tanneron doit délibérer pour intégrer ces parcelles communales au régime forestier, via une délibération municipale.

Intervention de la Régie travaux génie civil de la DENFA (Direction des Espaces Naturels, Forestiers et Agricoles) du Conseil Départemental du Var :

Pour être cohérents avec les différents travaux engagés et cités précédemment, et comme deux conventions de partenariat sont déjà signées (2024 et 2026) entre la CCPF et le CD 83 pour la réfection des ouvrages H97 L'Auveyrette, H95 Crête Marécare, H12 La grosse Mougude et H113 Gros Féouvier, il est demandé au CD 83, via cette délibération, la possibilité de prévoir, pour une réalisation en 2027, le traitement des bandes de roulement et aménagements connexes des ouvrages DFCI **I8 (I20) Le Pibresson, I800 (I201) Les Acates**, pour la partie la moins rocheuse, **I12 Talent et I121 Talent** pour la partie non rocheuse.
En effet, la cellule génie civil du Département, n'est pas en capacité matérielle d'intervenir sur des sols trop pierreux et/ou rocheux. Pour traiter les sections non retenues, des ouvrages I800 (I201) Les Acates (2 056 ml) et I121 Talent (900 ml), une demande de subventionnement via le FEADER a été demandé par la CCPF.

Aussi, pour une réalisation en 2027, le Président propose à l'assemblée de demander à la Régie Travaux Génie Civil du Département, les travaux d'aménagements des ouvrages DFCI suivants :

Communes	Localisation	Type de travaux	Longueur (ml)	Montant estimatif des travaux (HT)
Tourrettes	I8 (I20) le Pibresson – Mise aux normes 2ème catégorie - ZAE		3 608	43 296 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Tourrettes	I800 (I201) Les Acates - Mise aux normes 2ème catégorie - Liaison	- Reprofilage de la bande de roulement - Reprofilage des aires de croisement et de retournement - Remise en état des écoulements d'eaux de ruissellement	1 200	14 400 €
Tourrettes	I12 Talent - Mise aux normes 2ème catégorie - ZAE		2 545	30 540 €
Tourrettes	I121 Talent - Liaison		2 100	25 200 €
			Montant total HT	113 436 €

Le montant est indiqué à titre informatif, ces prestations étant prises en charges par le Département. Elles ne nécessitent donc pas d'engagement financier de la part de la CCPF.

Une visite sur site a été réalisée préalablement, entre le service Forêt et le responsable de la cellule travaux génie civil de la DENFA, pour confirmer la faisabilité des travaux demandés. La programmation et la réalisation des travaux se fera en fonction de la charge de travail de sa Régie de travaux Génie Civil.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme d'intervention de la Régie de travaux Génie Civil de la DENFA du Département du Var tel que présenté.
- **AUTORISE** le Président à signer toute convention ou document permettant la mise en œuvre de ces programmes de travaux.

VII – RESSOURCES HUMAINES

DCC 260610/27 : CRÉATION D'UN COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL LOCAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article R252 prévoyant la création d'un Comité Social Territorial local dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents,

VU le Décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

CONSIDÉRANT l'obligation pour l'organe délibérant de se prononcer sur la création d'un CST au plus tard six mois avant les prochaines élections professionnelles, prévues le 10 décembre 2026,

CONSIDÉRANT l'effectif permanent de 166 agents présents au 1er janvier 2026,

CONSIDÉRANT l'effectif constaté à cette date compris dans la fourchette de 50 et 199 agents impliquant de fixer entre 3 et 5 le nombre de représentants du personnel,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DECIDE** la création d'un Comité Social Territorial local,
- **FIXE** à 3 le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du collège des représentants syndicaux avec un nombre identique de suppléants,
- **DECIDE** la création d'un second collège pour représenter l'employeur, sans parité numérique
- **AUTORISE** le recueil de l'avis des représentants de l'établissement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

DCC 260610/28 :
BUDGET ANNEXE DE L'EAU : MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS : BASCULE D'EMPLOI STATUTAIRE VERS UN EMPLOI CONVENTIONNEL

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L513-1 et suivants,

VU le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions des fonctionnaires territoriaux,
VU la Convention Collective des métiers de l'Eau et de l'Assainissement (IDCC 2147),

VU les statuts du SPIC de l'Eau et de l'Assainissement de la Régie des eaux du Pays de Fayence,

VU la demande de détachement d'un agent fonctionnaire à compter du 1er juillet 2026,

CONSIDERANT l'encouragement des évolutions de carrière des fonctionnaires vers le détachement au sein du SPIC dès lors qu'il y a adéquation entre les compétences et les besoins du service,

CONSIDERANT que ces compétences peuvent également être nécessaires lorsque la convention collective est mieux adaptée aux contraintes du poste occupé,

CONSIDERANT la nécessité de faire évoluer les conditions d'emplois pour les besoins de la Régie des Eaux il convient de réviser la position administrative statutaire de l'agent occupant le poste de Chef d'équipe Réseau

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DECIDE** la bascule de l'emploi statutaire vers un emploi conventionnel au 1er juillet 2026
- **MODIFIE** en conséquence le tableau des emplois privés
- **PRECISE** que le tableau des emplois publics est conservé en l'état pour permettre le suivi de la carrière publique de l'agent conformément aux statuts particuliers des fonctionnaires et à leur position de détachement
- **PRECISE** que les crédits suffisants sont déjà prévus au budget, chapitre 012 du budget de l'Eau (068) puisqu'il ne s'agit pas de création d'emploi

FILIERE IDCC 2147 (Sous-filière)	METIER	ETP (35 h)
EXPLOITATION (Distribution)	Chef d'équipe Réseau	1

La séance est clôturée à 21h

- Olivier BAÏLÉ
Secrétaire de séance

- François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice..... 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
DCC n°260923/03
Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS INTERCOMMUNALES

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-21, L. 2121-22 et L. 5211-1 ;

VU la délibération n° 260429-01 du 29 avril 2026 portant création de neuf commissions thématiques intercommunales;

VU la délibération n° 260610-03 du 10 juin 2026 portant élection des membres des commissions intercommunales;

CONSIDÉRANT qu'il convient de modifier la composition de certaines commissions intercommunales afin de tenir compte des changements intervenus depuis leur désignation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en conséquence, de mettre à jour la liste des membres des commissions intercommunales ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** la nouvelle composition des commissions intercommunales, telle que présentée dans les tableaux annexés à la présente délibération.
- **PRÉCISE** que les modifications apportées remplacent, pour les commissions concernées, les compositions précédemment approuvées par délibération n° 260610-03 du 10 juin 2026.
- **DIT** que les autres dispositions de la délibération n° 260610-03 du 10 juin 2026 demeurent inchangées.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

MEMBRES DES COMMISSIONS INTERCOMMUNALES

Liste annexée DCC n°___ du 23/09/2026

COMMISSION FINANCES

Vice-président : Olivier BAÏLÉ

Commune	Conseiller communautaire	Conseiller municipal
Bagnols-en-Forêt	Denis COUTIN	
		Fatima ROUET
Callian		Jean-Christophe BERTIN
	Stéphanie BRUYERE	
Fayence	Jean-Louis ANNET	
		Laurent FERRARI
Mons		Jean-Michel PERRAT
		Edith KHIRA
Montauroux	Jean-Yves HUET	
	Aurore STURM	
Saint-Paul-en-Forêt	Myriam ROBBE	
		Jean-François BAGUR
Seillans	René UGO	
		André MAITREJEAN
Tanneron		Edwige HERBET
		Fabienne LOVERA
Tourrettes		Arnaud RASKIN
		Jean DUBOIS

COMMISSION AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (URBANISME ET MOBILITÉ)

Vice-président : Jean-Yves HUET

Commune	Conseiller communautaire	Conseiller municipal
Bagnols-en-Forêt		Jean-Pierre CHOISELAT
		Rose-May BILLONDEAU
Callian		Jean-Christophe CHAUTARD
	Emilie REBUFFEL	
	Michel FIAT	
Fayence	Jean-Luc RICHARD	
		Francis LANGLOIS
Mons	Claudette MARIET	
		Bruno BAZIRE
Montauroux		Adrien BONSAUDO
	Florence NOEL	
Saint-Paul-en-Forêt	Myriam ROBBE	
		Jean-François BAGUR
Seillans		Denise ALEXANDRE
Tanneron		Max COVILI
		Nicolas COLLOMB
Tourrettes	Camille BOUGE	
	Sylvie ALLEG	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

COMMISSION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
Vice-président : Nicolas MARTEL

Commune	Conseiller communautaire	Conseiller municipal
Bagnols-en-Forêt		Hervé FEVRE
		Nicolas BIHEL
Callian		Jean-Claude RENUCCI
		Jean-Luc ANTONINI
	Michel FIAT	
Fayence		Francis LANGLOIS
		Laurent FERRARI
Mons		Jean-Michel PERRAT
		Edith KHIRA
Montauroux	Sami MANKAI	
		Francis FARGES
Saint-Paul-en-Forêt		Erick DHUSCHER
		Jean-François BAGUR
Seillans		Maurin TREMOLANI
Tanneron		Béatrice LANA
		René VERNE
Tourrettes		Arnaud RASKIN
		Daniel TARQUINI

COMMISSION GESTION ET VALORISATION DES DÉCHETS
Vice-président : Jérôme SAILLET

Commune	Conseiller communautaire	Conseiller municipal
Bagnols-en-Forêt		Jean-Pierre CHOISELAT
		Rose-May BILLONDEAU
Callian		Jean-Christophe CHAUTARD
		Eric JACOBI
Fayence		Jérémy DEFOSSE
		Claire AIGOUY
Mons		Gaël BEAUMONT
Montauroux		Nathalie CHAPON CUNISSE
	Alexandre PERIC	
Saint-Paul-en-Forêt		Jean-François BAGUR
		Patrick CERANI
Seillans		Denise ALEXANDRE
	Jean-Joël ARTAUD	
Tanneron	Coraline ALEXANDRE	
		Christian BERGOT
Tourrettes		Arnaud RASKIN
		Eric CASTIGLIONE
	Michel RAYNAUD	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

COMMISSION AGRICULTURE & ALIMENTATION

Vice-président : Patrick de CLARENS

Commune	Conseiller communautaire	Conseiller municipal
Bagnols-en-Forêt		Olivier CLEUZIOU
		Véronique GUIOT
Callian		Pascale AUGUET-OTTAVY
	Emilie REBUFFEL	
Fayence	Olivier BAÏLÉ	
		Didier ROUX
Mons		Alain PELASSY
		Bruno BAZIRE
		Fabienne SITRI
Montauroux		Nathalie CHAPON CUNISSE
		Stephane ROUX
Saint-Paul-en-Forêt	Nicolas MARTEL	
		Erick DHUSCHER
		Michèle ANTONBRANDI
Seillans	Noëlle FUENTES	
	Jean-Joël ARTAUD	
Tanneron		Fabienne LOVERA
		Pamela GRAZUOLO
Tourrettes	Sylvie ALLEG	
		Nicolas PERRICHON
	Michel RAYNAUD	

COMMISSION ENVIRONNEMENT & GESTION DES RISQUES

Vice-président : Julien AUGIER

Commune	Conseiller communautaire	Conseiller municipal
Bagnols-en-Forêt		Olivier CLEUZIOU
		Vincent BRUN
Callian		Pascale AUGUET-OTTAVY
		Marie MEYER
		Jean-Christophe CHAUTARD
Fayence		Sébastien BRUNA
		Didier ROUX
Mons		Gaël BEAUMONT
		Bruno BAZIRE
Montauroux		Eric JUSTICE
	Alex MAZIERS	
		Stephane ROUX
Saint-Paul-en-Forêt		Jean-François BAGUR
		Patrice TALLENT
Seillans		Martine AUTRAN
Tanneron		Nicolas COLLOMB
		Fabienne LOVERA
Tourrettes	Sylvie ALLEG	
		Daniel TARQUINI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

COMMISSION TOURISME & ÉVÈNEMENTIEL

Vice-président : Camille BOUGE

Commune	Conseiller communautaire	Conseiller municipal
Bagnols-en-Forêt		Sylvie LOPEZ
	Isabelle LETAILLEUR	
Callian		Jacques BERENGER
	Stéphanie BRUYERE	
Fayence	Édith BAUDET	
		Delphine FOUROT
Mons	Claudette MARIET	
		Josiane TARICCO
Montauroux	Florence NOEL	
	Marie-José GIUDICELLI	
Saint-Paul-en-Forêt	Myriam ROBBE	
		Brigitte BADET
Seillans	Noëlle FUENTES	
		Serge LEIBOVITZ
Tanneron		Alexandra FUCHS
	Coraline ALEXANDRE	
Tourrettes		Christophe MENARD
		Nathalie PIGAGLIO

COMMISSION SANTÉ / SOCIAL

Commune	Conseiller communautaire	Conseiller municipal
Bagnols-en-Forêt	Isabelle LETAILLEUR	
		Marie-Christine AVINENS
Callian		Bérangère GINOUX
		Sophie LOPEZ
Fayence		Claire AIGOUY
	Fabienne SABATINI	
Mons		Sophie PANICHI
		Jean-Michel PERRAT
Montauroux	Jean Yves HUET	
		Michelle FROMENT
Saint-Paul-en-Forêt	Myriam ROBBE	
		Brigitte BADET
Seillans		Martine AUDIBERT
Tanneron		Edwige HERBET
		Dominique STEUPERAERT
Tourrettes		Jocelyne ROBERT-HENSELER
		Emmanuelle LAVORGNA-BISQUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

COMMISSION SPORTS

Commune	Conseiller communautaire	Conseiller municipal
Bagnols-en-Forêt		Hervé FEVRE
	Denis COUTIN	
Callian		Basile TESTARD
		Sophie LOPEZ
Fayence		Jean-Jacques CAMUS
		Gérald SAINTOMÉ
Mons		Josiane TARRICO
		Véronique ROLLAND
Montauroux	Sami MANKAI	
		Jean-Yves COATHALEM
Saint-Paul-en-Forêt		Patrice TALLENT
		Michèle ANTONBRANDI
Seillans		Maurin TERMOLANI
Tanneron		Béatrice LANA
		Olivier CHOQUARD
Tourrettes		Jeanine RAYNAUD
		Laurence HALTER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice..... 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/04

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU VAR POUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE DE L'ÉLU LOCAL

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1111-1-1 ;

VU le Code général de la fonction publique ;

VU le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

VU l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

VU la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var n°2023-03 du 2 février 2023 portant création d'un collège référent déontologue de l'élu local ;

VU la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var n°2026-42 du 21 mai 2026 autorisant son Président à conclure les conventions de partenariat relatives au référent déontologue de l'élu local ;

VU le projet de convention de partenariat avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var, annexé à la présente délibération ;

VU le règlement intérieur du collège référent déontologue de l'élu local du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var, annexé à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT que l'article L.1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la Charte de l'élu local ;

CONSIDÉRANT que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var propose aux collectivités qui le souhaitent d'adhérer au collège référent déontologue de l'élu local, dans le cadre d'une convention de partenariat garantissant l'indépendance, l'impartialité et l'expertise de cette mission ;

CONSIDÉRANT que le renouvellement général des conseils municipaux et communautaires de 2026 conduit la Communauté de communes du Pays de Fayence à procéder à la désignation de son référent déontologue des élus ;

CONSIDÉRANT que la convention de partenariat et le règlement intérieur du collège référent déontologue de l'élu local définissent les modalités d'exercice de cette mission, les conditions de saisine du collège ainsi que les conditions financières applicables ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'approuver cette convention et d'autoriser le Président à la signer ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **ADHÈRE** au collège référent déontologue de l'élu local mis en place par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var.
- **APPROUVE** la convention de partenariat avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var, annexée à la présente délibération.
- **AUTORISE** le Président à signer ladite convention ainsi que tout avenant ou document nécessaire à son exécution.
- **PRÉCISE** que les élus communautaires pourront saisir le collège référent déontologue dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires, le règlement intérieur du collège et la convention de partenariat.
- **PRÉCISE** que les prestations réalisées par le collège référent déontologue feront l'objet d'une participation financière de la Communauté de communes du Pays de Fayence conformément aux dispositions de la convention de partenariat et selon les tarifs fixés par le Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var en vigueur à la date de la saisine. Les crédits nécessaires seront inscrits au budget communautaire.
- **CHARGE** le Président et le Directeur général des services, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Centre de Gestion
De la Fonction Publique Territoriale du Var

Convention de partenariat Référent déontologue de l'élu local

ENTRE :

- LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU VAR sis au 860, Route des avocats à LA CRAU - CS 70576 - 83041 TOULON CEDEX 9, représenté par son Président en exercice Monsieur Christian SIMON, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° 2026_42 en date du 21 mai 2026 dénommé ci-après « CDG 83 »,

d'une part,

ET :

- LA MAIRIE / L'ETABLISSEMENT PUBLIC représenté par son Maire / Président, agissant en vertu d'une délibération n° ..... en date du ..... dénommée ci-après « La **Collectivité/L'établissement** »,

d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit entre les parties :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Références

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

Vu les délibérations du CDG 83 n° 2023-03 du 02 février 2023 relative à la création d'un référent déontologue de l'élu local, n°2023-25 du 16 mars 2023 relative à la désignation des membres du collège de déontologie de l'élu local du CDG 83, n°2023-40 du 13 juin 2023 relative au collège référent déontologue de l'élu local, modification de la délibération 2023-03 relative à la création du collège référent déontologue de l'élu local

Vu la demande de la collectivité territoriale ou de l'établissement public local, après délibération du conseil municipal ou d'administration, autorisant Monsieur/Madame NOM Prénom..... en sa qualité de ....., à signer la présente convention,

Préambule

Depuis le 01 juin 2023, les collectivités et leurs établissements doivent désigner un référent déontologue de l'élu local.

Au vu de l'expertise du CDG 83 en matière de déontologie et afin de garantir la plus grande impartialité et indépendance, la collectivité ou l'établissement a demandé au CDG 83 de bien vouloir exercer la mission de référent déontologue de l'élu local. En effet, cette mission peut être mutualisée.

Aussi, dans l'attente de précision des textes sur la compétence des CDG, en raison de la demande locale et du projet de mandat du Président du CDG83, le CDG 83 propose aux collectivités territoriales et aux établissements publics affiliés et non affiliés du Var, à leur demande, de lui confier, par le biais de la présente convention de partenariat, la mission de référent déontologue de l'élu local.

Article 1 – Objet

La présente convention est conclue afin de fixer les modalités de partenariat de « La Collectivité » avec le CDG 83 dans le cadre des dispositions des textes cités dans les visas pour la mise en place du référent déontologue de l'élu local.

Article 2 – **Mission du référent déontologue de l'élu local**

Le référent déontologue de l'élu local a pour mission d'apporter tout conseil utile à tout élu local ayant un mandat dans la collectivité, le consultant afin de respecter les principes déontologiques consacrés par le statut de l'élu local.

Cette mission est assurée par un collège désigné par le Président du CDG 83.
Les modalités d'interventions et de saisines du collège sont définies par un règlement intérieur annexé à la présente.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article 3 – Responsabilité du CDG 83 et portée des avis rendus

La responsabilité du CDG 83 ne peut être engagée, ni celle du référent déontologue désigné. En effet, l'avis rendu par le référent est simple, confidentiel et non créateur de droit. Il est insusceptible de recours.

Le CDG 83 exerce cette mission en toute indépendance et impartialité. Les membres du collège et les agents du CDG83 intervenant dans cette mission sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils auront connaissance.

Article 4 – **Financement de la mission de référent déontologue de l'élu local**

La tarification pour la mission de Référent déontologue de l'élu local est établie par délibération du CDG 83.

A titre indicatif, le montant au 21 mai 2026 est de 600€ par saisine traitée. Pour les demandes irrecevables ou hors champ de compétence du collège, le tarif est de 80€ /membre pour le traitement du dossier par les membres.

Il peut être amené à évoluer.

Article 5 – Facturation

Le recouvrement des sommes dues à ce titre fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes trimestriel basé sur un état déclaratif.

Article 6 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée du mandat du Président du CDG et se terminera le 31 décembre 2032.

Elle pourra être résiliée par l'une des parties, sous réserve d'une demande de résiliation par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis d'un mois.

Article 7 – Avenants

La présente convention peut être modifiée en cours d'exécution, par avenant, notamment en raison de changements significatifs modifiant la compétence du CDG 83 relatif à l'objet de la présente convention.

Article 8 – Litiges et règlement

Tout litige persistant résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une recherche d'accord amiable par une rencontre des représentants du CDG 83 et « La Collectivité/l'établissement ».

A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article 9 – Annexes

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

Est annexé :

- Le règlement intérieur du référent déontologue de l'élu local mis en place par le CDG 83

Fait à : Le :

Le Maire / Le Président

NOM Prénom

Qualité

Le Président du Centre de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale du VAR,
Christian SIMON,

Maire de LA CRAU,
Vice-Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée,
Conseiller Départemental du Var

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Envoyé en préfecture le 28/05/2026
Reçu en préfecture le 28/05/2026
Publié le
ID : 083-288300411-20260521-D_2026_42-DE
083-200004803-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Centre de Gestion
De la Fonction Publique Territoriale du Var

Règlement Intérieur du Collège placé auprès du CDG 83 Exerçant la mission de référent déontologue de l'élu local

Version du 22/04/2026

Service : juridique

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Envoyé en préfecture le 28/09/2026
Reçu en préfecture le 28/09/2026
Publié le
ID : 083-288300411-20260521-D_2026_42-DE
083-200004802-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Table des matières

Propos liminaires 1
Article 1 : La composition du Collège 2
Article 2 : La durée de désignation du Collège 2
Article 3 : Le quorum, le vote et l'organisation des séances 2
Article 4 : Obligations des membres du collège 2
Article 5 : La transmission des demandes 3
Article 6 : La recevabilité des demandes 3
Article 7 : Le déroulé de la séance 3
Article 8 : Le suivi des demandes 4
Article 9 : Le déport d'un membre du collège 4
Article 11 : Modification du règlement intérieur 4
Article 12 : Publicité 4
Annexe unique : extrait du statut de l'élu local – article L. 1111-13 du code général des collectivités territoriales 5

Propos liminaires

Les collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales et les syndicats mixtes, doivent mettre en place un référent déontologue de l'élu local depuis le 01 juin 2023. Afin de répondre à la demande locale, le CDG du Var a mis en place un collège référent déontologue de l'élu local par délibération n°2023-03 du 02 février 2023. La délibération n°2023-25 du 16 mars 2023 autorise le Président du CDG83 à désigner par arrêté les membres du collège. Le code général des collectivités territoriales prévoit que lorsque les missions du référent déontologue de l'élu local sont assurées par un collège, celui-ci adopte un règlement intérieur précisant les conditions de son organisation et son fonctionnement.

Suite à la loi portant création d'un statut de l'élu local adoptée le lundi 8 décembre 2025 et promulguée le 22 décembre 2025, les dispositions relatives au référent déontologue sont modifiées. Ce nouveau statut prévoit à l'article L 1111-14 du CGCT « *Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13.* »

Les principes de l'article L 1111-13 sont repris en annexe du présent règlement intérieur.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Envoyé en préfecture le 28/09/2026
Reçu en préfecture le 28/09/2026
Publié le
ID : 083-288300411-20260521-D_2026_42-DE
083-200004892-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article 1 : La composition du Collège

Le Centre de gestion a choisi d'installer la fonction de référent déontologue de l'élu local sous forme de collège. Il est composé de trois membres désignés par arrêté du Président du CDG 83, qui désigne en son sein un président. Ils sont renouvelés dans les mêmes conditions.

Tout membre peut être démis en cas d'incapacité ou de manquement à leurs obligations après avis des membres non concernés.

En cas de vacance pour quelle que cause que ce soit du siège d'un membre du collège, le Président du CDG 83 procède à la désignation d'un nouveau représentant pour la durée du mandat en cours et en informe le Conseil d'Administration dans les meilleurs délais.

En cas de remplacement en cours de mandat d'un membre, la durée du mandat du remplaçant est limitée à la durée restant à courir jusqu'au renouvellement général du collège assurant les missions de référent déontologue de l'élu local.

Article 2 : La durée de désignation du Collège

Les membres du Collège de déontologie de l'élu local exercent leurs missions pour la durée prévue dans l'arrêté de désignation.

Au terme de cette période, il peut être procédé au renouvellement de leur mission dans les mêmes conditions.

Article 3 : Le quorum, le vote et l'organisation des séances

Le collège siège dans les locaux du Centre de Gestion du Var.

Le collège se réunira en fonction des demandes sur la base d'une convocation adressée par tout moyen.

Une séance correspond à une demi-journée.

Le collège peut valablement se réunir en présence d'au moins deux de ses membres.

Le collège de déontologie de l'élu local bénéficie de l'appui technique et administratif des agents du CDG, soumis au secret professionnel et à la discrétion professionnelle.

Les séances ne sont pas publiques.

Article 4 : Obligations des membres du collège

Les membres du collège sont tenus au secret professionnel dans le respect des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Les membres du collège bénéficient du droit à la protection fonctionnelle telle que définie par l'article L 134-1 du CGFP.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Envoyé en préfecture le 28/05/2026
Reçu en préfecture le 28/05/2026
Publié le
ID : 083-288300411-20260521-D_2026_42-DE
083-200004892-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article 5 : La transmission des demandes

Les demandes d'avis ou de conseil sont transmises à l'attention de Monsieur le Président du Collège référent déontologue de l'élu local, soit par courrier au siège du CDG, soit par mail à l'adresse électronique : referent.deontologue.elu@cdg83.fr

Un accusé/réception est adressé au demandeur.
La demande est transmise par mail à chacun des membres du Collège.

Article 6 : La recevabilité des demandes

Article 6-1 : le demandeur

La demande doit être présentée par un élu local du Var dont la collectivité a conventionné avec le CDG 83 pour la mission collège référent déontologue de l'élu local. Le Collège est alors destinataire de la déclaration d'intérêt, d'une éventuelle déclaration de patrimoine, et de toutes pièces jugées utiles pour que le Collège puisse donner un avis éclairé.

La demande doit concerner directement l'élu local demandeur.

Article 6-2 : l'objet de la demande

L'objet de la demande doit être en lien avec les principes de l'article L 1111-13 du CGCT. Tout autre objet entrainera l'irrecevabilité de la saisine.

Le collège pourra demander toute pièce complémentaire à l'étude du dossier au demandeur. Le collège peut recueillir par écrit auprès de toute personne, toute information nécessaire à l'accomplissement de sa mission, sous réserve de l'accord préalable du demandeur.

Cette démarche s'inscrit dans le respect des règles relatives à la communication et à l'accès aux documents administratifs ainsi qu'au secret professionnel qui pourra lui être opposé et à la discrétion professionnelle.

Article 6-3 : L'irrecevabilité de la demande

La demande qui ne remplira pas les conditions précitées pourra être jugée irrecevable. L'irrecevabilité fera l'objet d'un écrit motivé adressé au demandeur.

Article 7 : Le déroulé de la séance

L'élu ou les élus concernés en cas de jonction de plusieurs saisines étroitement imbriquées peuvent être entendus ensemble ou séparément à leur convenance.

La séance se tient en présentiel dans les locaux du CDG 83. Les membres du collège peuvent autoriser de manière exceptionnelle le recours à la visioconférence.

L'ordre du jour des réunions est défini par le président du collège après avis des membres présents, en fonction des demandes.
Le collège examine les dossiers et rend un avis, dans les meilleurs délais.
Un membre est désigné comme rapporteur par la collégialité et chargé de présenter ensuite le projet de conseil, qui après délibéré du collège est adopté.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Envoyé en préfecture le 23/09/2026
Reçu en préfecture le 23/09/2026
Publié le
ID : 083-288300411-20260521-D_2026_42-DE
083-200004892-20260923-260923-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Le conseil ou l'avis du Collège est notifié seulement à la personne qui a saisi le Collège, à son adresse personnelle.
Un éclaircissement peut être demandé au Collège, qui n'est pas tenu d'y répondre, si cette demande présente un caractère abusif ou répétitif.

Article 8 : Le suivi des demandes

Un registre anonymisé recensant les demandes reçues et les préconisations formulées est mis en place. Les avis rendus sont confidentiels.

Article 9 : Le déport d'un membre du collège

Lorsqu'un membre du collège, au vu d'un ou plusieurs dossiers, estime que sa participation à l'instruction du ou des dossiers en cause le placerait en situation de conflit d'intérêts ou s'il estime en conscience, devoir s'abstenir, il en informe immédiatement le Président du collège ou les autres membres. Dans ce cas, il se déporte du collège pour la demande en cause.
Si un seul membre du collège n'est pas en situation de conflit d'intérêt, il pourra toutefois, à titre exceptionnel, rendre un conseil ou un avis seul.

Article 10 : Rapport annuel d'activité

Chaque année le collège de déontologie établit un rapport d'activité assorti de ses recommandations éventuelles ou propositions relatives à la déontologie ou à son propre fonctionnement. Il est entièrement anonyme.
Ce rapport est remis, au cours du premier trimestre de l'année N+1, au Président du Centre de gestion 83.
Il est accessible à tout citoyen sur le site du Centre de gestion 83.

Article 11 : Modification du règlement intérieur

La modification du présent règlement pourra être demandée par un de ses membres et décidée à l'unanimité des membres. Toute modification est portée pour information à la connaissance du Président du CDG83.

Article 12 : Publicité

Sont publiés sur le site internet :

- La délibération instituant le collège référent déontologue de l'élu local ;
- L'arrêté de désignation du collège ;
- Le présent règlement intérieur.

Le collège exerçant la fonction de référent déontologue de l'élu local

Le 22 avril 2026, à La Crau.

Monsieur Michel MALLARD

Monsieur Gaëtan ROSSI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Envoyé en préfecture le 28/09/2026 083-200004802-20260923-260923-04-DE
Reçu en préfecture le 28/09/2026 Accusé certifié exécutoire
Publié le Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026
ID : 083-288300411-20260521-D_2026_42-DE

Annexe unique : extrait du statut de l'élu local – article L. 1111-13 du code général des collectivités territoriales

« Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.

L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.

L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.

Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.

Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif. »

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

DCC n°260923/05

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-11 ;

VU l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales, rendu applicable aux établissements publics de coopération intercommunale par l'article L.5211-1 du même code ;

VU l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le règlement intérieur du conseil communautaire, annexé à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite du renouvellement général des conseils municipaux et de l'installation du nouveau conseil communautaire, il appartient au conseil communautaire d'adopter son règlement intérieur dans un délai de six mois suivant son installation ;

CONSIDÉRANT que le règlement intérieur fixe les règles relatives au fonctionnement du conseil communautaire, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'adopter un nouveau règlement intérieur pour le mandat 2026-2032 ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le règlement intérieur du conseil communautaire de la Communauté de commune du Pays de Fayence, annexé à la présente délibération.
- **PRÉCISE** que le règlement intérieur entre en vigueur à compter de la date à laquelle la présente délibération devient exécutoire.
- **DIT** que le règlement intérieur adopté par délibération antérieure est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Règlement intérieur du conseil communautaire Communauté de Communes du Pays de Fayence

Adopté le 23 septembre 2026 par délibération n°260923-05 en application des articles L. 5211-1 et L. 2121-8 du code général des collectivités territoriales

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

SOMMAIRE

PRÉAMBULE 4
RENOUVELLEMENT DU CONSEIL - LES DROITS ET OBLIGATIONS DES ÉLUS 4
CHAPITRE 1 : ORGANISATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE 6
ARTICLE 1 - Périodicité des séances 6
ARTICLE 2 - Convocation 6
ARTICLE 3 - Ordre du jour 7
ARTICLE 4 - Accès aux dossiers préparatoires 7
ARTICLE 5 - Communication des documents administratifs 8
ARTICLE 6 - Compétences 9
CHAPITRE 2 : LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE 10
ARTICLE 7 - Présidence 10
ARTICLE 8 - Secrétariat de séance 10
ARTICLE 9 - Quorum 10
ARTICLE 10 - Pouvoirs 11
ARTICLE 11 - Enregistrement des débats 11
ARTICLE 12 - Accès et tenue du public 11
ARTICLE 13 - Séance à huis clos 12
ARTICLE 14 - Police de l'assemblée 12
ARTICLE 15 - Participation des agents communautaires ou intervenants extérieurs 12
CHAPITRE 3 : ORGANISATION DES DÉBATS ET VOTE DES DÉLIBÉRATIONS 13
ARTICLE 16 - Déroulement de la séance 13
ARTICLE 17 - Débats ordinaires 13
ARTICLE 18 - Débat d'orientation budgétaire 13
ARTICLE 19 - Suspension de séance 14
ARTICLE 20 - Amendements 14
ARTICLE 21 - Vote 14
ARTICLE 22 - Questions orales et écrites 15
CHAPITRE 4 : PROCÈS-VERBAUX ET COMPTES RENDUS 17
ARTICLE 23 - L iste des délibérations examinées 17
ARTICLE 24 - Procès-verbal 17
ARTICLE 25 - Transmission des délibérations en préfecture 17
CHAPITRE 5 : BUREAU ET COMMISSIONS 18
ARTICLE 26 - Le Bureau 18

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 27 - Les commissions communautaires 18
ARTICLE 28 - Les commissions obligatoires 19
CHAPITRE 6 : GROUPES D'ELUS COMMUNAUTAIRES 21
ARTICLE 29 - Constitution de groupes d'élus 21
ARTICLE 30 - Expression des groupes d'élus 21
CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES 23
ARTICLE 31 - Prévenir les situations de conflit d'intérêt et de prise illégale d'intérêt 23
ARTICLE 32 - Modification du règlement 24
ARTICLE 33 - Application et entrée en vigueur du règlement 24

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

PRÉAMBULE

Les organes délibérants des EPCI, comprenant une commune d'au moins 3 500 habitants sont tenus d'établir dans les mêmes conditions que les conseils municipaux, leur règlement intérieur par application des articles L. 5211-1 et L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil communautaire qui peut se doter de règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du conseil communautaire ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

La loi du 6 février 1992 impose néanmoins au conseil communautaire l'obligation de fixer dans son règlement intérieur :

- les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés par les conseillers communautaires (art. L.2121-12),
- les règles de présentation et d'examen ainsi que la fréquence des questions orales (art. L.2121-19),
- les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire (art. L.2312-1),
- les modalités du droit d'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité dans les bulletins d'information générale diffusé par la communauté de communes (art. L.2121-27-1).

Le présent règlement intègre les dispositions de l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements applicables au 1er juillet 2022 (article 40 de l'ordonnance).

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL - LES DROITS ET OBLIGATIONS DES ÉLUS

Conformément à l'article L. 5211-6 et L. 1111-1-1 et L. 2121-7 CGCT, lecture de la charte de l'élu local ci-après a été faite à l'occasion de la première réunion de l'organe délibérant :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Charte de l'élu local

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.
8. Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la présente charte : referent.deontologue.elu@cdg83.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CHAPITRE 1 : ORGANISATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ARTICLE 1 - Périodicité des séances

Articles L.2121-7, L.2121-9, L.5211-11, L.5211-8 du CGCT

Le conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre dans un lieu choisi par l'organe délibérant tel qu'arrêté dans les statuts.

Le Président peut réunir le conseil communautaire chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil communautaire en exercice En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai.

Après le renouvellement général des conseils municipaux, l'organe délibérant de l'EPCI se réunit au plus tard le vendredi de la quatrième semaine qui suit l'élection des maires.

ARTICLE 2 - Convocation

Articles L.2121-10 à L.2121-12, L. 2121-7 L. 1411-7,L. 5211-40-2 du CGCT

Toute convocation est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée sur le site internet de la Communauté de communes.

Elle est transmise de manière dématérialisée via une plateforme sécurisée à l'ensemble des conseillers communautaires sauf s'ils expriment par écrit la volonté de la recevoir par voie postale à leur domicile ou à une autre adresse.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu des séances du conseil communautaire.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs[1].

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil communautaire, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressées avec la convocation aux membres du conseil communautaire.

Les conseillers municipaux des communes membres de la Communauté de communes qui ne sont pas membres de son organe délibérant sont informés des affaires de l'intercommunalité faisant l'objet d'une délibération.

[1] *Entre le jour de l'envoi de la convocation et le jour de la réunion, il doit y avoir au moins 5 jours. Le nombre de jour franc est respecté quand bien même un samedi, un dimanche ou un jour férié seraient compris dans ces 5 jours.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Ils sont destinataires d'une copie de la convocation adressée aux conseillers communautaires avant chaque réunion du conseil communautaire accompagnée, le cas échéant, de la note explicative de synthèse mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2121-12.

Ces documents sont transmis pour information et par voie dématérialisée, à l'ensemble des conseillers municipaux, de même que les procès-verbaux des réunions.

Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2121-12, la convocation des conseillers communautaires à la première séance qui suit le renouvellement général des conseillers municipaux, est adressée trois jours francs au moins avant celui de cette première réunion.

Concernant les délibérations portant sur le choix d'un délégataire du service public, les convocations et les documents sur lesquels l'assemblée délibérante se prononce lui sont adressés **dans un délai de 15 jours francs.**

ARTICLE 3 - Ordre du jour

Articles L. 5211-4, L. 5211-57, L.2121-12 et R. 5211-42 du CGCT

L'ordre du jour est fixé par le président. Il est annexé à la convocation et est porté à la connaissance du public par voie d'affichage et sur le site internet de la Communauté de communes.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont, dans la mesure du possible, préalablement présentées en Bureau.

Lorsqu'une affaire, dont les effets ne concernent qu'une commune, est soumise à délibération, l'avis du conseil municipal doit être préalablement recueilli.

Lorsque l'ensemble des maires des communes membres ou la moitié des membres de l'organe délibérant, ou 1/10ème des électeurs inscrits présentent une demande de consultation des électeurs sur une affaire de la compétence de l'établissement, le président est tenu de l'inscrire à l'ordre du jour (L. 5211-49, R. 5211-42 CGCT).

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'État dans le département, ou du tiers des membres du conseil, le président met à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des décisions qui ont été prises en application des attributions exercées par délégation du conseil communautaire. Ces décisions sont transmises aux conseillers communautaires en même temps que l'ordre du jour de la séance.

ARTICLE 4 - Accès aux dossiers préparatoires

Articles L.2121-12, L.2121-13 et L.2121-13-1 du CGCT

Tout membre du conseil communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la communauté de communes qui font l'objet d'une délibération ou d'une décision du président ou du bureau prise par délégation du conseil communautaire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

La CCPF assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, la Communauté de communes peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à la disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires.

Durant les 5 jours précédant la séance, les conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers uniquement au siège de la communauté de communes aux heures d'ouverture des services.

ARTICLE 5 - Communication des documents administratifs

Articles L. 1411-7, L. 5211-40-2, L. 5211-38, L. 5211-39, L. 5211-40-2 Code des Relations entre le Public et l'Administration (CRPA) et L. 2121-26 du CGCT,

Le rapport d'activité est communiqué aux maires des communes avant le 30 septembre de l'année. (L. 5211-39 CGCT).

Les budgets et comptes, l'ordre du jour, les procès-verbaux, les comptes rendus, les délibérations et arrêtés sont librement communicables au public, sans déplacement et dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration (L. 300-1 et suivants et L.311-2 du CRPA).

La liste des délibérations et les délibérations elles-mêmes sont mises en ligne sur le site internet de la Communauté de communes dans un délai d'une semaine à compter de l'examen de ces délibérations par le conseil communautaire (L. 5211-40-2 CGCT). Les actes transmissibles à la préfecture conformément à l'article L. 2131-1 du CGCT que la commune choisit de publier sont mis à la disposition du public sur le site internet de la commune dans leur intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et à en effectuer le téléchargement. La version électronique de ces actes comporte la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de leur auteur (R. 2131-1-A CGCT). Cette mise en ligne doit respecter les règles tenant au secret des affaires et aux données personnelles que pourraient contenir ces actes.

Le procès-verbal de la séance n est mis en ligne sur le site internet dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté (n + 1). Un exemplaire papier est également mis à la disposition du public dans les locaux de la communauté de communes (L. 5211-40-2 CGCT).

Sont communiqués de manière dématérialisée aux conseillers municipaux des communes membres qui ne sont pas membres de son organe délibérant :

- Copie de la convocation avant chaque réunion, accompagnée de l'ordre du jour et de la note de synthèse (L.2121- 12 CGCT),
- Le rapport retraçant l'activité de l'établissement (L. 5211-39 CGCT),
- La liste des délibérations dans le délai d'un mois suivant chaque séance (L. 5211-40-2 CGCT),
- Le procès-verbal des réunions de l'organe délibérant dans le délai **d'un mois suivant la séance au cours de laquelle il a été arrêté** (L. 5211-40-2 CGCT et L. 2121-25 CGCT).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 6 - Compétences

Articles L. 2121-29, L. 5211-9-2, L. 5211-10, L. 5214-16 du CGCT

Le conseil communautaire administre et règle par ses délibérations les affaires de la communauté de communes.

Les affaires de la communauté de communes concernent les compétences obligatoires ou facultatives qui lui ont été transférées par les communes. Conformément au principe de spécialité, la communauté de communes ne peut intervenir que dans la limite des compétences déterminées par ses statuts.

Le conseil communautaire peut déléguer des attributions au Président ou au Bureau à l'exception :

« 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville. »

Lorsqu'il délègue ses attributions, le conseil s'en dessaisit et n'est plus compétent pour intervenir.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CHAPITRE 2 : LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ARTICLE 7 - Présidence

Articles L.2122-8, L.2121-14 et L. 2121-16 du CGCT

Le Président, ou à défaut celui ou celle qui le remplace, préside le conseil communautaire.

Il vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre la réunion, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire les preuves des votes et en proclame les résultats.

Il prononce également l'interruption des débats ainsi que la clôture de la réunion.

Dans les séances où le compte administratif est débattu, le Président peut assister aux débats mais doit se retirer au moment du vote. Le conseil communautaire élit préalablement au vote le président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Lors de la réunion d'installation du conseil, la présidence revient au plus âgé des membres du conseil communautaire jusqu'à l'élection du nouveau président.

Pour toute élection du président ou des adjoints, les membres du conseil communautaire sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

ARTICLE 8 - Secrétariat de séance

Articles L.2121-15 du CGCT

Au début de chacune des séances, le conseil communautaire nomme un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce secrétaire des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance, qui est un(e) élu(e), assiste le Président pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il contrôle l'élaboration le procès-verbal de séance.

ARTICLE 9 - Quorum

Articles L.2121-17, L. 2131-11 et L. 2121-14 du CGCT

Le conseil communautaire ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice (quorum) est physiquement présente. Les pouvoirs de vote ne sont pas pris en considération dans l'appréciation du quorum.

Au cas où l'un des membres du conseil s'absente ou se retire en milieu de séance, le quorum est à nouveau vérifié avant la mise en délibéré des affaires suivantes. S'il n'est pas atteint, le Président lève la séance et les questions restant à l'ordre du jour sont repoussées à une séance ultérieure.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Si, après une première convocation faite selon les dispositions de l'article 2 du présent règlement, le conseil communautaire ne s'est pas réuni en nombre suffisant, le Président convoque à nouveau le conseil à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum et le mentionne dans le courrier de convocation.

Ne doivent pas être pris en compte pour le calcul du quorum ni les conseillers intéressés à l'affaire au sens de l'article L. 2131-11 du CGCT, ni le Président lorsque le compte administratif est débattu.

ARTICLE 10 - Pouvoirs

Article L.2121-20 du CGCT

Un conseiller communautaire empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller communautaire ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers communautaires qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître, publiquement, au Président leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

ARTICLE 11 - Enregistrement des débats

Articles L. 5211-1 et L.2121-18 du CGCT

Le conseil communautaire et ses débats font l'objet d'enregistrements audio à chaque séance, qui sont ensuite retranscris dans le procès-verbal. Ils peuvent être consultés au siège de la CCPF ou communiqués sur demande aux conseillers communautaires.

ARTICLE 12 - Accès et tenue du public

Article L.2121-18 du CGCT

Les séances du conseil communautaire sont publiques.

Le public doit se tenir aux places qui lui sont réservées et garder le silence tout au long de la séance. Toutes les marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement est réservé aux représentants de la Presse.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 13 - Séance à huis clos

Articles L.5211-11 du CGCT

À la demande du Président ou de cinq membres du conseil, le conseil communautaire peut décider, sans débat et à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, d'une réunion à huis clos.

Le public, les représentants de la Presse et les fonctionnaires présents sont alors invités à se retirer.

ARTICLE 14 - Police de l'assemblée

Articles L.2121-16 du CGCT

Le Président ou celui qui le remplace, a seule la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui en trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Il appartient au Président ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

ARTICLE 15 - Participation des agents communautaires ou intervenants extérieurs

Les fonctionnaires de la communauté de communes assistent, en tant que de besoins, aux séances du conseil communautaire.

Ils ne prennent la parole que sur invitation du Président et restent tenus à l'obligation de réserve, telle qu'elle est définie dans le cadre des statuts de la fonction publique.

Le Président peut également prendre l'initiative d'inviter une personne extérieure au conseil (représentant de l'État ou d'une collectivité, membres d'un bureau d'études par exemple), afin d'intervenir en séance pour éclairer les conseillers sur une affaire soumise à délibération.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CHAPITRE 3 : ORGANISATION DES DÉBATS ET VOTE DES DÉLIBÉRATIONS

ARTICLE 16 - Déroulement de la séance

Le Président, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, vérifie la validité des pouvoirs, constate le quorum et déclare la séance ouverte si ce dernier est atteint.

Il appelle ensuite les questions à l'ordre du jour dans leur ordre d'inscription et propose aux conseillers de nommer le secrétaire de séance.

Le Président, ou un membre du conseil, peut proposer une modification dans l'ordre des affaires soumises à délibération.

Lors de chaque réunion du conseil, le Président rend compte des attributions exercées par délégation du conseil.

Chaque point à l'ordre du jour est résumé oralement par le Président ou un Vice-Président délégué.

En fin de séance, le Président peut proposer des « questions diverses » qui ne revêtent pas une importance capitale. Si l'une d'elles doit faire l'objet d'une délibération, elle devra être, en tant que telle, inscrite à l'ordre du jour de la séance suivante du conseil communautaire.

ARTICLE 17 - Débats ordinaires

Le Président donne la parole aux membres du conseil qui la demandent et peut, seul, la leur retirer s'ils s'écartent de la question traitée.

Il détermine également l'ordre des intervenants.

Dans les discussions, nul ne peut interrompre celui qui a la parole. Le Président seul a le pouvoir de le faire par un rappel à la question ou au règlement. Lorsqu'un membre du conseil communautaire s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le président qui peut alors faire.

Le Vice-président compétent et le rapporteur de la proposition de délibération sont entendus toutes les fois qu'ils le désirent.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

ARTICLE 18 - Débat d'orientation budgétaire

Article L. 2312-1 et L. 5211-36 du CGCT

Le budget de la Communauté de communes est proposé par le Président et voté par le conseil communautaire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Un débat a lieu au conseil communautaire sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la Communauté de communes, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8.

ARTICLE 19 - Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Le président peut mettre aux voix toute demande émanant d'un conseiller.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

ARTICLE 20 - Amendements

Tout membre du conseil communautaire peut proposer, à la discussion, des amendements aux délibérations inscrites à l'ordre du jour ou sur toutes les affaires soumises au conseil.

Ces amendements doivent être présentés par écrit au Président au plus tard 2 jours avant la séance où sont examinées les affaires qui font l'objet de l'amendement.

Le conseil décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

ARTICLE 21 - Vote

Articles L.2121-20, L.2121-21 et L.2131-11 du CGCT

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins blancs, nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le conseil communautaire vote de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Lorsqu'il y a partage égal des voix, et sauf cas de scrutin secret, la voix de le Président est prépondérante.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Cette demande doit se faire sur chaque vote à intervenir. Au scrutin public, chaque conseiller à l'appel de son nom, répond "POUR" pour l'adoption, "CONTRE" pour le rejet, déclare qu'il s'abstient ou ne prend pas part au vote.

Il est voté au scrutin secret :

- Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Tout conseiller atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe est autorisé à se faire assister par une personne de son choix.

Dans ce derniers cas, **si aucun des candidats** n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions communautaires ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Président.

Le vote du compte administratif (cf. article L. 1612-12 du CGCT) présenté annuellement par le président doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Il peut à tout moment être décidé que le décompte des voix se fait par appel nominal, ou que le décompte précis des votes avec indication du sens du vote de chaque conseiller soit retranscrit au procès-verbal de la séance (**vote au scrutin public**).

Enfin, dans le cas où un, ou plusieurs, membre du conseil possède un intérêt dans l'affaire qui fait l'objet d'une délibération, en son nom personnel ou comme mandataire, il ne peut prendre part aux débats et délibérations (article L.2131-11 du CGCT). Il doit en informer le Président au plus tôt afin que soit mentionné dans la délibération et le procès-verbal qu'il ne prend pas part au vote. En effet, il doit impérativement se retirer du débat et des votes, sous peine de rendre la délibération illégale voir article 31 « *Prévenir les situations de conflit d'intérêt et de prise illégale d'intérêt* ».

ARTICLE 22 - Questions orales et écrites

Articles L.2121-19 du CGCT.

Les conseillers communautaires ont le droit d'exposer, une fois l'ordre du jour épuisé, des questions ayant trait aux affaires de la communauté de communes. Elles doivent porter sur des objets d'intérêt général et non sur des questions personnelles.

Le Président ou les vice-présidents répondent immédiatement, dans la mesure du possible, aux questions posées oralement par les membres du conseil.

Toutefois, si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifient, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une autre séance du conseil communautaire. Elle peut également décider de les transmettre, pour examen, aux commissions concernées.

Les questions des membres du conseil et les réponses du Président, ou des vice-présidents, peuvent être mentionnées au procès-verbal.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Les conseillers communautaires peuvent également adresser au Président des questions écrites sur toutes affaires relevant des compétences de la CCPF ou concernant l'action communautaire. Ces questions devront être transmises au Président au plus tard 2 jours ouvrables avant le début de la séance, afin qu'il puisse avoir le temps nécessaire pour y répondre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CHAPITRE 4 : PROCÈS-VERBAUX ET COMPTES RENDUS

ARTICLE 23 - Liste des délibérations examinées

Articles L.2121-23, L.2121-25 du CGCT, QE de Jean-Louis Masson, N° 3693, JO du Sénat du 31 octobre 2013 ; R. 2121-11, L 5211-40-2 du CGCT

La séance du conseil donne lieu à la réalisation d'une liste des délibérations examinées en séance de conseil communautaire. Ce document remplace le compte-rendu des séances du conseil communautaire depuis le 1er juillet 2022 et a pour objet d'assurer l'information rapide du public sur l'activité de l'organe délibérant.

Dans un délai d'une semaine à compter de l'examen de ces délibérations, cette liste est affichée au siège de la communauté de communes et mise en ligne sur le site internet.

Les délibérations sont inscrites dans l'ordre chronologique de leur adoption, après transmission au contrôle de légalité, dans le registre réservé à cet effet. Elles sont signées uniquement par le Président et le secrétaire de séance au cours de laquelle elles ont été adoptées.

Les registres annuels des délibérations sont consultables au siège de la CCPF, aux heures ouvrables, ou sur demande auprès du secrétariat de direction.

ARTICLE 24 - Procès-verbal

Articles L. 5211-11 et L. 2121-26 du CGCT ; L. 5211-40-2

Le procès-verbal du conseil communautaire a pour objet d'établir et de conserver la mémoire du déroulement (par exemple : discussions, débats, interruptions de séances…) et des décisions des assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs groupements. Les séances publiques du conseil sont enregistrées et peuvent donner lieu à l'établissement du procès-verbal par retranscription sous forme synthétique.

Le procès-verbal est adressé à chaque conseiller communautaire par voie électronique. Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Il est signé par le Président et le secrétaire de séance. Les membres du conseil communautaire ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle, si elle est validée par le président, est enregistrée au procès-verbal suivant. Le procès-verbal est publié sous forme électronique, dans un délai d'une semaine après approbation, sur le site internet de la collectivité et un exemplaire papier mis à la disposition du public au siège administratif de la communauté de communes.

ARTICLE 25 - Transmission des délibérations en préfecture

Articles L. 5211-3, L. 2131-1, L. 2131-2, R. 2131-1-A, D. 2131-5-1 et suivants du CGCT

Les délibérations et décisions prises par délégation du conseil à l'exception de celles expressément exclues (art. L. 2131-1 CGCT) de la communauté de communes sont transmis par voie électronique à la préfecture.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CHAPITRE 5 : BUREAU ET COMMISSIONS

ARTICLE 26 - Le Bureau

Article L.5211-10 du CGCT

Le Bureau est composé du Président et des Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres du conseil.

Le Bureau est convoqué par le Président, dans la mesure du possible **trois jours francs** avant sa date de réunion.

Les agents et les élus non-membres du Bureau et toute personne extérieure qualifiée susceptible d'éclairer les travaux des membres du Bureau peuvent assister autant que nécessaire aux séances du Bureau. Ils ne prennent la parole que sur invitation du Président et restent tenus à l'obligation de réserve, telle qu'elle est définie dans le cadre des statuts de la fonction publique.

Le Bureau se réunit à huis clos. Il prépare et valide les affaires préalablement à leur présentation en conseil.

ARTICLE 27 - Les commissions communautaires

Articles L. 2121-21 et L.2121-22, L 5211-40-1 du CGCT

Les commissions sont un lieu de débat pour étudier les dossiers et préparer les décisions relatives à leur domaine de compétence. Elles instruisent les affaires qui leur sont soumises. En particulier, elles peuvent préparer les rapports relatifs aux projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités, suivre leur mise en œuvre, émettre des avis ou formuler des propositions. Bien qu'elles ne soient pas publiques, elles peuvent entendre, en tant que de besoin, des personnalités qualifiées.

Elles n'ont pas pouvoir de décision. Elles émettent leur avis à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum ne soit exigé. Leur avis est mentionné lors de l'examen des projets de délibération en conseil.

Les commissions sont composées dans le respect du principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée.

Le conseil communautaire fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siègeront. Il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil communautaire décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Le conseil communautaire peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil. Elles sont alors convoquées par le Président dans les 8 jours qui suivent leur nomination. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le Président est absent ou empêché.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Elles sont par la suite convoquées par mail qui précise la date, l'heure, le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour, 3 jours francs avant la réunion de la commission.

Le Président est membre de droit de toutes les commissions et, à ce titre, invité à toutes les réunions.

Un élu désirant s'inscrire à l'une des commissions doit adresser un mail à le Président. Sa nomination fera l'objet d'un point à l'ordre du jour de la séance du conseil communautaire la plus proche, ainsi que d'une délibération.

Les commissions communautaires de la CCPF sont les suivantes (approuvées par délibérations n°260610-03 en date du 10 juin 2026) :

Commission « Finances »

Commission « Aménagement du Territoire (Urbanisme et Mobilité) »

Commission « Santé - Sociale »

Commission « Développement économique »

Commission « Gestion et Valorisation des Déchets »

Commission « Agriculture & Alimentation »

Commission « Environnement & Gestion des risques »

Commission « Tourisme & Evènementiel »

Commission « Sports »

Le Directeur Général des Services ainsi que les agents concernés assistent de plein droit aux séances des commissions.

Lorsqu'une ou plusieurs affaires relèvent des attributions de plusieurs commissions, le Président les réunit conjointement pour l'examen desdites affaires. La présidence est alors assurée par le Président de la communauté de communes.

L'article 7 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique est venue modifier le droit applicable aux commissions au sein des EPCI. Ainsi, en cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L.2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire, dans le respect du principe de proportionnalité. Par ailleurs, cet article permet à d'autres membres du conseil municipal d'assister à ces réunions sous réserve d'en avoir informé le Président 3 jours au moins avant la réunion. Ils ne pourront cependant pas prendre part aux votes de la commission, car ils n'en sont pas formellement membres.

ARTICLE 28 - Les commissions obligatoires

Les commissions obligatoires sont celles qui sont imposées réglementairement et dont la composition est fixée par les textes en vigueur.

Concernant la CCPF, les commissions obligatoires sont les suivantes :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Commission d'Appel d'Offres (CAO) – CGCT et CCP :

La commission comprend cinq membres titulaires et cinq membres suppléants.

- Les membres à voix délibérative :

Ont voix délibérative, les membres de la CAO (président et membres élus et suppléants présents en remplacement d'un ou plusieurs titulaires). Les suppléants ont uniquement vocation à remplacer temporairement les membres titulaires absent à une séance.

- Les membres à voix consultative :

Ont voix consultative, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence, s'ils ont été invités par le président de la CAO ainsi que des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désigné par le président, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché public.

Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) - art. 1609 nonies C du code général des impôts (CGI)

Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) – article 1650 du CGI

Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) – L. 1411-5 CGCT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CHAPITRE 6 : GROUPES D'ELUS COMMUNAUTAIRES

ARTICLE 29 - Constitution de groupes d'élus

Les conseillers communautaires peuvent se constituer en groupe d'élus.

Pour cela, ils doivent effectuer une déclaration au Président de la Communauté de communes signée par tous les membres du groupe et accompagnée de la liste des membres mentionnant leur représentant ainsi que l'intitulé du groupe.

Toute modification dans la constitution des groupes doit être portée à la connaissance du Président. Le Président en donne connaissance aux élus à la séance du Conseil Communautaire qui suit cette information.

Chaque conseiller ne peut faire partie que d'un seul groupe.

L'effectif minimum de constitution d'un groupe d'élus est fixé à 5 membres.

Le rassemblement de fait d'élus non-inscrits ne peut prétendre à être considéré comme un groupe d'élus (TA de Lille 6 novembre 2002).

ARTICLE 30 - Expression des groupes d'élus

Articles L.2121-27-1 du CGCT

Un espace sera réservé à l'expression des groupes d'élus communautaires dans la revue de la CCPF relative à l'information générale sur les réalisations et sur la gestion du conseil communautaire ou sur son site internet https://www.cc-paysdefayence.fr

La revue communautaire

Pour la revue communautaire, une page sera réservée au(x) différents groupe(s), majoritaire et minoritaires.
Cette page est répartie à égalité, le cas échéant, entre plusieurs groupes représentés au conseil. Exemple : Si, au sein du conseil, sont représentés 2 groupes d'élus, la page sera divisée en 3 parts égales (1/3 pour le groupe majoritaire, 1/3 pour le groupe A et 1/3 pour le groupe B).

Avant le bouclage de chaque revue, le service communication fera parvenir par mail la date butoir de remise des articles, ainsi que la date de parution du journal et rappellera le nombre de caractères, espaces inclus, réservés à chacun, la police d'écriture et la taille.

Le projet de rédaction devra comprendre, avec une mise en page correcte, le titre de l'intervention, les éventuels intertitres, le texte de l'intervention avec le cas échéant l'indication des parties valorisées en gras, italique ou couleurs, ainsi que les éventuelles représentations iconographiques.

Les textes parviendront pour la date dite de bouclage au service communication sur support informatique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Les textes publiés dans cette page sont repris stricto sensu. Les fautes d'orthographe et de syntaxe sont du fait de leurs auteurs. Les opinions exprimées et les propos tenus dans ces écrits n'engagent que leurs auteurs.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 31 - Prévenir les situations de conflit d'intérêt et de prise illégale d'intérêt

L. 2122-18 CGCT, L. 2131-11 CGCT, art. 432-12 Code pénal.

La prévention des situations de conflits d'intérêts et de prise illégale d'intérêts doit faire l'objet d'une attention particulière. Cette prévoyance implique le signalement écrit (information au délégant et/ou arrêté de déport) de toute situation de conflit d'intérêts dans laquelle l'élu local est susceptible de se trouver et l'abstention de toute participation au processus décisionnel sur cette affaire, notamment en ne donnant aucune directive, en ne participant à aucune étape préparatoire à la décision et en quittant la salle, sans donner de pouvoir de vote (Cour de cassation, chambre criminelle, 24 octobre 2001, n° 00-86681), lors des délibérations de l'assemblée compétente, mais également dans les commissions décisionnaires (commission d'appel d'offres, commission de délégation de service public).

L'intérêt à l'affaire existe dès lors qu'il ne se confond pas avec « les intérêts de la généralité des habitants de la commune » (CE, 16 décembre 1994, req. n°145370).

Le délit de « prise illégale d'intérêts » est constitué par tout lien contractuel de l'élu avec la collectivité concernant une affaire dont il a l'administration et la surveillance, même partielles, au moment de l'acte. Les personnes exerçant des fonctions ou des missions publiques ont interdiction de se placer dans une situation où leur intérêt particulier serait en contradiction avec l'intérêt général. Ne sont concernés par les dispositions de l'article 432-12 du code pénal que les maires, présidents, ainsi que les adjoints et les conseillers ayant reçu une délégation de fonction et à condition que l'objet du contrat auquel ils ont parti pris entre dans cette compétence d'attribution. La prise illégale d'intérêt peut être caractérisée malgré l'absence d'enrichissement personnel des élus, notamment en cas de subventions accordées par des élus à des associations qu'ils président (Cour de cassation, chambre criminelle, 22 octobre 2008, req. n° 08-82068).

Lorsque le Président estime se trouver en situation de conflits d'intérêts, il prend un arrêté mentionnant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences et désignant la personne chargée de le suppléer. Dans ce cas de figure, et par dérogation aux règles de délégation prévues à l'article L2122-18 du CGCT, le Président ne peut adresser aucune instruction à son délégataire. Ce mécanisme vaut pour l'ensemble des fonctions du Président (pouvoirs propres ou délégués). Dans les attributions déléguées au Président par le conseil communautaire, les décisions seront prises par le conseil communautaire, sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation qui permettrait une prise de décision par un élu subdélégataire en cas d'empêchement du Président.

Lorsqu'un élu titulaire d'une délégation de signature du Président estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le Président par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du Président détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 32 - Modification du règlement

Le présent règlement peut, à tout moment, faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Président ou d'un tiers au moins des membres du conseil.

ARTICLE 33 - Application et entrée en vigueur du règlement

Article L. 2541-5 du CGCT

Le conseil communautaire établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Il est applicable dès son adoption, après transmission au contrôle de légalité, et jusqu'à l'établissement d'un nouveau règlement à chaque renouvellement du conseil communautaire.

Le Président est chargé de sa bonne application.

Le règlement intérieur est adressé à chaque conseiller communautaire ainsi qu'aux agents de la communauté de communes concernés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-06-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

DCC n°260923/06

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD
Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

DÉBAT ET DÉCISION RELATIVE À L'ÉLABORATION D'UN PACTE DE GOUVERNANCE

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-11-2 ;

VU le renouvellement général des conseils municipaux intervenu en 2026 et l'installation du nouveau Conseil communautaire ;

CONSIDÉRANT qu'après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le Président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre doit inscrire à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public ;

CONSIDÉRANT que le pacte de gouvernance a notamment pour objet de préciser les relations entre les communes membres et l'établissement public et peut notamment porter sur les modalités de concertation entre les communes et l'intercommunalité, la création de commissions, la mutualisation des services ou encore les objectifs en matière de représentation des femmes et des hommes dans les instances de gouvernance ;

CONSIDÉRANT que la Communauté de communes du Pays de Fayence dispose déjà d'un fonctionnement associant étroitement les maires des communes membres, notamment au sein du Bureau communautaire, qui réunit l'ensemble des maires ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes est en train de réviser son projet de territoire ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Conseil communautaire, à l'issue du débat, de se prononcer sur l'opportunité d'élaborer un pacte de gouvernance ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **PREND ACTE** du débat relatif à l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes membres et la Communauté de communes du Pays de Fayence.
- **DÉCIDE** d'élaborer un pacte de gouvernance entre les communes membres et la Communauté de communes du Pays de Fayence.
- **PRÉCISE** que, dans l'hypothèse où le Conseil communautaire décide d'élaborer un pacte de gouvernance, celui-ci sera soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres avant son adoption, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-11-2 du code général des collectivités territoriales.
- **DIT** que Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-07-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

DCC n°260923/07

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

MODIFICATION DE LA DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE MEDITERRANÉE

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2121-29 et L. 5211-1 ;

VU la délibération n° 260722-15 en date du 22 juillet 2026 portant adhésion de la Communauté de communes du Pays de Fayence à la Société publique locale Méditerranée (SPLM);

CONSIDERANT que, par délibération n° 260722-15 en date du 22 juillet 2026, le Conseil communautaire a procédé à la désignation d'un représentant de la Communauté de communes au sein de la SPLM ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier cette délibération uniquement en ce qui concerne l'instance au sein de laquelle le représentant de la Communauté de communes est désigné ;

CONSIDERANT que le représentant de la Communauté de communes doit être désigné pour siéger au Conseil d'administration de la SPLM et non au sein de l'Assemblée spéciale ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **MODIFIE** la délibération n° 260722-15 en date du 22 juillet 2026, uniquement en ce qui concerne l'instance de représentation de la Communauté de communes du Pays de Fayence au sein de la SPLM.
- **DÉSIGNE M. Jean-Yves HUET**, en qualité de représentant(e) de la Communauté de communes du Pays de Fayence au sein du Conseil d'administration de la SPLM en lieu et place de sa désignation au sein de l'Assemblée spéciale.
- **PRÉCISE** que l'ensemble des autres dispositions de la délibération n° 260722-15 du 22 juillet 2026 demeure inchangé.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-08-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/08

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD
Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'ADHÉSION AU SERVICE D'AIDE À LA GESTION DES ARCHIVES PROPOSÉS PAR LE CENTRE DE GESTION DU VAR

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1421-1 et R.1421-1,
VU le Code général de la fonction publique, et notamment son article L.452-40,
VU le Code du patrimoine, et notamment ses articles L.211-1 et suivants,
VU la délibération n°180306/20 du 6 mars 2018 décidant de recourir au service d'aide à la bonne gestion des archives proposé par le Centre de Gestion du Var,
VU la délibération n°231213-02 du 13 décembre 2023 portant renouvellement de la convention d'adhésion au service d'aide à la bonne gestion des archives proposé par le Centre de Gestion du Var,

CONSIDÉRANT l'intérêt pour la Communauté de communes du Pays de Fayence de poursuivre son adhésion au service d'aide à la gestion des archives proposé par le Centre de Gestion du Var,
CONSIDÉRANT que la convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature et qu'elle est renouvelable par décision expresse,
CONSIDÉRANT que le tarif d'une journée d'intervention est fixé à 320 € pour les missions à expertise et à 350 € pour les missions à forte expertise,
CONSIDÉRANT que les interventions sont réalisées à la demande de la collectivité et qu'aucune dépense n'est engagée tant qu'aucune proposition d'intervention n'est signée et qu'aucune intervention n'est réalisée,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU CET EXPOSÉ,
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de renouveler l'adhésion de la Communauté de communes du Pays de Fayence au service d'aide à la gestion des archives proposé par le Centre de Gestion du Var, pour une durée de trois ans à compter de la date de signature de la convention ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention correspondante ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-08-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CONVENTION D'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE AU SERVICE D'AIDE A LA BONNE GESTION DES ARCHIVES PROPOSE PAR LE CENTRE DE GESTION DU VAR

L'article 25 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée permet aux Centres de Gestion de réaliser des missions d'archivage.

La tenue des archives est une obligation légale au titre des articles L. 211-1 et suivants du Code du Patrimoine et L. 1421-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment.

Dans ce cadre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR (CDG 83) a créé, par délibération n° 2007-39 en date du 26 novembre 2007, un nouveau service d'aide à la bonne gestion des archives, ouvert aux Collectivités Territoriales et Etablissements Publics qui pourront y adhérer individuellement et facultativement.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ENTRE :

La Communauté de communes du PAYS DE FAYENCE, représenté(e) par son Président, François CAVALLIER, agissant es qualité en vertu d'une délibération en date du ....., ci-après désigné(e) "l'adhérent(e)",

d'une part,

ET :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var (CDG 83), représenté par Madame Blandine MONIER, Vice-Présidente, ayant reçu délégation d'attribution et de signature de Monsieur Christian SIMON, Président, en vertu de l'arrêté n°2026-408 du 15 juillet 2026,

d'autre part.

Article 1 : La Communauté de communes du PAYS DE FAYENCE adhère au service d'aide à la bonne gestion des archives organisé par le Centre de Gestion du Var. La présente convention d'adhésion n'engage aucune dépense pour la collectivité territoriale ou l'établissement public tant qu'aucune proposition d'intervention n'est signée et qu'aucune intervention n'est réalisée.

Article 2 : L'adhérent(e) peut obtenir de ce service :

1) un état des lieux, un diagnostic sur les travaux à effectuer ainsi qu'une ou plusieurs estimation(s) de(s) (la) durée(s) nécessaire à leur réalisation ;

2) la mise à disposition d'agents et des moyens nécessaires afin de réaliser :

Les missions à expertise :

- Le tri des archives et le traitement des documents éliminables (préparation physique des documents et rédaction du bordereau d'éliminations),
- Le traitement des archives définitives (classement, conditionnement, rédaction d'un inventaire règlementaire),

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-08-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Les missions à forte expertise :

- La formation de l'agent en charge de la fonction « archives » à la théorie archivistique et l'accompagnement à sa mise en œuvre dans le contexte de sa structure ainsi que dans la gestion de son service.
- L'audit de la gestion des archives dans une collectivité, un établissement public, ou un ensemble de collectivités et établissements publics, et l'élaboration de propositions en réponse à une commande.
- Le conseil pour la mise en œuvre de règles de bonne gestion des archives papier et/ou électroniques permettant à la collectivité ou établissement public de respecter ses obligations légales et de répondre aux besoins des services.
- La sensibilisation des acteurs à l'intérêt et aux méthodes d'archivage.
- La formation de l'ensemble des agents administratifs de la collectivité ou établissement public aux règles de bonne gestion des archives dès leur production.
- Le conseil aux agents dans la gestion quotidienne de leurs archives.

Article 3 : Le Directeur des Archives départementales, conformément à l'article R. 212-2 du code du patrimoine, est informé de l'adhésion de toute collectivité territoriale ou établissement public au service d'aide à la bonne gestion des archives et des missions confiées.

Article 4 : Le Centre de Gestion du Var ne pourra être tenu responsable de la non-observation, par la collectivité territoriale ou l'établissement public, de la procédure d'élimination indiquée par le ou les archivistes.

Article 5 : La collectivité territoriale ou l'établissement public veillera à fournir aux archivistes du Centre de gestion du Var des locaux répondant aux normes d'hygiène, de sécurité du travail ainsi que le mobilier et le matériel nécessaires à son travail (local salubre, prise électrique, table spacieuse, chaise de bureau, boîtes d'archives solides, chemises cartonnées et sous-chemises).

La collectivité territoriale ou l'établissement public s'engage à accueillir l'archiviste dans le respect de ces conditions, faute de quoi l'intervention pourrait être reportée ou annulée.

Article 6 : L'archiviste est soumis au secret professionnel, conformément à l'article L. 211-3 du Code du Patrimoine, en ce qui concerne tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public.

Article 7 : La visite de diagnostic est effectuée à titre gratuit. Elle est programmée en concertation avec la collectivité territoriale ou l'établissement public suivant les disponibilités du service archives.
Elle comprend un ou plusieurs entretiens afin de recueillir les besoins ainsi qu'une visite de l'ensemble des locaux où sont stockées des archives afin de mesurer la quantité de documents à traiter (exprimée en mètres linéaires). Le traitement de ces données permettra de proposer la/les intervention(s) à réaliser, leur durée et leur coût ainsi que leur organisation. Ces éléments seront intégrés dans un diagnostic qui sera adressé à la collectivité territoriale ou l'établissement public à titre gratuit également.

Article 8 : Les modalités d'intervention seront établies dès réception par le service archives du devis signé « bon pour accord ».

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-08-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article 9 : Le coût forfaitaire de la journée d'intervention d'un agent du service archives sera fixé conformément à la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion relative aux tarifs des services facultatifs.

Le tarif forfaitaire par journée d'intervention d'un agent du service archives s'élève à :

- 320 € pour les missions à expertise,
- 350 € pour les missions à forte expertise.

Pour les années suivantes, ce montant sera modifié dans les conditions fixées à l'article 10.

Article 10 : Toute modification de la participation doit faire l'objet d'une notification du Centre de Gestion du Var à l'adhérent(e), avant le 1er décembre, l'informant du nouveau montant applicable à partir du 1er janvier de l'année suivante. Dans un délai d'un mois à compter de la notification de la modification du tarif, la collectivité ou l'établissement public pourra résilier la présente convention.

Article 11 : La participation de l'adhérent(e) fera l'objet, par le Centre de Gestion du Var, de l'émission d'un titre de recettes dont le montant correspondra au(x) nombre(s) de jours d'intervention multiplié(s) par le tarif journalier par agent susvisé.
Au démarrage de la mission, une estimation de la durée et du coût d'intervention est réalisée puis signée par les deux parties.
La facturation sera établie semestriellement, un récapitulatif des jours effectués et du montant correspondant sera joint au titre de recette.

Article 12 : La convention prend effet à la date de la signature pour une durée de 3 ans renouvelable par décision expresse de l'une des parties 30 jours au minimum avant la fin de la convention.

Si l'une des parties désire dénoncer la présente convention, elle devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La dénonciation prendra effet 30 jours après la réception de cette lettre.

Dans le cas où la dénonciation intervient à la demande de la collectivité territoriale ou de l'établissement public, celle-ci ou celui-ci s'engage à verser le montant correspondant aux interventions effectuées par le Centre de Gestion du Var.

Les parties peuvent convenir d'un commun accord d'apporter un ou des avenants à la présente convention

Article 13 : Le Contrat prend fin :

- à l'expiration de son terme normal prévu à l'Article 12, en cas de dénonciation ;
- en cas de dénonciation suite à une augmentation tarifaire ;
- en cas d'annulation juridictionnelle, ou de résiliation par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle ;
- en cas de résiliation pour faute de la collectivité territoriale ou de l'établissement public, selon les modalités suivantes :

Le Centre de Gestion du Var peut prononcer la résiliation du Contrat en cas de manquement de la collectivité ou de l'établissement à ses obligations au titre du

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-08-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Contrat. En cas de manquement justifiant la résiliation pour faute de la collectivité ou de l'établissement, le Centre de gestion du Var lui envoie, par lettre recommandée avec accusé de réception, une lettre de mise en demeure précisant le ou les manquement(s) constaté(s) et exigeant de celui-ci qu'il remédie au(x) manquement(s) constaté(s) dans un délai fixé par le Centre de Gestion du Var. Le délai imparti à la collectivité ou à l'établissement doit être apprécié en fonction de l'urgence de la situation, de la nature du manquement et des mesures correctives à mettre en place. La collectivité ou l'établissement peut présenter des observations en réponse. A l'expiration de ce délai, si la collectivité ou l'établissement ne s'est pas conformé à ses obligations, le Centre de Gestion du Var peut lui notifier le prononcé de la résiliation du Contrat, ainsi que la date de prise d'effet de celle-ci. Il en est de même en cas de manquements du Centre de Gestion du Var pour la collectivité ou l'établissement. Dans un délai de deux mois à compter de la date de prise d'effet de la résiliation, une indemnité de résiliation égale à la différence entre, d'une part, la somme due en contre partie des prestations réalisées par le Centre de Gestion du Var et, d'autre part, le montant du préjudice réel, direct et certain subi du fait du manquement à ses obligations contractuelles, plafonné à 1 000 €.

- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, selon les modalités suivantes : une des parties peut à tout moment mettre fin au présent Contrat pour motif d'intérêt général, moyennant un préavis d'au moins un mois, dûment motivée et notifiée. L'autre partie a alors droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi (suite aux investissements réalisés) et du manque à gagner, dans un délai de deux mois à compter de la date de prise d'effet de la résiliation.
- en cas de résiliation pour Force Majeure prolongée, selon les modalités suivantes : Le Centre de Gestion du Var est indemnisé dans un délai de deux mois à compter de la date de prise d'effet de la résiliation. Toutefois, cette indemnisation ne couvre pas le manque à gagner.
- en cas de résiliation d'un commun accord, selon les modalités suivantes : Les modalités, notamment financières, de la résiliation sont arrêtées conjointement par les Parties.
-

  En cas de résiliation partielle de l'action du fait du Centre de Gestion du Var, seule seront facturées les interventions effectivement réalisées de l'action, selon le prorata suivant : nombre d'heures, jours réalisés/nombre d'heures, jours prévus.

Article 14 : En cas de litiges et à défaut d'accord amiable le Tribunal Administratif compétent sera celui de TOULON.

Fait à LA CRAU,

Le : .....

Pour Christian SIMON
Président du Centre de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale du Var
Et par délégation,

La Vice-Présidente,
Blandine MONIER

Fait à .....

Le : .....

Le Président de la Communauté de communes
du PAYS DE FAYENCE,

François CAVALLIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

DCC n°260923/09

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD
Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°2

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1612-11 et suivants ;
VU l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au Budget Principal ;
VU le budget primitif de l'exercice 2026, voté par délibération n° 260311/12 du 11 mars 2026 ;
VU la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2026, votée par délibération n° 260429/05 du 29 avril 2026 ;
VU la nécessité d'ajuster certaines inscriptions budgétaires en cours d'exercice ;

CONSIDERANT l'apparition de dépenses nouvelles et de recettes supplémentaires ;
CONSIDERANT la nécessité de procéder à des ajustements techniques et comptables ;
CONSIDERANT le respect des principes d'équilibre et de sincérité budgétaire.

Le Président informe l'Assemblée que la décision modificative n°2 (DM2) a pour objet d'ajuster les crédits nécessaires à l'exécution budgétaire de l'exercice. Elle prévoit, en section de fonctionnement, une augmentation des crédits de 53 000 €, résultant principalement de l'actualisation des produits fiscaux, de l'ajustement des charges de personnel et de diverses régularisations budgétaires. En section d'investissement, elle prévoit l'inscription de 300 000 € de crédits supplémentaires destinés principalement à l'opération « Développement économique » pour les travaux de la Zone de l'Apier, financés par un emprunt complémentaire, des ajustements de subventions d'investissement ainsi que par un renforcement de l'autofinancement de la collectivité.

Ces modifications aboutissent à une augmentation globale du budget principal 2026 de 353 000€.

Après prise en compte des éléments suivants :

1. Recettes de fonctionnement

Chapitres	BP 2026 + DM1	DM2	Budget total 2026
013 – Atténuations de charges	25 000.00		25 000.00
70 – Produits des services et divers	652 698.00	- 10 131.00	642 567.00
73 – Impôts et taxes	2 455 577.56		2 455 577.56
731 – Fiscalité locale	7 722 713.00	63 831.00	7 786 544.00
74 – Dotations et participations	1 917 405.15		1 917 405.15
75 – Autres produits de gestion courante	40 809.73	- 700.00	40 109.73
042 – Opérations d'ordre (Amortissements)	55 000.00		55 000.00
002 – Excédent de fonctionnement reporté	2 160 877.56		2 160 877.56
Total après décision modificative n° 2	**15 030 081.00**	**53 000.00**	**15 083 081.00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- 70 – Annulation du Salon de l'Habitat 2026, augmentation des mises à dispo de personnel entre le BP et les BA
- 73 – Rôles complémentaires et supplémentaires de fiscalité + Versement Mobilité Régional Rural
- 75 – Résiliation bail d'habitation Fayence

2. Dépenses de fonctionnement

Chapitres	BP 2026 + DM1	DM2	Budget total 2026
011 – Charges à caractère général	2 111 842.60	- 1 950.00	2 109 892.60
012 – Charges de personnel	2 751 000.00	56 000.00	2 807 000.00
014 – Atténuations de produits	3 820 885.40	- 26 507.00	3 794 378.40
65 – Autres charges de gestion courante	3 083 563.00	4 975.31	3 088 538.31
66 – Charges financières	50 000.00		50 000.00
67 – Charges spécifiques	19 000.00	2 131.69	21 131.69
68 – Provisions	3 077.00		3 077.00
042 – Opérations d'ordre (Amortissements)	580 000.00	10 000.00	590 000.00
023 – Virement à l'investissement	2 610 713.00	8 350.00	2 619 063.00
Total après décision modificative n° 2	**15 030 081.00**	**53 000.00**	**15 083 081.00**

- 011 – Annulation du Salon de l'Habitat 2026, réajustement des prévisions (carburants, formations, ...)
- 012 – Dossier de CLM en cours + Remplacement d'un agent de l'urbanisme en congé maternité
- 014 – Réactualisation à la baisse du FPIC
- 65 – Réajustement des prévisions (SMA, COFOR ALEC 83 ...)
- 67 – Annulations de titres sur exercices antérieurs
- 023 – Augmentation de l'autofinancement de l'investissement

3. Dépenses d'investissement

Chapitres Opérations	BP 2026 + DM1	DM2	Budget total 2026
Opérations non affectées (Déficit reporté, remboursement du capital de la dette, écritures d'ordre pour l'actif)	1 611 951.13		1 611 951.13
76 – PIDAF – Complément pour balisage	782 790.40	3 200.00	785 990.40
92 – Mobilité (Mission SPS EV8)	1 602 914.62	6 000.00	1 608 914.62
99 – Développement économique (Zone de l'Apier)	1 768 288.35	302 800.00	2 071 088.35
102 – Gens du voyage (Matériel pour branchement temporaire)	112 000.00	- 12 000.00	100 000.00
Autres opérations	2 184 719.50		2 184 719.50
Total après décision modificative n° 2	**8 062 664.00**	**300 000.00**	**8 362 664.00**

4. Recettes d'investissement

Chapitres Opérations	BP 2026 + DM1	DM2	Budget total 2026
Non affecté (*Autofinancement*, Excédent de fonctionnement capitalisé, écritures d'ordre pour l'actif dont les *amortissements*)	5 593 638.89	18 350.00	5 611 988.89
76 – PIDAF (Programmes 2025-2026)	349 883.11	79 491.76	429 374.87
84 – Gymnases (remboursement avance forfaitaire suite modification sous-traitant)	96 000.00	2 158.24	98 158.24
99 – Développement économique (Emprunt Zone de l'Apier)	1 150 000.00	200 000.00	1 350 000.00
Autres opérations	873 142.00		873 142.00
Total après décision modificative n° 2	**8 062 664.00**	**300 000.00**	**8 362 664.00**

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** la décision modificative n° 2 du budget principal (DM2), par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement, telle que présentée en annexe ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- **PRÉCISE** que cette décision modificative n° 2 génère une augmentation globale du budget principal 2026 de 353 000.00€, dont une augmentation de 53 000.00€ de la section de fonctionnement et une augmentation de 300 000.00€ de la section d'investissement ;
- **DIT** que la présente délibération et ses annexes budgétaires seront transmises au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus : **COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20000480200019

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 57

Décision modificative 2 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières Sans Objet
B - Modalités de vote du budget 4
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats Sans Objet
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses Sans Objet
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes Sans Objet

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 5
B1 - Présentation des AP votées 6
B2 - Présentation des AE votées 7
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 8
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 11
D1 - Balance générale - Dépenses 13
D2 - Balance générale - Recettes 15

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 23
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 24
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 25
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 46
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 49
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 52
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 57

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 60
A1.01 - Opérations non ventilables 63
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 64
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 67
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 68
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 72
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 75
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 78
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 80
A2.01 - Opérations non ventilables 82
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 83
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 89
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 90
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 93
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 96
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 99
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 102
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 104
A2.938 - Fonction 8 - Transports 107

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	111
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	113
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	115
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	116
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	118

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau de l'article (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau de l'article (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	300 000,00	300 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	300 000,00	300 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	53 000,00	53 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	53 000,00	53 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)	353 000,00	353 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
260311/17	SERVITUDES DE PASSAGE DFCI		262 000,00
260311/17	TRAVAUX PIDAF		1 400 000,00
260311/17	TRAVAUX ZONE DE L'APIER		3 815 000,00
TOTAL			**5 477 000,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**5 477 000,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	154 777,95	0,00	2 390,00	2 390,00	157 167,95
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	516 165,00	0,00	0,00	0,00	516 165,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 673 105,22	0,00	4 178,00	4 178,00	1 677 283,22
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	4 106 664,70	0,00	293 432,00	293 432,00	4 400 096,70
Total des dépenses d'équipement		**6 450 712,87**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**6 750 712,87**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	350 500,00	0,00	0,00	0,00	350 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	32 700,00	0,00	0,00	0,00	32 700,00
Total des dépenses financières		**392 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**392 200,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 842 912,87**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**7 142 912,87**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*55 000,00*		*0,00*	*0,00*	*55 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*474 700,00*		*0,00*	*0,00*	*474 700,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***529 700,00***		***0,00***	***0,00***	***529 700,00***
TOTAL		**7 372 612,87**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**7 672 612,87**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**690 051,13**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 362 664,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	1 793 974,11	0,00	79 491,76	79 491,76	1 873 465,87
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	675 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	875 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	51,00	0,00	0,00	0,00	51,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	2 158,24	2 158,24	2 158,24
Total des recettes d'équipement		**2 469 025,11**	**0,00**	**281 650,00**	**281 650,00**	**2 750 675,11**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	34 311,43	0,00	0,00	0,00	34 311,43
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	1 764 640,46	0,00	0,00	0,00	1 764 640,46
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	123 774,00	0,00	0,00	0,00	123 774,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
Total des recettes financières		**1 928 225,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 928 225,89**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 397 251,00**	**0,00**	**281 650,00**	**281 650,00**	**4 678 901,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*2 610 713,00*		*8 350,00*	*8 350,00*	*2 619 063,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*580 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*590 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*474 700,00*		*0,00*	*0,00*	*474 700,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 665 413,00***		***18 350,00***	***18 350,00***	***3 683 763,00***
TOTAL		**8 062 664,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**8 362 664,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 362 664,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**3 154 063,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	2 111 842,60	0,00	-1 950,00	-1 950,00	2 109 892,60
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 751 000,00	0,00	56 000,00	56 000,00	2 807 000,00
014	Atténuations de produits	3 820 885,40	0,00	-26 507,00	-26 507,00	3 794 378,40
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	3 083 563,00	0,00	4 975,31	4 975,31	3 088 538,31
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**11 767 291,00**	**0,00**	**32 518,31**	**32 518,31**	**11 799 809,31**
66	Charges financières	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
67	Charges spécifiques (4)	19 000,00	0,00	2 131,69	2 131,69	21 131,69
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	3 077,00		0,00	0,00	3 077,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**11 839 368,00**	**0,00**	**34 650,00**	**34 650,00**	**11 874 018,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*2 610 713,00*		*8 350,00*	*8 350,00*	*2 619 063,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*580 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*590 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***3 190 713,00***		***18 350,00***	***18 350,00***	***3 209 063,00***
TOTAL		**15 030 081,00**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**15 083 081,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 083 081,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	652 698,00	0,00	-10 131,00	-10 131,00	642 567,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 455 577,56	0,00	0,00	0,00	2 455 577,56
731	Fiscalité locale	7 722 713,00	0,00	63 831,00	63 831,00	7 786 544,00
74	Dotations et participations (4)	1 917 405,15	0,00	0,00	0,00	1 917 405,15
75	Autres produits de gestion courante (4)	40 809,73	0,00	-700,00	-700,00	40 109,73
Total des recettes de gestion courante		**12 814 203,44**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**12 867 203,44**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**12 814 203,44**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**12 867 203,44**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*55 000,00*		*0,00*	*0,00*	*55 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***55 000,00***		***0,00***	***0,00***	***55 000,00***
TOTAL		**12 869 203,44**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**12 922 203,44**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**2 160 877,56**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 083 081,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**3 154 063,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	300 000,00		300 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**300 000,00**	***0,00***	**300 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**300 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-1 950,00		-1 950,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	56 000,00		56 000,00
014	Atténuations de produits	-26 507,00		-26 507,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	4 975,31	*0,00*	4 975,31
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	2 131,69	*0,00*	2 131,69
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*10 000,00*	10 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*8 350,00*	8 350,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**34 650,00**	***18 350,00***	**53 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**53 000,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	79 491,76	*0,00*	79 491,76
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	200 000,00	*0,00*	200 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	2 158,24	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*10 000,00*	10 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*8 350,00*	8 350,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**281 650,00**	***18 350,00***	**300 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**300 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	-10 131,00		-10 131,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	63 831,00		63 831,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	-700,00	0,00	-700,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	53 000,00	*0,00*	53 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	53 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 372 612,87**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	6 450 712,87	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00
Total des dépenses d'équipement		**6 450 712,87**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	350 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	32 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**392 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**6 842 912,87**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*55 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*474 700,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**529 700,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
						Total des dépenses d'investissement cumulées		**300 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 298 023,54**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 793 974,11	0,00	79 491,76	79 491,76	79 491,76
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	675 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	51,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	2 158,24	2 158,24	2 158,24
Total des recettes d'équipement		**2 469 025,11**	**0,00**	**281 650,00**	**281 650,00**	**281 650,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	34 311,43	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	123 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**163 585,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 632 610,54**	**0,00**	**281 650,00**	**281 650,00**	**281 650,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 610 713,00*		*8 350,00*	*8 350,00*	*8 350,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*580 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*474 700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***3 665 413,00***		***18 350,00***	***18 350,00***	***18 350,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**300 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 372 612,87**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	6 450 712,87	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00
Total des dépenses d'équipement		**6 450 712,87**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	350 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	350 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	9 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	32 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	32 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**392 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**6 842 912,87**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*55 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*25 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*11 507,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*4 931,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*3 287,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*5 116,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*159,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*30 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*30 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*474 700,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21538	*Autres réseaux*	*332 700,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*22 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*120 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**529 700,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
101	PÔLES INTERMODAUX		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102	GENS DU VOYAGE		0,00	0,00	-12 000,00	-12 000,00	0,00	-12 000,00
104	MEDIATHEQUES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105	SANTE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
15	MAISON DE PAYS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
17	DOMAINE DE TASSY		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	AMÉNAGEMENT ESTHÉTIQUE DES RÉSEAUX		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	AGRICULTURE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	PIDAF		0,00	0,00	3 200,00	3 200,00	0,00	3 200,00
77	RÉSEAU RADIOÉLECTRIQUE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
84	GYMNASE INTERCOMMUNAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
85	STADE ATHLÉTISME TOURRETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
86	STADE DE FOOT DE FAYENCE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
87	MAISON DU LAC		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
89	TOURISME		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	S.C.O.T. - PCAET		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
91	OPÉRATIONS DIVERSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92	MOBILITE		0,00	0,00	6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00
95	MAISON INTERCOMMUNALE PETITE ENFANCE ET FAMILLE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
98	BASE D'AVIRON		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
99	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE		0,00	0,00	302 800,00	302 800,00	0,00	302 800,00
TOTAL			**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 101
LIBELLE : PÔLES INTERMODAUX
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 102
LIBELLE : GENS DU VOYAGE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**-12 000,00**	**b -12 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**-12 000,00**	**-12 000,00**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	-12 000,00	-12 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**12 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 104
LIBELLE : MEDIATHEQUES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 105
LIBELLE : SANTE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 15
LIBELLE : MAISON DE PAYS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**228,00**	**228,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	228,00	228,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**-228,00**	**-228,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	-228,00	-228,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 17
LIBELLE : DOMAINE DE TASSY
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**290,00**	**290,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	290,00	290,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**9 710,00**	**9 710,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	9 710,00	9 710,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 74
LIBELLE : AMÉNAGEMENT ESTHÉTIQUE DES RÉSEAUX NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 75
LIBELLE : AGRICULTURE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 76
LIBELLE : PIDAF
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**3 200,00**	**b 3 200,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**2 100,00**	**2 100,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	2 100,00	2 100,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**1 100,00**	**1 100,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	1 100,00	1 100,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**79 491,76**	**d 79 491,76**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**79 491,76**	**79 491,76**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	107 878,77	107 878,77
13273	Subv. non transf. FEADER	0,00	0,00	-28 387,01	-28 387,01
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**76 291,76**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 77
LIBELLE : RÉSEAU RADIOÉLECTRIQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 84
LIBELLE : GYMNASE INTERCOMMUNAL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**2 158,24**	**d 2 158,24**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**2 158,24**	**2 158,24**
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	2 158,24	2 158,24

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**2 158,24**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 85
LIBELLE : STADE ATHLÉTISME TOURRETTES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**2 340,00**	**2 340,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	2 340,00	2 340,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**-2 340,00**	**-2 340,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	-2 340,00	-2 340,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 86
LIBELLE : STADE DE FOOT DE FAYENCE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 87
LIBELLE : MAISON DU LAC
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 89
LIBELLE : TOURISME
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	-6 000,00	-6 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 90
LIBELLE : S.C.O.T. - PCAET
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 91
LIBELLE : OPÉRATIONS DIVERSES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 92
LIBELLE : MOBILITE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**6 000,00**	**b 6 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20423	Privé : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-6 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 95
LIBELLE : MAISON INTERCOMMUNALE PETITE ENFANCE ET FAMILLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 98
LIBELLE : BASE D'AVIRON
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 99
LIBELLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**302 800,00**	**b 302 800,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**2 800,00**	**2 800,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	2 800,00	2 800,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**200 000,00**	**d 200 000,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-102 800,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 298 023,54**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 793 974,11	0,00	79 491,76	79 491,76	79 491,76
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	575 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	128 611,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	125 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	326 923,11	0,00	107 878,77	107 878,77	107 878,77
13273	Subv. non transf. FEADER	250 200,00	0,00	-28 387,01	-28 387,01	-28 387,01
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	377 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	675 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
1641	Emprunts en euros	675 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	51,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	51,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	2 158,24	2 158,24	2 158,24
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	2 158,24	2 158,24	2 158,24
Total des recettes d'équipement		**2 469 025,11**	**0,00**	**281 650,00**	**281 650,00**	**281 650,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	34 311,43	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	34 311,43	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	123 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	123 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**163 585,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 632 610,54**	**0,00**	**281 650,00**	**281 650,00**	**281 650,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 610 713,00*		*8 350,00*	*8 350,00*	*8 350,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*580 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*18 215,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*11 193,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*647,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*2 432,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*6 107,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041413	*Subv.Cne GFP : Projet infrastructure*	*148,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*15 400,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*11 152,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*82 038,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*3 786,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*146,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*34 005,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 127,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*117 470,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*8 247,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*1 354,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*9 977,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*41 926,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*749,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*29 374,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*75 805,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*26 803,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*81 899,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*474 700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
1318	*Autres subventions d'équipement transf.*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*40 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*92 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2764	*Créances/particuliers, pers. droit privé*	*32 700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***3 665 413,00***		***18 350,00***	***18 350,00***	***18 350,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**15 030 081,00**	**0,00**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	2 111 842,60	0,00	0,00	-1 950,00	-1 950,00	0,00	-1 950,00	-1 950,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 751 000,00	0,00		56 000,00	56 000,00		56 000,00	56 000,00
014	Atténuations de produits	3 820 885,40	0,00		-26 507,00	-26 507,00		-26 507,00	-26 507,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	3 083 563,00	0,00	0,00	4 975,31	4 975,31	0,00	4 975,31	4 975,31
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 767 291,00**	**0,00**	**0,00**	**32 518,31**	**32 518,31**	**0,00**	**32 518,31**	**32 518,31**
66	Charges financières	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	19 000,00	0,00		2 131,69	2 131,69		2 131,69	2 131,69
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	3 077,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**72 077,00**	**0,00**	**0,00**	**2 131,69**	**2 131,69**		**2 131,69**	**2 131,69**
Total des dépenses réelles		**11 839 368,00**	**0,00**	**0,00**	**34 650,00**	**34 650,00**	**0,00**	**34 650,00**	**34 650,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 610 713,00*			*8 350,00*	*8 350,00*		*8 350,00*	*8 350,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*580 000,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 190 713,00**			**18 350,00**	**18 350,00**		**18 350,00**	**18 350,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**53 000,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 869 203,44**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**53 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	652 698,00	0,00	-10 131,00	-10 131,00	-10 131,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 455 577,56	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	7 722 713,00	0,00	63 831,00	63 831,00	63 831,00
74	Dotations et participations (3)	1 917 405,15	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	40 809,73	0,00	-700,00	-700,00	-700,00
Total des recettes de gestion des services		**12 814 203,44**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**53 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**12 814 203,44**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**53 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*55 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**55 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**53 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**15 030 081,00**	**0,00**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	2 111 842,60	0,00	0,00	-1 950,00	-1 950,00	0,00	-1 950,00	-1 950,00
60611	Eau et assainissement	16 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	33 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
60623	Alimentation	22 050,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	10 310,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	25 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	11 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	17 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	320 844,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
61351	Matériel roulant	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	21 360,00	0,00		-3 600,00	-3 600,00	0,00	-3 600,00	-3 600,00
61521	Entretien terrains	107 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	33 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	56 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	26 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	72 840,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	36 270,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6182	Documentation générale et technique	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	40 000,00	0,00		4 250,00	4 250,00	0,00	4 250,00	4 250,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	444 361,60	0,00		6 900,00	6 900,00	0,00	6 900,00	6 900,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	5 040,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	41 332,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	14 000,00	0,00		-14 000,00	-14 000,00	0,00	-14 000,00	-14 000,00
6234	Réceptions	20 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	39 660,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	99 522,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	82 460,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	22 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	6 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	26 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	61 086,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	3 480,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	32 127,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	19 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	4 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	12 550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	2 751 000,00	0,00		56 000,00	56 000,00		56 000,00	56 000,00
62121	Personnel aff. BA/régies sans ps.morale	39 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 670 000,00	0,00		35 000,00	35 000,00		35 000,00	35 000,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00		21 000,00	21 000,00		21 000,00	21 000,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6455	Cotisations pour assurance du personnel	21 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	10 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	3 820 885,40	0,00		-26 507,00	-26 507,00		-26 507,00	-26 507,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739158	Autres	25 732,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73918	Autres revers. et restit. / fisc. locale	12 309,57	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	2 506 985,83	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739221	FNGIR	250 472,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	350 386,00	0,00		-26 507,00	-26 507,00		-26 507,00	-26 507,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	660 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	3 083 563,00	0,00	0,00	4 975,31	4 975,31	0,00	4 975,31	4 975,31
65131	Bourses	18 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	120 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	2 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	9 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
6542	Créances éteintes	5 000,00	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
6553	Service d'incendie	1 342 027,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	233 209,00	0,00		12 975,31	12 975,31	0,00	12 975,31	12 975,31
6561	Organismes de regroupement	5 000,00	0,00		-3 000,00	-3 000,00	0,00	-3 000,00	-3 000,00
65731	Subv. fonct. état	2 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	12 567,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	490 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	633 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	98 060,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	34 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 767 291,00**	**0,00**	**0,00**	**32 518,31**	**32 518,31**	**0,00**	**32 518,31**	**32 518,31**
66	Charges financières	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	40 211,81	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-740,64	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	10 528,83	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	19 000,00	0,00		2 131,69	2 131,69		2 131,69	2 131,69
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	19 000,00	0,00		2 131,69	2 131,69		2 131,69	2 131,69
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	3 077,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	3 077,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**72 077,00**	**0,00**	**0,00**	**2 131,69**	**2 131,69**		**2 131,69**	**2 131,69**
Total des dépenses réelles		**11 839 368,00**	**0,00**	**0,00**	**34 650,00**	**34 650,00**	**0,00**	**34 650,00**	**34 650,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 610 713,00*			*8 350,00*	*8 350,00*		*8 350,00*	*8 350,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*580 000,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*580 000,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 190 713,00**			**18 350,00**	**18 350,00**		**18 350,00**	**18 350,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Montant des ICNE de l'exercice	5 540,39
Montant des ICNE de l'exercice N-1	6 281,03
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-740,64

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 869 203,44**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**53 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	652 698,00	0,00	-10 131,00	-10 131,00	-10 131,00
70321	Stationnement et location voie publique	16 940,00	0,00	-16 940,00	-16 940,00	-16 940,00
70323	Red. occupation dom. public	141 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	25 573,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	3 800,00	0,00	-3 700,00	-3 700,00	-3 700,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	240 050,00	0,00	5 059,00	5 059,00	5 059,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	152 100,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	25 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	32 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	8 800,00	0,00	1 450,00	1 450,00	1 450,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	6 174,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 455 577,56	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	18 516,56	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	1 538 302,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	898 759,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	7 722 713,00	0,00	63 831,00	63 831,00	63 831,00
73111	Impôts directs locaux	5 978 644,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	425 703,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	448 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	29 437,00	29 437,00	29 437,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	155 262,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73156	Versement mobilité	105 000,00	0,00	34 394,00	34 394,00	34 394,00
731721	Taxe de séjour	610 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	1 917 405,15	0,00	0,00	0,00	0,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	784 381,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	179 923,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
744	FCTVA	3 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	505 567,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	126 789,15	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	308 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	9 075,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	40 809,73	0,00	-700,00	-700,00	-700,00
752	Revenus des immeubles	16 802,00	0,00	-700,00	-700,00	-700,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	15 007,73	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**12 814 203,44**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**53 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**12 814 203,44**	**0,00**	**53 000,00**	**53 000,00**	**53 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*55 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*30 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*25 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**55 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**350 500,00**	**214 094,60**	**0,00**	**795 990,40**	**0,00**	**1 177 828,50**	**48 961,18**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	350 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	31 601,60	0,00	2 100,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	146 721,00	0,00	664 595,20	0,00	135 854,20	9 500,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	35 772,00	0,00	129 295,20	0,00	874 974,30	39 461,18	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 928 225,89**	**129 045,00**	**0,00**	**429 374,87**	**0,00**	**98 158,24**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 798 951,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	129 045,00	0,00	429 374,87	0,00	96 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 158,24	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	123 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**227 445,61**	**4 328 092,58**	**0,00**	**0,00**		**7 142 912,87**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		350 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	106 466,35	0,00	0,00		157 167,95
204	Subventions d'équipement versées	0,00	366 165,00	0,00	0,00		516 165,00
21	Immobilisations corporelles	191 545,61	529 067,21	0,00	0,00		1 677 283,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 200,00	3 317 394,02	0,00	0,00		4 400 096,70
26	Participations et créances rattachées	0,00	9 000,00	0,00	0,00		9 000,00
27	Autres immobilisations financières	32 700,00	0,00	0,00	0,00		32 700,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**129 000,00**	**1 965 097,00**	**0,00**	**0,00**		**4 678 901,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 798 951,89
13	Subventions d'investissement	29 000,00	1 190 046,00	0,00	0,00		1 873 465,87
16	Emprunts et dettes assimilées	100 000,00	775 000,00	0,00	0,00		875 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	51,00	0,00	0,00		51,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		2 158,24
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		123 774,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**350 500,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	350 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	500,00
RECETTES		**1 928 225,89**
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	34 311,43
106	Réserves	1 764 640,46
165	Dépôts et cautionnements reçus	500,00
276	Autres créances immobilisées	123 774,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**214 094,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	14 105,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	12 496,60	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	37 783,60	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	108 937,40	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	35 772,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**129 045,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	129 045,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**214 094,60**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 105,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 496,60
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 783,60
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 937,40
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 772,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 045,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 045,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**785 990,40**	**795 990,40**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00	2 100,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	626 175,20	626 175,20
213	Constructions	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 420,00	2 420,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	26 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	129 295,20	129 295,20
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**429 374,87**	**429 374,87**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	429 374,87	429 374,87

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 684,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	1 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	16 634,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**817 114,30**	**129 630,20**	**0,00**	**0,00**	**213 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	5 000,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	2 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	40 500,00	50 230,20	0,00	0,00	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	3 400,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	748 384,30	65 060,00	0,00	0,00	41 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	19 830,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
RECETTES		**98 158,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	2 158,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 177 828,50**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 340,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 430,20
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 034,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	855 144,30
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 830,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 158,24**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 158,24

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**9 740,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	9 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 221,18**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 221,18
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 961,18**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 461,18
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 200,00**	**70 000,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	70 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**48 245,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**227 445,61**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	15 545,61	0,00	0,00	0,00	15 545,61
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	32 700,00	0,00	0,00	0,00	32 700,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**2 080 088,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 300,00**	**0,00**	**0,00**	**152 061,61**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	2 800,00	0,00	0,00	0,00	119 300,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	17 500,01
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	150 739,20	0,00	0,00	0,00	68 000,00	0,00	0,00	75 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 917 549,15	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	54 361,60
261	Titres de participation	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	51,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**1 780 914,62**	**0,00**	**49 728,00**	**0,00**	**0,00**	**4 328 092,58**
203	Frais d'études, recherche, développement	78 466,35	0,00	0,00	0,00	0,00	96 466,35
204	Subventions d'équipement versées	366 165,00	0,00	0,00	0,00	0,00	366 165,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 100,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	61 500,01
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	26 800,00	0,00	3 228,00	0,00	0,00	323 767,20
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	16 500,00	0,00	0,00	21 700,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 309 483,27	0,00	0,00	0,00	0,00	3 317 394,02
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
RECETTES		**1 955 046,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 965 097,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	575 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	585 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	605 046,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 046,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	775 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	775 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**3 165 645,52**	**3 543 815,00**	**0,00**	**1 424 537,00**	**1 000,00**	**389 919,00**	**1 031 083,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	4 600,00	483 955,00	0,00	43 734,00	1 000,00	355 352,00	446 683,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	5 000,00	2 767 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	3 081 336,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00	292 860,00	0,00	1 380 803,00	0,00	34 567,00	584 400,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	21 131,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	3 077,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**10 637 522,29**	**375 997,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**534 031,15**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	334 895,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 455 577,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 881 888,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 285 049,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534 031,15	0,00
75	Autres produits de gestion courante	15 007,73	16 102,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**18 800,00**	**2 020 410,17**	**223 608,31**	**55 200,00**		**11 874 018,00**
011	Charges à caractère général	0,00	17 500,00	699 368,60	2 500,00	55 200,00		2 109 892,60
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00		2 807 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	698 041,57	15 000,00	0,00		3 794 378,40
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 300,00	588 000,00	206 108,31	0,00		3 088 538,31
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		21 131,69
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 077,00
RECETTES		**0,00**	**9 000,00**	**1 155 391,00**	**155 262,00**	**0,00**		**12 867 203,44**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		25 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	307 672,00	0,00	0,00		642 567,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 455 577,56
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	749 394,00	155 262,00	0,00		7 786 544,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	98 325,00	0,00	0,00		1 917 405,15
75	Autres produits de gestion courante	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00		40 109,73
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**3 165 645,52**
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	4 600,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	5 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	500,00
661	Charges d'intérêts	39 471,17
668	Autres charges financières	10 528,83
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	21 131,69
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	3 077,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	3 081 336,83
RECETTES		**10 637 522,29**
731	Fiscalité locale	6 881 888,00
732	Fiscalité reversée	18 516,56
735	Fraction de TVA	2 437 061,00
741	D.G.F.	964 304,00
744	FCTVA	3 150,00
748	Autres attributions et participations	317 595,00
758	Produits divers de gestion courante	15 007,73

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**3 371 695,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	72 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	16 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	46 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	20 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	53 345,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	39 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	64 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	77 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	5 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	23 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	37 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	12 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 691 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	118 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**375 997,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	25 573,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	309 322,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
752	Revenus des immeubles	16 102,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		**172 120,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils							
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 543 815,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 600,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 820,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 860,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 345,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 900,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 890,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 750,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 140,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 600,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 550,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 691 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 860,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**375 997,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 573,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 322,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 102,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**4 900,00**	**1 344 437,00**	**0,00**	**75 200,00**	**1 424 537,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	1 000,00	2 410,00	0,00	1 000,00	4 410,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	16 086,00	16 086,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00	3 600,00
615	Entretien et réparations	0,00	3 900,00	0,00	0,00	0,00	3 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00	5 400,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	5 862,00	5 862,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 020,00	1 020,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	100,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	2 270,00	2 270,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 086,00	1 086,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	1 342 027,00	0,00	38 776,00	1 380 803,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 307,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	12 567,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**125 242,00**	**156 110,00**	**0,00**	**0,00**	**50 260,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	56 700,00	47 500,00	0,00	0,00	14 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	310,00	310,00	0,00	0,00	160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	19 200,00	81 340,00	0,00	0,00	12 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	3 840,00	1 430,00	0,00	0,00	3 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	1 500,00	300,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	9 452,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 340,00	1 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	32 900,00	23 600,00	0,00	0,00	17 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**389 919,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 400,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 180,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 310,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 730,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 812,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 120,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 800,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 567,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**53 880,00**	**0,00**	**0,00**	**409 458,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 100,00	0,00	0,00	19 750,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	299 318,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	2 000,00	0,00	0,00	71 450,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	7 440,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	11 500,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	32 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**416 099,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	416 099,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**532 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 945,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 300,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 805,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 310,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	532 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**117 932,15**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 932,15

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 031 083,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 080,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 805,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302 818,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 450,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 440,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 310,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	565 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**534 031,15**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534 031,15

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 900,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**400,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**5 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 800,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,00
615	Entretien et réparations	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	13 700,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
655	Contributions obligatoires	0,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00
RECETTES		**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 000,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**226 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 938,00**	**0,00**	**0,00**	**1 341 659,57**
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 700,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	1 500,00
611	Contrats de prestations de services	9 200,00	0,00	0,00	0,00	142 578,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	49 300,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	10 700,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	560,00	0,00	0,00	1 380,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 750,00
623	Pub., publications, relations publiques	18 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
625	Déplacements et missions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	70 627,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	1 200,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	672 309,57
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**789 434,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 350,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 084,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**142 455,60**	**50 400,00**	**91 710,00**	**0,00**	**0,00**	**2 020 410,17**
606	Achats non stockés de matières et fourni	6 000,00	0,00	15 200,00	0,00	0,00	24 600,00
611	Contrats de prestations de services	36 000,00	48 000,00	1 700,00	0,00	0,00	237 478,00
613	Locations	6 960,00	0,00	600,00	0,00	0,00	7 560,00
615	Entretien et réparations	17 560,00	0,00	10 870,00	0,00	0,00	112 430,00
616	Primes d'assurances	370,00	0,00	1 240,00	0,00	0,00	3 550,00
618	Divers	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	14 143,60	0,00	0,00	0,00	0,00	98 893,60
623	Pub., publications, relations publiques	10 200,00	1 800,00	2 800,00	0,00	0,00	33 240,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
625	Déplacements et missions	50,00	0,00	100,00	0,00	0,00	3 150,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	60,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00	1 460,00
628	Divers	10 380,00	0,00	21 600,00	0,00	0,00	104 407,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	560 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	15 000,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	28 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	25 732,00	0,00	0,00	0,00	0,00	698 041,57
RECETTES		**318 357,00**	**0,00**	**47 600,00**	**0,00**	**0,00**	**1 155 391,00**
703	Redevances utilisation du domaine	141 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 222,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
708	Autres produits	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 350,00
731	Fiscalité locale	139 394,00	0,00	0,00	0,00	0,00	749 394,00
747	Participations	21 741,00	0,00	47 500,00	0,00	0,00	98 325,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**194 893,31**	**0,00**
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00
628	Divers	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	179 393,31	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 262,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	155 262,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 715,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 608,31**
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	26 715,00	0,00	0,00	0,00	206 108,31
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 262,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 262,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**5 600,00**	**48 000,00**	**1 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	5 600,00	48 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 200,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 600,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2025-10-07
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études non suivies de réalisation	5	14/10/2025
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	14/10/2025
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	14/10/2025
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures d'intérêt national	20	14/10/2025
L	Logiciel	2	14/10/2025
L	Voiture	5	14/10/2025
L	Camion, véhicules de collecte	7	14/10/2025
L	Mobilier	10	14/10/2025
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	14/10/2025
L	Matériel informatique	4	14/10/2025
L	Matériel classique	10	14/10/2025
L	Coffre-fort	20	14/10/2025
L	Installation et appareil de chauffage	10	14/10/2025
L	Appareil de levage, ascenseur	20	14/10/2025
L	Equipement garages et ateliers	10	14/10/2025
L	Equipement des cuisines	10	14/10/2025
L	Equipement sportif	10	14/10/2025
L	Installation de voirie	20	14/10/2025
L	Plantation	15	14/10/2025
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	14/10/2025
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillage	5	14/10/2025
L	Bacs roulants de surface	10	14/10/2025
L	Colonnes semi-enterrées	20	14/10/2025
L	Colonnes en PAV pour les OMR + abri-bacs	15	14/10/2025
L	Colonnes en PAC pour la CS	15	14/10/2025
L	Composteurs collectifs	5	14/10/2025
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) + Ouvrages courants	30	14/10/2025
L	Réseaux d'assainissement	60	14/10/2025
L	Poste de relevage des eaux usées	30	14/10/2025
L	Ouvrage de génie civil pour captage, transport et traitement de l'eau potable ...	60	14/10/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Travaux de forage pour l'eau potable, équipements de puits	20	14/10/2025
L	Ouvrages annexes eau potable : ventouses, vannes, clapets, vidanges	40	14/10/2025
L	Eau potable : canalisation fonte et acier	60	14/10/2025
L	Eau potable : canalisation PVC, PEHD et autres	40	14/10/2025
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	14/10/2025
L	Pompes, surpresseurs, appareils électromécaniques, instal diverses	15	14/10/2025
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	14/10/2025
L	Bâtiments durables	50	14/10/2025
L	Bâtiments légers, abris	15	14/10/2025
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	14/10/2025
L	Biens de faible valeur inférieure à 1 000	1	14/10/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-690 051,13**	**0,00**	**0,00**	**-690 051,13**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-690 051,13**	**0,00**	**0,00**	**-690 051,13**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**1 764 640,46**	**0,00**	**0,00**	**1 764 640,46**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-690 051,13**	**0,00**	**0,00**	**-690 051,13**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**1 074 589,33**	**0,00**	**0,00**	**1 074 589,33**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**375 000,00**	**0,00**	**0,00**	**375 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**3 353 798,43**	**18 350,00**	**18 350,00**	**3 372 148,43**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**2 978 798,43**	**18 350,00**	**18 350,00**	**2 997 148,43**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 375 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**350 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	350 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 3 353 798,43**	**18 350,00**	**VI 18 350,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**158 085,43**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	34 311,43	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
27638	Créance Autres établissements publics	123 774,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**3 195 713,00**	**18 350,00**	**18 350,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*18 215,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*11 193,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*647,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*2 432,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*6 107,00*	*0,00*	*0,00*
28041413	*Subv.Cne GFP : Projet infrastructure*	*148,00*	*0,00*	*0,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*15 400,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*11 152,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*82 038,00*	*0,00*	*0,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*3 786,00*	*0,00*	*0,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*146,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*34 005,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 127,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*117 470,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*8 247,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*1 354,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*9 977,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*41 926,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*749,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*29 374,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*75 805,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*26 803,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*81 899,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 610 713,00*	*8 350,00*	*8 350,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

ALEXANDRE Coraline	
ALLEG Sylvie	
ANNET Jean-Louis	
ARTAUD Jean-Joël	
AUGIER Julien	
BAUDET Edith	
BAÏLÉ Olivier	
BOUGE Camille	
BRUYERE Stéphanie	
CAVALLIER François	
COUTIN Denis	
DE CLARENS Patrick	
FIAT Michel	
FUENTES Noëlle	
GIUDICELLI Marie-José	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophélie	
LETAILLEUR Isabelle	
MANKAI Sami	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

MARIET Claudette	
MARTEL Nicolas	
MAZIERS Alex	
NOEL Florence	
PERIC Alexandre	
RAYNAUD Michel	
REBUFFEL Emilie	
RICHARD Jean-Luc	
ROBBE Myriam	
SABATINI Fabienne	
SAILLET Jérôme	
STURM Aurore	
UGO René	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 32
Nombre de membres présents : 28
Nombre de suffrages exprimés : 31
VOTES :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 17/09/2026
3 procurations

Présenté par (1), Le Président
A , le Fayence, le 23/09/2026

Le Président

François CAVALLIER

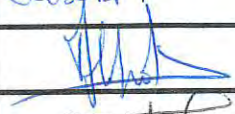
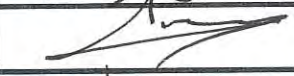
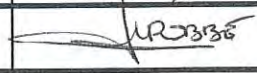
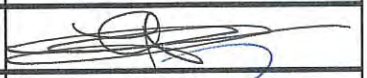
Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A , le Fayence, le 23/09/2026
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

ALEXANDRE Coraline	
ALLEG Sylvie	
ANNET Jean-Louis	
ARTAUD Jean-Joël	
AUGIER Julien	
BAUDET Edith	
BAÏLÉ Olivier	
BOUGE Camille	
BRUYERE Stéphanie	
CAVALLIER François	
COUTIN Denis	P/O I. LETAILLEUR
DE CLARENS Patrick	
FIAT Michel	
FUENTES Noëlle	
GIUDICELLI Marie-José	
HUET Jean-Yves	P/O M.T GIUDICELLI
LEFEBVRE Ophélie	P/O M. ROBBE
LETAILLEUR Isabelle	
MANKAI Sami	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-09-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

MARIET Claudette	
MARTEL Nicolas	
MAZIERS Alex	
NOEL Florence	
PERIC Alexandre	
RAYNAUD Michel	
REBUFFEL Emilie	
RICHARD Jean-Luc	
ROBBE Myriam	
SABATINI Fabienne	
SAILLET Jérôme	
STURM Aurore	
UGO René	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-10-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/10

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT AP/CP
BUDGET PRINCIPAL
M57

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L.2311-3 et R.2311-9,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU le Règlement Budgétaire et Financier de la Communauté de Communes,

CONSIDERANT la nécessité d'actualiser l'Autorisation de Programme relative aux travaux de la Zone de l'Apier afin de tenir compte de l'évolution du programme de travaux et de son calendrier prévisionnel de réalisation ;

CONSIDERANT que sont inscrits au budget primitif 2026 et s'étendent sur plusieurs années :

- Les travaux du PIDAF ;
- Les servitudes de passage DFCI ;
- Les travaux de la Zone de l'Apier.

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de communes peut instituer des Autorisations de Programme (AP) en section d'investissement lorsque la réalisation d'une opération s'échelonne sur plusieurs exercices budgétaires.

Ce dispositif permet d'organiser la planification financière, organisationnelle et logistique des investissements, dans le respect des règles d'engagement. Il favorise ainsi une gestion pluriannuelle cohérente et améliore la visibilité des engagements de la Collectivité à moyen terme.

Les Crédits de Paiement (CP) représentent la limite annuelle des dépenses pouvant être mandatées pour honorer les engagements pris dans le cadre d'une AP. À tout moment, le total des CP ouverts doit correspondre au montant de l'AP (article L.2311-3 du CGCT).

Le Président rappelle la délibération du 11 mars 2026, par laquelle deux AP ont été créées et une AP modifiée au sein du budget principal.

À ce jour, pour l'exercice 2026 :

- Deux nouvelles AP restent inchangées ;
- Une AP nécessite une modification (ainsi que ses CP)

La présente modification porte exclusivement sur l'Autorisation de Programme relative aux travaux de la Zone de l'Apier, les deux autres Autorisations de Programme demeurant inchangées tant dans leur montant global que dans l'échéancier des crédits de paiement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-10-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Il est donc proposé au Conseil communautaire de se prononcer sur le maintien de deux autorisations de programme et la modification d'une autorisation de programme relative aux travaux de la Zone de l'Apier.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **MAINTIENT** l'Autorisation de Programme suivante :
  - **Travaux PIDAF – Opération 76** : 1 400 000€ HT
- **MAINTIENT** l'Autorisation de Programme suivante :
  - **Servitudes de passage DFCI – Opération 76** : 262 000€ HT

- **MODIFIE** l'Autorisation de Programme « **Travaux Zone de l'Apier – Opération 99 »** et fixe son montant à 3 815 000€ HT ;
- **RÉPARTIT** les crédits de paiement de ces Autorisations de Programme, de la façon suivante :

  - **Travaux PIDAF – Opération 76**

Total AP	CP année 2026	CP année 2027	CP année 2028	CP année 2029
1 400 000€	350 000€	350 000€	350 000€	350 000€

  - **Servitudes de passage DFCI – Opération 76**

Total AP	CP année 2026	CP année 2027	CP année 2028	CP année 2029
262 000€	67 000€	65 000€	65 000€	65 000€

  - **Travaux Zone de l'Apier – Opération 99**

Total AP	CP année 2026	CP année 2027	CP année 2028
3 815 000€	1 400 000€	1 500 000€	915 000€

- **PRÉCISE** que les crédits de paiement correspondants seront inscrits chaque année au budget de l'exercice concerné, dans la limite des échéanciers approuvés ci-dessus, et retracés dans les annexes budgétaires prévues à cet effet.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/11

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

BUDGET ANNEXE DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS – APPROBATION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°2

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1612-11 et suivants ;
VU l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au budget annexe DMA ;
VU le budget primitif de l'exercice 2026, voté par délibération n° 260311/13 du 11 mars 2026 ;
VU la Décision Modificative n° 1, votée par délibération n° 260429/06 du 29 avril 2026 ;
VU la nécessité d'ajuster certaines inscriptions budgétaires en cours d'exercice ;

CONSIDERANT l'évolution des recettes et des dépenses du service depuis le vote du budget primitif et de la DM1 ;
CONSIDERANT la nécessité de procéder à des ajustements techniques et comptables ;
CONSIDERANT le respect des principes d'équilibre et de sincérité budgétaire.

Le Président informe l'Assemblée que la décision modificative n°2 (DM2), détaillée ci-après, a pour objet d'ajuster les crédits du budget annexe Déchets Ménagers et Assimilés afin de tenir compte de l'évolution des recettes et des besoins constatés au cours de l'exercice 2026 ainsi que de l'avancement réel des investissements.
Ces modifications aboutissent à une baisse du budget Annexe DMA 2026 de 319 049€, dont une réduction de 17 187€ de la section de fonctionnement et de 301 862€ de la section d'investissement.

Après prise en compte des éléments suivants :

1. Recettes de fonctionnement

Chapitres	BP 2026 + DM1	DM2	Budget total 2026
013 – Atténuations de charges	21 597.92	20 716.00	42 313.92
70 – Produits des services, du domaine	649 795.00	100 000.00	749 795.00
731 – TEOM	7 941 847.00	2 097.00	7 943 944.00
74 – Dotations, subventions	657 197.00	- 140 000.00	517 197.00
75 – Autres produits de gestion courante	10 000.00		10 000.00
78 – Reprises sur provisions	231.00		231.00
042 – Opérations d'ordre (Amortissements, travaux en régie)	80 000.00		80 000.00
002 – Excédent de fonctionnement reporté	585 340.08		585 340.08
Total après décision modificative n° 1	**9 946 008.00**	**- 17 187.00**	**9 928 821.00**

- 013 –Remboursement de rémunérations versés suite aux arrêts de travail de deux agents
- 70 – Application de la nouvelle tarification des déchetteries à destination des professionnels + baisse des recettes issues de la valorisation des matériaux recyclables, particulièrement pour le papier

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- 731 – Rôles supplémentaires de TEOM notifiés en cours d'exercice
- 74 – Baisse des soutiens des éco-organismes

2. Dépenses de fonctionnement

Chapitres	BP 2026 + DM1	DM2	Budget total 2026
011 – Charges à caractère général	5 892 019.00	75 100.00	5 967 119.00
012 – Charges de personnel	2 898 325.00		2 898 325.00
65 – Autres charges de gestion courante	76 000.00	49 600.00	125 600.00
66 – Charges financières	76 000.00		76 000.00
67 – Charges exceptionnelles	10 802.00	5 975.00	16 777.00
68 - Provisions		5 000.00	5 000.00
042 – Opérations d'ordre (Amortissements)	810 000.00	30 000.00	840 000.00
023 – Virement à l'investissement	182 862.00	- 182 862.00	0.00
Total après décision modificative n° 1	**9 946 008.00**	**- 17 187.00**	**9 928 821.00**

- Hausse significative du coût des carburants (+ 47% depuis le 1er janvier 2026) ; réalisation d'un audit de conformité ICPE des déchetteries ; déploiement du logiciel TRACKOE ; conduite d'une étude relative à la gestion de proximité des déchets verts ; formation et assermentation des agents dans le cadre des dispositifs de lutte contre les dépôts sauvages ; impression d'un dépliant d'information destiné aux propriétaires et locataires concernant la fiscalité déchets
- Prise en compte de la revalorisation des subventions attribuées ; prise en charge du protocole transactionnel avec la société Pasini relatif au marché de transport
- Augmentation de l'enveloppe pour les provisions pour créances douteuses
- Augmentation de l'enveloppe des amortissements et suppression du virement à l'investissement

3. Dépenses d'investissement

Chapitres	BP 2026 + DM1	DM2	Budget total 2026
040 – Opérations d'ordre entre sections (Amortissements)	80 000.00		80 000.00
041 – OOIS (Intégrations des études et insertions)	10 000.00		10 000.00
16 - Emprunts	370 000.00		370 000.00
20 – Immobilisations incorporelles	22 000.00		22 000.00
21 - Immobilisations corporelles	1 328 012.00	- 210 000.00	1 118 012.00
23 – Immobilisations en cours (Réactualisation des travaux)	261 906.00	- 91 862.00	170 044.00
Total après décision modificative n° 1	**2 071 918.00**	**- 301 862.00**	**1 770 056.00**

- Le programme d'acquisition de bennes, initialement prévu en 2026, a été revu à la baisse. Cette évolution permet de réduire le recours à l'emprunt et d'ajuster les crédits d'investissement au besoin réel de l'exercice.

4. Recettes d'investissement

Chapitres	BP 2026 + DM1	DM2	Budget total 2026
001 – Excédent d'investissement reporté	390 135.93		390 135.93
021 – Virement de la section de fonctionnement	182 862.00	- 182 862.00	0.00
024 – Produit de vente	10 000.00		10 000.00
040 - Opérations d'ordre entre sections (Amortissements)	810 000.00	30 000.00	840 000.00
041 – OOIS (Intégrations des études et insertions)	10 000.00		10 000.00
10 – FCTVA	21 896.05		21 896.05
13 – Subventions d'investissement	447 024.02		447 024.02
16 – Emprunt pour l'acquisition d'une benne	200 000.00	- 149 000.00	51 000.00
Total après décision modificative n° 1	**2 071 918.00**	**- 301 862.00**	**1 770 056.00**

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU l'exposé de M. le Président,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** la décision modificative n° 2 du budget annexe « Déchets Ménagers et Assimilés » (DM2), par chapitre pour la section de fonctionnement et la section d'investissement, telle que présentée en annexe ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- **PRÉCISE** que cette décision modificative n° 2 génère une baisse globale du budget annexe DMA 2026 de 319 049€, dont une réduction de 17 187€ de la section de fonctionnement et de 301 862€ de la section d'investissement ;
- **DIT** que la présente délibération et ses annexes budgétaires seront transmises au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus :
COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20000480200027

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 57

Décision modificative 2 (3)
Voté par nature

BUDGET : DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP Sans Objet
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 39

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 41
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 44
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 47
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 49
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	55
B3.1 - Etat des provisions constituées	57
B3.2 - Etalement des provisions	59
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	60
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	62
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	63
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	65

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	35085

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	302.99

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	246.94
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	257.16
3	Dépenses d'équipement brut / population	27.53
4	Encours de dette / population (2) (3)	73.51
5	DGF / population	17.01
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	30.61
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	96.88
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	10.71
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	28.59
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	3.98

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(2) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(3) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	-301 862,00	-301 862,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	-301 862,00	-301 862,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-17 187,00	-17 187,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-17 187,00	-17 187,00

TOTAL DU BUDGET (5)	-319 049,00	-319 049,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 328 012,00	0,00	-210 000,00	-210 000,00	1 118 012,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	261 906,00	0,00	-91 862,00	-91 862,00	170 044,00
Total des dépenses d'équipement		**1 611 918,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**1 310 056,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	370 000,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**370 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**370 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 981 918,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**1 680 056,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*80 000,00*		*0,00*	*0,00*	*80 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***90 000,00***		***0,00***	***0,00***	***90 000,00***

TOTAL	**2 071 918,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**1 770 056,00**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**1 770 056,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	447 024,02	0,00	0,00	0,00	447 024,02
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	200 000,00	0,00	-149 000,00	-149 000,00	51 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**647 024,02**	**0,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**	**498 024,02**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	21 896,05	0,00	0,00	0,00	21 896,05
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
Total des recettes financières		**31 896,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 896,05**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**678 920,07**	**0,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**	**529 920,07**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*182 862,00*		*-182 862,00*	*-182 862,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*810 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*840 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 002 862,00***		***-152 862,00***	***-152 862,00***	***850 000,00***
TOTAL		**1 681 782,07**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**1 379 920,07**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**390 135,93**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 770 056,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**760 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	5 892 019,00	0,00	75 100,00	75 100,00	5 967 119,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 898 325,00	0,00	0,00	0,00	2 898 325,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	76 000,00	0,00	49 600,00	49 600,00	125 600,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**8 866 344,00**	**0,00**	**124 700,00**	**124 700,00**	**8 991 044,00**
66	Charges financières	76 000,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
67	Charges spécifiques (4)	10 802,00	0,00	5 975,00	5 975,00	16 777,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**8 953 146,00**	**0,00**	**135 675,00**	**135 675,00**	**9 088 821,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*182 862,00*		*-182 862,00*	*-182 862,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*810 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*840 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***992 862,00***		***-152 862,00***	***-152 862,00***	***840 000,00***
TOTAL		**9 946 008,00**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**9 928 821,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**9 928 821,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	21 597,92	0,00	20 716,00	20 716,00	42 313,92
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	649 795,00	0,00	100 000,00	100 000,00	749 795,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	7 941 847,00	0,00	2 097,00	2 097,00	7 943 944,00
74	Dotations et participations (4)	657 197,00	0,00	-140 000,00	-140 000,00	517 197,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
Total des recettes de gestion courante		**9 280 436,92**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**9 263 249,92**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	231,00		0,00	0,00	231,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**9 280 667,92**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**9 263 480,92**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*80 000,00*		*0,00*	*0,00*	*80 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***80 000,00***		***0,00***	***0,00***	***80 000,00***
TOTAL		**9 360 667,92**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**9 343 480,92**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**585 340,08**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**9 928 821,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**760 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		-210 000,00	*0,00*	-210 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		-91 862,00	*0,00*	*-91 862,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**-301 862,00**	***0,00***	**-301 862,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-301 862,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	75 100,00		75 100,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	49 600,00	*0,00*	49 600,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	5 975,00	*0,00*	5 975,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	5 000,00	*30 000,00*	35 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-182 862,00*	-182 862,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**135 675,00**	***-152 862,00***	**-17 187,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-17 187,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-149 000,00	*0,00*	-149 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*30 000,00*	30 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*-182 862,00*	-182 862,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**-149 000,00**	***-152 862,00***	**-301 862,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-301 862,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	20 716,00		20 716,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	100 000,00		100 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	2 097,00		2 097,00
74	Dotations et participations (8)	-140 000,00		-140 000,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	-17 187,00	*0,00*	-17 187,00
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	0,00
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	-17 187,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 071 918,00**	**0,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 328 012,00	0,00	0,00	-210 000,00	-210 000,00	0,00	-210 000,00	-210 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	261 906,00	0,00	0,00	-91 862,00	-91 862,00	0,00	-91 862,00	-91 862,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 611 918,00**	**0,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**370 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**1 981 918,00**	**0,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*80 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*10 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**90 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**-301 862,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 681 782,07**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	447 024,02	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	200 000,00	0,00	-149 000,00	-149 000,00	-149 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**647 024,02**	**0,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	21 896,05	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**31 896,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**678 920,07**	**0,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*182 862,00*		*-182 862,00*	*-182 862,00*	*-182 862,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*810 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 002 862,00***		***-152 862,00***	***-152 862,00***	***-152 862,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**-301 862,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 071 918,00**	**0,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	17 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 328 012,00	0,00	0,00	-210 000,00	-210 000,00	0,00	-210 000,00	-210 000,00
21351	Bâtiments publics	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	597 244,35	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	702 267,65	0,00		-210 000,00	-210 000,00	0,00	-210 000,00	-210 000,00
21838	Autre matériel informatique	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	261 906,00	0,00	0,00	-91 862,00	-91 862,00	0,00	-91 862,00	-91 862,00
2313	Constructions	26 644,00	0,00		-1 840,00	-1 840,00	0,00	-1 840,00	-1 840,00
2315	Install., matériel et outill. technique	235 262,00	0,00		-90 022,00	-90 022,00	0,00	-90 022,00	-90 022,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 611 918,00**	**0,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**370 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**1 981 918,00**	**0,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*80 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*70 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*24 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*27 950,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*750,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*300,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139178	*Autres fonds européens*	*17 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*10 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*10 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*10 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*10 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**90 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 681 782,07**	**0,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**	**-301 862,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	447 024,02	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	147 024,02	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	200 000,00	0,00	-149 000,00	-149 000,00	-149 000,00
1641	Emprunts en euros	200 000,00	0,00	-149 000,00	-149 000,00	-149 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**647 024,02**	**0,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	21 896,05	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	21 896,05	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**31 896,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**678 920,07**	**0,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**	**-149 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*182 862,00*		*-182 862,00*	*-182 862,00*	*-182 862,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*810 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
28033	*Frais d'insertion*	*200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*6 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*2 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*521 800,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*240 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*20 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*15 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 002 862,00***		***-152 862,00***	***-152 862,00***	***-152 862,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 946 008,00**	**0,00**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**
011	Charges à caractère général (4)	5 892 019,00	0,00	0,00	75 100,00	75 100,00	0,00	75 100,00	75 100,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 898 325,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	76 000,00	0,00	0,00	49 600,00	49 600,00	0,00	49 600,00	49 600,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**8 866 344,00**	**0,00**	**0,00**	**124 700,00**	**124 700,00**	**0,00**	**124 700,00**	**124 700,00**
66	Charges financières	76 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	10 802,00	0,00		5 975,00	5 975,00		5 975,00	5 975,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**86 802,00**	**0,00**	**0,00**	**10 975,00**	**10 975,00**		**10 975,00**	**10 975,00**
Total des dépenses réelles		**8 953 146,00**	**0,00**	**0,00**	**135 675,00**	**135 675,00**	**0,00**	**135 675,00**	**135 675,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*182 862,00*			*-182 862,00*	*-182 862,00*		*-182 862,00*	*-182 862,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*810 000,00*			*30 000,00*	*30 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**992 862,00**			**-152 862,00**	**-152 862,00**		**-152 862,00**	**-152 862,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-17 187,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 360 667,92**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**
013	Atténuations de charges (3)	21 597,92	0,00	20 716,00	20 716,00	20 716,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	649 795,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	7 941 847,00	0,00	2 097,00	2 097,00	2 097,00
74	Dotations et participations (3)	657 197,00	0,00	-140 000,00	-140 000,00	-140 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**9 280 436,92**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	231,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**231,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**9 280 667,92**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*80 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**80 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-17 187,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 946 008,00**	**0,00**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**
011	Charges à caractère général (5)	5 892 019,00	0,00	0,00	75 100,00	75 100,00	0,00	75 100,00	75 100,00
60611	Eau et assainissement	8 500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
60612	Energie - Electricité	24 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	174 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
60631	Fournitures d'entretien	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	14 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	2 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	4 800 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	4 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	22 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	260 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	70 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	53 888,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
6161	Multirisques	79 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	40 490,00	0,00		14 700,00	14 700,00	0,00	14 700,00	14 700,00
6182	Documentation générale et technique	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	17 500,00	0,00		2 400,00	2 400,00	0,00	2 400,00	2 400,00
62268	Autres honoraires, conseils	20 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	19 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
6238	Divers	57 540,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	4 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	8 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	4 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	2 500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	12 860,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	83 391,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	4 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	14 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	2 898 325,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	152 325,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 700 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	20 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	7 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	13 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	76 000,00	0,00	0,00	49 600,00	49 600,00	0,00	49 600,00	49 600,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	1 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	8 400,00	0,00		9 600,00	9 600,00	0,00	9 600,00	9 600,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	55 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	5 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**8 866 344,00**	**0,00**	**0,00**	**124 700,00**	**124 700,00**	**0,00**	**124 700,00**	**124 700,00**
66	Charges financières	76 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	66 634,22	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-1 608,92	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	10 974,70	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	10 802,00	0,00		5 975,00	5 975,00		5 975,00	5 975,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 802,00	0,00		5 975,00	5 975,00		5 975,00	5 975,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**86 802,00**	**0,00**	**0,00**	**10 975,00**	**10 975,00**		**10 975,00**	**10 975,00**
Total des dépenses réelles		**8 953 146,00**	**0,00**	**0,00**	**135 675,00**	**135 675,00**	**0,00**	**135 675,00**	**135 675,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*182 862,00*			*-182 862,00*	*-182 862,00*		*-182 862,00*	*-182 862,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*810 000,00*			*30 000,00*	*30 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*810 000,00*			*30 000,00*	*30 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**992 862,00**			**-152 862,00**	**-152 862,00**		**-152 862,00**	**-152 862,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	9 647,92
Montant des ICNE de l'exercice N-1	11 256,84
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 608,92

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 360 667,92**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**
013	Atténuations de charges (4)	21 597,92	0,00	20 716,00	20 716,00	20 716,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	21 597,92	0,00	20 716,00	20 716,00	20 716,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	649 795,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	171 004,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	315 452,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00
7078	Autres marchandises	163 339,00	0,00	-40 000,00	-40 000,00	-40 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	7 941 847,00	0,00	2 097,00	2 097,00	2 097,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	2 097,00	2 097,00	2 097,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	7 941 847,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	657 197,00	0,00	-140 000,00	-140 000,00	-140 000,00
744	FCTVA	69,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	657 128,00	0,00	-140 000,00	-140 000,00	-140 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**9 280 436,92**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	231,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	231,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**9 280 667,92**	**0,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**	**-17 187,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*80 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*70 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**80 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 680 056,00**	**0,00**		**1 680 056,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	370 000,00	0,00		370 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	22 000,00	0,00		22 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 118 012,00	0,00		1 118 012,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	170 044,00	0,00		170 044,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**529 920,07**	**0,00**		**529 920,07**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	10 000,00	0,00		10 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	21 896,05	0,00		21 896,05
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	447 024,02	0,00		447 024,02
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	51 000,00	0,00		51 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 680 056,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	600 244,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	514 767,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	170 044,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**529 920,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	21 896,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	447 024,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 680 056,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 244,35
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	514 767,65
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 044,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**529 920,07**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 896,05
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	447 024,02
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 088 821,00**	**0,00**		**9 088 821,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	5 967 119,00	0,00		5 967 119,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	2 898 325,00	0,00		2 898 325,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	125 600,00	0,00		125 600,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	76 000,00	0,00		76 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	16 777,00	0,00		16 777,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00		5 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 263 480,92**	**0,00**		**9 263 480,92**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	42 313,92	0,00		42 313,92
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	749 795,00	0,00		749 795,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	7 943 944,00	0,00		7 943 944,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	517 197,00	0,00		517 197,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00		10 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	231,00	0,00		231,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**9 088 821,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	309 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	4 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	26 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	397 888,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	79 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	55 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	20 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	152 325,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	40 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	83 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	4 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	13 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	118 651,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	2 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	14 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	2 700 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	40 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	105 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	65 025,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	10 974,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	16 777,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**9 263 480,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	42 313,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	626 456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	123 339,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	7 943 944,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	69,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	517 128,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	231,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	Politique de l'air
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 088 821,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 250,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 900,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	397 888,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 190,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 400,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 325,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 600,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 040,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 651,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 600,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700 200,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 800,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 100,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 025,30
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 974,70

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 777,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 263 480,92**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 313,92
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	626 456,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 339,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 943 944,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	517 128,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2025-10-14
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études non suivies de réalisation	5	14/10/2025
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	14/10/2025
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	14/10/2025
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures d'intérêt national	20	14/10/2025
L	Logiciel	2	14/10/2025
L	Voiture	5	14/10/2025
L	Camion, véhicules de collecte	7	14/10/2025
L	Mobilier	10	14/10/2025
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	14/10/2025
L	Matériel informatique	4	14/10/2025
L	Matériel classique	10	14/10/2025
L	Coffre-fort	20	14/10/2025
L	Installation et appareil de chauffage	10	14/10/2025
L	Appareil de levage, ascenseur	20	14/10/2025
L	Equipement garages et ateliers	10	14/10/2025
L	Equipement des cuisines	10	14/10/2025
L	Equipement sportif	10	14/10/2025
L	Installation de voirie	20	14/10/2025
L	Plantation	15	14/10/2025
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	14/10/2025
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillage	5	14/10/2025
L	Bacs roulants de surface	10	14/10/2025
L	Colonnes semi-enterrées	20	14/10/2025
L	Colonnes en PAV pour les OMR + abri-bacs	15	14/10/2025
L	Colonnes en PAC pour la CS	15	14/10/2025
L	Composteurs collectifs	5	14/10/2025
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) + Ouvrages courants	30	14/10/2025
L	Réseaux d'assainissement	60	14/10/2025
L	Poste de relevage des eaux usées	30	14/10/2025
L	Ouvrage de génie civil pour captage, transport et traitement de l'eau potable ...	60	14/10/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Travaux de forage pour l'eau potable, équipements de puits	20	14/10/2025
L	Ouvrages annexes eau potable : ventouses, vannes, clapets, vidanges	40	14/10/2025
L	Eau potable : canalisation fonte et acier	60	14/10/2025
L	Eau potable : canalisation PVC, PEHD et autres	40	14/10/2025
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	14/10/2025
L	Pompes, surpresseurs, appareils électromécaniques, instal diverses	15	14/10/2025
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	14/10/2025
L	Bâtiments durables	50	14/10/2025
L	Bâtiments légers, abris	15	14/10/2025
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	14/10/2025
L	Biens de faible valeur inférieure à 1 000	1	14/10/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**5 000,00**		**3 035,00**	**8 035,00**	**231,00**	**7 804,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**5 000,00**		**3 035,00**	**8 035,00**	**231,00**	**7 804,00**
Créances douteuses	0,00	11/04/2023	3 035,00	3 035,00	231,00	2 804,00
Créances douteuses	5 000,00	23/09/2026	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**5 000,00**		**3 035,00**	**8 035,00**	**231,00**	**7 804,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	5 000,00		3 035,00	8 035,00	231,00	7 804,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**390 135,93**	**0,00**	**0,00**	**390 135,93**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**390 135,93**	**0,00**	**0,00**	**390 135,93**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**390 135,93**	**0,00**	**0,00**	**390 135,93**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**390 135,93**	**0,00**	**0,00**	**390 135,93**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**440 000,00**	**0,00**	**0,00**	**440 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**1 024 758,05**	**-152 862,00**	**-152 862,00**	**871 896,05**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**584 758,05**	**-152 862,00**	**-152 862,00**	**431 896,05**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 440 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**370 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	370 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**70 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 1 024 758,05**	**-152 862,00**	**VI -152 862,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**21 896,05**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	21 896,05	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**1 002 862,00**	**-152 862,00**	**-152 862,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28033	*Frais d'insertion*	*200,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*6 800,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*800,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*2 500,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*521 800,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*240 000,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 200,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*15 200,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*182 862,00*	*-182 862,00*	*-182 862,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

ALEXANDRE Coraline	
ALLEG Sylvie	
ANNET Jean-Louis	
ARTAUD Jean-Joël	
AUGIER Julien	
BAUDET Edith	
BAÏLÉ Olivier	
BOUGE Camille	
BRUYERE Stéphanie	
CAVALLIER François	
COUTIN Denis	
DE CLARENS Patrick	
FIAT Michel	
FUENTES Noëlle	
GIUDICELLI Marie-José	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophélie	
LETAILLEUR Isabelle	
MANKAI Sami	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

MARIET Claudette	
MARTEL Nicolas	
MAZIERS Alex	
NOEL Florence	
PERIC Alexandre	
RAYNAUD Michel	
REBUFFEL Emilie	
RICHARD Jean-Luc	
ROBBE Myriam	
SABATINI Fabienne	
SAILLET Jérôme	
STURM Aurore	
UGO René	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 32
Nombre de membres présents : 28
Nombre de suffrages exprimés : 31
VOTES :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 17/09/2026
3 procurations

Présenté par (1), Le Président
A , ~~le~~ Fayence, le 23/09/2026

Le Président

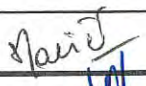
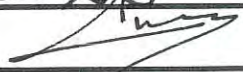
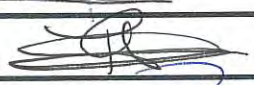
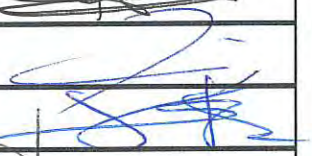
François CAVALLIER

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A , ~~le~~ Fayence, le 23/09/2026
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

ALEXANDRE Coraline	
ALLEG Sylvie	
ANNET Jean-Louis	
ARTAUD Jean-Joël	
AUGIER Julien	
BAUDET Edith	
BAÏLÉ Olivier	
BOUGE Camille	
BRUYERE Stéphanie	
CAVALLIER François	
COUTIN Denis	P/O I. LETAILLEUR
DE CLARENS Patrick	
FIAT Michel	
FUENTES Noëlle	
GIUDICELLI Marie-José	
HUET Jean-Yves	P/O M. GIUDICELLI
LEFEBVRE Ophélie	P/O H. ROBBE
LETAILLEUR Isabelle	
MANKAI Sami	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-11-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

MARIET Claudette	
MARTEL Nicolas	
MAZIERS Alex	
NOEL Florence	
PERIC Alexandre	
RAYNAUD Michel	
REBUFFEL Emilie	
RICHARD Jean-Luc	
ROBBE Myriam	
SABATINI Fabienne	
SAILLET Jérôme	
STURM Aurore	
UGO René	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/12

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

APPROBATION DU PRINCIPE D'UNE TRANSACTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ PASINI SAS RELATIF À L'INDEMNISATION DE SURCOÛTS DE GAZOLE DANS LE CADRE DU MARCHÉ N° 2024-CSOM

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU l'article L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la commande publique, notamment son article L. 6 ;
VU le Code civil, notamment ses articles 2044 et suivants relatifs à la transaction ;
VU le marché public n° 2024-CSOM relatif au transport et au traitement des déchets de déchèteries ;
VU la demande d'indemnisation présentée par la société PASINI SAS en date du 8 juillet 2026 au titre des surcoûts de gazole supportés dans le cadre de l'exécution des lots n° 2, 3, 6 et 7 du marché précité ;
VU les justificatifs transmis par la société PASINI SAS et analysés par les services de la Communauté de communes ;
VU le projet de protocole transactionnel annexé à la présente délibération

CONSIDERANT que la Communauté de communes du Pays de Fayence a conclu avec la société PASINI SAS le marché public n° 2024-CSOM relatif au transport et au traitement des déchets de déchèteries, notamment pour les lots n° 2, 3, 6 et 7 ;
CONSIDERANT que l'exécution de ce marché a été affectée par une hausse exceptionnelle du coût du gazole intervenue à compter du premier semestre 2026 ;
CONSIDERANT que cette évolution présente, au regard des circonstances de l'espèce, un caractère extérieur aux parties et imprévisible lors de la conclusion du contrat ;
CONSIDERANT qu'il résulte de l'instruction du dossier que cette situation a temporairement affecté l'équilibre économique du marché sans pour autant empêcher sa poursuite ;
CONSIDERANT que la société PASINI SAS a poursuivi l'exécution de ses obligations contractuelles malgré les surcoûts supportés ;
CONSIDERANT que les éléments justificatifs transmis par le titulaire font apparaître un surcoût retenu de 12 932,77 € pour les prestations exécutées durant les mois de mars, avril et mai 2026 ;
CONSIDERANT qu'il est proposé de retenir un partage équilibré des conséquences financières de cette situation en laissant à la charge du titulaire une part d'aléa de 20 %, soit 2 586,55 €, et en prenant en charge 80 % du surcoût retenu, soit une indemnité de 10 346,22 € ;
CONSIDERANT que cette indemnisation présente un caractère exceptionnel et ponctuel, limité aux prestations exécutées entre mars et mai 2026 ;
Considérant que le protocole transactionnel envisagé n'a ni pour objet ni pour effet de modifier les prix contractuels ou toute autre stipulation du marché public ;
CONSIDERANT que la transaction projetée comporte des concessions réciproques, la Communauté de communes acceptant de verser une indemnité limitée à 80 % du surcoût retenu et la société PASINI SAS acceptant de conserver à sa

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

charge une part d'aléa de 20 % et de renoncer à toute réclamation complémentaire portant sur le même objet et la même période ;
CONSIDERANT qu'il appartient au Conseil communautaire d'autoriser la conclusion de cette transaction.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le principe d'une transaction entre la Communauté de communes du Pays de Fayence et la société PASINI SAS ayant pour objet de régler amiablement la demande d'indemnisation présentée au titre des surcoûts de gazole supportés dans le cadre de l'exécution des lots n° 2, 3, 6 et 7 du marché n° 2024-CSOM.
- **APPROUVE** les concessions réciproques prévues par ce protocole, conduisant :
  - à la prise en charge par la Communauté de communes de 80 % du surcoût retenu ;
  - au maintien à la charge du titulaire d'une part d'aléa de 20 % ;
  - au versement d'une indemnité transactionnelle de 10 346,22 € ;
  - à la renonciation du titulaire à toute demande indemnitaire complémentaire portant sur le même objet et la même période.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à finaliser et à signer, avec la société PASINI SAS, le protocole transactionnel annexé à la présente délibération, sous réserve de l'accord exprès et sans réserve de cette dernière sur l'ensemble de ses stipulations.
- **PRÉCISE** que toute modification substantielle du protocole, notamment du montant de l'indemnité, du taux de prise en charge ou des engagements réciproques des parties, devra être soumise à une nouvelle autorisation du Conseil communautaire.
- **PRÉCISE** que cette indemnité :
  - couvre exclusivement les prestations exécutées entre mars et mai 2026 ;
  - constitue une indemnisation exceptionnelle accordée au titre de la théorie de l'imprévision ;
  - ne modifie pas les prix contractuels du marché ;
  - ne vaut pas reconnaissance d'un droit à indemnisation pour une période postérieure.
- **DIT** que le versement de l'indemnité interviendra après :
  - acceptation du protocole par la société PASINI SAS ;
  - signature du protocole par les deux parties ;
  - accomplissement des formalités administratives et comptables nécessaires.
- **DIT** que les crédits nécessaires au versement de l'indemnité sont inscrits au budget dans le cadre de la décision modificative correspondante.
- **CHARGE** Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

Protocole transactionnel

Indemnisation du titulaire au titre de la théorie de l'imprévision

Hausse exceptionnelle du gazole

Marché concerné	2024-CSOM - Transport et traitement des déchets de déchèteries
Lots concernés	Lots 2, 3, 6 et 7
Titulaire	PASINI SAS
Période indemnisée	Mars, avril et mai 2026
Montant de l'indemnité	10 346,22 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Entre les soussignés

La Communauté de communes du Pays de Fayence, représentée par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes, ci-après dénommée « l'Acheteur »,

D'une part,

Et

La société PASINI SAS, titulaire du marché public 2024-CSOM, dont le siège social est situé 421 avenue du Baron Dominique Larrey, 83210 La Farlède, représentée par son représentant légal ou toute personne dûment habilitée, ci-après dénommée « le Titulaire »,

D'autre part,

L'Acheteur et le Titulaire étant ci-après désignés ensemble « les Parties ».

Vu

- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code de la commande publique, notamment son article L. 6 ;
- le Code civil, notamment ses articles 2044 et suivants relatifs à la transaction ;
- la circulaire n° 6529/SG du 24 avril 2026 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte de hausse des prix de certaines matières premières ;
- le marché public 2024-CSOM relatif au transport et au traitement des déchets de déchèteries ;
- la demande d'indemnisation présentée par PASINI SAS par courrier du 8 juillet 2026 ;
- les justificatifs produits par le Titulaire, notamment les factures de carburant, l'extrait de l'indice CNR gazole professionnel et le calcul détaillé de l'impact financier.

Préambule

La Communauté de communes du Pays de Fayence a conclu avec PASINI SAS le marché public 2024-CSOM relatif au transport et au traitement des déchets de déchèteries, portant notamment sur les lots 2, 3, 6 et 7.

Par courrier du 8 juillet 2026, le Titulaire a sollicité l'indemnisation d'un surcoût lié à la hausse du gazole au titre des prestations exécutées en mars, avril et mai 2026.

Le Titulaire expose avoir alerté l'Acheteur dès le 4 mars 2026 sur les conséquences du contexte géopolitique sur ses coûts de carburant, puis avoir transmis des justificatifs relatifs à l'évolution de ses factures de carburant et à l'indice CNR gazole professionnel.

Le dossier transmis fait état d'une incidence calculée sur une quote-part gazole de 19,2 % du prix total et d'un surcoût évalué à 12 932,77 € pour la période de mars à mai 2026.

Le Titulaire conservera à sa charge une part d'aléa de 20 %, soit 2 586,55 €, et l'Acheteur prendra en charge 80 % du surcoût retenu, soit une indemnité de 10 346,22 €.

L'article L. 6 du Code de la commande publique prévoit que, lorsque survient un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant qui en poursuit l'exécution a droit à une indemnité.

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement et définitivement, pour la période et l'objet qu'il vise, les conséquences financières de cette situation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Point de sécurisation : le présent protocole ne modifie pas les prix contractuels du marché. Il formalise une indemnité ponctuelle d'imprévision, limitée aux mois de mars, avril et mai 2026.

Article 1 - Objet du protocole

Le présent protocole a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles l'Acheteur accepte de verser au Titulaire une indemnité au titre de la théorie de l'imprévision, en raison du surcoût de gazole supporté dans l'exécution du marché 2024-CSOM, lots 2, 3, 6 et 7, pour les prestations réalisées en mars, avril et mai 2026.

Il a également pour objet de prévenir tout différend relatif à cette demande d'indemnisation pour la période concernée.

Article 2 - Conditions de mise en œuvre de l'imprévision

Les Parties reconnaissent que la demande du Titulaire s'inscrit dans le cadre de la théorie de l'imprévision, laquelle suppose la réunion des conditions suivantes : la survenance d'un évènement extérieur aux Parties, le caractère imprévisible de cet évènement lors de la conclusion du marché, un bouleversement temporaire de l'équilibre économique du contrat et la poursuite de l'exécution du marché par le Titulaire.

Le Titulaire indique avoir subi, sur la période de mars à mai 2026, une hausse significative du coût du gazole, non intégralement neutralisée par les mécanismes contractuels d'actualisation ou de révision applicables aux prestations concernées.

Les justificatifs produits comprennent notamment des factures de carburant, un extrait de l'indice CNR gazole professionnel et un calcul détaillé de l'impact de la hausse du gazole sur les prestations exécutées et facturées en mars, avril et mai 2026.

Article 3 - Détermination du montant indemnisable

Sur la base des éléments transmis par le Titulaire et analysés par l'Acheteur, le surcoût total retenu au titre de l'imprévision gazole pour les mois de mars à mai 2026 s'élève à 12 932,77 €.

Les Parties conviennent que le Titulaire conservera à sa charge une part d'aléa correspondant à 20 % du surcoût total retenu, soit 2 586,55 €.

En conséquence, l'indemnité due par l'Acheteur au Titulaire est arrêtée à la somme de 10 346,22 €.

Tableau de répartition de l'indemnisation

Lot	Surcoût total retenu	Part collectivité 80 %	Part d'aléa titulaire 20 %
Lot 2	311,34 €	249,07 €	62,27 €
Lot 3	7 952,96 €	6 362,37 €	1 590,59 €
Lot 6	709,66 €	567,73 €	141,93 €
Lot 7	3 958,82 €	3 167,06 €	791,76 €
Total	**12 932,77 €**	**10 346,22 €**	**2 586,55 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article 4 - Modalités de versement

L'indemnité fixée à l'article 3 sera versée en une seule fois au Titulaire, après signature du présent protocole par les Parties et accomplissement des formalités administratives et comptables nécessaires.

Le Titulaire adressera à l'Acheteur une demande de paiement ou une facture conforme par lot, faisant apparaître la mention suivante : « Indemnité d'imprévision gazole, marché 2024-CSOM – LOT **- période de mars à mai 2026, conformément au protocole transactionnel signé entre les Parties. »

Le paiement interviendra selon les règles applicables aux dépenses publiques et dans le respect des procédures comptables de l'Acheteur.

Article 5 - Période concernée

Le présent protocole couvre exclusivement les surcoûts de gazole supportés par le Titulaire au titre des prestations exécutées sur les mois de mars, avril et mai 2026.

Le Titulaire indique qu'à compter du mois de juin 2026, le coefficient d'actualisation du marché devait s'appliquer et mettre fin à la demande d'indemnité supplémentaire formulée pour la période antérieure.

Le présent protocole ne vaut donc pas reconnaissance d'un droit à indemnisation pour une période postérieure à mai 2026.

Article 6 - Absence de modification du marché

Le présent protocole n'a pas pour objet de modifier les prix contractuels du marché, ni les modalités générales d'exécution des prestations.

Il constitue uniquement une indemnisation exceptionnelle et ponctuelle au titre de la théorie de l'imprévision, pour la période et les montants expressément définis aux articles précédents.

Toutes les autres stipulations du marché demeurent inchangées et pleinement applicables.

Article 7 - Engagements du Titulaire

En contrepartie du versement de l'indemnité prévue au présent protocole, le Titulaire reconnaît être rempli de ses droits au titre des surcoûts de gazole supportés sur les prestations concernées pour les mois de mars, avril et mai 2026.

Le Titulaire renonce, pour cette même période et pour le même objet, à toute réclamation, recours ou demande indemnitaire complémentaire à l'encontre de l'Acheteur.

Cette renonciation ne concerne que les surcoûts de gazole expressément visés par le présent protocole et n'a pas pour effet de priver les Parties de leurs droits et obligations au titre de l'exécution normale du marché.

Article 8 - Concessions réciproques et caractère transactionnel

Le présent protocole est conclu conformément aux principes applicables aux transactions administratives et aux articles 2044 et suivants du Code civil.

Les concessions réciproques des Parties sont les suivantes : l'Acheteur accepte de verser une indemnité ponctuelle au Titulaire pour contribuer au rééquilibrage temporaire du marché, à hauteur de 80 % du surcoût

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

retenu ; le Titulaire accepte de conserver à sa charge une part d'aléa de 20 % et renonce à toute réclamation complémentaire portant sur le même objet et la même période.

Le présent protocole emporte règlement amiable, définitif et équilibré du différend né entre les Parties concernant la demande d'indemnisation du Titulaire au titre de la hausse du gazole pour les mois de mars, avril et mai 2026.

Article 9 - Absence de reconnaissance de responsabilité

Le présent protocole est conclu à titre transactionnel et ne saurait être interprété comme la reconnaissance d'une faute, d'un manquement ou d'une responsabilité de l'une ou l'autre des Parties.

Article 10 - Pièces annexées

Sont annexés au présent protocole : la demande du Titulaire en date du 8 juillet 2026, le tableau de calcul de l'impact de la hausse du gazole sur l'équilibre financier du marché, les justificatifs transmis par le Titulaire et, le cas échéant, la note d'analyse interne de l'Acheteur validant le montant retenu.

Article 11 - Entrée en vigueur

Le présent protocole prendra effet à compter de sa signature par les Parties.

Il sera établi en deux exemplaires originaux, un pour chacune des Parties.

Liste indicative des annexes

N°	Pièce	Statut
1	Courrier PASINI SAS du 8 juillet 2026	À annexer
2	Tableau de calcul Imprévision CCPF par lot	À annexer
3	Factures carburant et justificatifs CNR gazole professionnel	À annexer

Fait à Tourrettes, le [date à compléter].

Pour la Communauté de communes du Pays de Fayence	Pour PASINI SAS
Le Président Signature et cachet	Le représentant habilité Signature et cachet

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-13-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents..... 4
Suffrages exprimés 31

DCC n°260923/13

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION DES MAIRES DU VAR (AMF83) DANS LE CADRE DE L'APPEL A LA SOLIDARITE LANCE A LA SUITE DES INCENDIES DE JUILLET 2026

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU l'appel aux dons lancé par l'Association des Maires du Var (AMF83) afin de soutenir les collectivités et les populations touchées par les incendies survenus dans le département du Var au cours du mois de juillet 2026 ;

CONSIDERANT l'ampleur des dommages causés par ces incendies et la nécessité de manifester la solidarité de la Communauté de communes du Pays de Fayence envers les territoires sinistrés ;
CONSIDERANT que l'Association des Maires du Var (AMF83) a indiqué que l'intégralité des sommes collectées sera exclusivement consacrée à des actions directement liées aux conséquences des incendies, notamment l'accompagnement des communes sinistrées, le soutien aux populations concernées ainsi que des actions de reconstruction, de résilience des territoires et de renaturation ;
CONSIDERANT que les élus communautaires ont souhaité participer à cet élan de solidarité départementale par l'attribution d'une aide exceptionnelle de 10 000 € à l'Association des Maires du Var ;
CONSIDERANT que, compte tenu de l'urgence de la situation, le versement de cette aide a été effectué préalablement à la présente délibération, conformément aux modalités de régularisation admises par le comptable public ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **ATTRIBUE** une subvention exceptionnelle de 10 000 € à l'Association des Maires du Var (AMF83) dans le cadre de l'opération de solidarité mise en place à la suite des incendies de juillet 2026 ;
- **CONFIRME** le versement déjà effectué au profit de l'Association des Maires du Var (AMF83) ;
- **PRÉCISE** que cette subvention est destinée à contribuer aux actions de soutien et de reconstruction mises en œuvre au bénéfice des territoires varois touchés par les incendies ;
- **DIT** que la dépense est imputée au compte 65748 – Subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé du budget principal 2026 ;
- **PRÉCISE** que cette dépense est financée sur les crédits inscrits au budget principal 2026 et n'appelle aucune décision modificative.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-13-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

De : corine.husson <corine.husson@dgfip.finances.gouv.fr>
Envoyé : lundi 3 août 2026 12:05
À :

Mesdames, Messieurs,

Suite à une interrogation posée ce matin (merci Vincent) je vous prie de trouver ci-après les modalités de versements d'aides financières destinées aux collectivités touchées par les incendies.

S'agissant des collectivités souhaitant soutenir financièrement des collectivités sinistrées, le versement d'aides financières nécessite la transmission au comptable public des pièces justificatives prévues à la rubrique « 72. Subventions et primes de toute nature » de la liste des pièces justificatives :
« 721. Cas général
7211. Premier paiement
1. Délibération arrêtant le bénéficiaire, le montant, l'objet et, le cas échéant, les modalités particulières de versement des fonds (3) ainsi que les conditions d'octroi et les charges d'emploi.
2. Le cas échéant, justifications particulières exigées par la décision.
3. Le cas échéant, convention entre le bénéficiaire et la collectivité ou l'établissement (3).

Au regard de l'urgence et conformément à la note de service n°2014/02/5377 du 16 janvier 2015 « Versement des secours d'extrême urgence en faveur des victimes en cas d'accident, de sinistre ou de catastrophe », **le comptable public peut procéder au versement d'une aide financière d'une collectivité aidante à une collectivité sinistrée, en l'absence de délibération de l'organe délibérant, sous réserve d'une régularisation ultérieure.** Néanmoins, et afin d'éviter toute difficulté de régularisation, il est recommandé que l'ensemble des pièces justificatives soient fournies au comptable au moment du versement de l'aide financière. Les dons versés directement aux collectivités sinistrées devront être imputés sur la subdivision appropriée du compte 6573 " *Subventions de fonctionnement aux organismes publics* ". Les dons versés à des associations de droit privé devront être imputés sur la subdivision 65748 " *Autres personnes de droit privé* ", appartenant au compte 6574 " *Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux autres organismes de droit* ".

Ainsi veuillez noter que **jusqu'au 31/08/2026**, je vous autorise à mandater sans délibération, à charge pour vous de l'ajouter en PES PJ ultérieurement.
A compter du 1er septembre, mon/ma successeur (non désignée à ce jour) devra être interrogé(e)

Je vous remercie pour votre compréhension

Bien à vous

--

Finances publiques
Direction Générale des Finances Publiques
SGC ESTEREL

Corine HUSSON
Chef de service comptable
SGC de l'Estérel
92 rue de l'Estérel 83600 FREJUS
: 04 94 44 91 70 : corine.husson@dgfip.finances.gouv.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/14

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'EPLE COLLEGE LEONARD DE VINCI DE MONTAUROUX AU TITRE DE L'ACTIVITE AVIRON POUR L'EXERCICE 2026

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5214-16 ;

VU le Code de l'éducation, notamment son article L. 421-1 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 1611-4 ;

VU la demande de soutien financier formulée par le Collège Léonard de Vinci de Montauroux par courrier en date du 15 juillet 2026 ;

VU les crédits inscrits au budget principal de la Communauté de communes du Pays de Fayence au titre de l'exercice 2026 ;

Le Collège Léonard de Vinci de Montauroux développe depuis de nombreuses années une activité aviron reconnue, comprenant notamment une section sportive scolaire ainsi que des actions d'initiation dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive.

Cette activité bénéficie à de nombreux jeunes résidant sur le territoire communautaire et participe au rayonnement sportif du Pays de Fayence.

Par courrier en date du 15 juillet 2026, la principale du collège a sollicité le soutien financier de la Communauté de communes du Pays de Fayence afin de contribuer au financement de cette activité aviron, confrontée à des difficultés ponctuelles de financement pour l'exercice 2026.

La facture établie par l'association « Aviron St Cassien » fait apparaître une dépense de 8 142 € supportée par le collège au titre des prestations d'encadrement et de matériel liées à l'activité aviron.

CONSIDERANT l'intérêt éducatif, sportif et territorial de l'activité aviron développée au bénéfice des jeunes du Pays de Fayence ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes participe déjà au financement du transport des séances de la section sportive ;

CONSIDERANT les difficultés ponctuelles de financement rencontrées par l'établissement pour l'exercice 2026 ;

CONSIDERANT le caractère exceptionnel de la demande formulée pour l'exercice 2026 et la volonté de la Communauté de communes d'accompagner ponctuellement cette activité dans l'attente de la définition d'un mode de financement pérenne associant l'ensemble des partenaires concernés ;

Il est proposé au Conseil communautaire d'attribuer à l'EPLE (Etablissement Public Local d'Enseignement) Collège Léonard de Vinci de Montauroux une subvention exceptionnelle d'un montant de 8 142 € au titre de l'activité aviron pour l'exercice 2026.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **ATTRIBUE** à l'EPLE Collège Léonard de Vinci de Montauroux une subvention exceptionnelle de 8 142€, destinée à contribuer au financement de l'activité aviron au titre de l'exercice 2026 ;
- **PRÉCISE** que cette aide est accordée à titre exceptionnel au titre de l'exercice 2026 et qu'elle ne crée aucun droit à reconduction pour les exercices ultérieurs ;
- **PRÉCISE** que cette dépense est financée sur les crédits inscrits au budget principal 2026 et n'appelle aucune décision modificative ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice..... 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

DCC n°260923/15

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

DEMANDE D'ADMISSION EN NON-VALEURS DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES BUDGETS ANNEXES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS, EAU ET ASSAINISSEMENT

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 1617-5 ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux établissements publics de coopération intercommunale, notamment les dispositions relatives aux comptes 6541 « Créances admises en non-valeur » et 6542 « Créances éteintes » ;

VU les états de créances irrécouvrables transmis par le Service de gestion comptable de l'Estérel en date du 21 mai 2026, annexés à la présente délibération ;

La Chef du service comptable du SGC de l'Estérel a adressé, le 21 mai dernier, une liste de créances irrécouvrables sur les budgets annexes Déchets Ménagers et Assimilés, Eau et Assainissement et en sollicite leur admission en non-valeurs par délibération de l'assemblée délibérante.

1. Sur le budget annexe Déchets Ménagers et Assimilés, ces créances irrécouvrables s'élèvent à un montant de 2 665.40€ répartis comme suit :
   - Créances admises en non-valeur (6541) : 2 665.40€
2. Sur le budget annexe de l'Eau, ces créances irrécouvrables s'élèvent à un montant de 26 592.29€ répartis comme suit :
   - Créances admises en non-valeur (6541) : 19 668.98€
   - Créances éteintes (6542) : 6 923.31€
3. Sur le budget annexe de l'assainissement, ces créances irrécouvrables s'élèvent à un montant de 19 940.39€ répartis comme suit :
   - Créances admises en non-valeur (6541) : 18 316.06€
   - Créances éteintes (6542) : 1 624.33€

Monsieur le Président rappelle que les titres irrécouvrables maintenus à l'actif du bilan des créances faussent la sincérité et donc la fiabilité des comptes.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de statuer sur l'admission en non-valeur des 2 665.40€ pour le budget annexe des Déchets Ménagers et Assimilés, des 26 592.29€ pour le budget annexe de l'Eau et 19 940.39€ pour le budget annexe assainissement de

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

titres de recettes dont les détails sont joints à la présente délibération pour transmission au contrôle de légalité ;

- **AUTORISE** l'émission de mandats administratifs sur les articles 6541 et 6542 des budgets annexes Déchets Ménagers et Assimilés, Eau et Assainissement.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Direction Générale des Finances Publiques

Exercice 2026

SGC ESTEREL
92 RUE DE L ESTEREL
CS 10111
83608 FREJUS

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **23600 - EAU - CC PAYS DE FAYENCE**

N° de la liste : 7826601533

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

SGC de l'Esterel 083110

A FREJUS, le 18 mai 2026
HUSSON CORINE

COMPTABLE
Corine HUSSON
Chef de Service Comptable

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	36 608,88 €	**18 833.06**
6542	0,00 €	**0.00**
Total	**36 608,88 €**	**18 833.06**

A , le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Direction Générale des Finances Publiques

Exercice 2026

SGC ESTEREL
92 RUE DE L ESTEREL
CS 10111
83608 FREJUS

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **23501 - OM COLL TRAITMT-CC PAYS FAYENC**

N° de la liste : 7841440433

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

SGC de l'Esterel 083110

A FREJUS, le 18 mai 2026
HUSSON CORINE

Corine HUSSON
Chef de Service Comptable

COMPTABLE

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	430,50 €	430.50
6542	0,00 €	0.00
Total	**430,50 €**	430.50

A , le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Direction Générale des Finances Publiques

Exercice 2026

SGC ESTEREL
92 RUE DE L ESTEREL
CS 10111
83608 FREJUS

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **23700 - ASST - CC PAYS DE FAYENCE**

N° de la liste : 7880450233

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A FREJUS, le 18 mai 2026
HUSSON CORINE

SGC de l'Estérel 083110

Corine HUSSON
Chef de Service Comptable

COMPTABLE

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	26 066,22 €	**17 925.68**
6542	0,00 €	**0.00**
Total	**26 066,22 €**	**17 925.68**

A , le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Direction Générale des Finances Publiques

Exercice 2026

SGC ESTEREL
92 RUE DE L ESTEREL
CS 10111
83608 FREJUS

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **23600 - EAU - CC PAYS DE FAYENCE**

N° de la liste : 7903640433

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

SGC de l'Esterel 083110

A FREJUS, le 18 mai 2026
HUSSON CORINE

Corine HUSSON
Comptable Service Comptable

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	835,92 €	835.92
6542	0,00 €	0.00
Total	**835,92 €**	835.92

A , le
(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Direction Générale des Finances Publiques

Exercice 2026

SGC ESTEREL
92 RUE DE L ESTEREL
CS 10111
83608 FREJUS

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **23700 - ASST - CC PAYS DE FAYENCE**

N° de la liste : 7903640533

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

SGC de l'Esterel 083110

A FREJUS, le 18 mai 2026
HUSSON CORINE

COMPTABLE
Corine HUSSON
Chef de Service Comptable

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	390,38 €	**390.38**
6542	0,00 €	**0.00**
Total	**390,38 €**	**390.38**

A , le
(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Direction Générale des Finances Publiques

Exercice 2026

SGC ESTEREL
92 RUE DE L ESTEREL
CS 10111
83608 FREJUS

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES ÉTEINTES

Collectivité : **23600 - EAU - CC PAYS DE FAYENCE**

N° de la liste : 7953060233

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurant sur la liste ci jointe.

SGC de l'Estérel 083110

FREJUS, le 18 mai 2026
HUSSON CORINE

Corine HUSSON
Chef de Service Comptable
COMPTABLE

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	0,00 €	**0.00**
6542	9 798,38 €	**6 923.31**
Total	**9 798,38 €**	**6 923.31**

A , le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Exercice 2026
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Direction Générale des Finances Publiques

SGC ESTEREL
92 RUE DE L ESTEREL
CS 10111
83608 FREJUS

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES ÉTEINTES

Collectivité : **23700 - ASST - CC PAYS DE FAYENCE**

N° de la liste : 7953060333

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurant sur la liste ci jointe.

FREJUS, le 18 mai 2026
HUSSON CORINE

SGC de l'Esterel 083110

COMPTABLE
Chef de Service Comptable

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	0,00 €	**0.00**
6542	2 246,82 €	**1624.33**
Total	**2 246,82 €**	**1 624.33**

A , le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Direction Générale des Finances Publiques

Exercice 2026

SGC ESTEREL
92 RUE DE L ESTEREL
CS 10111
83608 FREJUS

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **23501 - OM COLL TRAITMT-CC PAYS FAYENC**

N° de la liste : 8271550133

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A FREJUS, le 18 mai 2026
HUSSON CORINE

SGC de l'Esterel 083110

COMPTABLE
Corine HUSSON
Chef de Service Comptable

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	2 548,40 €	2 234.90
6542	0,00 €	0.00
Total	**2 548,40 €**	2 234.90

A , le
(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

DCC n°260923/16

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD
Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

APPROBATION DU MONTANT DEFINITIF DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION POUR 2026 ET DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PREVISIONNELLES POUR 2027

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le Code Général des Impôts, notamment l'article 1609 nonies C ;
VU le rapport de la CLECT, validé en séance du 24 septembre 2021 ;
VU la délibération n° 250924/03 du 24/09/2025 fixant les montants des attributions de compensation définitives pour 2026, bases des attributions de compensation provisoires pour 2027 ;
CONSIDERANT que la C.L.E.C.T. ne s'est pas réunie cette année pour procéder à l'évaluation de nouvelles charges transférées ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **FIXE** les montants des Attributions de Compensation définitives pour les communes membres de la Communauté de Communes, au titre de l'année 2026, tels qu'indiqués ci-dessous, pour un montant total de 2 488 469.27€ ;
- **PRECISE** que ces montants seront appliqués pour les Attributions de Compensation provisoires 2027 ;
- **AUTORISE** le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Communes	AC provisoires 2026	AC définitives 2026 et provisoires 2027
Bagnols-en-Forêt	31 686.30	31 686.30
Callian	340 574.55	340 574.55
Fayence	322 588.15	322 588.15
Mons	- 18 516.56	- 18 516.56
Montauroux	483 586.17	483 586.17
Saint-Paul-en-Forêt	15 562.97	15 562.97
Seillans	53 058.02	53 058.02
Tanneron	702 120.34	702 120.34
Tourrettes	557 809.33	557 809.33
Total	2 488 469.27	2 488 469.27

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/17

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

DELIBERATION DE PRINCIPE SUR LA CREATION D'UNE REGIE PERSONNALISEE UNIQUE DANS LE CADRE D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1412-1, L.2221-1 et suivants, R.2221-1 à 50 ;
VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 28 juillet 2026 ;
VU l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux du Pays de Fayence du 14 septembre 2026.

CONSIDÉRANT que les élus ont fait le choix, lors du transfert des compétences eau et assainissement à la Communauté de communes, de créer 2 régies dotées de la seule autonomie financière pour organiser et gérer ces services ;
CONSIDERANT que compte tenu des évolutions majeures intervenues depuis 2020 dans l'organisation, les missions et les projets de ces services, ce format de régies dotées de la seule autonomie financière a aujourd'hui atteint ses limites ;
CONSIDERANT qu'au vu des défis qui attendent les services d'eau et d'assainissement communautaires pour les prochaines années, le choix d'une régie dotée de la personnalité morale apparaît le plus adapté ;
CONSIDERANT que cette transformation nécessitant d'importants travaux préparatoires et ne pouvant être menée dans l'urgence, il convient d'en fixer la mise en œuvre au 1er janvier 2028 et d'en confier le pilotage au directeur ;
CONSIDERANT que pour faciliter ces démarches, il est opportun d'officialiser le principe de cette transformation.

Lors du transfert des compétences eau et assainissement à la CCPF en 2020, les élus ont choisi de conserver le mode de gestion majoritaire sur le territoire : la gestion en régie. Ils ont donc créé 2 régies dotées de la seule autonomie financière, une pour chaque compétence, qui fonctionnent de la façon la plus mutualisée possible.

L'une des deux spécificités de ce type de régie est qu'elle bénéficie d'une autonomie financière, qui se concrétise principalement par l'existence d'un budget annexe spécifique, établi et exécuté selon l'instruction comptable M49, et la disponibilité d'une trésorerie indépendante de celle de la Communauté de communes, au travers d'un compte au Trésor spécifique (c515), et ce pour chacun de ses budgets.

L'autre particularité de cette régie concerne la gouvernance : si elle dispose d'un conseil d'exploitation, composé d'élus, de représentants des usagers, des agriculteurs et du personnel, cette instance n'est pas décisionnaire : elle formule des avis sur tous les sujets relatifs à la régie préalablement au vote du conseil communautaire, qui conserve donc tous pouvoirs, en matière budgétaire notamment.

Après bientôt 7 ans d'activité, la situation a profondément évolué. Les régies se sont structurées et professionnalisées, elles ont intégré des compétences techniques et administratives pointues, ont pris en charge la gestion quotidienne des sources de la Siagnole, ont internalisé un bureau d'études pour préparer et piloter les travaux, ont exécuté d'importants investissements et initié la mise en œuvre du Plan Marshall voté par la Communauté de communes. A l'échelle des 2 services, cet ensemble constitue aujourd'hui une « PME publique » performante d'une soixantaine d'agents, qui gère annuellement plus de 40 M€ (fonctionnement + investissement pour l'eau et l'assainissement) et porte un programme d'investissement de 170 M€ pour les 20 prochaines années (eau + assainissement). Face au défi du changement climatique, elle doit désormais également intégrer

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

une vision prospective, à la croisée de la gestion de la ressource (révision des droits d'eau, connexion à St-Cassien, recharge de nappes...) et de l'aménagement du territoire. En outre, le directeur partira à la retraite le 1er avril 2027.

La situation n'est donc plus du tout la même qu'en 2020, et la question se pose de l'adéquation de la structure juridique au contexte actuel et à venir. En effet, étant seulement dotées de l'autonomie financière, le fonctionnement de ces régies est fortement dépendant de celui de la Communauté de communes, ce qui s'avère contraignant.

Cela concerne par exemple les recrutements. Ils interviennent, comme la loi le prévoit, sous statut de droit privé, ce qui, selon les postes, place la régie en concurrence avec des entreprises telles que les grands groupes de l'eau, du BTP ou du secteur industriel. De même, pour le recrutement du nouveau directeur, qui sera, conformément à la loi, sous statut de droit public, il est important de pouvoir attirer des profils de haut niveau vu les enjeux. Or, pour tous ces personnels, le fait de relever de l'effectif de la Communauté de communes est de nature à constituer un facteur limitant sur le plan salarial ou des conditions de travail à proposer.

Un autre sujet majeur est le calendrier budgétaire, pour lequel la régie est dépendante de la Communauté de communes, les budgets annexes devant être votés en même temps que le budget principal, c'est-à-dire au mois d'avril, une fois que l'Etat a communiqué les données financières et fiscales essentielles pour le budget principal. Chaque année, le lancement de marchés de travaux par les régies, qui dépend de l'ouverture des crédits budgétaires, est retardé de plusieurs mois alors même que les PPI des services d'eau et d'assainissement imposent un rythme soutenu.

Enfin, le lien étroit entre les régies et la Communauté de communes impacte aussi leurs capacités respectives à emprunter car les banques abordent l'endettement globalement. Ce sont donc des indicateurs financiers agrégés qui sont examinés, ce qui peut au fil du temps pénaliser tour à tour les régies ou la Communauté de communes.

Face à ces divers écueils, le format juridique actuel des régies atteint donc ses limites.

C'est pourquoi il est proposé de transformer les deux 2 régies à simple autonomie financière en une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière dite « multiservices » puisqu'elle intégrerait les services d'eau et d'assainissement. Si cela serait sans effet sur le service rendu au quotidien aux abonnés du territoire, cette évolution permettrait de doter nos services d'eau et d'assainissement de la pleine capacité à aborder les importants défis encore devant nous.

En tant qu'établissement public indépendant, cette nouvelle forme de régie disposerait de l'autonomie nécessaire, sur les plans juridique, organisationnel et financier, tout en garantissant à la Communauté de communes, par l'intermédiaire de ses représentants au sein du conseil d'administration, la maîtrise des orientations et des décisions et le respect de ses objectifs et priorités.

A ce stade, il est seulement proposé au conseil communautaire de valider le principe de cette transformation. En pratique, comme celle-ci demandera diverses démarches administratives, juridiques et comptables, il apparaît en effet préférable de retenir le 1er janvier 2028 comme échéance pour la mise en œuvre effective. D'ici là, les services des régies et de la Communauté de communes, en lien étroit avec le comptable public, travailleront à ce dossier qui constituera également une mission prioritaire pour le nouveau directeur.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS (1 ABSTENTION : AURORE STURM) :

- **DECIDE** de s'engager dans les démarches permettant de transformer les actuelles régies d'eau et d'assainissement dotées de la seule autonomie financière en une unique régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- **DECIDE** de fixer le principe de mise en œuvre de ce nouvel Etablissement Public Industriel et Commercial au 1er janvier 2028 ;
- **DECIDE** de charger Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération autant que besoin.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents..... 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

DCC n°260923/18

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

ADOPTION DU CONTRAT EAU ET CLIMAT/AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

VU la délibération n° 230131/05 du 31 janvier 2023 adoptant le plan d'action pour la sécurisation de l'alimentation en eau du Pays de Fayence « Plan Marshall » ;

VU la délibération n° 260610-11 du 10 juin 2026 validant les actions du programme à mener dans le cadre du projet de contrat eau et Climat avec l'agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;

VU les travaux du Conseil d'exploitation de la régie des eaux du 14 septembre 2026.

CONSIDÉRANT que, confronté à des épisodes de sécheresse récurrents et à un déficit de ses ressources en eau, le Pays de Fayence, exerçant ses compétences Eau et Assainissement, s'est engagé en 2023 dans une stratégie ambitieuse de sécurisation de son alimentation en eau en mettant en place un plan d'actions d'envergure réparties en 5 axes :

- la maitrise de l'urbanisme et la réduction des consommations,
- la modernisation du réseau de distribution et réparation des fuites,
- la sécurisation des ressources existantes et la modernisation du réseau de production,
- la mobilisation de nouvelles ressources,
- l'amélioration de la gouvernance de l'eau à une échelle répondant aux enjeux du changement climatique. ;

CONSIDERANT que ces actions doivent entrer en cohérence avec :

- les schémas de planification et la programmation publique (SDAGE RM/PDM/PAOT Var et Alpes Maritimes, SAGE Siagne et Argens, etc.) ;
- le Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PBACC) 2024-2030;
- les démarches "ressource" (PGRE Siagne, coordination à l'échelle des bassins) ;
- les outils opérationnels déjà mobilisés (schémas directeurs, programme de renouvellement, sectorisation, télérelève/optimisation, actions de sobriété, etc.) ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes exerce la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) depuis le 1er janvier 2018 pour laquelle elle s'appuie sur une organisation par bassins versants notamment celui de la Siagne (partenariat avec le SMIAGE) et celui de l'Argens (partenariat avec le SMA);

CONSIDERANT que les communes du territoire exercent la compétence de collecte, transport, stockage et traitement des eaux pluviales et qu'à ce titre les actions portant sur l'infiltration des eaux de pluie grâce à la désimperméabilisation et la déconnexion des réseaux sont à la main des communes ;

CONSIDERANT que, dans la continuité de la dynamique engagée par la Communauté de communes, et pour soutenir et accélérer un programme d'actions cohérent à l'échelle du territoire impliquant tous les maitres d'ouvrage compétents, un Contrat Eau et Climat impliquant notamment l'Agence de l'Eau, les services de l'Etat, le Département et la Région et définissant un périmètre d'actions définies éligibles aux modalités de financement associées a été élaboré ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

CONSIDERANT que ce contrat repose sur un portefeuille structuré de 24 actions représentant un montant total de 14 923 500 € sur la durée du contrat 2027-2029 (du 29/09/2026 et 31/12/2029) et que le financement de ce programme repose sur une mobilisation conjointe de la Communauté de communes en tant que maître d'ouvrage principal et des partenaires financiers, en particulier l'Agence de l'eau dont les aides s'élèvent à 7 273 150 € ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes a validé en juin 2026 les 19 actions à mener par ses services ;

CONSIDERANT que ces actions portent notamment sur une étude de projet visant à la restauration des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (thématique Milieux aquatiques), l'optimisation des sources de la Siagnole, l'amélioration du taux de rendement des réseaux d'eau potable (thématique Ressources) , la mise à jour des schémas directeur des eaux usées, la réhabilitation des réseaux d'eaux usées et des stations d'épuration, les actions communales visant à favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol (thématique Pollution) et les pilotage et animation du contrat à intervenir (thématique Transversale) ;

CONSIDERANT que, le territoire étant caractérisé par une pluralité de bassins versants, la Communauté de communes organise le pilotage du contrat à son échelle tout en veillant à une articulation étroite avec les instances de gouvernance de bassin versant existantes afin d'assurer la cohérence des orientations stratégiques et des actions mises en œuvre (Commission locale de l'eau/CLE du SAGE de la Siagne, CLE du SAGE de l'Argens et CLE du SAGE du Verdon) ;

CONSIDERANT enfin que les 14 autres actions propres à la Communauté et ses communes membres (liste des actions « hors contrat » en annexe 5 du projet de contrat joint) pourront faire l'objet ultérieurement de financements par l'Agence de l'eau.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** les termes du Contrat Eau et Climat à intervenir avec l'Agence de l'Eau RMC, l'Etat, la Région, le Département et les communes du territoire dont le projet est joint en annexe à la présente ;
- **AUTORISE** le Président à signer ledit contrat et tout document y afférant.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

Pays de Fayence
Provence d'Azur

PRÉFET DU VAR
Liberté
Égalité
Fraternité

Contrat Eau et Climat de la Communauté de Communes du Pays de Fayence 2026-2029

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Table des matières

Introduction ... 3
Présentation générale ... 3
1.Le territoire du contrat ... 3
2.La structuration des acteurs de l'eau ... 5
Les enjeux de l'eau du territoire ... 11
1.Enjeux du territoire au regard du SDAGE et du PBACC ... 11
2.Enjeux eau « autres » ... 12
Le contrat eau et climat de la Communauté de Communes du Pays de Fayence ... 16
L'instance de gouvernance du contrat ... 16
La structure porteuse du contrat ... 17
Adéquation du contrat avec les moyens prévus ... 18
Indicateurs de suivi du contrat ... 19
Le contrat ... 22
Article 1 - Objet du contrat ... 22
Article 2 - Périmètre et structure porteuse ... 23
Article 3 - Durée du contrat ... 23
Article 4 - Description du programme d'actions et échéancier ... 23
Article 5- Engagements des signataires ... 23
5.1. Engagement des maîtres d'ouvrage ... 23
5.2. Engagement de la Communauté de Communes du Pays de Fayence ... 24
5.3. Engagement de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ... 24
5.4. Engagement de l'Etat ... 25
Article 6 - Modalités de pilotage/suivi/ évaluation du contrat ... 25
Article 7- Modification et résiliation ... 25
Annexe 1 : Grille d'analyse des enjeux du contrat ... 27
Annexe 2 : Programme d'actions (tableau récapitulatif financier) ... 27
Annexe 3 : Fiches actions ... 27
Annexe 4: Tableau portant sur les conditions d'éligibilité ... 27
Annexe 5 : Tableau des actions « hors contrat » ... 27

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Introduction

Le Pays de Fayence est un territoire confronté à une **forte tension sur la ressource en eau**, marqué à la fois par un déficit quantitatif durable et par une fragilisation du système d'alimentation en eau potable ainsi qu'un enjeu important sur la qualité d'eau illustrés par des épisodes de turbidité.

En matière d'assainissement, ces enjeux se traduisent par des **pressions de pollution et des dysfonctionnements des réseaux**, nécessitant des actions prioritaires de mise à niveau afin de limiter les impacts sur les milieux et d'assurer la conformité des équipements.

Le territoire du Pays de Fayence est engagé dans un **Plan Marshall** adopté en 2023 autour de cinq axes de travail visant à renforcer durablement la performance des services d'eau et d'assainissement.

Le Contrat Eau et Climat s'inscrit dans la **continuité de cette dynamique** comme principal outil opérationnel afin de renforcer la cohérence, l'impact et la lisibilité de l'action du Pays de Fayence sur la thématique de l'eau en réponse aux priorités du territoire, **en structurant et en amplifiant des actions déjà engagées sur l'ensemble des leviers du service**.

Le Contrat Eau et Climat constitue par ailleurs le cadre de convergence entre le Plan Marshall et :

- Les orientations de **planification** et de **programmation** applicables (SDAGE Rhône Méditerranée (RM) 2022-2027 et son programme de mesures associé, PAOT Var et Alpes maritimes, SAGE Siagne et Argens, Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PBACC) 2024-2030);
- Les **démarches "ressource"** (PGRE Siagne pour les périmètres concernés, coordination à l'échelle des bassins) ;
- Les **outils opérationnels déjà mobilisés** (schémas directeurs, programme de renouvellement, sectorisation, télérelève/optimisation, actions de sobriété, etc.).

Le présent Contrat Eau et Climat porte sur un périmètre d'actions définies, éligibles aux modalités de financement associées. Il s'inscrit toutefois dans une dynamique territoriale plus large, au sein de laquelle d'autres actions, sont amenées à être portées par la Communauté de Communes du Pays de Fayence et ses partenaires. Ces actions, contribuant également aux objectifs poursuivis en matière de gestion de l'eau et d'adaptation au changement climatique sont présentées à titre informatif en **Annexe 5** (Tableau des actions « hors contrat ») afin d'assurer une vision d'ensemble des dynamiques engagées à l'échelle du territoire.

Présentation générale

1. Le territoire du contrat

Le périmètre du présent Contrat Eau et Climat correspond à l'intégralité du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence (**CCPF**), située dans le département du Var, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le **Pays de Fayence**, situé à l'intérieur des terres, entre les montagnes de l'Estérel et les Gorges du Verdon, constitue l'un des joyaux du Var. Sont localisés à l'est le Pays de Grasse et le Pays de Lérins, et à l'ouest le Pays Dracénois.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

La CCPF regroupe neuf communes : Bagnols en Forêt, Callian, Fayence, Mons, Montauroux, Saint Paul en Forêt, Seillans, Tanneron et Tourrettes.

La superficie totale du territoire du Pays de Fayence est de 356 km^2, soit 5.9% de la surface du département du Var. La densité de population moyenne est de 51 habitants/km^2.

Avec environ 30 000 habitants, les trois quarts de cette population se concentre sur quatre communes : **Montauroux et Callian, Tourrettes et Fayence**, situé au cœur du bassin de vie.



La grande diversité géographique et paysagère de ce territoire se traduit par des usages de l'eau variés et par des enjeux différenciés en matière de gestion de la ressource, de qualité des eaux, de préservation des milieux aquatiques et de prévention des risques.

L'ensemble des communes de la CCPF est concerné par le Contrat Eau et Climat, celui-ci ayant vocation à constituer le cadre de référence territorial pour la mise en cohérence des politiques de l'eau à l'échelle intercommunale.

Du point de vue hydrographique, le territoire de la CCPF s'inscrit à l'interface :

- Du bassin versant de la Siagne,
- Du bassin versant de l'Argens,
- Du bassin versant du Verdon, sur la frange nord du territoire (sur la Commune de Seillans) et
- Du littoral de Fréjus.

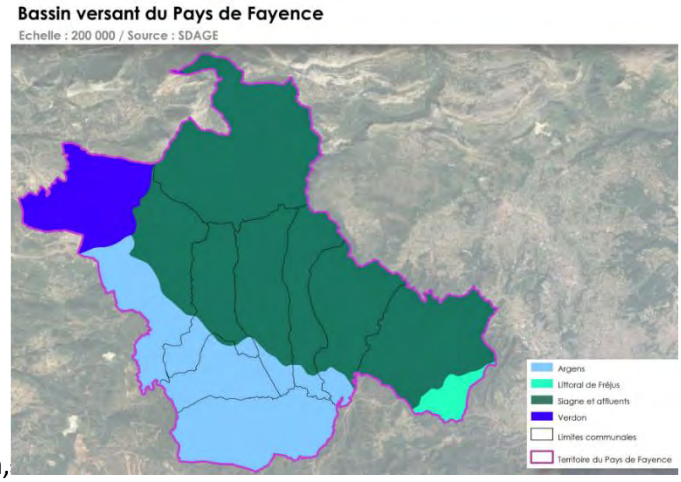


Figure 1 - Carte du Bassin versant du Pays de Fayence (source SDAGE)

Les bassins relèvent du district hydrographique Rhône Méditerranée. Les bassins versants de la Siagne et de l'Argens concentrent l'essentiel des pressions et des enjeux identifiés à l'échelle du territoire. Le présent Contrat Eau et Climat est ainsi structuré autour de ces deux bassins versants.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

2. La structuration des acteurs de l'eau

L'échelle du bassin de vie du Pays de Fayence est apparue comme la plus pertinente afin de gérer les défis et les ambitions du territoire pour les habitants, les acteurs économiques ainsi que les partenaires institutionnels. La Communauté de Communes du Pays de Fayence est une intercommunalité créée en août 2006, succédant au Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) du Pays de Fayence, fondé en 1972. Son siège se situe à Fayence.

La CCPF intervient sur les sujets d'intérêt intercommunal tels que l'aménagement du territoire, le tourisme, la gestion de l'eau et de l'assainissement, la collecte et le traitement des déchets, ainsi que les services à la petite enfance et le sport. En complément de ses compétences en matière de développement économique contribuant au dynamisme et à l'accompagnement des acteurs locaux, la CCPF met en œuvre des projets pour améliorer la qualité de vie de ses habitants et promouvoir le développement durable de son territoire.

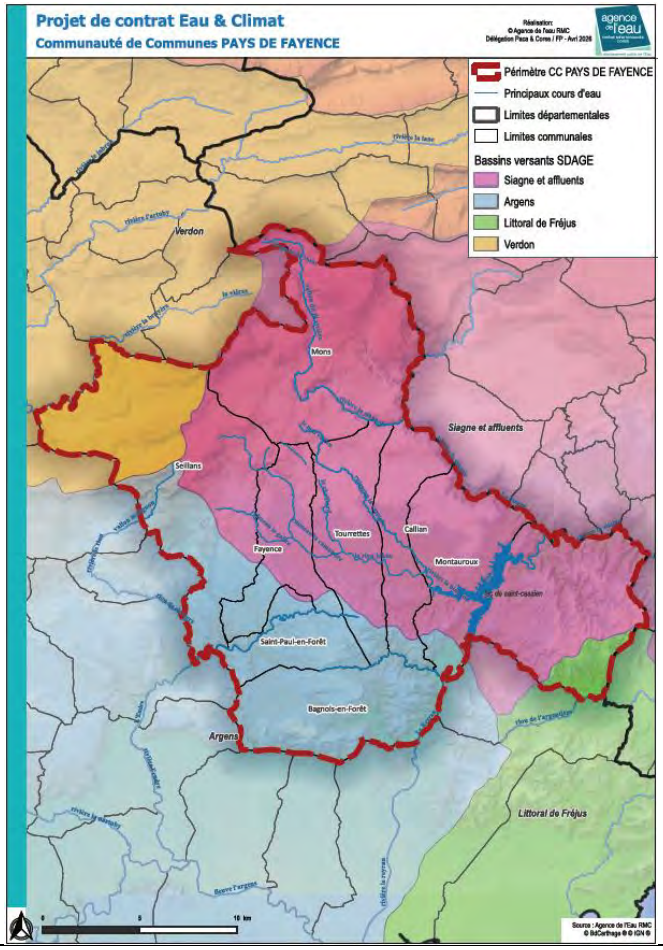
La Communauté de Communes du Pays de Fayence exerce les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement en régie directe depuis le 1er janvier 2020 à l'échelle des 9 communes du territoire du Pays de Fayence.

Le tableau portant sur les conditions d'éligibilité au regard du prix de l'eau et de l'assainissement par commune du territoire ainsi que la date des schémas directeurs est proposé en **Annexe 4** (Tableau portant sur les conditions d'éligibilité).

a. Acteurs et périmètres de gestion de l'eau sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence

Nb habitants	*29 769 habitants (CCPF, chiffre INSEE 2022)*
Nb communes et EPCI	▪ *9 communes membres : Bagnols-en-Forêt, Callian, Fayence, Mons, Montauroux, Saint-Paul-en-Forêt, Seillans, Tanneron, Tourrettes* ▪ *Un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) unique : la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF)*
EPTB, EPAGE ou syndicats de BV	*La CCPF exerce la compétence GEMAPI et est :* - *membre du Syndicat Mixte Inondation, Aménagement et Gestion de l'Eau de la Siagne (SMIAGE) pour le bassin versant de la Siagne* - *membre du Syndicat Mixte de l'Argens (SMA) pour le bassin versant de l'Argens* - *un partenaire du Parc Naturel Régional du Verdon/EPAGE Verdon pour la partie nord dans le bassin du Verdon* *Le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence est couvert par 2 Établissements Public Territorial de Bassin (EPTB) (SMA et SMIAGE) et par un Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE) : EPAGE VERDON.*
Zonage solidarité (FFR et ZRR) : nb communes	*N/A*
Principales activités économiques liées à l'usage de l'eau	*Tourisme, agriculture et hydro-électricité*
SAGE(s), SCOT(s), PLUiexistants	▪ *Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Siagne, (stratégie validée en 2026)*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

	▪ *Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Argens (en cours - délimitation d'un périmètre qui a été fixé par arrêté préfectoral du 4 août 2025)* ▪ *Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Verdon, octobre 2014* ▪ *Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) : existant (approuvé en 2019), en révision depuis juin 2021, enquête publique tenue en juin–juillet 2025* *Le territoire n'est pas concerné par un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).*
Outils opérationnels (PTGE, PAPI) existants	▪ *Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) du Bassin Versant de la Siagne, juillet 2022* ▪ *Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de la Siagne (Programme d'Études Préalables (PEP) du PAPI actuel validé par le préfet le 17 août 2021)* ▪ *Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de l'Argens complet labellisé depuis le 7 juillet 2016*
Bassins versants du SDAGE concernés	Les bassins versants du SDAGE RM concernés sont la Siagne, l'Argens. Le territoire présente également des interactions avec des unités hydrographiques limitrophes, notamment avec le littoral de Fréjus et partiellement le bassin versant du Verdon. 
Milieux aquatiques (codes des ME superficielles cours d'eau, plans d'eau, eaux côtières, eaux de transition)	***Cours d'eau*** *Bassin de la Siagne* - FRDR11549 - rivière la Siagnole des Mons

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

	- FRDR96b - Siagne du barrage de Montauroux au barrage de Tanneron y compris le Biançon à l'aval de Saint-Cassien - FRDR97 - Biançon à l'amont de Saint-Cassien - FRDR10106 - Riou blanc - FRDR11248 - Gros Vallon de la Verrerie *Bassin de l'Argens* - FRDR10215 - Riou de claviers - FRDR11979 - Riou de Méaulx - FRDR105 - L'Endre - FRDR11014 - rivière Le blavet - FRDR11563 - rivière La Grande Garonne - FRDR11013 - rivière Le Reyran ***Plan d'eau (fait partie du bassin versant de la Siagne)*** *FRDL107 - Lac de Saint-Cassien* *Le territoire n'est pas concerné par des **masses d'eau côtières** ou de **transition**.*
Principales nappes (codes des masses d'eau souterraines)	*Sont identifiées dans le SDAGE comme stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle et future les principales nappes d'eaux suivantes pour le territoire :* - FRDG165 - Massif calcaire Mons-Audibergue - FRDG139 - Plateaux calcaires des Plans de Canjuers, de Tavernes-Vinon et Bois de Pelenq - FRDG169 - Calcaires et dolomies du Muschelkalk de l'avant-Pays provençal *Autres nappes :* - FRDG 520 - Formations gréseuses et marno-calcaires de l'avant-Pays provençal (imperméable localement), - FRDG 609 - Socle des massifs de l'Estérel, des Maures et Iles d'Hyères (Socle)

b. Focus sur les constats et orientations donnés par la CCPF au titre de sa compétence eau potable pour répondre aux défis du territoire

Le bassin versant de la Siagne est en déséquilibre quantitatif vis-à-vis de la ressource disponible dans le SDAGE RM (2022-2027), avec des zones d'assecs critiques. Ces assecs sont liés au fonctionnement du bassin versant qui occasionnent de nombreuses pertes. Néanmoins, les conséquences de ces phénomènes naturels pourraient être aggravés, et leur fréquence accrue en raison des prélèvements

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

à l'amont et des évolutions climatiques. La Siagnole de Mons, affluent de la Siagne est la ressource principale du territoire du Pays de Fayence.

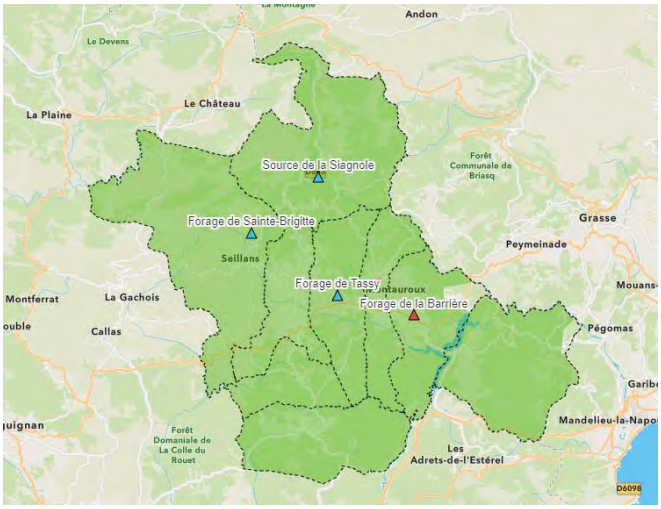
Dans ce contexte tendu, le territoire dépend pour son alimentation en eau potable actuelle et future essentiellement de trois nappes d'eau : Massif calcaire Mons-Audibergue, Plateaux calcaires des Plans de Canjuers, de Tavernes-Vinon et Bois de Pelenq, Calcaires et dolomies du Muschelkalk de l'avant-Pays provençal.

En aval, les schémas de distribution de l'eau potable initiés par la CCPF en 2020 dans le cadre de sa compétence en matière d'eau et d'assainissement ont démontré la nécessité de réaliser d'importants travaux de rénovation des infrastructures pour améliorer l'efficacité et réduire les pertes.

La commune de Seillans a été particulièrement touchée par une sécheresse sévère de décembre 2021 à octobre 2023, entraînant l'assèchement des forages de Sainte Brigitte et des forages de secours à Montauroux et Tassy. Cette situation a nécessité des mesures d'urgence, telles que des rotations de camions-citernes pour assurer une alimentation limitée en eau.

Cette **situation récurrente depuis plusieurs années** avait déjà contraint la CCPF à prendre des mesures importantes en matière de restriction de la consommation d'eau. Des arrêtés municipaux ont été émis pour limiter l'usage de l'eau potable à 100 litres par jour et par personne, avec des dispositifs de réduction de débit pour les gros consommateurs. Grâce à ces mesures et à la prise de conscience des habitants, le territoire a réussi à éviter toute interruption d'approvisionnement entre décembre 2021 et décembre 2023.

Carte interactive turbidité, et extrait ci-dessous 21/4/26[1]) :



Dans un contexte de forte tension sur la ressource en eau, la **turbidité de l'eau peut être ponctuellement affectée**, en particulier lors des remises en charge des réseaux, des variations rapides de débits, ou de la mobilisation de ressources plus vulnérables en période de crise hydrique.

Aussi, dans une logique d'adaptation à une situation qui risque de se reproduire fréquemment, le **Pays de Fayence a mis en place un plan d'action ambitieux pour faire face aux défis liés à la gestion de l'eau potable et agricole, également appelé le "Plan Marshall" de l'eau**. Le plan d'actions a été déployé autour de cinq axes principaux afin de sécuriser l'approvisionnement en eau :

[1] *Source : Carte interactive de la CCPF, Information turbidité https://ccpf83.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=5ab5959e9ee54fe38dba2322bdce178b&fbclid=IwY2xjawI-NcRleHRuA2FlbQIxMAABHdZ95cCrVVl_HW-I96KLFbizOcLL51FyQSAvsMbzRqYYZEZRSO0yccoyIQ_aem_L-QM_49AxPUZYa3nn0XSsA*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

- La réduction de la consommation collective et individuelle,
- La modernisation du réseau de distribution,
- La sécurisation des ressources existantes et la modernisation du réseau de production,
- La mobilisation de nouvelles ressources,
- L'amélioration de la gouvernance de l'eau à une échelle répondant aux enjeux du changement climatique.

Ces mesures visent à assurer un approvisionnement en eau stable et durable pour les habitants et les exploitants agricoles du Pays de Fayence, malgré les défis posés par la sécheresse et le changement climatique.

La Communauté de communes a par ailleurs suspendu certaines opérations d'urbanisme dans l'attente de la sécurisation de l'alimentation en eau potable et a ajusté les activités touristiques en période de tension sur la ressource. En complément, un programme structuré de sensibilisation des usagers a été mis en œuvre, associé à la diffusion de dispositifs hydro-économes, avec une mobilisation renforcée de la Régie des Eaux afin d'accompagner la réduction des consommations.

Dans ce contexte, une **tarification dissuasive et équitable a été mise en place** pour réduire la consommation, qui a baissé de 7 % en 2022 et de 15 % en 2023. La Communauté de communes a par ailleurs décidé la **mise en place d'une tarification adaptative de l'eau**, avec la mise en place d'une grille adaptative combinant l'abonnement, le tarif de base, les tarifs pour les consommations extrêmes ainsi qu'un tarif activable en période de crise, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives à la tarification de l'eau potable.

Ce dispositif repose sur l'application d'une majoration tarifaire sur les volumes consommés au-delà de seuils définis, visant à renforcer le signal-prix en situation de crise et à inciter à des comportements de sobriété, en complément des mesures réglementaires de restriction des usages.

Des travaux annuels de réduction de la pression, de recherche et de réparation des fuites, ainsi que de renouvellement des réseaux, ont **permis d'augmenter le taux de rendement des réseaux de distribution d'eau potable en Pays de Fayence de 63 % à 78,66 % en 2024**.

Les années de sécheresse de 2022 et 2023, ayant causé l'assèchement des forages de Sainte Brigitte et des forages de secours à Montauroux et Tassy, ont également mis en lumière le **caractère indispensable du projet de création d'un réseau d'eau agricole** couvrant les communes de Montauroux, Callian et Tourrettes.

La CCPF porte ainsi un projet multipartenarial de création d'un réseau d'irrigation agricole permettant d'approvisionner les agriculteurs en eau, d'accélérer la transition des pratiques agricoles et de renforcer la filière alimentaire.

Au-delà du raccordement, le projet permettra par ailleurs de soutenir le territoire dans l'accélération de la transition des filières alimentaires afin de répondre aux besoins de la restauration collective locale et plus généralement de la résilience du territoire en lien avec le développement durable et la diminution de la consommation des ressources.

Le projet de réseau hydraulique représente un montant total de 3,6 M€ porté et financé par la CCPF à 20% en complément d'un financement du FEADER ainsi que d'autres financeurs publics.

c. Organisation, fonctionnement et tarification des services d'eau potable et assainissement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

La compétence eau potable et assainissement est exercée par la CCPF sur l'ensemble du territoire.

- Le schéma directeur de distribution d'eau potable du Pays de Fayence a été approuvé par le Conseil communautaire le 2 juillet 2025.
- Le projet de zonage avant mise à l'enquête publique du schéma directeur de distribution assainissement collectif et non collectif du Pays de Fayence a été validé par le Conseil communautaire le 2 juillet 2025.

Chiffres clés relatifs à l'eau potable sur le territoire du Pays de Fayence

- 30 281 habitants desservis par la Régie des eaux
- 282 litres d'eau consommés en moyenne par jour et par habitant
- 4.09 millions de m³ d'eau brute prélevée pour l'eau potable du Pays de Fayence dont 2,76 millions de m³ exportés vers les territoires voisins
- 78,66 % de rendement du réseau de distribution (taux 2024)
- 22 ouvrages de production et unités de traitement (incluant 12 stations de chloration, 6 stations de javellisation et une usine de traitement) et 38 réservoirs
- 524,14 km de linéaire de réseau hors branchement

Chiffres clés relatifs à l'assainissement sur le territoire du Pays de Fayence

- 14 568 habitants raccordés à un système d'assainissement collectif
- 15 712 habitants non raccordés (assainissement non collectif)
- 10 stations d'épuration dont 3 ayant une capacité de traitement supérieure à 2 000 EH (Bagnols en Forêt, Callian / Montauroux et Seillans)
- 154,44 km de linéaire de réseaux
- 21 postes de relevage, 7 déversoirs d'orage et 2 bassins d'orage
- Taux de renouvellement réseau assainissement : 0,65% (en 2025)

Prix de l'eau et modalités de facturation

La tarification en Pays de Fayence répond à une **des conditions d'éligibilité de l'Agence de l'eau** conformément au Tableau portant sur les conditions d'éligibilité en **Annexe 4**.

d. **Exercice de la compétence de gestion des eaux pluviales**

Sur le territoire du contrat, les services correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales relèvent de la compétence des communes. A ce titre, les actions portant sur l'infiltration des eaux de pluies grâce à la désimperméabilisation et à la déconnexion des réseaux, sont à la main des communes, la CCPF se positionnant en animateur et consolidateur de cette démarche.

e. **Exercice des compétences GEMAPI**

Depuis le 1er janvier 2018, la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) est exercée par la CCPF. Pour la mise en œuvre opérationnelle de cette compétence, la CCPF s'appuie sur une organisation par bassins versants :

- Sur le bassin versant de la Siagne, la CCPF est partenaire du Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau de la Siagne (SMIAGE) ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Sur le bassin versant de l'Argens, la CCPF est partenaire du Syndicat Mixte de l'Argens (SMA).

Ces syndicats assurent, pour le compte des collectivités, la mise en œuvre d'actions relatives :

- À l'entretien et à la restauration des cours d'eau,
- À la continuité écologique,
- À la gestion des zones humides,
- À la prévention des risques d'inondation.

Le financement de cette compétence repose notamment sur le produit de la taxe GEMAPI, fixé annuellement par délibération. Pour l'année 2026, le produit de la taxe GEMAPI a été fixé à 155 262 € au regard des prévisions du SMIAGE et du SMA pour leurs frais de structure et de travaux sur ces volets (délibération du Conseil Communautaire de la CCPF du 29 avril 2026).

Le produit de la taxe GEMAPI est déterminé annuellement par délibération du Conseil communautaire, en fonction des besoins de financement des syndicats de bassin versant partenaires (SMIAGE et SMA) et des programmes d'actions effectivement engagés sur le territoire.

Compte tenu de la variabilité des opérations programmées d'une année sur l'autre, tant en nature qu'en volume financier, il n'est pas défini à ce stade de trajectoire pluriannuelle d'évolution de la taxe GEMAPI.
Son niveau est ainsi ajusté chaque année en fonction des besoins constatés, dans une logique d'adéquation entre les ressources fiscales mobilisées et les dépenses d'investissement et de fonctionnement nécessaires à l'exercice de la compétence.

Les enjeux de l'eau du territoire

1. Enjeux du territoire au regard du SDAGE et du PBACC

Les enjeux du territoire au regard du SDAGE et du PDM sont présentés en **Annexe 1** dans la Grille d'analyse des enjeux du contrat.

Les SDAGE précédents ont identifié le bassin versant de la Siagne en situation de déséquilibre quantitatif nécessitant l'élaboration de plan de gestion quantitative de la ressource en eau (PGRE). Ce plan de gestion a été validé en juillet 2022 et visent la mise en œuvre d'actions sur 6 ans. Le présent contrat intègre les actions identifiées dans ce PGRE.

Urgence à agir vis-à-vis du PBACC
Le PBACC identifie les vulnérabilités suivantes pour les sous-bassins versants du territoire :

		PBACC : profil de vulnérabilité du territoire					
Code Sous bassin versant SDAGE	Nom Sous bassin versant SDAGE	Perte de biodiversité aquatique	Perte de biodiversité humide	Amplification des risques naturels liés à l'eau	Baisse de la disponibilité en eau	Détérioration de la qualité de l'eau	Assèchement des sols
LP_15_13	Siagne et affluents	5	5	4	5	4	5
LP_15_01	Argens	3	4	4	5	5	5
DU_13_15	Verdon	4	3	1	5	4	4

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Le contrat permettra de répondre à deux défis territorialisés du PBACC. Les bassins versants concernés par défi sont les suivants :

- *Le défi 1 : le bassin versant de la Siagne*
- *Le défi 20 : bassins versants de la Siagne et de l'Argens*

***Légende :** 1 = peu vulnérable à 5 = vulnérabilité très élevée*

Dans le diagnostic réalisé dans le cadre de Plan de Bassin d'Adaptation au Changement Climatique (PBACC), le territoire de la communauté de communes du Pays de Fayence a été ciblé comme territoires cibles pour répondre à plusieurs défis, recensés ci-dessous. A ce titre les opérations du programme d'actions répondent aux défis suivants :

- **Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030** grâce aux opérations de construction d'un bassin de stockage permettant l'optimisation des sources de la Siagnole et l'amélioration du rendement des réseaux de Tourrettes, Montauroux et Bagnols en forêt par le remplacement des canalisations existantes ;
- **Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées** (infiltration de l'eau à la source) grâce aux actions à porter par les communes de Callian, Fayence, Montauroux, Saint-Paul-en-Forêt et Montauroux visant à favoriser l'infiltration dans le sol.

2. Enjeux eau « autres »

Enjeux au titre de la Directive Cadre sur l'eau

La qualité des eaux superficielles et souterraines est globalement bonne, comme l'illustrent les indicateurs d'état du territoire vis-à-vis de l'atteinte du bon état (tableau ci-dessous), bien que certains secteurs soient exposés à des pressions.

Etat du territoire vis-à-vis de l'atteinte du bon état[2]

Nombre de masses d'eau superficielles (cours d'eau, plans d'eau, eaux côtières, eaux de transition) dont % en mauvais état écologique	11, dont aucune en mauvais état écologique (25 % en état médiocre et 25 % en état moyen)
Nombre de masses d'eau superficielles dont % en mauvais état chimique	11, dont 0% en mauvais état chimique
Nombre de masses d'eau sensibles à l'eutrophisation	Aucune masse d'eau n'est sensible à l'eutrophisation.
Enjeux GEMA et PI	Oui : la restauration physique des cours d'eau et la réduction de l'aléa d'inondation.
Pressions majoritaires s'exerçant sur les masses d'eau (état des lieux 2019)	• Pollutions par les nutriments urbains et industriels • Pollutions par les nutriments agricoles • Pollutions par les pesticides • Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides) • Prélèvements d'eau • Altération du régime hydrologique

[2] *Sources : Etat initial de l'environnement du SCoT de la CC Pays de Fayence (2024) et PDM territorialisé de l'AERMC sur Siagne et affluents - LP_15_13*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Pressions majoritaires s'exerçant sur les masses d'eau (état des lieux 2025)	• Pollutions par les nutriments urbains et industriels • Pollutions par les pesticides • Altération de l'hydrologie • Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides) • Prélèvements d'eau • Altération de la continuité écologique • Altération de la morphologie
Nombre de masses d'eau souterraines dont % en mauvais état quantitatif	5, dont 0% en mauvais état écologique
Nombre de masses d'eau souterraines dont % en mauvais état chimique	5, dont aucune en mauvais état chimique
MESO à fort enjeu pour la satisfaction des besoins en alimentation en eau potable ou ZS à préserver	• **FRDG165 -** Massif calcaire Mons-Audibergue • **FRDG139 -** Plateaux calcaires des Plans de Canjuers, de Tavernes-Vinon et Bois de Pelenq • **FRDG169 -** Calcaires et dolomies du Muschelkalk de l'avant-Pays provençal
Etat d'équilibre ou de déséquilibre du territoire issu du SDAGE (sup et sout)	Bassins versants de l'Argens et la Siagne. Bassins sur lesquels des actions sont nécessaires pour résorber les déséquilibres quantitatifs et atteindre le bon état
Territoire cible pour une démarche eau et substances (problématique vis à vis des pollutions domestiques, industrielles et agricoles)	NA

Enjeux au regard du SAGE Siagne

Les enjeux majeurs pour l'eau sur le territoire de la Siagne sont :

- L'équilibre entre les usages et la préservation des milieux,
- La protection et l'amélioration de la qualité des eaux,
- La restauration et la gestion durable des milieux aquatiques,
- La prévention et la gestion des risques d'inondation,
- L'adaptation au changement climatique.

Ces **enjeux sont au cœur de la stratégie du SAGE Siagne** et conditionnent le développement durable du territoire.

Le diagnostic du SAGE met en évidence que **l'équilibre quantitatif de la ressource en eau est un enjeu central** : bien que la Siagne dispose d'une ressource abondante, celle-ci est fortement sollicitée par l'eau potable, l'agriculture et l'hydroélectricité, ce qui crée des tensions locales, notamment en période d'étiage ou face au changement climatique.

La **qualité des eaux superficielles et souterraines est globalement bonne, mais vulnérable aux pollutions diffuses et ponctuelles**, avec des secteurs où des altérations sont déjà observées, notamment dans la plaine de Fayence et la Siagne aval.

Le **bon fonctionnement des milieux aquatiques dépend de la préservation des cours d'eau**, zones humides et ripisylves, qui sont fragilisés par l'artificialisation, les ouvrages et la fragmentation des habitats, alors que la biodiversité locale reste riche mais menacée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Enfin, les **risques d'inondation sont élevés**, aggravés par l'urbanisation et les modifications morphologiques des cours d'eau, avec des impacts humains, économiques et environnementaux importants, nécessitant une gestion intégrée et des mesures de prévention.

Dans ce contexte, **l'adaptation au changement climatique impose d'anticiper les évolutions**, de gérer la ressource de façon économe et partagée, et de préserver les milieux naturels pour garantir la durabilité du territoire.

Enjeux au regard du SCoT de la Communauté de communes du Pays de Fayence

Faisant le constat de **tensions préoccupantes et qui devraient s'aggraver sur la ressource en eau**, les **actions proposées au titre du SCoT** dans le diagnostic environnemental de l'environnement concerne trois axes principaux :

- **L'augmentation du rendement des réseaux** sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Fayence, de 67,6 % en 2020 à 78,66 % en 2024 sur l'ensemble du Pays de Fayence montre une démarche particulièrement dynamique de la CCPF pour moderniser les réseaux. Cependant la réhabilitation est particulièrement urgente dans certaines communes comme Seillans dont le taux de rendement évalué reste faible (54,92% en 2025).
- **La recherche d'une nouvelle solution en approvisionnement**, notamment en organisant un raccord au lac de Saint-Cassien, permettant d'alimenter les communes en eau potable, des études de faisabilités devant être réalisées.
- Une **limitation drastique des droits à bâtir** sur l'ensemble de la CCPF tant que cette nouvelle solution n'est pas mise en œuvre, pour ne pas augmenter la pression sur la ressource et permettre de limiter la fréquence et la durée des coupures d'eau qui sont, à ce stade, inévitables.

Enjeux au titre du Document d'objectifs du site Natura 2000 FR9301574 « Gorges de la Siagne » (DOCOB)

L'hydrosystème de la Siagne fait l'objet d'une approche intégrée d'intervention présentée dans le DOCOB, structurée autour de **trois grands axes d'action** portant sur le débit, la qualité de l'eau et le fonctionnement du fleuve et de ses berges.

Axe portant sur le débit
S'agissant du débit, les actions envisagées visent à garantir une **gestion durable et régulée de la ressource**. Elles reposent en premier lieu sur une **meilleure maîtrise des prélèvements et de l'approvisionnement**, afin de prévenir toute surexploitation. Le **respect des débits réservés** constitue également un enjeu majeur pour assurer la pérennité des équilibres écologiques du cours d'eau. Par ailleurs, **l'entretien des sources** apparaît essentiel pour limiter les pertes et garantir un écoulement optimal vers le lit du fleuve. Enfin, le **renforcement des capacités de stockage en eau potable** doit permettre de lisser les variations de la demande et de réduire les pics de prélèvement, contribuant ainsi à une meilleure régulation globale du système.

Axe portant sur la qualité de l'eau
En matière de pollution, les actions à engager relèvent principalement d'une **approche à la fois préventive et corrective**. Elles impliquent tout d'abord **l'identification exhaustive des sources de pollution**, permettant d'en comprendre les origines et de cibler les actions à mettre en œuvre, en particulier dans les zones les plus sensibles. **L'analyse de la toxicité et de la persistance des polluants**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

doit par ailleurs permettre de mieux évaluer les risques associés et de définir les réponses adaptées en cas d'incident. La **transformation des pratiques** constitue également un levier central, à travers le développement de solutions alternatives, la promotion de pratiques agricoles plus vertueuses et la réduction des intrants polluants. Enfin, ces actions sont complétées par des **dispositifs de gestion des déchets** et des aménagements spécifiques visant à **limiter les pressions sur le milieu**.

Axe portant sur le fonctionnement du fleuve et de ses berges
Concernant le fleuve et ses berges, les actions portent sur la **préservation du fonctionnement écologique et morphologique du cours d'eau**. **L'entretien des berges et du lit**, notamment par des techniques de génie végétal, vise à garantir un écoulement fluide et à limiter les risques d'obstruction. Le **maintien des habitats aquatiques**, en particulier des frayères, est indispensable pour assurer la reproduction des espèces et la pérennité des populations. La **conservation de la ripisylve** joue un rôle structurant dans la stabilisation des berges, la régulation des écoulements et la filtration des pollutions diffuses. Par ailleurs, le **suivi des phénomènes de colmatage du lit** constitue un enjeu émergent nécessitant le développement de solutions adaptées. Enfin, des aménagements spécifiques doivent permettre de **restaurer la continuité écologique du cours d'eau**, en facilitant les échanges entre populations d'espèces.

Enjeux au titre des priorités de l'Agence régionale de santé (ARS)
Des précipitations importantes ont donné lieu récemment à des **épisodes de turbidité** sur le territoire du Pays de Fayence, rendant temporairement l'eau non conforme à la consommation directe sur une partie des communes. Le maximum réglementaire est 2 NFU au robinet.

Conformément aux procédures établies avec l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Régie des eaux a déclenché un **dispositif de suivi renforcé et diffuse des consignes sanitaires adaptées**. La zone de distribution concernée est : ADDUC. MONTAUROUX VILLAGE-ECART EST.

Au-delà des solutions de réponse à court terme (distribution de bouteilles, solution mobile de filtration pour un volume limité), à moyen terme, la **création d'un système de filtration en tête de réseau** pour l'ensemble des besoins du territoire vise à sécuriser la ressource Siagnole sur le plan qualitatif.

La **mise à niveau des STEP du territoire présentant les rendements les plus réduits apparait comme un enjeu prioritaire**.

Concernant la lutte contre les pollutions, dans un contexte conjuguant renforcement des exigences réglementaires et obsolescence de certains équipements :

- Les actions du contrat permettent d'assurer des **mises à niveau indispensables pour préserver le bon état des masses d'eau**, intégrant une réflexion technique et stratégique sur trois communes qui feront l'objet d'un renouvellement de leur schéma directeur (Seillans, Fayence, Tourrettes) et le remplacement de trois stations d'épuration (Tanneron, Broves en Seillans, Mons) (1820 EH concernés).
- Il prévoit aussi des **réhabilitations de canalisations défaillantes** sur 4 communes du territoire (Montauroux et Les Esterets, Montauroux et Callian, Fayence, Seillans) pour limiter les infiltrations parasites dans le système d'assainissement.
- Le délestage du réseau d'assainissement sera aussi favorisé par des actions ciblées, portées par 5 communes (Callian, Fayence, Montauroux, Saint-Paul-en-Forêt et Tourrettes), de **désimperméabilisation** permettant l'infiltration dans le sol des eaux de pluies.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Le contrat eau et climat de la Communauté de Communes du Pays de Fayence

L'instance de gouvernance du contrat

La gouvernance du présent Contrat Eau et Climat est organisée à l'échelle de la Communauté de Communes du Pays de Fayence. Elle s'inscrit dans une logique de gouvernance multi-acteurs, permettant d'assurer la cohérence des actions menées au regard des enjeux de gestion de la ressource en eau, de préservation des milieux aquatiques et d'adaptation au changement climatique.

L'instance de gouvernance définit les orientations stratégiques du contrat et veille à leur mise en œuvre opérationnelle. Elle s'appuie pour cela sur la CCPF, chargée de l'animation, de la coordination et du suivi du contrat, en lien étroit avec l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse et l'ensemble des partenaires concernés.

Articulation avec les instances de bassin versant
Le présent Contrat Eau et Climat s'inscrit dans un territoire caractérisé par une pluralité de bassins versants et, par conséquent, par l'existence de plusieurs instances de gouvernance à l'échelle hydrographique. Conformément aux principes définis par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée, la CCPF organise le pilotage du contrat à son échelle tout en veillant à une articulation étroite avec les instances de gouvernance de bassin versant existantes, afin d'assurer la cohérence des orientations stratégiques et des actions mises en œuvre.

Le territoire du Pays de Fayence est concerné par les instances de gouvernance suivantes :

- Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Siagne, portée par le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau de la Siagne (SMIAGE) ;
- Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de l'Argens, portée par le Syndicat Mixte de l'Argens ;
- Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE du Verdon, portée par l'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin versant du Verdon.

Ces instances constituent les cadres de référence de la gouvernance de l'eau à l'échelle des bassins versants, notamment pour la définition des orientations stratégiques et le suivi de leur mise en œuvre.

Modalités de rapportage et de dialogue avec les instances de bassin versant
Compte tenu de l'échelle intercommunale du contrat, la CCPF, en tant que structure porteuse, met en place des modalités de rapportage et de dialogue formalisées avec les instances de gouvernance de bassin versant concernées. À ce titre, la CCPF s'engage à :

- Assurer un partage régulier de l'information relative à l'avancement du Contrat Eau et Climat avec les Commissions Locales de l'Eau (CLE) concernées, notamment par la transmission des bilans annuels d'avancement du contrat et des éléments de suivi des actions en lien avec les orientations des SAGE ;
- Présenter, le cas échéant, les orientations et les résultats du Contrat Eau et Climat au sein des instances de gouvernance de bassin versant, afin de favoriser une lecture partagée et une cohérence d'ensemble des politiques de l'eau ;
- Veiller à la compatibilité des actions du contrat avec les objectifs et dispositions des SAGE concernés, et à l'articulation avec les démarches de bassin versant portées par les syndicats compétents.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

La structure porteuse du contrat

La structure porteuse est la Communauté de Communes du Pays de Fayence, qui assure :

- Le pilotage, le suivi, la mise en œuvre et l'évaluation du contrat
- L'animation et la coordination des différentes parties prenantes du contrat pour mettre en œuvre les actions
- Le suivi des indicateurs
- L'appui aux maîtres d'ouvrage pour le montage technique et financier
- La préparation des bilans annuels, mi-parcours et finaux

Organisation de la gouvernance
La gouvernance du contrat repose sur une articulation entre instances de pilotage politique et instances techniques, permettant d'assurer à la fois la validation stratégique, le suivi opérationnel et l'évaluation du contrat.

Un **Comité de pilotage (COPIL)** est mis en place à l'échelle du contrat. Il constitue l'instance de gouvernance stratégique du Contrat Eau et Climat. Le COPIL réunit notamment :

- La Communauté de Communes du Pays de Fayence, en tant que structure porteuse,
- L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse,
- Les collectivités et maîtres d'ouvrage concernés,
- Les partenaires institutionnels associés (DDTM, ARS, OFB, sous-préfecture de Draguignan,...)

Le COPIL a pour missions :

- De valider les orientations stratégiques du contrat,
- De suivre l'avancement global de la mise en œuvre du programme d'actions,
- D'examiner les bilans annuels,
- D'assurer la cohérence du contrat avec les démarches de bassin versant existantes.

Le COPIL se réunit au minimum, au moins une fois par an, autant que de besoin en fonction des enjeux du contrat et au minimum :

- Pour le lancement du programme à la suite de la signature du Contrat Eau et Climat,
- Une fois par année afin d'effectuer un point d'avancement annuel des actions engagées au cours de l'année écoulée,
- Pour un bilan à mi-parcours,
- Pour un bilan d'évaluation en fin de contrat.

Le bilan d'évaluation de fin de contrat abordera les points suivants :

- Bilan financier
- Bilan technique (en particulier sur base de la liste d'indicateurs de suivi du contrat)
- Résultats vis-à-vis des objectifs du contrat (PDM/PBACC)
- Fonctionnement de la démarche et de sa gouvernance

Un **Comité technique (COTECH)** est mis en place afin d'assurer le suivi opérationnel et technique du contrat. Le COTECH associe les services techniques de la CCPF, les maîtres d'ouvrage des actions, ainsi que les partenaires techniques concernés, dont l'Agence de l'eau RMC.

Il a pour missions :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Le suivi opérationnel des actions inscrites au contrat,
- L'échange technique entre les différents maîtres d'ouvrage,
- Le suivi des indicateurs de réalisation et de résultats,
- La préparation des éléments soumis au COPIL.

Le COTECH se réunit selon une fréquence adaptée aux besoins du contrat, généralement une à plusieurs fois par an.

Pilotage et animation du contrat
Le pilotage et l'animation du Contrat Eau et Climat sont assurés par la Communauté de Communes du Pays de Fayence, qui mobilise à cet effet **50% d'un équivalent temps plein (ETP) dédié**. Cette ressource sera rattachée au Directeur exécutif de la Régie des Eaux du Pays de Fayence.

Cette ressource sera chargée notamment :

- De la préparation, de l'organisation et de l'animation des comités de pilotage (COPIL) et des comités techniques (COTECH),
- De la coordination des différents maîtres d'ouvrage et partenaires,
- Du suivi de la mise en œuvre du programme d'actions,
- Du suivi et de la consolidation des indicateurs du contrat,
- De la formalisation des bilans annuels, du bilan à mi-parcours et du bilan final du contrat.

Les moyens financiers consacrés à l'animation et au pilotage du Contrat Eau et Climat sont estimés à 112 320 €HT sur la durée du contrat. Ils couvrent les coûts liés aux missions d'animation, de coordination, de suivi et d'évaluation du contrat, ainsi qu'aux actions transversales nécessaires à son bon déroulement.

Adéquation du contrat avec les moyens prévus
Le programme d'actions du Contrat Eau et Climat repose sur un portefeuille structuré de 27 actions, représentant un montant total 16 281 220€ sur la durée du contrat 2026–2029 (tel que détaillé dans le Programme d'actions en **Annexe 2**).

Le financement du programme repose sur une mobilisation conjointe :

- De la collectivité, en tant que maître d'ouvrage principal ;
- Et des partenaires financiers, en particulier l'Agence de l'eau, dont les aides s'élèvent à 8 014 524€.

La mise en œuvre du programme repose principalement sur la Communauté de Communes du Pays de Fayence qui assure également :

- Le pilotage des opérations,
- La coordination des maîtrises d'œuvre et des intervenants techniques,
- Et le suivi des indicateurs du contrat.

Ce dispositif est complété par un pilotage structuré (COPIL / COTECH) prévu dans le cadre du contrat, et des missions d'animation dédiées sur toute la durée du programme (2026–2029) , afin d'assurer le suivi, la coordination et la mise en œuvre opérationnelle du contrat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Volets du contrat	*Nombre actions*	*Budget prévisionnel*	*Aides AERMC*
MIA	1	200 000€	160 000€
RES	9	11 940 000€	5 970 000€
POL	18	4 028 900€	1 805 900€
TSV	3	112 320€	78 624€
TOTAL	31	16 281 220€	8 014 524€

Indicateurs de suivi du contrat

Un ensemble d'indicateurs a été défini afin d'assurer une lecture objectivée de l'avancement des actions, de la mobilisation des moyens financiers et du fonctionnement de la gouvernance.

Ces indicateurs, présentés ci-après, seront renseignés de manière régulière et mobilisés pour l'établissement des points d'avancement annuels ainsi que pour le bilan global du contrat.

Indicateurs	**Actions concernées**
Montant et pourcentage de consommation de l'enveloppe des aides	Toutes les actions du programme d'actions
Dont consommation de l'enveloppe des aides spécifiques	**10 actions** (RES-AEP-1a,1b et 1c + POL-ASS-5a, 5b et 5c + POL-PLUV-6a, 6b, 6f et 6g). Dont 4 permettront de répondre au défi 20 du PBACC (surfaces à déconnecter : 4 475 m²)
Nombre de réunions du COPIL	3 actions (TSV-ANIM-7a, 7b et 7c)
Nombre de réunions du COTECH	3 actions (TSV-ANIM-7a, 7b et 7c)
Nombre actions classiques prévues / Nb actions classiques réalisées	21 actions (MIA-MAH-8a, RES-ECO-1a, 1b, 1c, 2b, 2c et 2d +POL-SPEA-3a, 3b et 3c +POL-ASS-4a, 4b, 4c et 4d + POL-PLUV-6c, 6d et 6 e et 6h - + TSV-ANIM-7a, 7b et 7c). Dont 10 actions permettront de répondre aux défis 1 et 20 du PBACC :Volumes à économiser : 500 000 m³ - Surfaces à déconnecter : 10 408 m²
Nb actions spécifiques prévues / Nb actions spécifiques réalisées	**10 actions** (RES-AEP-1a,1b et 1c + POL-ASS-5a, 5b et 5c + POL-PLUV-6a, 6b, 6f et 6g). Dont 4 permettront de répondre au défi 20 du PBACC (surfaces à déconnecter 14 883 m²)
Nombre d'actions PAOT prévues / Nombre actions PAOT réalisées	10 actions (MIA-MAH-8a, RES-ECO-1a, 1b et 1c + RES-AEP-1a, 1b et 1c +POL-ASS-4a, 4b et 4d)
Défis PBACC : défis prévus / réalisés	*Cf. actions ci-dessous*
PBACC / Défi 1 : Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030	6 actions AEP (*Cf. actions ci-dessous)* Volumes à économiser: 500 000 m³

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

PBACC / Défi 20 : Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)	8 actions (*Cf. actions ci-dessous)* *Surfaces à économiser : 14 883 m³*
Surface désimperméabilisée (m2 désimperméabilisés)	8 actions (*Cf. actions ci-dessous)* *Surfaces à économiser : 14 883 m³*
Volumes d'eau économisés (AEP, IND, Agri) (m3 économisés)	6 actions AEP (*Cf. actions ci-dessous)* Volumes à économiser: 500 000 m³
Nombre de projets étudiés pour la restauration du bon fonctionnement des cours d'eau	1 action MIA-MAH-8a
Nombre d'habitants bénéficiant d'une amélioration de la qualité de traitement de l'eau potable	3 actions RES-AEP-1a, 1b et 1c)
Nombre d'habitants raccordés (en équivalent habitant) bénéficiant d'une amélioration du rendement des STEP 3 réhabilitées	3 actions (POL-ASS-5a, 5b et 5c)
Nombre de stations d'épuration mise en conformité	3 actions (POL-ASS-5a, 5b et 5c)
Nombre de kilomètres de canalisations (eau potable/eau usées) remplacées ou réhabilitées	7 actions (RES-ECO-2b, 2c et 2d + POL-ASS-4a, 4b, 4c et 4d) Eau potable : 2 365 ml Assainissement : 13 600 ml
Nombre de schéma directeur des eaux usées mis à jour	3 actions (POL-SPEA-3a, 3b et 3c)
Evolution du taux de rendement du réseau de distribution	3 actions (RES-ECO-2b, 2c et 2d)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Le contrat

Il est convenu entre :

- ***la Communauté de communes du Pays de Fayence***, représenté par son Président, Monsieur François CAVALLIER, agissant en vertu de la délibération du 15 avril 2026

et,

- **l'Etat,** représenté par son Préfet, Monsieur Simon BABRE

et,

- **la Commune de Callian**, représenté par Monsieur François CAVALLIER, agissant en vertu de la délibération du XXX,

et,

- **la Commune de Fayence**, représenté par Monsieur Olivier BAÏLÉ, agissant en vertu de la délibération du XXX,

et,

- **la Commune de Montauroux**, représenté par Monsieur Jean-Yves HUET, agissant en vertu de la délibération du XXX,

et,

- **la Commune de Saint-Paul-en-Forêt**, représenté par Monsieur Nicolas MARTEL, agissant en vertu de la délibération du XXX,

et,

- **la Commune de Tourrettes**, représenté par Monsieur Camille BOUGE, agissant en vertu de la délibération du XXX,

et,

- l'**Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse**, établissement public de l'Etat, représentée son Directeur Général, Monsieur Nicolas MOURLON, agissant en vertu de la délibération d'application n°20XX-XXX (numéro de délibération de la CDA) du Conseil d'Administration de l'agence.

les termes du contrat suivant :

Article 1 - Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir :

- Le programme d'actions que les maîtres d'ouvrage du Contrat vont engager en vue de répondre aux préconisations de l'agence de l'eau.
- Le programme d'actions que les maîtres d'ouvrage du Contrat vont engager en vue de répondre aux préconisations de l'Etat.

Ainsi que :

- Les conditions d'attribution des aides financières de l'agence de l'eau RMC pour la réalisation de ce programme d'actions.
- Les conditions d'attribution des aides financières de l'Etat pour la réalisation de ce programme d'actions.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article 2 - Périmètre et structure porteuse

Le présent contrat porte sur le périmètre de la Communauté de Communes du Pays de Fayence. Il est animé par la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Article 3 - Durée du contrat

La durée du contrat est du 1er septembre 2026 au 31 décembre 2029.

Article 4 - Description du programme d'actions et échéancierLe programme d'actions, objet du présent contrat, est présenté en Annexe 2.
Les fiches actions sont regroupées en Annexe 3.

Article 5- Engagements des signataires

L'engagement des signataires du contrat doit être cohérent avec leur capacité d'investissement financier et humain sur la durée du contrat.

5.1. Engagement des maîtres d'ouvrage

La Communauté de communes du Pays de Fayence s'engage à réaliser les actions conformément aux années prévisionnelles de réalisation (cf. Annexe 2).

La Commune de Callian s'engage à réaliser les actions conformément aux années prévisionnelles de réalisation (cf. Annexe 2).

La Commune de Fayence s'engage à réaliser les actions conformément aux années prévisionnelles de réalisation (cf. Annexe 2).

La Commune de Montauroux s'engage à réaliser les actions conformément aux années prévisionnelles de réalisation (cf. Annexe 2).

La Commune de Saint-Paul-en-Forêt s'engage à réaliser les actions conformément aux années prévisionnelles de réalisation (cf. Annexe 2).

La Commune de Tourrettes s'engage à réaliser les actions conformément aux années prévisionnelles de réalisation (cf. Annexe 2).

Les maîtres d'ouvrages s'engagent à faire connaitre sous une forme appropriée que les opérations sont aidées avec la participation financière de l'Agence de l'eau comme stipulé dans les clauses générales des décisions/conventions d'aide.

La communauté des communes du Pays de Fayence est animatrice du contrat dans lequel certaines communes sont maîtres d'ouvrage. Chacun de ces établissements publics est indépendant et autonome dans son administration. Chacun est donc responsable de son engagement et la manière d'organiser ses moyens. Les maîtres d'ouvrages sont responsables du dépôt de leur demande de subvention sur la plateforme de l'Agence de l'eau.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

5.2. Engagement de la Communauté de Communes du Pays de Fayence

La Communauté de communes du Pays de Fayence s'engage à animer et coordonner les différentes parties prenantes du contrat pour mettre en œuvre les actions et la politique définies par l'instance de gouvernance.

La Communauté de communes du Pays de Fayence s'engage à piloter, suivre, mettre en œuvre et évaluer les actions du contrat. Elle s'engage également à mettre en œuvre ses propres actions et reporte l'engagement moral individuel pris par les autres maitres d'ouvrages pour la mise en œuvre de leurs actions.

5.3. Engagement de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse s'engage à participer au financement des actions inscrites au présent contrat.
La date de validation du contrat par les instances de l'agence de l'eau fait foi, soit le 29 septembre 2026.

Les montants d'aides agence sont indiqués sous réserve des modalités du programme d'intervention de l'agence de l'eau en vigueur à la date de chaque décision d'aide et sous réserve :

- De la confirmation des conditions d'éligibilité ;
- De l'assiette de l'aide déterminée à partir des données techniques du projet ;
- Des coûts plafonds en vigueur ;
- Du le respect du calendrier d'engagement des opérations ;
- Et du dépôt des demandes d'aides au moins 6 mois avant la date de fin du contrat soit avant le 30 juin 2029.

Particulièrement, le taux affiché au contrat pour l'accompagnement des projets « Milieux » est lié à l'ambition du projet qui sera proposé à l'agence. Cette ambition sera évaluée à la lecture - validation du CCTP (Cahier des clauses techniques particulières) transmis pour avis à l'agence avant le lancement de l'opération.

L'engagement financier de l'Agence de l'eau ne pourra excéder un montant total d'aide de 8 014 524€ HT.

Volets du contrat	Type d'aide	Nbre actions	Montant actions	Aides AERMC
MIA	**Aide classique**	1	200 000 €	160 000 €
RES	**Aide classique**	6	5 940 001 €	2 970 000 €
	Aide spécifique	3	6 000 000 €	3 000 000 €
POL	**Aide classique**	11	2 149 400 €	1 074 700 €
	Aide spécifique	7	1 879 500 €	731 200 €
TSV	**Aide classique**	3	112 320 €	78 624 €
TOTAL		**31**	**16 281 221 €**	**8 014 524 €**

Les montants sont indiqués sous réserve des disponibilités financières de l'agence ainsi que du respect de l'enveloppe financière totale du contrat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

5.4. Engagement de l'Etat

L'État s'engage à étudier avec attention les projets portés par le territoire dans le cadre de ce présent contrat et répondant aux différents CRTE en vigueur.

Article 6 - Modalités de pilotage/suivi/ évaluation du contrat

Se référer aux modalités de pilotage et de suivi du contrat dans les parties instance de gouvernance et structure porteuse.
Le non-respect de ces principes peut conduire à une dénonciation du contrat.

L'engagement de l'Agence de l'eau est lié à la réalisation, par la structure porteuse :

- d'un point d'avancement annuel des actions engagées au cours de l'année écoulée,
- d'un bilan d'évaluation en fin de contrat,
- d'un bilan à mi-parcours.

Le bilan d'évaluation de fin de contrat devra aborder les points suivants :

- Bilan financier
- Bilan technique (cf. liste d'indicateurs de suivi du contrat)
- Résultats vis-à-vis des objectifs du contrat (PDM/PBACC)
- Fonctionnement de la démarche et de sa gouvernance

Le non-respect de ces principes peut conduire à une dénonciation du contrat.

Article 7- Modification et résiliation

Si besoin, le présent contrat peut être modifié par voie d'avenant signé entre les différentes parties et à l'initiative de chacune d'elle. L'avenant est utilisé pour une prolongation de durée d'un an ou pour une révision du montant des actions prévues dans la limite de 10% maximum de l'engagement initial de l'agence sans ajout de nouvelle action. La date de la décision fait office de validation de l'avenant, la date doit être antérieur à la date de fin du contrat concerné auquel cas l'avenant sera caduc.

A l'issu du présent contrat, un nouveau contrat pourrait-être envisagé, il serait conditionné à la réalisation d'un bilan financier et technique et à la capacité financière de l'Agence de l'eau à pouvoir assurer un engagement financier.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties à l'un des engagements du présent contrat, celui-ci sera résilié de plein droit immédiatement, et sans indemnité d'aucune part.
L'Agence se réserve alors le droit de demander le remboursement partiel ou total de ses aides.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Signataires

A XXX, le hh/mm/2026

Le Préfet du Var Monsieur Simon BABRE	**Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse** Monsieur Nicolas MOURLON
Le Président de la Communauté de communes du Pays de Fayence Monsieur François CAVALLIER	**Le Maire de Fayence** Monsieur Olivier BAÏLÉ
Le Maire de Callian Monsieur François CAVALLIER	**Le Maire de Saint-Paul-en-Forêt** Monsieur Nicolas MARTEL
Le Maire de Tourrettes Monsieur Camille BOUGE	**Le Maire de Montauroux** Monsieur Jean-Yves HUET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Annexe 1 : Grille d'analyse des enjeux du contrat

Voir la grille d'analyse des enjeux du contrat

Annexe 2 : Programme d'actions (tableau récapitulatif financier)

Voir le tableau concernant le programme des actions

Annexe 3 : Fiches actions

Voir les fiches actions réalisées

Annexe 4 : Tableau portant sur les conditions d'éligibilité

Annexe 5 : Tableau des actions « hors contrat »

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Siagne et affluents - LP_15_13		
Pression dont l'impact est à réduire significativement		**Objectifs environnementaux visés**
Pollutions par les nutriments urbains et industriels		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
Pollutions par les nutriments agricoles		
AGR0401	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	BE
Pollutions par les pesticides		
AGR0303	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE SUB
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)		
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	SUB
Prélèvements d'eau		
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
RES0602	Mettre en place un dispositif de soutien d'étiage ou d'augmentation du débit réservé allant au-delà de la réglementation	BE
RES0801	Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau	BE
RES1001	Instruire une procédure d'autorisation dans le cadre de la loi sur l'eau sur la ressource	BE
Altération du régime hydrologique		
MIA0305	Mettre en œuvre des actions de réduction des impacts des éclusées générés par un ouvrage	BE

RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
RES0801	Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau	BE
RES1001	Instruire une procédure d'autorisation dans le cadre de la loi sur l'eau sur la ressource	BE
Altération de la morphologie		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
Altération de la continuité écologique		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Verdon - DU_13_15

Pression dont l'impact est à réduire significativement		Objectifs environnementaux vi
Pollutions par les nutriments urbains et industriels		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	ZPB
ASS0402	Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0502	Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations >=2000 EH)	BE
Pollutions par les nutriments agricoles		
AGR0302	Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, au-delà des exigences de la Directive nitrates	ZPB
DNO3	Pression traitée par la mise en œuvre de la Directive nitrates (mesure non territorialisée)	BE

▸ Retour somm

Pollutions par les pesticides		
AGR0303	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE SUB
Prélèvements d'eau		
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0203	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat	BE
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE
Altération du régime hydrologique		
MIA0305	Mettre en œuvre des actions de réduction des impacts des éclusées générés par un ouvrage	BE
MIA0601	Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide	BE ZPN
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0203	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat	BE
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE
Altération de la morphologie		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE
MIA0701	Gérer les usages et la fréquentation sur un site naturel	BE
Altération de la continuité écologique		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE
Altération de l'hydromorphologie		
MIA0601	Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide	ZPN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Argens - LP_15_01

Pression dont l'impact est à réduire significativement		Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les nutriments urbains et industriels		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0402	Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0502	Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations >=2000 EH)	BE
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	BE

Retour sommaire

Pollutions par les nutriments agricoles							
AGR0302	Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, au-delà des exigences de la Directive nitrates				ZPN		
AGR0401	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	BE		ZPC	ZPN		
Pollutions par les pesticides							
AGR0202	Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates			ZPC		SUB	
AGR0303	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire			ZPC		SUB	
AGR0401	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)			ZPC		SUB	
AGR0802	Réduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles			ZPC		SUB	
RES0802	Améliorer la qualité d'un ouvrage de captage	BE				SUB	
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)							
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE				SUB	
IND0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur portant sur la réduction des pollutions associées à l'industrie et de l'artisanat	BE				SUB	
IND0601	"Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions des ""sites et sols pollués"" (essentiellement liées aux sites industriels)"	BE				SUB	
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	BE				SUB	
Prélèvements d'eau							
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE					
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE					
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE					
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE					
RES0701	Mettre en place une ressource de substitution	BE					
RES0801	Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau	BE					
RES1001	Instruire une procédure d'autorisation dans le cadre de la loi sur l'eau sur la ressource	BE					
Altération du régime hydrologique							
MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE					
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE					
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE					
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE					
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE					
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE					
RES0701	Mettre en place une ressource de substitution	BE					
RES0801	Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau	BE					
RES1001	Instruire une procédure d'autorisation dans le cadre de la loi sur l'eau sur la ressource	BE					
Altération de la morphologie							
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE					
MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE					
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE					
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE					
MIA0701	Gérer les usages et la fréquentation sur un site naturel	BE					
MIA0703	Mener d'autres actions diverses pour la biodiversité				ZPN		
Altération de la continuité écologique							
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE					
MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE					
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE					
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE					
MIA0302	Supprimer un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE					

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Annexe 5 : Tableau des actions « hors contrat » amenées à être portées par la Communauté de Communes du Pays de Fayence et ses partenaires

Volet	Enjeu	Libellé détaillé de l'action	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération en € HT
RES	ECO	Optimisation des sources de la Siagnole : réhabilitation du canal romain, de la station de pompage et du canal Jourdan	2028	9 000 000 €
RES	ECO	Amélioration du rendement des réseaux de Seillans par le remplacement des canalisations existantes	2028	350 000 €
RES	ECO	Amélioration du rendement des réseaux de Callian par le remplacement des canalisations existantes	2027	140 000 €
RES	AEP	Sécurisation d'une canalisation de distribution depuis la colle du medecin sur la commune de Tourrettes (partie commune avec l'eau agricole)	2027	446 800 €
RES	AEP	Sécurisation d'une canalisation de distribution depuis la colle du medecin sur la commune de Callian (partie commune avec l'eau agricole)	2027	1 001 200 €
RES	AEP	Sécurisation d'une canalisation de distribution depuis la colle du medecin sur la commune de Montauroux (partie commune avec l'eau agricole)	2027	952 000 €
RES	AEP	Sécurisation d'une canalisation de transport d'eau de la branche Sud sur la commune de Tourrettes tranchée commune eau agricole	2027	446 800 €
RES	AEP	Sécurisation d'une canalisation de transport d'eau de la branche Sud sur la commune de Callian tranchée commune eau agricole	2027	641 200 €
RES	AEP	Sécurisation d'une canalisation de transport d'eau de la branche Sud sur la commune de Montauroux tranchée commune eau agricole	2027	1 171 200 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

RES	ETUD	Réalisation d'une étude préalable des ressources stratégiques du territoire (état actuel du gisement, identification du potentiel et de nouveaux gisements)	2027	400 000 €
RES	COM	Elaboration d'un plan de sobriété pour tous les usagers et les gros consommateurs (sensibilisation, communication et application numérique de suivi de la consommation)	2027	*En cours de chiffrage*
RES	AEP	Mise à jour du Schéma directeur d'alimentation en eau potable (AEP) de la commune de Seillans	2027	80 000 €
RES	AEP	Mise à jour du Schéma directeur d'alimentation en eau potable (AEP) de la commune de Fayence	2027	47 000 €
RES	AEP	Mise à jour du Schéma directeur d'alimentation en eau potable (AEP) de la commune de Tourrettes	2027	47 000 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Annexe 3 - FICHES ACTIONS

Sommaire des fiches actions

Etude de projets de restauration des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau pour en améliorer les fonctionnalités écologiques et le risque d'inondation..... 2

Optimisation des sources de la Siagnole : construction d'un bassin de stockage 3

Optimisation des sources de la Siagnole : construction d'une usine de traitement des eaux..... 4

Amélioration du rendement des réseaux par le remplacement des canalisations existantes 5

Mise à jour du Schéma directeur des eaux usées (EU) des communes de Seillans, Fayence et Tourrettes 7

Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Montauroux (secteur Les Esterets) 8

Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans les communes de Montauroux et Callian 9

Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Seillans 11

Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Fayence 12

Réhabilitation de la STEP de Tanneron 13

Réhabilitation de la STEP de Brovès (Seillans) 14

Réhabilitation de la STEP de Mons 15

Actions à porter par la commune de Fayence visant à favoriser l'infiltration dans le sol :..... 16

Pilotage et animation du contrat eau et climat 18

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*MIA*	*Milieux aquatiques*
Thème	*MAH*	*Milieu aquatique et humide*
Action	*8*	
Sous action	*A*	
Intitulé de l'action	MIA-MAH-8a	Etude de projets de restauration des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau pour en améliorer les fonctionnalités écologiques et le risque d'inondation
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	*Siagne et affluents - LP_15_13 : MIA0203 Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes*
PBACC	*Non*	
Autres	*Oui / Non*	
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*Code ME si concernée*	*Communes*
Descriptif sommaire	Etude de projets de restauration des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau	
Objectif de résultat de l'action	*Cette étude porterait sur les points suivants :* *- la restauration de la continuité écologique et suppression/aménagements de seuils* *-la préservation de la continuité écologique et morphologique du cours d'eau,* *-le suivi du colmatage du cours d'eau,* *- l'évolution des prélèvements pour l'agriculture et les usages de particuliers et possibilité de substitution,* *- la restauration des habitats aquatiques et des espaces.* *Le CCTP doit être communiqué à l'agence pour validation avant le lancement de l'étude.*	*Pressions à traiter : altération de la continuité et altération de la morphologie*
Indicateur Technique	NA	NA
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2027	
Durée	3 ans	
Coût de l'action		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Montant prévisionnel	200 000 € HT				
Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
	AE RMC	200 000 €	200 000 €	80%	160 000 €
	CD				
	MO		-	20%	40 000€

Identification de l'action		
Volet	*RES*	*Ressource*
Thème	*ECO*	*Economie d'eau*
Action	*1*	
Sous action	*A, b, c*	
Intitulé de l'action	RES-ECO-1a RES-ECO-1b RES-ECO-1c	Optimisation des sources de la Siagnole : construction d'un bassin de stockage
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	*DR11549-Rivière la Siagnole des Mons : PGRE Siagne_2.3 Modernisation du fonctionnement des canaux de la Siagnole*
PBACC	*Oui*	*Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030*
Autres	*Oui*	*Schéma directeur de production d'eau potable de la Régie des Eaux de la Communauté de Communes du Pays de Fayence*
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*83138*	*Commune de Tourrettes, site du Jas-Neuf*
Descriptif sommaire	*La construction d'un bassin de stockage et ses annexes de 10 k m3 permettra de répondre à deux objectifs du PGRE : réduire les prélèvements et contribuer à l'augmentation du débit réservé (objectif PGRE pour la Siagnole de Mons passage de 40l /s à 70l/s). Il est adossé à la ressource Siagnole uniquement.* *Des tranches financières seront appliquées sur la durée du contrat pour cette action (une opération par an). Le détail du montant d'aide attribué par an est mentionné dans le tableau des actions (annexe 2 du contrat).*	
Objectif de résultat de l'action	*Lisser et maîtriser les débits au regard des besoins actuels en période de pointe, grâce à la rétention des surverses nocturnes, de manière à économiser entre 500k (en année de sécheresse) et 2M (en fonctionnement normal) de m3 / an.*	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

	Le volume du bassin de 10 k m3 a été dimensionné dans le cadre d'un schéma de production, de manière à pouvoir à la fois récupérer les surverses, et stocker en amont des communes dont les capacités de stockage sont sous-dimensionnées prévus dans les schémas de distributions. Il est cohérent avec un débit proche du débit de pointe de 200 l /s (année de restriction 2022).				
Indicateur Technique	10 000			m3	
Calendrier prévisionnel					
Année engagement	2027 2028 2029				
Durée	36 mois				
Coût de l'action					
Montant prévisionnel	5 000 000 EUR HT				
Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
	AE RMC	5 000 000	5 000 000	50%	2 500 000
	CD	5 000 000	5 000 000	5%	250 000
	MO	5 000 000	5 000 000	45%	2 250 000

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*RES*	*Ressource*
Thème	*AEP*	*Alimentation en eau potable*
Action	*1*	
Sous action	*a, b, c*	
Intitulé de l'action	**RES-AEP-1a** **RES-AEP-1b** **RES-AEP-1c**	Optimisation des sources de la Siagnole : construction d'une usine de traitement des eaux
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	*DR11549-Rivière la Siagnole des Mons : PAOT et PGRE Siagne_2.3 Modernisation du fonctionnement des canaux de la Siagnole*
PBACC	*Non*	-
Autres	*Oui*	*Schéma directeur de production d'eau potable de la Régie des Eaux de la Communauté de Communes du Pays de Fayence* *Action visée par l'ARS en lien avec les enjeux de santé publique*
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*83138*	*Commune de Tourrettes, site du Jas-Neuf*
Descriptif sommaire	Construction d'une usine de potabilisation sur le site du Jas-Neuf, d'une capacité de *250 l/s en pointe (pour le Pays de Fayence uniquement). Des tranches financières seront appliquées sur la durée du contrat pour cette action (une opération par an). Le détail du montant d'aide attribué par an est mentionné dans le tableau des actions (annexe 2 du contrat).*	
Objectif de résultat de l'action	Lutter contre les épisodes de turbidité par temps de pluie qui rendent l'eau impropre à la consommation lors des forts épisodes de pluie. *L'ouvrage est dimensionné sur les besoins actuels en pointe, la consommation moyenne étant de 200 à 220 l/s.*	*PGRE Siagne Axe 2 Action 3 : Modernisation du fonctionnement des canaux de la Siagnole*
Indicateur Technique	250	l/s
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	**2027** **2028** **2029**	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Durée	36 mois				
Coût de l'action					
Montant prévisionnel	6 000 000 € HT				
Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
	AE RMC	6 000 000	6 000 000	50%	3 000 000
	CD				0
	MO			50%	3 000 000

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*RES*	*Ressources*
Thème	*ECO*	*Economie d'eau*
Action	*2*	
Sous action	*b, c, d*	
Intitulé de l'action	RES-ECO-2b RES-ECO-2c RES-ECO-2d	Amélioration du rendement des réseaux par le remplacement des canalisations existantes
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	*RES0202 : Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités*
PBACC	*Oui / non*	*Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030*
Autres	*Oui*	*Schéma directeur de production d'eau potable de la Régie des Eaux de la Communauté de Communes du Pays de Fayence (2025)*
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*83138, 83081, 83008*	*Tourrettes, Montauroux, Bagnols-en-Forêt*
Descriptif sommaire	*Remplacement des canalisations d'eau potable visant l'amélioration des rendements*	
Objectif de résultat de l'action	*Amélioration des rendements pour viser 85% à 2030, ciblant des portions de réseau sur 3 communes présentant des rendements déficitaires, de manière à réduire les prélèvements.* *Ces travaux ont été identifiés à Montauroux et Bagnols-en-Forêt et Tourrettes dans le cadre des schémas directeurs communaux. Les tronçons prioritaires ont été identifiés à la suite de retours issus de l'exploitation (récurrence d'épisodes de fuites).* *De manière générale sur les trois communes, les travaux visent les tronçons les plus déficitaires et les plus anciens, concentrant la majorité des épisodes de fuites recensés, sur des réseaux dont le niveau de performance globale*	*PGRE Siagne AXE 2 : Poursuivre l'amélioration des rendements des réseaux*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

	nécessite leur renouvellement, sur la nature des matériaux (fonte grise, PEHD ancien galvanisé). *Le volume qui sera économisé par le biais de cette action est de 5 233 m3 par an.* *Ils auront un impact sur la ressource Siagnole et les objectifs du PGRE du bassin versant de la Siagne.*	
Indicateur Technique	Tourrettes : 187 Montauroux : 1 625 *Bagnols-en-Forêt* : 550	ML ML ML
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2028 2027 2027	
Durée		
Coût de l'action		
Montant prévisionnel		
Opération 1	70 000 € HT	
Opération 2	650 000 €HT	
Opération 3	220 000 € HT	

Plan de financement prévisionnel

Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
Opération 1	*AE RMC*	70 000	70 000	50%	35 000
	CD				
	MO			50%	35 000
Opération 2	*AE RMC*	650 000	650 000	50%	325 000
	CD				
	MO			50%	325 000
Opération 3	*AE RMC*	220 000	220 000	50%	110 000
	CD				
	MO			50%	110 000

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollution*
Thème	*SPEA*	*Service public d'eau et d'assainissement*
Action	*3*	
Sous action	*a, b, c*	
Intitulé de l'action	POL-SPEA-3a POL-SPEA-3b POL-SPEA-3c	Mise à jour du Schéma directeur des eaux usées (EU) des communes de Seillans, Fayence et Tourrettes
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Non*	-
PBACC	*Non*	-
Autres	*Non*	*La réalisation d'un schéma directeur d'assainissement est rendue obligatoire par l'article L2224-8 du Code général des collectivités territoriales.*
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*83124, 83055, 83138*	Seillans, Fayence et Tourrettes
Descriptif sommaire	**Mise à jour des Schémas directeur des eaux usées (EU) pour 3 communes dont le précédent schéma date de plus de 10 ans (Tourrettes : 2014 ; Fayence : 2015 ; Seillans : 2017).** Le projet de zonage avant mise à l'enquête publique du schéma directeur de distribution assainissement collectif et non collectif à l'échelle du territoire du Pays de Fayence a été validé par le Conseil communautaire le 2 juillet 2025 ; en lien avec le schéma directeur intercommunal daté du 2 juillet 2025. Les schémas directeurs permettront d'étudier en priorité les secteurs les plus fuyards, qui seront identifiés dans le cadre des travaux de diagnostic préalables.	
Objectif de résultat de l'action	*Mettre à jour les éléments de diagnostic et d'orientations pour la planification des services publics d'assainissement et intégrer l'évolution de la réglementation (DERU II).* *Il s'agit de mettre à jour ou de réaliser les schémas directeurs sur les communes de :* Tourrettes, Fayence, Seillans. *La démarche sera menée en 5 étapes :* 1. *Etat des lieux ;*	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

	2. *Campagnes de mesures, investigations de terrain ;* 3. *Etudes de scénarios et schémas directeurs ;* 4. *Schéma directeur ;* 5. *Zonage d'assainissement des eaux usées*	
Indicateur Technique	NA	NA
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2027 2027 2027	
Durée	16 mois	
Coût de l'action		
Montant prévisionnel		
Opération 1	50 000 € HT	
Opération 2	45 000 € HT	
Opération 3	45 000 € HT	

Plan de financement prévisionnel

Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
Opération 1	*AE RMC*	50 000	50 000	50%	25 000
	CD				
	MO			50%	25 000
Opération 2	*AE RMC*	45 000	45 000	50%	22 500
	CD				
	MO			50%	22 500
Opération 3	*AE RMC*	45 000	45 000	50%	22 500
	CD				
	MO			50%	22 500

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollutions*
Thème	*ASS*	*Assainissement*
Action	*4*	
Sous action	*a*	
Intitulé de l'action	POL-ASS-4a	Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Montauroux (secteur Les Esterets)
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	*Action PAOT : I-D-3-ASS0302-0314850 - Améliorer le fonctionnement du réseau de collecte des EU sur la commune de MONTAUROUX, notamment par temps de pluie*
PBACC	*Non*	-
Autres	*Oui*	*Schéma directeur d'assainissement de la commune de Montauroux (2025)*
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*83081*	*Montauroux (Les Esterets)*
Descriptif sommaire	*Cette action permettra de réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Montauroux dans le système Les Esterets). Ces travaux identifiés au schéma directeur permettront de répondre à une action inscrite au PAOT et la mise en conformité du système.*	
Objectif de résultat de l'action	Limiter les entrées d'eau parasites d'eau claire lors des épisodes de précipitations intenses, afin de limiter les flux en entrée de STEP et limiter les rejets dans le milieu naturel.	
Indicateur Technique	800	ML
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2027	
Durée	12 mois	
Coût de l'action		
Montant prévisionnel	350 000 EUR HT	

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
	AE RMC	350 000	350 000	50%	175 000
	CD			0	0
	MO				175 000

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollutions*
Thème	*ASS*	*Assainissement*
Action	*4*	
Sous action	*b*	
Intitulé de l'action	POL-ASS-4b	Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans les communes de Montauroux et Callian
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	*Action PAOT : I-D-3-ASS0302-0314850 - Améliorer le fonctionnement du réseau de collecte des EU sur la commune de MONTAUROUX, notamment par temps de pluie ; et I-D-3-ASS0302-0314849 - Améliorer le fonctionnement du réseau de collecte des EU sur la commune de CALLIAN, notamment par temps de pluie*
PBACC	*Non*	-
Autres	*Oui*	*Schéma directeur d'assainissement de la commune de Montauroux (2025)* *Schéma directeur d'assainissement de la commune de Callian (2025)*
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*83081* *83029*	*Montauroux* *Callian*
Descriptif sommaire	*Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Montauroux (hors secteur Les Esterets) et Callian. Ces travaux identifiés au schéma directeur permettront de répondre à une action inscrite au PAOT et la mise en conformité du système d'assainissement Callian-Montauroux, aujourd'hui non conforme. Répartition indicative sur les 2 communes mais système de traitement et réseau commun.*	
Objectif de résultat de l'action	Limiter les entrées d'eau parasites d'eau claire lors des épisodes de précipitations intenses, afin de limiter les flux en entrée de STEP.	
Indicateur Technique	125 125	Regards Regards
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2028	
Durée	12 mois	
Coût de l'action		
Montant prévisionnel	300 000 EUR HT	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
	AE RMC	300 000	300 000	50%	150 000
	CD			0	0
	MO				150 000

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollutions*
Thème	*ASS*	*Assainissement*
Action	*4*	
Sous action	*c*	
Intitulé de l'action	POL-ASS-4c	Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Seillans
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	*Action PAOT : I-D-3-ASS0302-0314848 : Améliorer le fonctionnement du réseau de collecte des EU sur la commune de SEILLANS Village*
PBACC	*Non*	-
Autres	*Oui*	*Schéma directeur d'assainissement de la commune de Seillans (2016)*
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*83124*	*Seillans*
Descriptif sommaire	*Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Seillans. Ces travaux identifiés au schéma directeur permettront de répondre à une action inscrite au PAOT sur la commune de Seillans Village et la mise en conformité du système d'assainissement, aujourd'hui non conforme.*	
Objectif de résultat de l'action	Limiter les entrées d'eau parasites d'eau claire lors des épisodes de précipitations intenses, afin de limiter les flux en entrée de STEP et limiter les rejets dans le milieu naturel.	
Indicateur Technique	500	ML
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2029	
Durée	24 mois	
Coût de l'action		
Montant prévisionnel	220 000 EUR HT	

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
Opération 1	*AE RMC*	220 000	220 000	50%	110 00
	CD				0
	MO			50%	110 000

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action					
Volet	*POL*	*Pollutions*			
Thème	*ASS*	*Assainissement*			
Action	*4*				
Sous action	*d*				
Intitulé de l'action	POL-ASS-4d	Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Fayence			
ENJEUX					
PDM 2022-2027	*Non*	-			
PBACC	*Non*	-			
Autres	*Oui*	*Schéma directeur Fayence assainissement (2017)*			
Détail de l'action					
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*			
Localisation de l'action	*83055*	*Fayence*			
Descriptif sommaire	*Réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Fayence. Ces travaux identifiés au schéma directeur permettront de répondre à la mise en conformité du système d'assainissement de Fayence.*				
Objectif de résultat de l'action	Limiter les entrées d'eau parasites d'eau claire lors des épisodes de précipitations intenses, afin de limiter les flux en entrée de STEP et limiter les rejets dans le milieu naturel				
Indicateur Technique	160	Regards			
Calendrier prévisionnel					
Année engagement	2029				
Durée	24 mois				
Coût de l'action					
Montant prévisionnel	80 000 EUR HT				
Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
	AE RMC	80 000	80 000	50%	40 000
	CD				0
	MO				40 000

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action					
Volet	*POL*	*Pollutions*			
Thème	*ASS*	*Assainissement*			
Action	*5*				
Sous action	*a*				
Intitulé de l'action	POL-ASS-5a	Réhabilitation de la STEP de Tanneron			
ENJEUX					
PDM 2022-2027	*Oui*				
PBACC	*Non*	-			
Autres	*Oui*	*Schéma directeur d'assainissement de la commune de Tanneron (2025)*			
Détail de l'action					
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*			
Localisation de l'action	*83133*	*Tanneron*			
Descriptif sommaire	*Réhabilitation de la STEP de Tanneron (capacité 420 EH), avec remplacement des installations vétustes par un système de traitement biologique par lits de roseaux et permettre de retrouver la conformité. L'étude 4 saisons a été effectuée et le MOE déjà identifié. Le rejet de la STEP est réalisé dans la Siagne.*				
Objectif de résultat de l'action	*Amélioration de la performance d'une STEP vétuste de capacité 420 EH et limiter l'impact environnemental (non conforme)*	*Code Sandre STEP : 060983133001*			
Indicateur Technique	253	EH			
Calendrier prévisionnel					
Année engagement	2027				
Durée	12 mois				
Coût de l'action					
Montant prévisionnel	500 000 EUR HT				
Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
	AE RMC	500 000	379 500	50%	189 750
	CD			0	0
	MO				310 250

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action					
Volet	*POL*	*Pollutions*			
Thème	*ASS*	*Assainissement*			
Action	*5*				
Sous action	*b*				
Intitulé de l'action	POL-ASS-5b	Réhabilitation de la STEP de Brovès (Seillans)			
ENJEUX					
PDM 2022-2027	*Oui*				
PBACC	*Non*	-			
Autres	*Oui*	*Schéma directeur d'assainissement de la commune de Seillans (2016)*			
Détail de l'action					
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*			
Localisation de l'action	*83124*	*Seillans*			
Descriptif sommaire	*Réhabilitation de la STEP de Brovès (capacité 500 EH), avec remplacement des installations vétustes par un système de traitement biologique par lits de roseaux. L'étude 4 saisons a été effectuée et le MOE déjà identifié. Le rejet de la STEP est réalisé dans le bassin versant de l'Argens.*				
Objectif de résultat de l'action	*Amélioration de la performance d'une STEP vétuste de capacité 500 EH (non conforme)*	*Code Sandre STEP : 060983124003*			
Indicateur Technique	113	EH			
Calendrier prévisionnel					
Année engagement	2028				
Durée	12 mois				
Coût de l'action					
Montant prévisionnel	500 000 EUR HT				
Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
	AE RMC	500 000	203 400	50%	101 700
	CD			0	0
	MO				498 300

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollutions*
Thème	*ASS*	*Assainissement*
Action	*5*	
Sous action	*C*	
Intitulé de l'action	POL-ASS-5c	Réhabilitation de la STEP de Mons
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	
PBACC	*Non*	-
Autres	*Oui*	*Schéma directeur d'assainissement de la commune de Mons (2025)*
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*83080*	*Mons*
Descriptif sommaire	*Réhabilitation de la STEP de Mons (capacité 900 EH), avec remplacement des installations vétustes par un système de traitement biologique par lits de roseaux. L'étude 4 saisons a été effectuée et le MOE déjà identifié. Le rejet de la STEP est réalisé dans la Siagne.*	
Objectif de résultat de l'action	*Amélioration de la performance d'une STEP vétuste de capacité 900 EH (non conforme)*	*Code Sandre STEP : **060983080001***
Indicateur Technique	390	EH
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2029	
Durée	12 mois	
Coût de l'action		
Montant prévisionnel	500 000 EUR HT	

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
	AE RMC	500 000	500	50%	250 000
	CD			0	0
	MO				250 000

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollution*
Thème	*PLUV*	*Pluvial*
Action	*6*	
Sous action	*a, b*	
Intitulé de l'action	POL-PLUV-6a POL-PLUV-6b	Gestion durable des eaux pluviales au travers d'actions à porter par la commune Fayence visant à favoriser l'infiltration dans le sol : - du Parking Saint-Eloi - du Parking La Brèche
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	-
PBACC	*Oui*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Autres	*Non*	-
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*83055*	Fayence
Localisation de l'action	*Idem*	*Idem*
Descriptif sommaire	*Actions à porter par la commune Fayence visant à favoriser l'infiltration dans le sol, avec déconnexion des toitures :* - *du Parking Saint-Eloi 1650 m2* - *du Parking La Brèche 600 m2* *Les études hydrauliques permettront de définir les surfaces précises et les coûts globaux en fonction de la technique alternative choisie par site. L'agence de l'eau demande les éléments suivants pour l'instruction : un test de perméabilité et une étude hydraulique ainsi que les documents concernant le marché public (CCTP et DQE).*	
Objectif de résultat de l'action	*Désengorgement du réseau d'eau pluviale et des capacités d'assainissement, afin de limiter les déversements d'eau polluée pendant les épisodes de fortes pluies*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Indicateur Technique	POL-PLUV-6a : 1 650 POL-PLUV-6b : 600	M2 M2
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	POL-PLUV-6a : 2027 POL-PLUV-6b : 2028	
Durée	2 ans	

Coût de l'action		
Montant prévisionnel		
Opération 1	POL-PLUV-6a : 82 500€	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Opération 2	POL-PLUV-6b : 30 000€	

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
Opération 1	*AE RMC*	82 500	82 500	50	41 250
	CD				
	MO	41 250			
Opération 2	*AE RMC*	30 000	30 000	50	15 000
	CD				
	MO	15000			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollution*
Thème	*PLUV*	*Pluvial*
Action	*6*	
Sous action	*c*	
Intitulé de l'action	POL-PLUV-6c	Gestion durable des eaux pluviales au travers d'actions à porter par la commune de Callian visant à favoriser l'infiltration dans le sol du parking et de la cour de l'école du Pradon, avec déconnexion des toitures existantes
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	-
PBACC	*Oui*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Autres	*Non*	-
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*83029*	*Callian*
Localisation de l'action	*Idem*	*Idem*
Descriptif sommaire	*Actions à porter par la commune Callian visant à favoriser l'infiltration dans le sol, avec déconnexion des toitures du Parking de l'école du Pradon et cours de l'école (2708 m2).* *Les études hydrauliques permettront de définir les surfaces précises et les coûts globaux en fonction de la technique alternative choisie par site.* *L'agence de l'eau demande les éléments suivants pour l'instruction : un test de perméabilité et une étude hydraulique ainsi que les documents concernant le marché public (CCTP et DQE).*	
Objectif de résultat de l'action	*Désengorgement du réseau d'eau pluviale et des capacités d'assainissement, afin de limiter les déversements d'eau polluée pendant les épisodes de fortes pluies*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Indicateur Technique	2 708	M2
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2027	
Durée	1 an	

Coût de l'action		
Montant prévisionnel		
Opération 1	135 400	

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Opération 1	*AE RMC*	135 400	135 500	50%	67 700
	CD				
	MO	67 700			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollution*
Thème	*PLUV*	*Pluvial*
Action	*6*	
Sous action	*d*	
Intitulé de l'action	POL-PLUV-8a	Gestion durable des eaux pluviales au travers d'actions à porter par la commune de Saint-Paul en Forêt visant à favoriser l'infiltration dans le sol de la cour de l'école de Saint Paul en Forêt et la déconnexion des toitures existantes de l'école
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	-
PBACC	*Oui*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Autres	*Non*	-
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*83117*	*Saint Paul en Forêt*
Localisation de l'action	*Idem*	*Idem*
Descriptif sommaire	*Actions à porter par la commune Saint Paul en Forêt, visant à favoriser l'infiltration dans le sol, avec déconnexion des toitures de la cour de l'école (2000 m2).* *Les études hydrauliques permettront de définir les surfaces précises et les coûts globaux en fonction de la technique alternative choisie par site. L'agence de l'eau demande les éléments suivants pour l'instruction : un test de perméabilité et une étude hydraulique ainsi que les documents concernant le marché public (CCTP et DQE).*	
Objectif de résultat de l'action	*Désengorgement du réseau d'eau pluviale et des capacités d'assainissement, afin de limiter les déversements d'eau polluée pendant les épisodes de fortes pluies*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Indicateur Technique	2000	M2
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2027	
Durée	1 an	

Coût de l'action		
Montant prévisionnel		
Opération 1	240 000 €	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
Opération 1	*AE RMC*	240 000	240 000	50%	120 000
	CD				
	MO	120 000			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollution*
Thème	*PLUV*	*Pluvial*
Action	*6*	
Sous action	*e*	
Intitulé de l'action	POL-PLUV-6e	Gestion durable des eaux pluviales au travers d'actions à porter par la commune de Tourrettes visant à favoriser l'infiltration dans le sol de la cour de l'école du Coulet
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	-
PBACC	*Oui*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Autres	*Non*	-
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*83138*	*Tourrettes*
Localisation de l'action	*Idem*	*Idem*
Descriptif sommaire	*Actions à porter par la commune Tourrettes, visant à favoriser l'infiltration dans le sol, avec l'infiltration dans le sol de la cour de l'école du Coulet (3 000 m2).* *Les études hydrauliques permettront de définir les surfaces précises et les coûts globaux en fonction de la technique alternative choisie par site. L'agence de l'eau demande les éléments suivants pour l'instruction : un test de perméabilité et une étude hydraulique ainsi que les documents concernant le marché public (CCTP et DQE).*	
Objectif de résultat de l'action	*Désengorgement du réseau d'eau pluviale et des capacités d'assainissement, afin de limiter les déversements d'eau polluée pendant les épisodes de fortes pluies*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Indicateur Technique	3 000	M2
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	2028	
Durée	1 an	

Coût de l'action		
Montant prévisionnel		
Opération 1	360 000 €	

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Opération 1	*AE RMC*	360 000	360 000	50%	180 000
	CD				
	MO	180 000			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*POL*	*Pollution*
Thème	*PLUV*	*Pluvial*
Action	*6*	
Sous action	*f, g, h*	
Intitulé de l'action	POL-PLUV-6f POL-PLUV-6g POL-PLUV-6h	Gestion durable des eaux pluviales au travers d'actions à porter par la commune de Montauroux visant à favoriser l'infiltration dans le sol de la cour des écoles du Lac, Les Cerisiers, Marcel Pagnol
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Oui*	-
PBACC	*Oui*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Autres	*Non*	-
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*83081*	Montauroux
Localisation de l'action	*Idem*	*Idem*
Descriptif sommaire	*Actions à porter par la commune Montauroux visant à favoriser l'infiltration dans le sol des cours de trois écoles de la commune :* - *Ecole du Lac* - *Ecole Les Cerisiers* - *Ecole Marcel Pagnol.* *Les études hydrauliques permettront de définir les surfaces précises et les coûts globaux en fonction de la technique alternative choisie par site. L'agence de l'eau demande les éléments suivants pour l'instruction : un test de perméabilité et une étude hydraulique ainsi que les documents concernant le marché public (CCTP et DQE).*	
Objectif de résultat de l'action	*Désengorgement du réseau d'eau pluviale et des capacités d'assainissement, afin de limiter les déversements d'eau polluée pendant les épisodes de fortes pluies*	*Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)*
Indicateur Technique	POL-PLUV-6f : 725 POL-PLUV-6g : 1 500 POL-PLUV-6h : 2 700	M2 M2 M2
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	POL-PLUV-6f : 2029 POL-PLUV-6g : 2027 POL-PLUV-6h : 2028	
Durée	1 ans	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Coût de l'action		
Montant prévisionnel		
Opération 1	POL-PLUV-6f : 87 000 €	
Opération 2	POL-PLUV-6g : 180 000 €	
Opération 3	POL-PLUV-6h : 324 000 €	

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
Opération 1	*AE RMC*	87 000	87 000	50%	43 500
	CD				
	MO				43 500
Opération 2	*AE RMC*	180 000	180 000	50%	90 000
	CD				
	MO				90 000
Opération 3	*AE RMC*	324 000	324 000	50%	162 000
	CD				
	MO				162 000

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

Identification de l'action		
Volet	*TSV*	*Transverse*
Thème	*ANIM*	*Animation*
Action	*7*	
Sous action	*a, b, c*	
Intitulé de l'action	TSV-ANIM-7a TSV-ANIM-7b TSV-ANIM-7c	Pilotage et animation du contrat eau et climat
ENJEUX		
PDM 2022-2027	*Non*	-
PBACC	*Non*	-
Autres	*Non*	-
Détail de l'action		
Maître d'ouvrage	*77639*	*CCPF*
Localisation de l'action	*77639*	*CCPF*
Descriptif sommaire	*Organisation et animation des comités de pilotage et comités techniques, suivi de la mise en œuvre du contrat et des indicateurs, formalisation du bilan du contrat. Activités confiées à un agent à mi-temps sur 3 ans.* *Pour garantir la mise en œuvre de ce dispositif, 0,5 Equivalent Temps-Plein (base 1 607 heures / ETP) est envisagé pendant toute la durée de la démarche.* *L'action vise à assurer la finalisation, l'animation et la mise en œuvre opérationnelle du Contrat Eau & Climat. Elle comprend :* • *La finalisation des pièces constitutives du contrat ;* • *La préparation et l'animation de la gouvernance du contrat (instances techniques et politiques) ainsi que le suivi transversal des actions ;* • *Le suivi de l'avancement des opérations ;* • *La mise à jour de tableau de suivi des actions du contrat ;* • *Co-organisation et co-animation d'un COTECH et COPIL par an ;* • *Réalisation du bilan de fin de contrat ;* • *Le pilotage technique des actions à maitrise d'ouvrage intercommunale inscrites au contrat ;* • *L'accompagnement technique et administratif des maîtres d'ouvrage pour les actions inscrites au contrat* • *La communication et valorisation des actions mises en œuvre* *Cette mission transversale est répartie entre les différents services centralisateurs et pilotes d'actions à la Communauté de communes, sous la supervision de la Régie des Eaux de la CCPF.* *Les charges de personnel associées à l'animation, la coordination et la mise en œuvre du Contrat Eau & Climat sont estimées à 120 jours par an en 2026 (≈0,5 ETP).* *Le montant prévisionnel est établi sur l'estimation 2026, sur la base d'un coût moyen journalier de 241 € / jour, soit 28 920 € de salaires*	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

	chargés pour 1 ETP. Cette estimation pouvant évoluer selon les besoins du contrat et l'évolution de la masse salariale.	
Objectif de résultat de l'action	*Permettre aux différentes parties du contrat d'échanger et de débattre, et de suivre l'avancement des actions prévues.*	*Le comité de pilotage se réunira au minimum, au moins une fois par an. Le comité technique se réunira au minimum, au moins une fois par an.*
Indicateur Technique	1 agent à mi-temps sur 3 ans	
Calendrier prévisionnel		
Année engagement	**2027** **2028** **2029**	
Durée	**36 mois**	
Coût de l'action		
Montant prévisionnel	**81 000 EUR HT**	
Année 1	27 000 EUR HT	
Année 2	27 000 EUR HT	
Année 3	27 000 EUR HT	

Plan de financement prévisionnel					
Opération	Financeur	Coût	Assiette	Taux Sub	Montant aide
Année 1	*AE RMC*	27 000	27 000	70%	18 900
	CD				0
	MO			30%	8 100
Année 2	*AE RMC*	27 000	27 000	70%	18 900
	CD				0
	MO			30%	8 100
Année 3	*AE RMC*	27 000	27 000	70%	18 900
	CD				0
	MO			30%	8 100

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Volet	Enjeu	Action	Sous action	Code Action	Nbre actions	Libellé action (maxi 200 caractères)	Maître d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/non)	PBACC (défi/-)	Contribution au défi PBACC	Unité du défi	Agence de l'eau						
														Indicateur assiette	Unité assiette	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide
POL	PLUV	6	a	POL-PLUV-6a	1	Actions à porter par la commune Fayence visant à favoriser l'infiltration dans le sol du Parking Saint-Eloi	Commune de Fayence	2027	82 500 €	oui	Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)	1650	m²	1650	m²	50%	82 500 €	41 250 €	16	Aide spécifique
POL	PLUV	6	b	POL-PLUV-6b	1	Actions à porter par la commune de Fayence visant à favoriser l'infiltration dans le sol du Parking La Brèche	Commune de Fayence	2028	30 000 €	oui	Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)	600	m²	600	m²	50%	30 000 €	15 000 €	16	Aide spécifique
POL	PLUV	6	c	POL-PLUV-6c	1	Actions à porter par la commune de Callian visant à favoriser l'infiltration dans le sol du parking de la cour de l'Ecole du Pradon et la déconnexion des toitures existantes	Commune de Callian	2027	135 400 €	oui	Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)	2708	m²	2708	m²	50%	135 400 €	67 700 €	16	Aide classique
POL	PLUV	6	d	POL-PLUV-6d	1	Actions à porter par la commune de Saint-Paul-en-Forêt visant à favoriser l'infiltration dans le sol de la cour de l'Ecole de Saint-Paul-en-Forêt et la deconnexion des toitures existantes de l'école	Commune de Saint Paul en forêt	2027	240 000 €	oui	Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)	2000	m²	2000	m²	50%	240 000 €	120 000 €	16	Aide classique
POL	PLUV	6	e	POL-PLUV-6e	1	Actions à porter par la commune de Tourrettes visant à favoriser l'infiltration dans le sol de la cour de l'école du Coulet	Commune de Tourrettes	2028	360 000 €	oui	Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)	3000	m²	3000	m²	50%	360 000 €	180 000 €	16	Aide classique
POL	PLUV	6	f	POL-PLUV-6f	1	Actions à porter par la commune de Montauroux visant à favoriser l'infiltration dans le sol de la cour de l'Ecole du Lac	Commune de Montauroux	2029	87 000 €	oui	Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)	725	m²	725	m²	50%	87 000 €	43 500 €	16	Aide spécifique
POL	PLUV	6	g	POL-PLUV-6g	1	Actions à porter par la commune de Montauroux visant à favoriser l'infiltration dans le sol de la cour de l'Ecole Les Cerisiers	Commune de Montauroux	2027	180 000 €	oui	Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)	1500	m²	1500	m²	50%	180 000 €	90 000 €	16	Aide spécifique
POL	PLUV	6	h	POL-PLUV-6h	1	Actions à porter par la commune de Montauroux visant à favoriser l'infiltration dans le sol de la cour de l'Ecole Marcel Pagnol	Commune de Montauroux	2028	324 000 €	oui	Défi 20_Multiplier par deux les surfaces désimperméabilisées (infiltration de l'eau à la source)	2700	m²	2700	m²	50%	324 000 €	162 000 €	16	Aide classique
RES	ECO	1	a	RES-ECO-1a	1	Optimisation des sources de la Siagnole: construction d'un bassin de stockage (tranche 1)	CCPF	2027	1 666 667 €	oui	Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030	3 333	m³	3333	m³	30%	1 666 667 €	500 000 €	25	Aide classique
RES	ECO	1	b	RES-ECO-1b	1	Optimisation des sources de la Siagnole: construction d'un bassin de stockage (tranche 2)	CCPF	2028	1 666 667 €	oui	Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030	3 333	m³	3333	m³	50%	1 666 667 €	1 000 000 €	25	Aide classique
RES	ECO	1	c	RES-ECO-1c	1	Optimisation des sources de la Siagnole: construction d'un bassin de stockage (tranche 3)	CCPF	2029	1 666 667 €	oui	Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030	3 333	m³	3333	m³	50%	1 666 667 €	1 000 000 €	25	Aide classique
RES	ECO	2	b	RES-ECO-2b	1	Amélioration du rendement des réseaux de Tourrettes par le remplacement des canalisations existantes	CCPF	2028	70 000 €	oui	Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030	232	m³	*187*	ML	50%	70 000 €	35 000 €	25	Aide classique
RES	ECO	2	c	RES-ECO-2c	1	Amélioration du rendement des réseaux de Montauroux par le remplacement des canalisations existantes	CCPF	2027	650 000 €	oui	Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030	4397	m³	*1625*	ML	50%	650 000 €	325 000 €	25	Aide classique
RES	ECO	2	d	RES-ECO-2d	1	Amélioration du rendement des réseaux de Bagnols en forêt par le remplacement des canalisations existantes	CCPF	2027	220 000 €	oui	Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030	604	m³	*550*	ML	50%	220 000 €	110 000 €	25	Aide classique
MIA	MAH	8	a	MIA-MAH-8a	1	Etude de projets de restauration des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau pour en améliorer les fonctionnalités écologiques et le risque d'inondation	CCPF	2027	200 000 €	oui						80%	200 000 €	160 000 €	24	Aide classique
RES	AEP	1	a	RES-AEP-1a	1	Optimisation des sources de la Siagnole: construction d'une usine de traitement des eaux (tranche 1)	CCPF	2027	2 000 000 €	oui				83 l/s		50%	2 000 000 €	1 000 000 €	25	Aide spécifique
RES	AEP	1	b	RES-AEP-1b	1	Optimisation des sources de la Siagnole: construction d'une usine de traitement des eaux (tranche 2)	CCPF	2028	2 000 000 €	oui				83 l/s		50%	2 000 000 €	1 000 000 €	25	Aide spécifique
RES	AEP	1	c	RES-AEP-1c	1	Optimisation des sources de la Siagnole: construction d'une	CCPF	2029	2 000 000 €	oui				83 l/s		50%	2 000 000 €	1 000 000 €	25	Aide spécifique
POL	SPEA	3	a	POL-SPEA-3a	1	Mise à jour du Schéma directeur des eaux usées (EU) de la	CCPF	2027	50 000 €	non						50%	50 000 €	25 000 €	12	Aide classique
POL	SPEA	3	b	POL-SPEA-3b	1	Mise à jour du Schéma directeur des eaux usées (EU) de la commune de Fayence	CCPF	2027	45 000 €	non						50%	45 000 €	22 500 €	12	Aide classique
POL	SPEA	3	c	POL-SPEA-3c	1	Mise à jour du Schéma directeur des eaux usées (EU) de la commune de Tourrettes	CCPF	2027	45 000 €	non						50%	45 000 €	22 500 €	12	Aide classique
POL	ASS	4	a	POL-ASS-4a	1	Rehabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans les communes de Montauroux et Les Esterets (STEP secteur des Esterets)	CCPF	2027	350 000 €	oui				800	ML	50%	350 000 €	175 000 €	12	Aide classique
POL	ASS	4	b	POL-ASS-4b	1	Rehabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans les communes de Montauroux et Callian (STEP séparée)	CCPF	2028	300 000 €	oui				250 regards	ML	50%	300 000 €	150 000 €	12	Aide classique
POL	ASS	4	c	POL-ASS-4c	1	Rehabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Seillans	CCPF	2029	220 000 €	oui				500	ML	50%	220 000 €	110 000 €	12	Aide classique
POL	ASS	4	d	POL-ASS-4d	1	Rehabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les eaux claires parasites dans la commune de Fayence	CCPF	2029	80 000 €	oui				160 regards	ML	50%	80 000 €	40 000 €	12	Aide classique
POL	ASS	5	a	POL-ASS-5a	1	Réhabilitation de la STEP de Tanneron (420EH)	CCPF	2027	500 000 €	oui				*253*	EH	50%	379 500 €	189 750 €	11	Aide spécifique
POL	ASS	5	b	POL-ASS-5b	1	Réhabilitation de la STEP de Broves en Seillans (500 EH)	CCPF	2028	500 000 €	oui				*113*	EH	50%	203 400 €	101 700 €	11	Aide spécifique
POL	ASS	5	c	POL-ASS-5c	1	Réhabilitation de la STEP de Mons (900 EH)	CCPF	2029	500 000 €	oui				*390*	EH	50%	500 000 €	250 000 €	11	Aide spécifique
TSV	ANIM	7	a	TSV-ANIM-7a	1	Pilotage et animation du contrat eau et climat (organisation et animation des comités de pilotage et comités techniques, suivi de la mise en œuvre du contrat et des indicateurs, formalisation du bilan du contrat)	CCPF	2027	37 440 €	oui						70%	37 440 €	26 208 €	29	Aide classique

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 29/09/2026

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Volet	Enjeu	Action	Sous action	Code Action	Nbre actions	Libellé action (maxi 200 caractères)	Maître d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/non)	PBACC (défi/-)	Contribution au défi PBACC	Unité du défi	Agence de l'eau						
														Indicateur assiette	Unité assiette	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide
TSV	ANIM	7	b	TSV-ANIM-7b	1	Pilotage et animation du contrat eau et climat (organisation et animation des comités de pilotage et comités techniques, suivi de la mise en œuvre du contrat et des indicateurs, formalisation du bilan du contrat)	CCPF	2028	37 440 €	oui						70%	37 440 €	26 208 €	29	Aide classique
TSV	ANIM	7	c	TSV-ANIM-7c	1	Pilotage et animation du contrat eau et climat (organisation et animation des comités de pilotage et comités techniques, suivi de la mise en œuvre du contrat et des indicateurs, formalisation du bilan du contrat)	CCPF	2029	37 440 €	oui						70%	37 440 €	26 208 €	29	Aide classique
					31			TOTAL	16 281 221 €									8 014 524 €		
					31			sous-total	16 281 221 €											

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice..... 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 31

DCC n°260923/19

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENTDU CONTRAT EAU ET CLIMAT/AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

VU l'article 73 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

VU les articles D 2224-1 à D 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prescrivant la présentation en assemblée délibérante d'un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif ;

VU les travaux du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux du Pays de Fayence du 14 septembre 2026.

Le Président présente au conseil communautaire le rapport annuel sur la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'année 2025.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le rapport annuel sur la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'année 2025 joint à la présente délibération ;
- **DIT** que la présente délibération ainsi que le rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement 2025 seront mis en ligne sur le site internet de la CCPF www.paysdefayence.fr (rubrique : publication des actes) ;
- **DIT** que ledit rapport sera transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leurs conseils municipaux dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, conformément à l'article D 2224-3 du CGCT.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Pays de Fayence
Provence d'Azur

Eau et Assainissement



RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE EAU & ASSAINISSEMENT
Année 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES 2
1 - LE SERVICE 5
1.1 - Présentation du territoire desservi 5
1.2 - Gouvernance 6
1.3 - Mode de gestion du service 7
1.4 - Estimation de la population desservie 7
1.5 - Nombre d'abonnés 8
1.6 - Faits marquants de l'exercice 8
1.7 - Chiffres clés 9
2 - L'EAU POTABLE 11
2.1 - Le patrimoine 11
2.1.1 - Captage et prélèvement 11
2.1.2 - Adduction d'eau brute 11
2.1.3 - Station / usine de traitement 11
2.1.4 - Ouvrage de stockage 12
2.1.5 - Conduites de distribution d'eau potable 12
2.2 - Caractérisation technique du service 12
2.2.1 - Eaux brutes 12
a - Prélèvement sur les ressources en eau 12
b - Achats d'eaux brutes 13
c - Vente d'eaux brutes 13
2.2.2 - Eaux traitées 13
a - Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable 13
b - Production 13
c - Achats d'eaux traitées 13
d - Volumes vendus au cours de l'exercice 14
e - Autres volumes 14
f - Volume consommé autorisé 15
2.2.3 - Linéaire de réseaux 15
2.3 - Les indicateurs de performance 16
2.3.1 - Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 16
2.3.2 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 17
2.3.3 - Indicateurs de performance du réseau 18
a - Rendement du réseau de distribution (P104.3) 18
b - Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 18
c - Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 19
d - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 19
2.4 - Tarification de l'eau et recettes du service 21
2.4.1 - Modalités de tarification 21
1 1 1 - Facture d'eau type (D102.0) 21
2.4.2 - Recettes 23
2.5 - Financement des investissements 24
2.5.1 - Montants financiers 24
2.5.2 - État de la dette du service 24
2.5.3 - Taux d'épargne brut 24
2.5.4 - Amortissements 24
2.5.5 - Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service 25
2.5.6 - Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 26
2.6 - Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau 26
2.6.1 - Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) 26

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3 - L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 28
3.1 - Le patrimoine 28
3.1.1 - Réseau de collecte des eaux usées 28
3.1.2 - Epuration et traitement des boues 28
3.2 - Caractérisation technique du service 29
3.2.1 - Volumes facturés 29
3.2.2 - Détail des imports et exports d'effluents 29
3.2.3 - Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0) 29
3.2.4 - Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert 29
3.2.5 - Ouvrages d'épuration des eaux usées 30
3.2.6 - Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0) 31
a - Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration 31
b - Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration 31
3.3 - Les indicateurs de performance 31
3.3.1 - Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1) 31
3.3.2 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B) 32
3.3.3 - Conformité de la collecte des effluents (P203.3) 32
3.3.4 - Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3) 32
3.3.5 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3) 33
3.3.6 - Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3) 33
3.4 - Tarification de l'eau et recettes du service 33
3.4.1 - Modalités de tarification 33
3.4.2 - Facture d'eau type (D204.0) 34
3.4.3 - Recettes 36
3.5 - Financement des investissements 37
3.5.1 - Montants financiers 37
3.5.2 - État de la dette du service 37
3.5.3 - Taux d'épargne brut 37
3.5.4 - Amortissements 38
3.5.5 - Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 38
3.5.6 - Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service 39
3.6 - Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau 39
3.6.1 - Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0) 39
4 - L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 41
4.1 - Prestations assurées par le SPANC 41
4.2 - Caractérisation technique du service 41
4.2.1 - Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0) 41
4.3 - Indicateurs de performance 42
4.3.1 - Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3) 42
4.4 - Tarification de l'assainissement et recettes du service 42
4.4.1 - Modalités de tarification 42
4.4.2 - Recettes 43
4.5 - Financement des investissements 43
4.5.1 - Montants financiers des travaux réalisés 43
4.5.2 - Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 43
4.5.3 - Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service 43
5 - L'IRRIGATION 45
5.1 - Le patrimoine 45
5.2 - Les abonnés 45
5.3 - Caractérisation technique du service 46
5.3.1 - Volumes d'eau distribués sur le réseau de distribution 46
5.3.2 - Volumes d'eau distribués sur les canaux de la Siagnole 46

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

5.3.3 - Localisation des parcelles irriguées par les canaux de la Siagnole 47
5.3.4 - Structure tarifaire et prix de l'eau 47

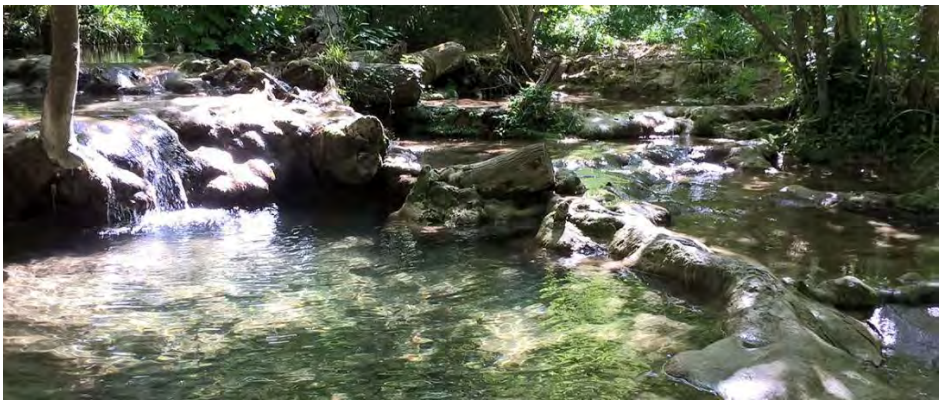
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

1 - LE SERVICE

1.1 - Présentation du territoire desservi

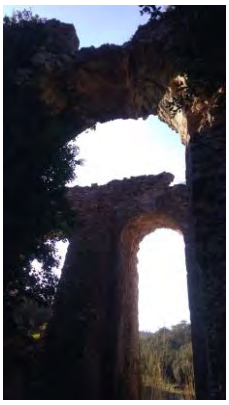
Le territoire du Pays de Fayence regroupe neuf communes à l'est du département du Var, à la limite ouest du département des Alpes-Maritimes. Ce territoire, avec son relief, ses forêts, sa plaine et ses villages perchés constitue une entité géographiquement bien définie, située entre le massif de l'Estérel et les pré-Alpes du sud.

Les conditions géologiques et topographiques du Pays de Fayence sont favorables à la présence d'un grand nombre de cours d'eau et plans d'eau d'importance variable. Un réseau hydrographique dense irrigue le territoire mais celui-ci est très dépendant des changements saisonniers.



L'un de ses principaux sur le territoire, la Siagnole (parfois appelée Siagne de Mons), s'écoule pour partie dans des gorges présentant une végétation riche et des formations de tufs et travertins. Largement exploitées pour l'alimentation en eau potable du territoire et du littoral, notamment par le biais d'un aqueduc datant de l'époque romaine, elle constitue la principale ressource d'approvisionnement en eau potable du territoire.





Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

1.2 - Gouvernance

La nécessité d'une plus grande participation des citoyens-usagers à la gestion de leurs collectivités est apparue indispensable pour rapprocher les élus de leurs administrés, et ainsi rendre les projets de territoire et les services publics plus efficaces et adaptés à leurs attentes et à leurs besoins.



Pour ce faire la Régie des Eaux du Pays de Fayence a souhaité impliquer ses usagers dans son administration en ouvrants 6 sièges au sein de son conseil d'exploitation ainsi constitué :

- 9 sièges aux élus de Communauté de Commune
- 1 siège au représentant du personnel de la structure
- 1 siège à l'association des usagers de l'eau
- 2 sièges aux associations d'agriculteurs du Pays de Fayence
- 2 sièges aux « personnes qualifiées », reconnues pour leur expertise dans un domaine de l'eau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

1.3 - Mode de gestion du service

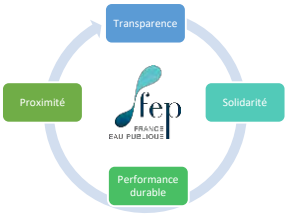
Comme les usagers, les élus du territoire sont attachés à cette gestion publique et locale des services d'eau potable et d'assainissement qui existe aujourd'hui sur la quasi-totalité du territoire et qui a fait ses preuves.
L'objectif qu'ils se sont fixés est de continuer à assurer la gestion des ressources présentes sur le territoire de la C.C.P.F. de manière publique, locale et durable pour garantir à leurs administrés une eau de qualité, en quantité suffisante et à un prix maîtrisé.
Pour cela, une régie des eaux communautaire est créé depuis le 1er janvier 2020. Cette entité, pilotée par les élus du territoire, réunit les agents issus des communes ; elle s'appuie sur leur expérience et leur connaissance du terrain.

Ses objectifs :

- Garantir à tous l'accès à une eau de qualité
- Placer l'eau au cœur des politiques publiques locales
- Favoriser l'appropriation des enjeux de l'eau par les citoyens

Ses valeurs :

- Transparence
- Solidarité
- Performance durable et efficience
- Proximité et implication des parties prenantes

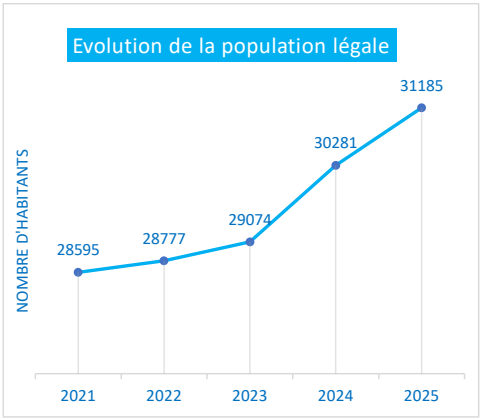


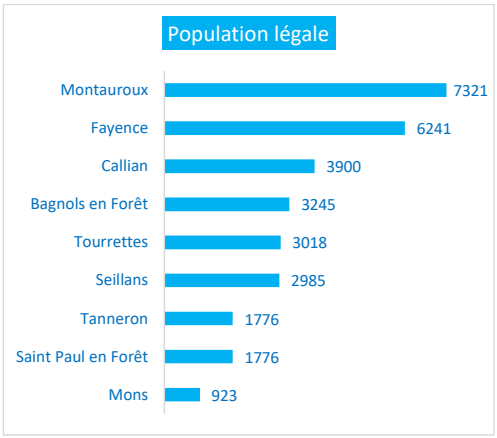
Ses missions :

- Production d'eau destinée à la consommation humaine
- Distribution d'eau potable
- Collecte et traitement des eaux usées
- Contrôle des installations d'assainissement collectif et non collectif
- Irrigation agricole

1.4 - Estimation de la population desservie

Est ici considéré comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Au 31 décembre 2025, la population sur le territoire de la CCPF est de 31 185 habitants (chiffre INSEE).



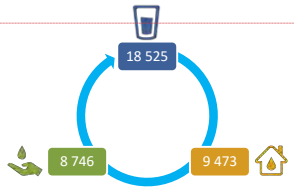


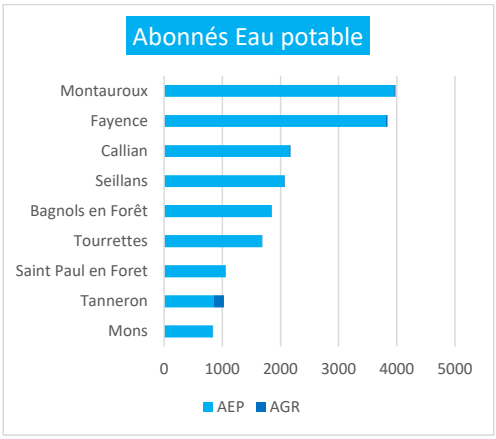
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

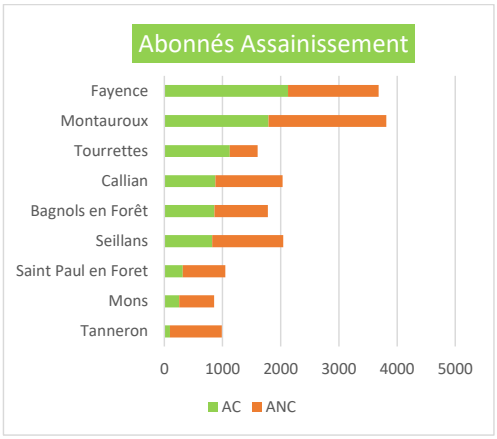
1.5 - Nombre d'abonnés

Commenté [BI1]: Vérifier le nombre d'abonnés
18399 AEP, 8541 EU, 9531 ANC en 2023

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.







1.6 - Faits marquants de l'exercice

- 01/25
  - Episode de turbidité rendant la consommation de l'eau impropre à la consommation humaine
- 04/25
  - Episode de turbidité rendant la consommation de l'eau impropre à la consommation humaine
- 06/25
  - Facturation hiver
- 07/25
  - Approbation du schéma directeur de Production
  - Approbation des schémas directeurs d'eau et d'assainissement et de la convergence des tarifs
  - Passage en alerte sécheresse
- 08/25
  - Inauguration de la station d'épuration des Estérets du lac et de la sécurisation de Seillans par le Préfet du Var
  - Passage en alerte renforcée sécheresse
- 09/25
  - Approbation de la convention DECI de Tourrettes
  - Participation à la journée du patrimoine
- 11/25
  - Fin des restrictions sécheresse
- 12/25
  - Notification des travaux de restructuration d'eau potable et d'assainissement quartier Charlon à St Paul

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

1.7 - Chiffres clés

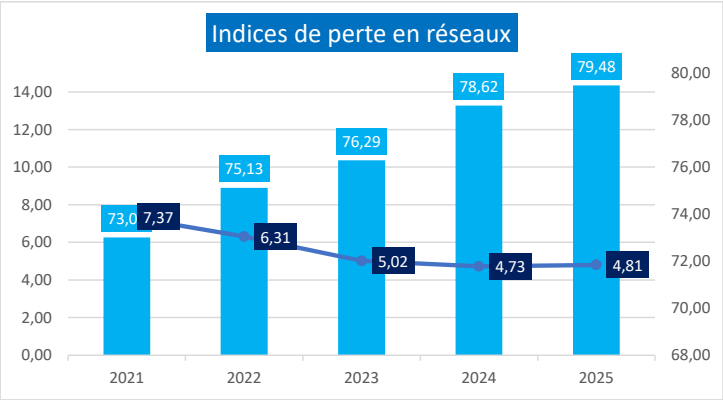
Eau potable	
Nombre d'abonnés	18 525 ab
Nombre d'habitants desservis	31 185 hab
Linéaire de réseau hors branchements	522.07 km
Conformité microbiologique de l'eau au robinet	99.58 %
Conformité physico-chimique de l'eau au robinet	100,00 %
Rendement du réseau de distribution	79.5 %
Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80,0 %
Volume produit	4 386 581 m³
Modes de gestion	Régie autonome
Nombre d'ouvrages	22 ouvrages de production
Fourchette de tarifs	De 2.22 à 3,44 €/m³

Commenté [BI2]: Baisse du linéaire suite à la requalification de certain réseau en statut privé

Commenté [BI3]: Une non-conformité suite à la turbidité pour le secteur de Camandre

Assainissement collectif	
Nombre d'abonnés	8 746 ab
Nombre d'habitants desservis	14 723 hab
Linéaire de réseau hors branchements	181.44 km
Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	77 points
Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	292.97 tMS
Volume facturé	1 249 257 m³
Modes de gestion	Régie autonome
Nombre d'ouvrages	10 STEP
Capacité en Équivalents-Habitants	42 800 EH
Fourchette de tarifs	De 1.53 à 2.48 €/m³

Assainissement non collectif	
Nombre d'habitants desservis	15 939 hab
Nombre d'installations domestiques et assimilées, contrôlées ou non encore contrôlées, situées sur le territoire du SPANC	9 478 installations
Tarif du contrôle de l'ANC	135,00 €
Modes de gestion	Régie autonome

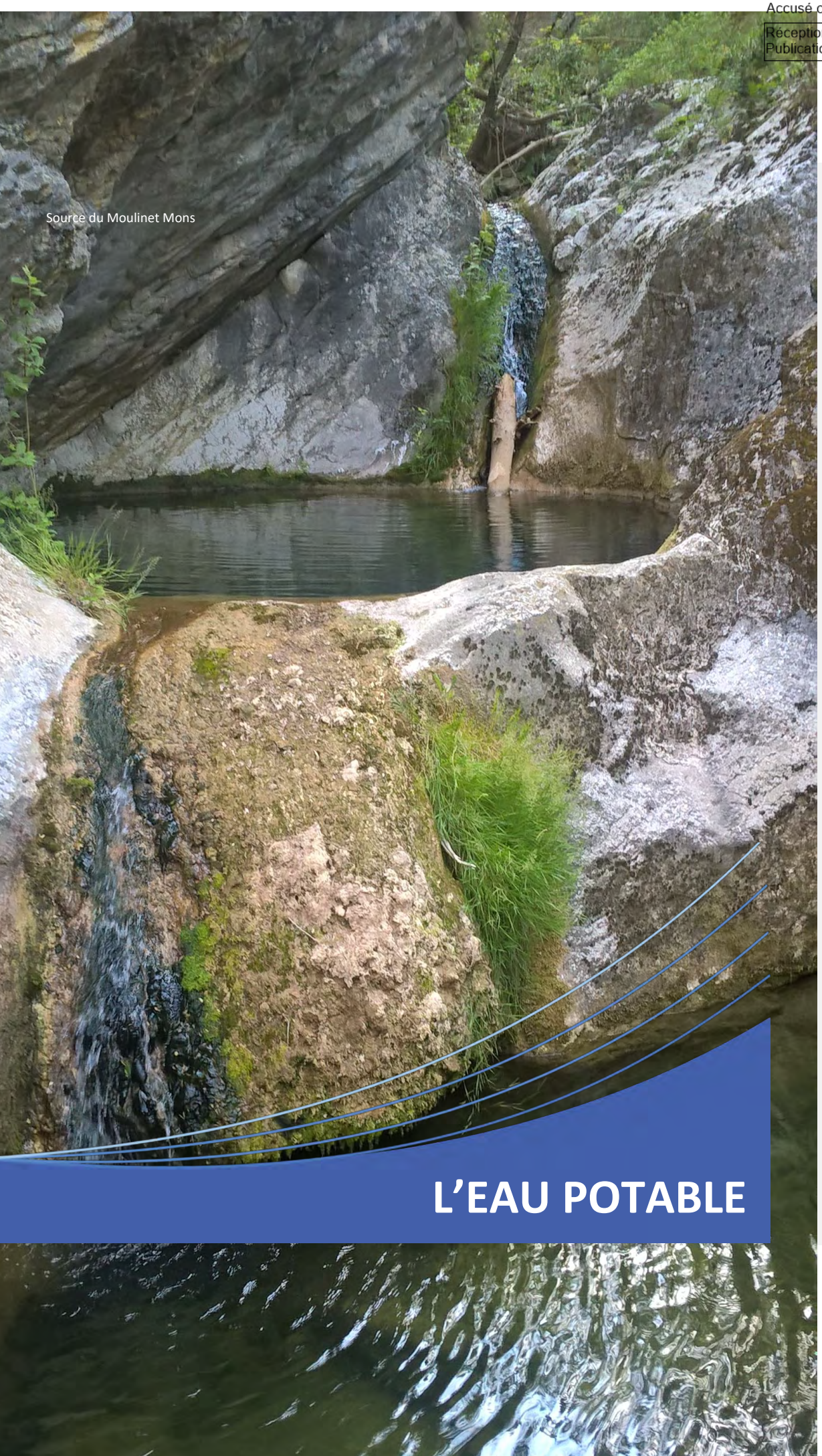


80 fuites
réparées en 2025



Le volume de perte 2025 est de 915 703 m3 (904 393 m3 en 2024) soit une augmentation de **11 310** m3 (1.25%).
Cette hausse est corrélée par la progression du nombre de fuites réparées qui a progressé de près de 20 %.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026



Source du Moulinet Mons

L'EAU POTABLE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2 - L'EAU POTABLE

2.1 - Le patrimoine

Pour permettre de remplir ses deux missions principales (production et distribution), le service est composé de différents ouvrages :

2.1.1 - Captage et prélèvement

Les eaux distribuées sur le territoire du pays de Fayence proviennent des nappes profondes du plateau de Canjuers (Baou roux, Neïsson, Cammandre, Ste Brigitte, Moulinet, Siagnole), de la plaine de Fayence (Tassy et Barrière) ainsi que de la nappe alluviale de la Siagne (Pérus).

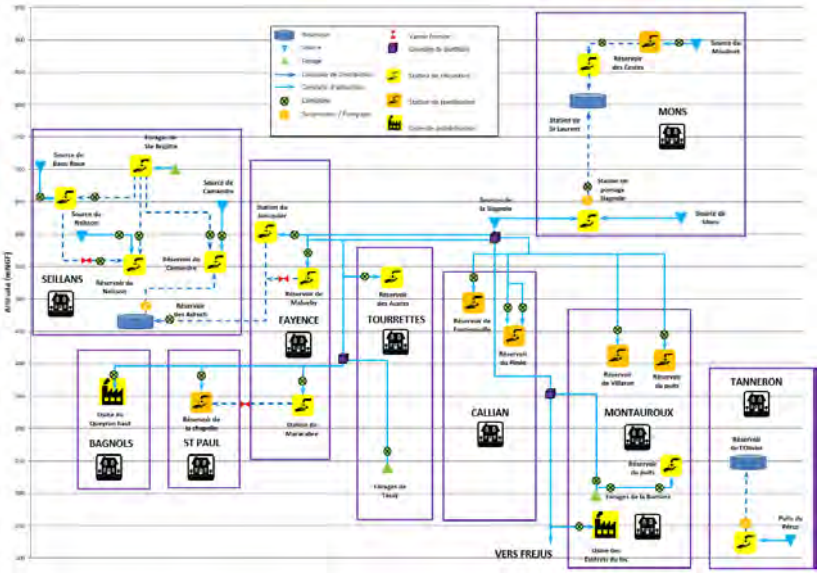


2.1.2 - Adduction d'eau brute

Le réseau d'adduction est principalement constitué par les canaux de la Siagnole qui serpentent de Mons à Fréjus sur près de 100 km.

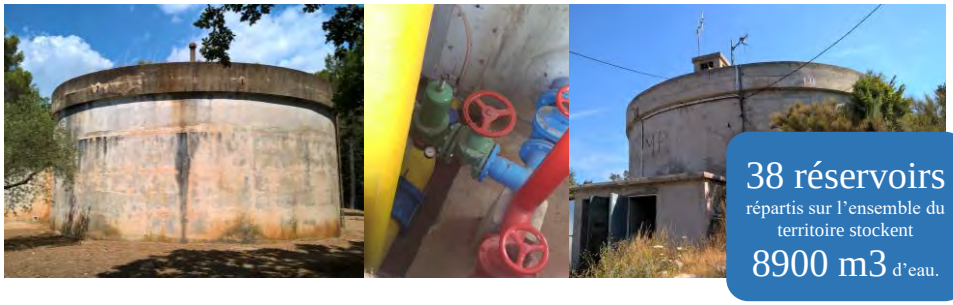
2.1.3 - Station / usine de traitement

Pour chacune des Unités de Distribution d'eau potable (UDi), un traitement est réalisé pour rendre l'eau propre à la consommation humaine. Le service compte, 12 stations de chloration, 6 stations de javellisation et une usine de traitement (Estérêts du lac). L'usine de potabilisation de Bagnols en forêt est exploitée par le Syndicat des Eaux du Var Est (SEVE) et n'entre pas dans le patrimoine de la REPF.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2.1.4 - Ouvrage de stockage



38 réservoirs
répartis sur l'ensemble du territoire stockent
8900 m3 d'eau.

2.1.5 - Conduites de distribution d'eau potable

522,07 km
de réseaux de distribution acheminent l'eau potable jusqu'aux robinets des usagers



2.2 - Caractérisation technique du service

2.2.1 - Eaux brutes

Le service public d'eau potable a prélevé 4 261 624 m3 pour l'exercice 2025 (4 093 977 m3 pour l'exercice 2024), soit une hausse de 3.93 %. L'intégralité des eaux prélevées sont souterraines.

a - Prélèvement sur les ressources en eau

Commenté [BI4]: Vérifier les volumes de barrière et Tassy

Volumes prélevés	Année	
Ressources	2024	2025
Siagnole	3 294 266	3 481 503
Siagne	352 863	390 108
Neisson	168 585	81 932
Moulinet	83 362	87 752
Tassy 2	61 995	76 124
Source Mons	49 050	63 737
Baou roux	41 525	46 506
Ste Brigitte	23 141	18 756
Camandre	19 175	11 096
Barrière 2 *	15	4 110
Barrière 1	0	0
Total général	**4 093 977**	**4 261 624**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

NOTA : * Les quantités présentées ci-dessus ne prennent pas en compte les volumes exportés vers les Adrets de l'Estérel, Saint Jean de Cannes et Saint Raphaël (1 702 874 m3). Les quantités destinées à l'irrigation sont traitée dans le chapitre « IRRIGATION ».

Commenté [BI5]: Les volumes de barrière sont données hors SEVE

b - Achats d'eaux brutes

Il n'y a pas eu d'achat d'eau brute en 2025. Le tableau précédant fait la synthèse des prélèvements annuels des ressources propres du service.

c - Vente d'eaux brutes

Comme indiqué précédemment, une partie de la production d'eau est vendue au SEVE :

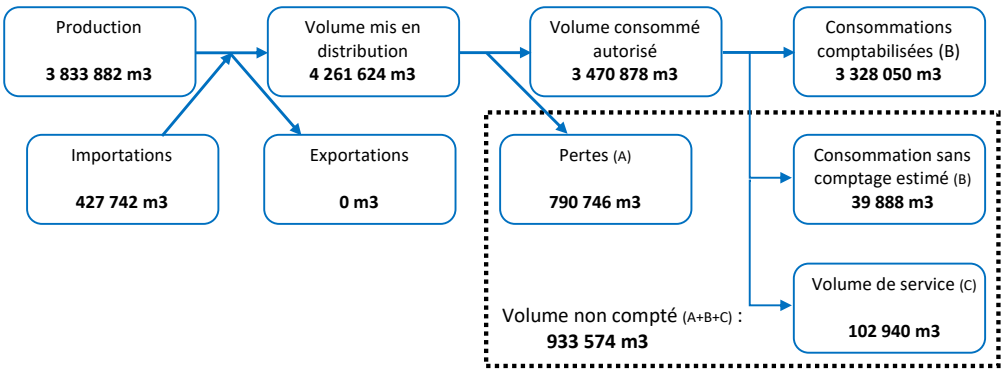
- 1 702 874 m3 pour les Adrets de l'Estérel, Fréjus et Saint Raphaël
- 427 742 m3 pour la commune de Bagnols en Forêt

2.2.2 - Eaux traitées

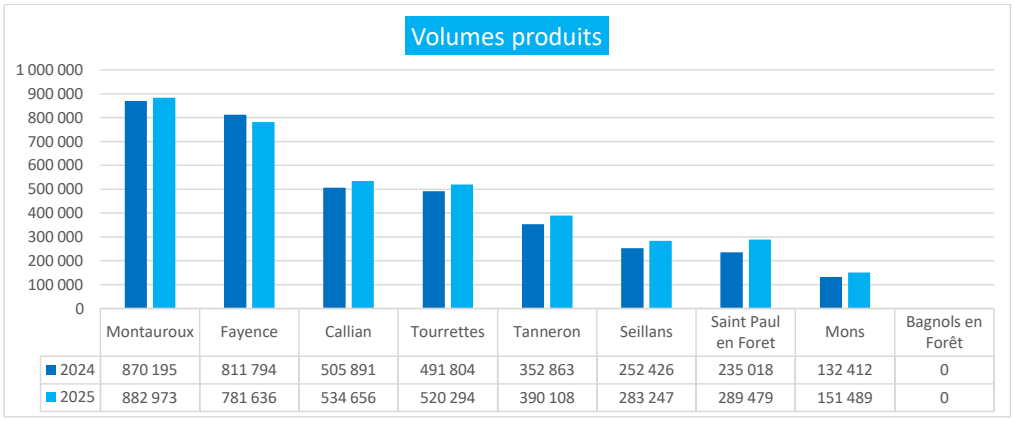
a - Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable

Commenté [BI6]: Vérifier le tableau écart de 124957 m3

Commenté [BI7R6]: Pb sur les volumes Jonquier compté 2 fois



b - Production



	Montauroux	Fayence	Callian	Tourrettes	Tanneron	Seillans	Saint Paul en Foret	Mons	Bagnols en Forêt
2024	870 195	811 794	505 891	491 804	352 863	252 426	235 018	132 412	0
2025	882 973	781 636	534 656	520 294	390 108	283 247	289 479	151 489	0

c - Achats d'eaux traitées

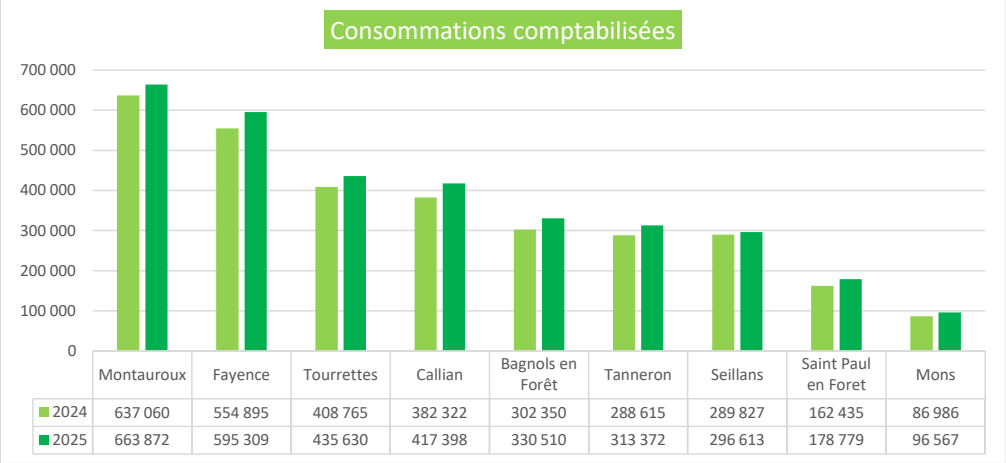
Les volumes importés sont de 427 742 m3 en 2025 (380 488 m3 en 2024). Ces quantités d'eau ont été vendue « brute » au SEVE qui a pour mission le traitement de l'intégralité des consommations de Bagnols en Forêt puis rachetées « traitées » à celui-ci.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

NOTA : 8 560 m3 sont produits par Seillans et consommés par Fayence. De plus, 67 833 m3 ont été traités par Fayence pour Seillans. Aucun volumes n'a été transporté par camion-citerne depuis Fayence vers Sainte Brigitte à Seillans. Ces volumes ne sont pas considérés comme des exports.

d - Volumes vendus au cours de l'exercice

Le service public d'eau potable a vendu 3°328 050 m3 pour l'exercice 2025 (3°113 255 m3 pour l'exercice 2024), soit une hausse de 6.90 %.



	Montauroux	Fayence	Tourrettes	Callian	Bagnols en Forêt	Tanneron	Seillans	Saint Paul en Foret	Mons
2024	637 060	554 895	408 765	382 322	302 350	288 615	289 827	162 435	86 986
2025	663 872	595 309	435 630	417 398	330 510	313 372	296 613	178 779	96 567

Cette augmentation est principalement liée au retour à la normale des consommations après les fortes précipitations de l'hiver 2024 / 2025 et une saison estivale 2025 avec restrictions d'usages déclenché tardivement (seuil d'alerte déclenché fin juillet).

e - Autres volumes

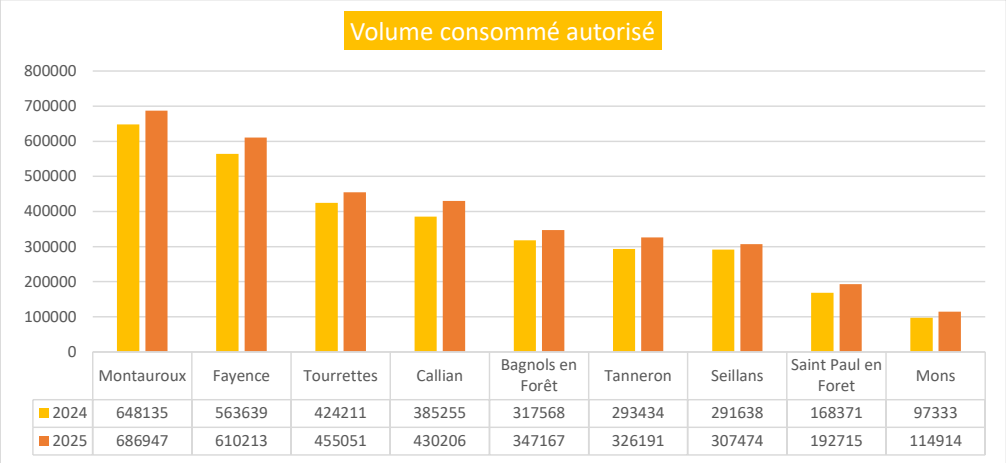
Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation. Il s'agit, par exemple, des essais de poteaux incendie, des bornes fontaines sans compteur, les essais des SDIS, les manœuvres incendie, les ouvertures des services des espaces verts sans compteur, les fontaines sans compteur, le lavage de la voirie, les chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution. Il s'agit, par exemple, des nettoyages de réservoirs, des purges de réseau, des désinfections après travaux, etc.

	Autres volumes de service		Sans comptage	
Communes	2024	2025	2024	2025
Bagnols en Forêt	14 602	16 041	616	616
Callian	1 625	11 625	1308	1183
Fayence	3 503	9 503	5241	5401
Mons	1 385	9 385	8962	8962
Montauroux	3 327	15 327	7748	7748
Saint Paul en Foret	1 265	9 265	4671	4671
Seillans	985	9 985	826	876
Tanneron	1 865	9 865	2954	2954
Tourrettes	1 944	11 944	13502	7477
Total général	**30 501**	**102 940**	**45828**	**39888**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ƒ - Volume consommé autorisé

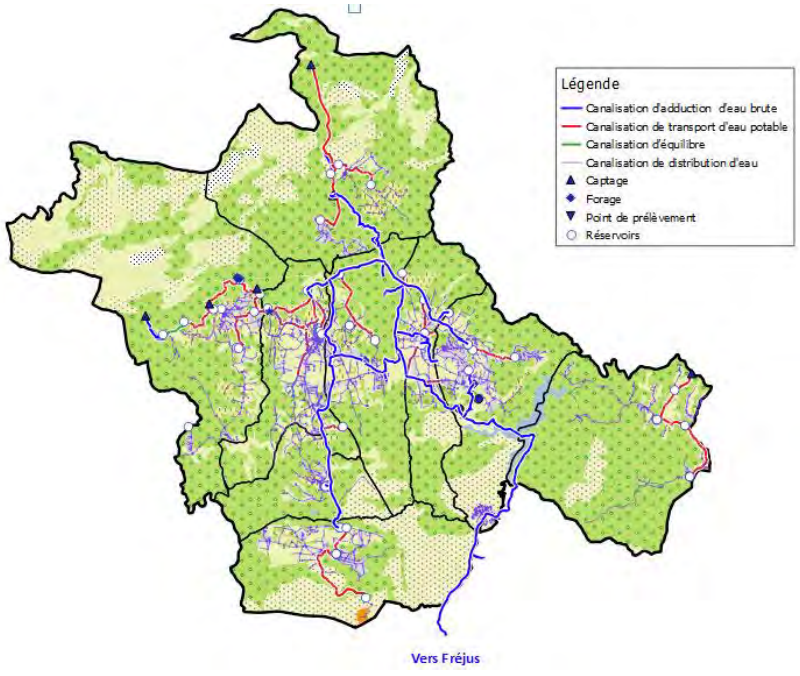
Le volume consommé autorisé est la somme des Consommations comptabilisées domestiques, des volumes de service et des volumes sans comptage.



	Montauroux	Fayence	Tourrettes	Callian	Bagnols en Forêt	Tanneron	Seillans	Saint Paul en Foret	Mons
2024	648135	563639	424211	385255	317568	293434	291638	168371	97333
2025	686947	610213	455051	430206	347167	326191	307474	192715	114914

2.2.3 - Linéaire de réseaux

Le réseau est constitué de 522.07 km de canalisation de distribution / transport d'eau potable et de 106.00 km de canalisation d'adduction d'eau brute dont (102 km constitue le service du canal de la Siagnole).



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2.3 - Les indicateurs de performance

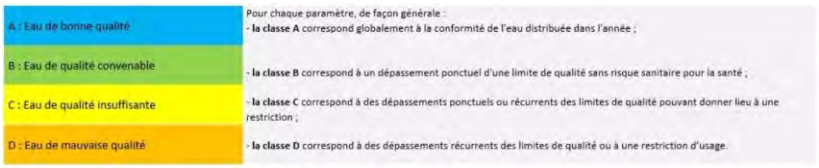
2.3.1 - Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Ces indicateurs évaluent le respect des limites règlementaires de qualité de l'eau distribuée à l'usager concernant les paramètres bactériologiques (présence de bactéries pathogènes dans l'eau) et les paramètres physico-chimiques tels que pesticides, nitrates, chrome, bromate. Il se réfère aux mesures de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Commune	Analyses Bactériologiques	Analyses Physico chimique	Taux de conformité bactériologique	Taux de conformité Physico chimique
Bagnols en Forêt	13	13	100,00	100,00
Callian	14	14	100,00	100,00
Fayence	36	27	100,00	100,00
Mons	31	15	100,00	100,00
Montauroux	62	54	100,00	100,00
Saint Paul en Foret	18	9	100,00	100,00
Seillans	63	58	98,33	100,00
Tanneron	11	11	100,00	100,00
Tourrettes	14	14	100,00	100,00
Total général	**262**	**215**	**99,58**	**100,00**

Depuis 2024, **un indicateur global annuel sur la qualité de l'eau distribuée**, afin d'améliorer l'accessibilité et la compréhension de l'information sur la qualité de l'eau par la population a été instauré par l'ARS.

Pour chaque paramètres de suivi, une note de A à D est attribuée (A étant la meilleure note)



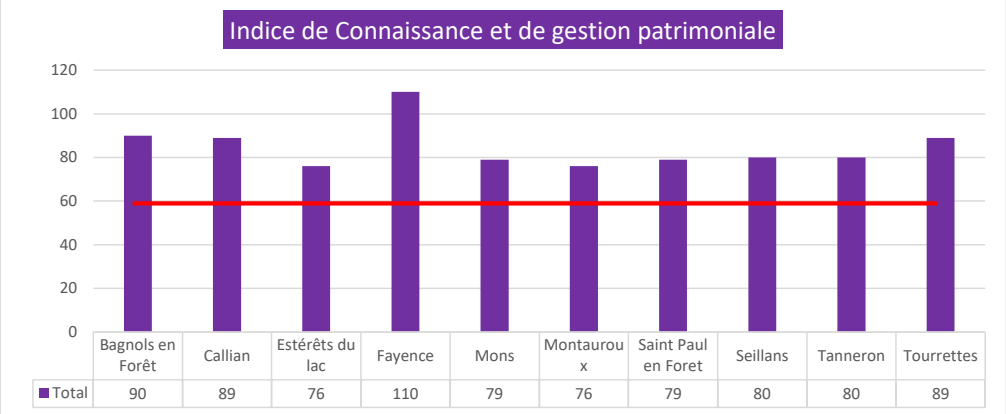
Compte tenu de la vulnérabilité des ressources du territoire à la turbidité, pour ce paramètre l'eau est de classe B avec la mention « Bonne qualité à l'exception des épisodes de fortes pluies ». A noter une analyse non conforme sur Seillans entrainant 6 jours de restriction d'usage, suite à contrôle de l'ARS.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2.3.2 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :

- Le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- L'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.



	Bagnols en Forêt	Callian	Estérêts du lac	Fayence	Mons	Montaurou x	Saint Paul en Foret	Seillans	Tanneron	Tourrettes
Total	90	89	76	110	79	76	79	80	80	89

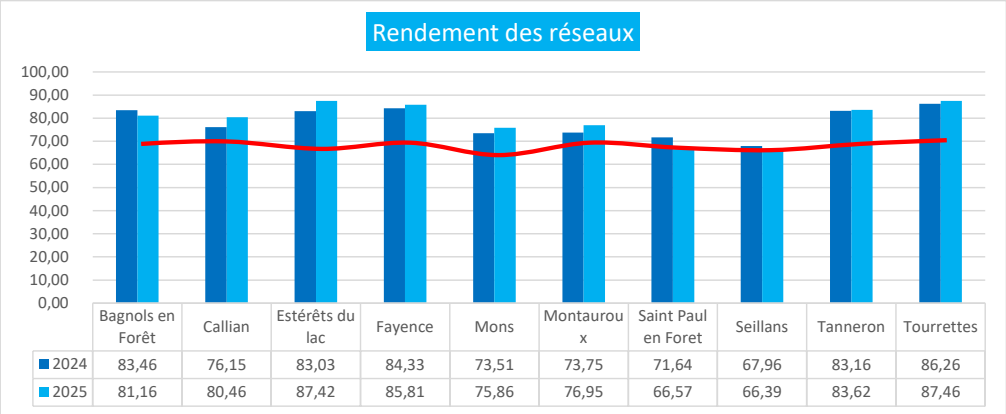
Cet indice de connaissance, valorisé à 60 points ou plus, traduit l'existence du descriptif détaillé de transport ou de distribution d'eau du service exigé par la règlementation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2.3.3 - Indicateurs de performance du réseau

a - Rendement du réseau de distribution (P104.3)

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution.
Plus le rendement est élevé (à consommation constante), moins les pertes par fuites sont importantes. De fait, les prélèvements sur la ressource en eau en sont d'autant diminués. Le décret du 27 janvier 2012 pénalise les collectivités qui ne respectent pas un seuil minimum de rendement (en rouge sur le graphique), au regard de la consommation de leur service et de la ressource utilisée.

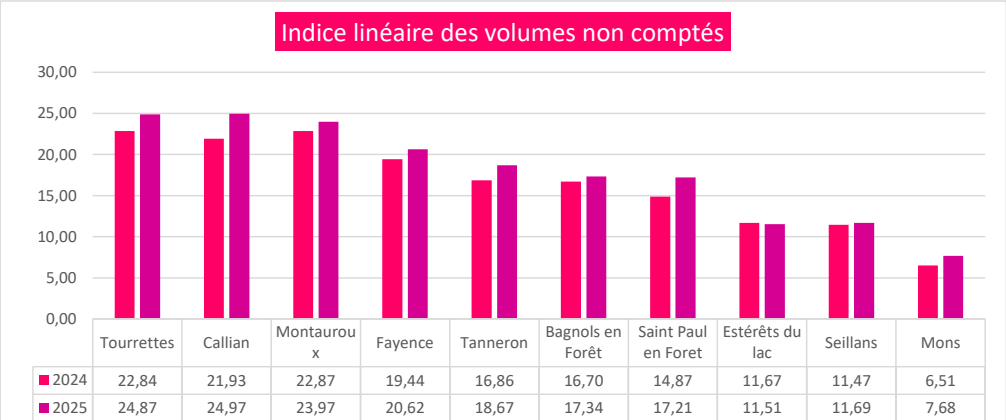


	Bagnols en Forêt	Callian	Estérêts du lac	Fayence	Mons	Montaurou x	Saint Paul en Foret	Seillans	Tanneron	Tourrettes
2024	83,46	76,15	83,03	84,33	73,51	73,75	71,64	67,96	83,16	86,26
2025	81,16	80,46	87,42	85,81	75,86	76,95	66,57	66,39	83,62	87,46

Le rendement de Saint Paul en Forêt s'est sensiblement dégradé et est passé en-dessous du seuil minimum. Seillans reste encore fragile.

b - Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage.

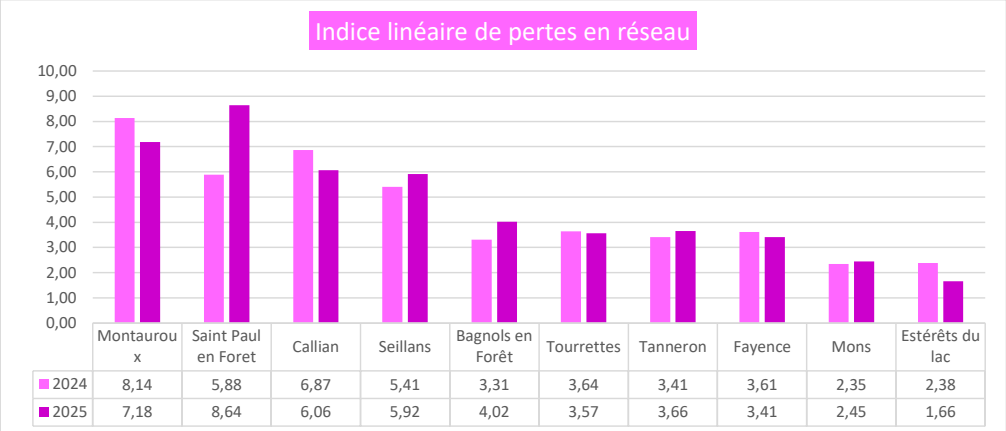


	Tourrettes	Callian	Montaurou x	Fayence	Tanneron	Bagnols en Forêt	Saint Paul en Foret	Estérêts du lac	Seillans	Mons
2024	22,84	21,93	22,87	19,44	16,86	16,70	14,87	11,67	11,47	6,51
2025	24,87	24,97	23,97	20,62	18,67	17,34	17,21	11,51	11,69	7,68

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

c - Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution.



	Montauroux	Saint Paul en Foret	Callian	Seillans	Bagnols en Forêt	Tourrettes	Tanneron	Fayence	Mons	Estérêts du lac
2024	8,14	5,88	6,87	5,41	3,31	3,64	3,41	3,61	2,35	2,38
2025	7,18	8,64	6,06	5,92	4,02	3,57	3,66	3,41	2,45	1,66

d - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements. La période à prendre en compte comprend l'année de l'exercice et les quatre années précédentes.

Communes	VP141 Linéaire renouvelé
Bagnols en Forêt	0,26
Callian	0,00
Fayence	0,00
Mons	0,00
Estérêts du lac	0,25
Montauroux	0,61
Saint Paul en Foret	0,00
Seillans	3,32
Siagnole	
Tanneron	0,00
Tourrettes	0,00
Total général	**4,44**

Sur l'année 2025, le taux de renouvellement du réseau d'eau potable est de 0.85 %.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Communes	VP 140 Linéaire 5 ans
Bagnols en Forêt	1,32
Callian	0,00
Fayence	4,70
Mons	0,00
Estérêts du lac	0,25
Montauroux	0,61
Saint Paul en Foret	0,00
Seillans	4,70
Siagnole	0,00
Tanneron	0,00
Tourrettes	0,36
Total général	**11,93**

Le taux moyen de renouvellement sur les 5 dernières années est de 0.46 %/an.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2.4 - Tarification de l'eau et recettes du service

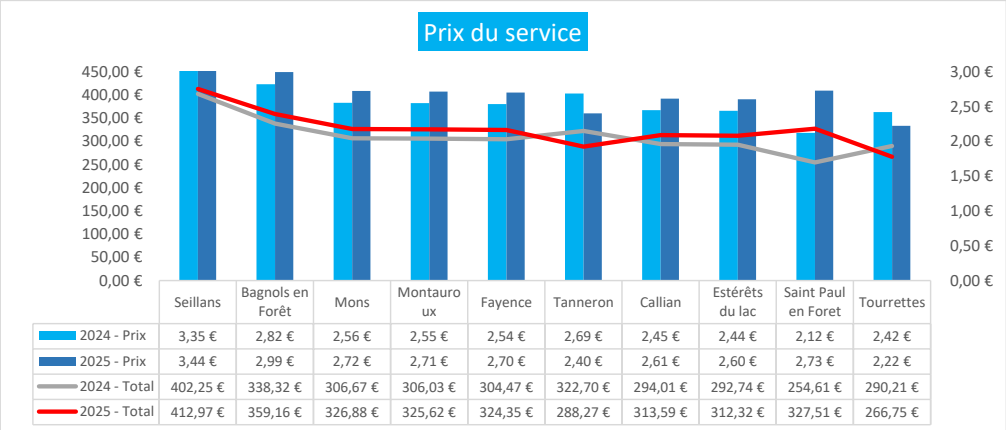
2.4.1 - Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Communes	Structure tarifaire	Fréquence de relève	Fréquence des facturation
Bagnols en Forêt	Binôme par tranche	Mai / Octobre	Juin / Novembre
Callian	Binôme saisonnier par tranche	Juin / Octobre	Juillet / Novembre
Fayence	Binôme saisonnier par tranche	Mai / Septembre	Juin / Octobre
Mons	Binôme par tranche	Juin / Octobre	Juillet / Novembre
Estérets du lac	Binôme par tranche	Juin / Octobre	Juillet /Novembre
Montauroux	Binôme saisonnier par tranche	Mai / Septembre	Juin /Octobre
Saint Paul en Foret	Binôme par tranche	Juin / Septembre	Juillet / Octobre
Seillans	Binôme saisonnier par tranche	Juin / Septembre	Juillet / Octobre
Tanneron	Binôme par tranche	Juin / Octobre	Juillet / Novembre
Tourrettes	Binôme par tranche	Mai / Octobre	Juin / Novembre

1 1 1 - Facture d'eau type (D102.0)

Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (production, transfert, distribution) ainsi que les redevances préservation des ressources et pollution de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (prélèvement en rivière), ainsi que la TVA. Les tarifs sont applicables au 01/01/2023 pour l'année 2023 et au 01/01/2024 pour 2024.



	Seillans	Bagnols en Forêt	Mons	Montauroux	Fayence	Tanneron	Callian	Estérêts du lac	Saint Paul en Foret	Tourrettes
2024 - Prix	3,35 €	2,82 €	2,56 €	2,55 €	2,54 €	2,69 €	2,45 €	2,44 €	2,12 €	2,42 €
2025 - Prix	3,44 €	2,99 €	2,72 €	2,71 €	2,70 €	2,40 €	2,61 €	2,60 €	2,73 €	2,22 €
2024 - Total	402,25 €	338,32 €	306,67 €	306,03 €	304,47 €	322,70 €	294,01 €	292,74 €	254,61 €	290,21 €
2025 - Total	412,97 €	359,16 €	326,88 €	325,62 €	324,35 €	288,27 €	313,59 €	312,32 €	327,51 €	266,75 €

Les tarifs ont été réhaussés pour l'année 2025 d'environ 4,7% sur l'ensemble du territoire. Cette augmentation sert à compenser l'inflation constatée. D'autre part, une harmonisation des grilles tarifaires a été votée en juillet 2025 pour permettre de poursuivre la convergence tarifaire de l'eau. Ce changement interviendra sur les factures d'hiver 2025 - 2026.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Décomposition des prix unitaires :

	Part fixe € HT/an		Tarif de 0 à 60 m3		Tarif de 61 à 120 m3		TVA		Redevance prélèvem°	
Communes	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Bagnols en Forêt	40,00 €	40,80 €	1,9100 €	1,9500 €	1,9100 €	1,9500 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €
Callian	40,00 €	40,80 €	1,1500 €	1,1700 €	1,9700 €	2,0100 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €
Estérêts du lac	40,00 €	40,80 €	1,5500 €	1,5800 €	1,5500 €	1,5800 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €
Fayence	60,00 €	61,20 €	1,1119 €	1,1300 €	1,8400 €	1,8800 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €
Mons	70,00 €	71,40 €	1,4100 €	1,4400 €	1,4100 €	1,4400 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €
Montauroux	40,00 €	40,80 €	1,0900 €	1,1100 €	2,2200 €	2,2600 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €
Saint Paul en Foret	40,00 €	40,80 €	1,1700 €	1,1900 €	1,3277 €	1,1900 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €
Seillans	100,00 €	102,00 €	1,3700 €	1,3900 €	2,4600 €	2,5100 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €
Tanneron	90,00 €	91,80 €	1,3700 €	1,3900 €	1,3700 €	1,3900 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €
Tourrettes	40,00 €	40,80 €	1,5300 €	1,5600 €	1,5300 €	1,5600 €	5,50	5,50	0,1490 €	0,1070 €

* : Les tranches tarifaire de la commune de Saint Paul en Forêt sont de : 0 à 50 m3 et 51 à 120 m3

Décomposition d'une facture 120 m3

	Part fixe € HT/an		Part proportionnelle		Total collectivité		Total prélèvement		Total pollution		TVA		Total T & R	
Commune	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Bagnols en Forêt	40,00 €	40,80 €	229,20 €	234,00 €	269,20 €	274,80 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	17,64 €	15,82 €	69,12 €	84,36 €
Callian	40,00 €	40,80 €	187,20 €	190,80 €	227,20 €	231,60 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	15,33 €	13,44 €	66,81 €	81,99 €
Estérêts du lac	40,00 €	40,80 €	186,00 €	189,60 €	226,00 €	230,40 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	15,26 €	13,38 €	66,74 €	81,92 €
Fayence	60,00 €	61,20 €	177,12 €	180,60 €	237,12 €	241,80 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	15,87 €	14,01 €	67,35 €	82,55 €
Mons	70,00 €	71,40 €	169,20 €	172,80 €	239,20 €	244,20 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	15,99 €	14,14 €	67,47 €	82,68 €
Montauroux	40,00 €	40,80 €	198,60 €	202,20 €	238,60 €	243,00 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	15,95 €	14,07 €	67,43 €	82,62 €
Saint Paul en Foret	40,00 €	40,80 €	149,86 €	142,80 €	189,86 €	244,80 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	13,27 €	14,17 €	64,75 €	82,71 €
Seillans	100,00 €	102,00 €	229,80 €	234,00 €	329,80 €	325,80 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	20,97 €	18,63 €	72,45 €	87,17 €
Tanneron	90,00 €	91,80 €	164,40 €	166,80 €	254,40 €	207,60 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	16,82 €	12,12 €	68,30 €	80,67 €
Tourrettes	40,00 €	40,80 €	183,60 €	187,20 €	223,60 €	187,20 €	17,88 €	12,84 €	33,60 €	0,00 €	15,13 €	11,00 €	66,61 €	79,55 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2.4.2 - Recettes

Communes	Total des ventes usagers	Dont Partie fixe	Dont Prélèvement	Vente en gros	Régularisation vente d'eau
Bagnols en Forêt	829 964,53 €	87 365,57 €	33 259,11 €	0,00 €	20 757,22 €
Callian	773 237,69 €	104 790,36 €	40 961,89 €	0,00 €	63 344,60 €
Fayence	1 344 816,74 €	257 643,55 €	59 133,15 €	0,00 €	25 705,63 €
Mons	252 570,90 €	61 459,25 €	9 428,18 €	0,00 €	4 110,47 €
Montauroux	1 322 894,32 €	175 352,04 €	65 799,14 €	0,00 €	65 897,55 €
Saint Paul en Foret	337 384,06 €	48 369,44 €	18 203,40 €	0,00 €	14 160,01 €
Seillans	853 206,80 €	208 497,92 €	29 469,36 €	0,00 €	14 117,56 €
Tanneron	576 514,65 €	130 773,13 €	21 594,47 €	0,00 €	5 908,50 €
Tourrettes	884 583,49 €	111 635,84 €	44 210,80 €	0,00 €	22 150,53 €
Total général	**7 175 173,19 €**	**1 185 887,10 €**	**322 059,50 €**	**0,00 €**	**236 152,06 €**

Les régularisations de vente d'eau correspondent aux dégrèvements accordés conformément à la loi WARSMANN.

Communes	Travaux	Autre prestations de service	Autres recettes
Bagnols en Forêt	29 742,14 €	0,00 €	2 250,00 €
Callian	28 051,89 €	20 979,20 €	2 100,00 €
Fayence	74 558,44 €	4 123,90 €	3 840,00 €
Mons	616,00 €	5 501,99 €	795,00 €
Montauroux	84 509,28 €	19 041,35 €	3 990,00 €
Saint Paul en Foret	1 360,70 €	0,00 €	990,00 €
Seillans	12 557,85 €	3 433,10 €	1 965,00 €
Tanneron	7 568,21 €	10 810,80 €	615,00 €
Tourrettes	22 615,35 €	22 757,35 €	1 695,00 €
Total général	**261 579,86 €**	**86 647,69 €**	**18 240,00 €**

La colonne « Travaux » renseigne sur les recettes liées aux travaux en régie. Les autres recettes sont principalement issues des frais d'accès au service. Les autres prestations de service correspondent aux travaux DECI.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2.5 - Financement des investissements

2.5.1 - Montants financiers

Il s'agit du montant HT des travaux ayant fait l'objet, dans l'année, d'un ordre de service ou d'un bon de commande. Le montant ne correspond donc pas nécessairement aux données budgétaires (qui mentionnent les programmes annuels prévus) ni au compte administratif (qui mentionne les paiements effectivement réalisés).
Ces travaux sont ceux qui ont été engagés par la collectivité. Ils comprennent les travaux de renouvellement et les études liées aux travaux.

Commune	Travaux réalisés	Travaux restant à réaliser	Travaux engagés
Bagnols en Forêt	113 000,00 €		
Callian			
Estérêts du lac	81 796,50 €		
Fayence			
Mons			
Saint Paul en Foret	2 988,00 €	348 156,00 €	
Seillans	4 318 744,15 €		
Tanneron	**42** 196,82 €		
Tourrettes			
Total général	**4 558 725,47 €**	**348 156,00 €**	

2.5.2 - État de la dette du service

L'encours de la dette correspond au capital restant dû au 31/12/2025.

Exercices		2024	2025
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €		6 294 304.84 €	5 864 830.60 €
Montant remboursé durant l'exercice en €	372 380.12 €	389 577.62€	429 474.24 €
	118 249.07 €	111 636.54 €	158 295.98 €

2.5.3 - Taux d'épargne brut

Le taux d'épargne brute est un ratio (Epargne brute / recettes de fonctionnement) qui indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant.

Exercices	2024	2025
Recettes de fonctionnement	9 719 178 €	11 400 448 €
Dépenses de fonctionnement	6 253 562 €	6 471 139 €
Epargne de gestion	3 465 616 €	4 929 309 €
Résultat financier	-131 844 €	- 146 278€
Résultat exceptionnel	379 381 €	54 896 €
Epargne brute	3 713 153 €	4 837 927 €
Taux d'épargne brute (en %)	38.20%	42.44 %
Capital de la dette	372 380 €	429 474 €
Epargne nette	3 340 773 €	4 408 453 €

2.5.4 - Amortissements

Pour l'année 2025, la dotation aux amortissements a été de 1 753 685.42 € :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2.5.5 - Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service

Travaux 2025
Programme de réseaux divers
Grosses réparations Canal Romain et Jourdan
Travaux AEP/DECI Impasse Maupas BAGNOLS
Travaux AEP/DECI Impasse Tennis ESTERETS MONTAUROUX
Sécurisation de l'alimentation de la partie Nord-Ouest de SEILLANS + renouvellement canalisations + DECI
Réparations d'urgence Canalisation Font Freye
Travaux AEP/DECI Impasse Mourguette MONTAUROUX
Renouvellement canalisations AEP MONTAUROUX Ancienne voie ferrée + quartier Gaudon
Branchements SCP Le Gabinet MONTAUROUX
Rénovation du forage de TASSY (SMIAGE sans subventions départements + 2ème pompe)
Travaux de maillage Réservoir Callas MONTAUROUX


Maupas Bagnols


Mourguette Montauroux


Sécurisation Seiallns


Réservoir Neïsson


Forage 2 Tassy Siagnole


Tennis Montauroux

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

2.5.6 - Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice

Projets 2026
Canalisations / Branchements CALLIAN RD562
Schéma directeur de production - Distribution TRT-FAY-SEI et actualisation bilan besoins ressources
DECI Parroubaud FAYENCE
Travaux bassin + canalisations la Péjade FAYENCE
Canalisation Fustière + Adret du Soleil
Renouvellement canalisations AEP MONTAUROUX Ancienne voie ferrée
Réseau agricole + sécurisation Est-Ouest + branche sud AP/CP
Sécurisation de l'alimentation de la partie Nord-Ouest de SEILLANS + renouvel. Canal. + DECI
DECI Chemin du ROUGNIE et SAINT-CYR SEILLANS
Extension Guillandone TOURRETTES
Travaux DECI entrée de MONS
Travaux DECI Tanneron Peygros + Maisons Vieilles

2.6 - Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

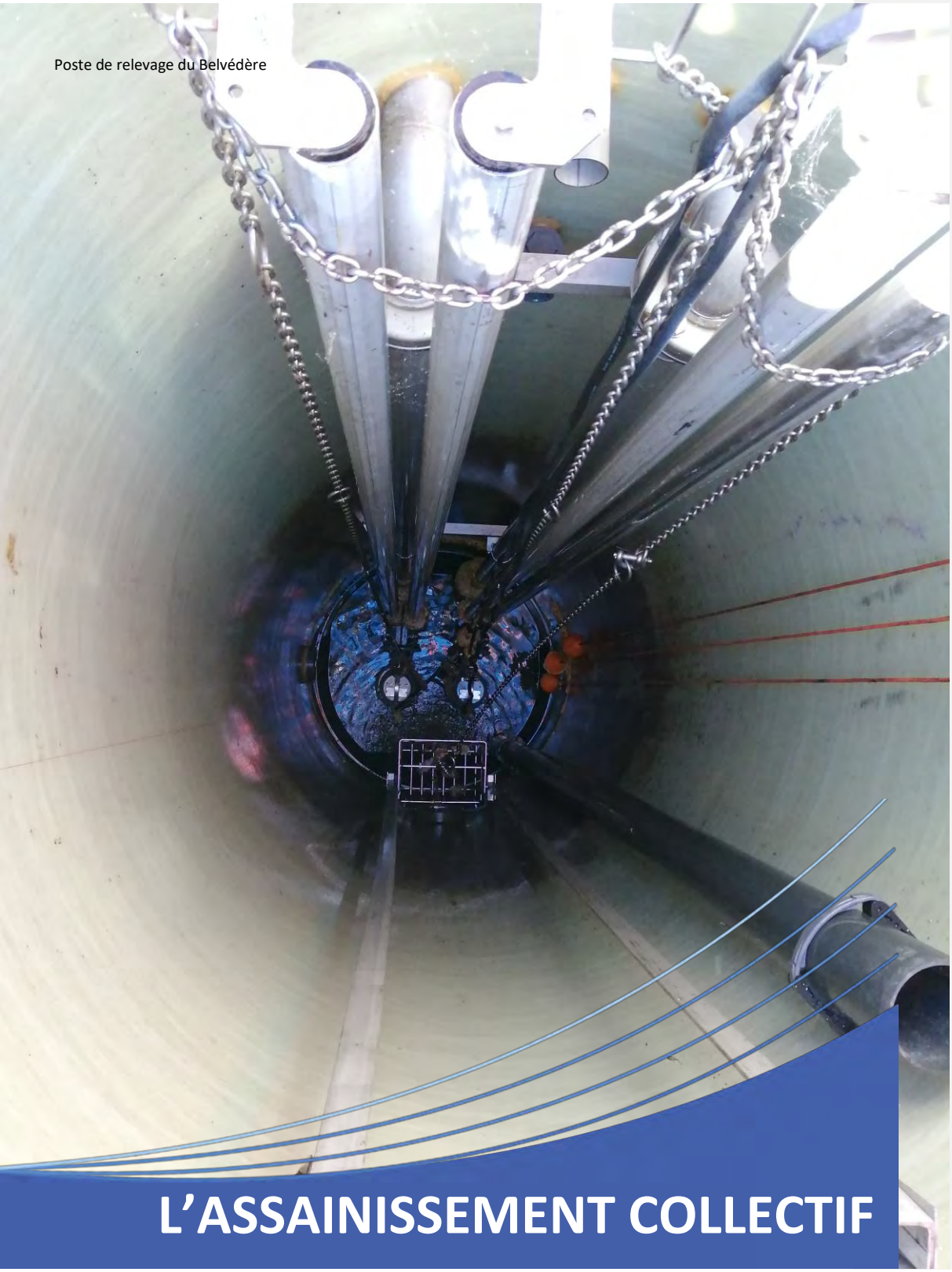
2.6.1 - Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.
Entrent en ligne de compte :

- Les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- Les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

Les abandons de créance en 2025 s'élèvent à 0,004 €/m3.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026



Poste de relevage du Belvédère

L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3 - L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.1 - Le patrimoine

Le service de l'assainissement collectif remplit deux missions principale (collecte et traitement), pour cela le service est composé de différents ouvrages :

3.1.1 - Réseau de collecte des eaux usées

Le réseau de collecte s'étend sur 150 km, principalement autour des centres-villes et dans la plaine entre Fayence et Montauroux.



21 postes de relevage
7 Déversoirs d'orage
2 bassins d'orage.

3.1.2 - Epuration et traitement des boues



L'eau traité par les **10 stations d'épuration** se rejette dans le milieu naturel, soit par le biais de vallon comme c'est le cas pour Mons, Tanneron, Brovès, Les Estérets, Bagnols, soit dans un cours d'eau.
Les usines de Seillans village, Fayence, Tourrettes, Callian / Montauroux, quant à elles restituent l'eau dans le Riou blanc.

Trois grands procédés d'épuration sont mis en œuvre :

- Lit bactérien
- Filtre planté de roseau
- Boues activées

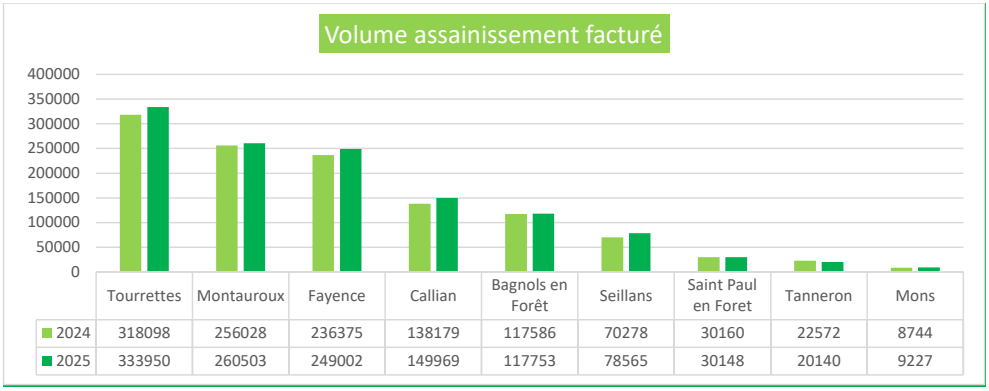


Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3.2 - Caractérisation technique du service

3.2.1 - Volumes facturés

Le service public d'assainissement a vendu 1°249 257 m3 pour l'exercice 2025 (1°198 020 m3 pour l'exercice 2024).



	Tourrettes	Montauroux	Fayence	Callian	Bagnols en Forêt	Seillans	Saint Paul en Foret	Tanneron	Mons
2024	318098	256028	236375	138179	117586	70278	30160	22572	8744
2025	333950	260503	249002	149969	117753	78565	30148	20140	9227

3.2.2 - Détail des imports et exports d'effluents

Le site de dépotage de Callian/Montauroux, situé chemin de Fondurane à Montauroux, est équipé pour recevoir les sous-produits de l'assainissement issus du territoire géographique de la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF). En 2025, 62 m3 ont été dépotés sur le site.

3.2.3 - Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)

Aucune autorisation de déversement n'a été accordée en 2025.

3.2.4 - Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert

Le réseau est constitué de 181.44 km de canalisation de collecte gravitaire et de 5.20 km de canalisation de refoulement.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

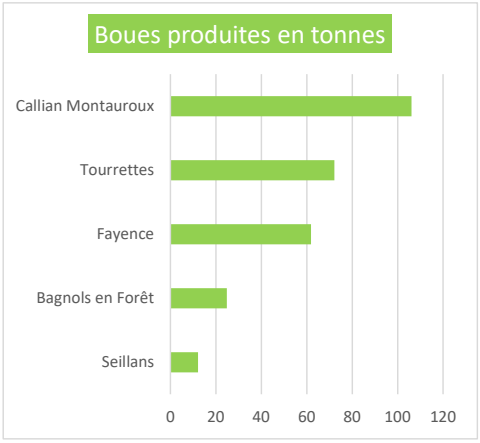
3.2.5 - Ouvrages d'épuration des eaux usées

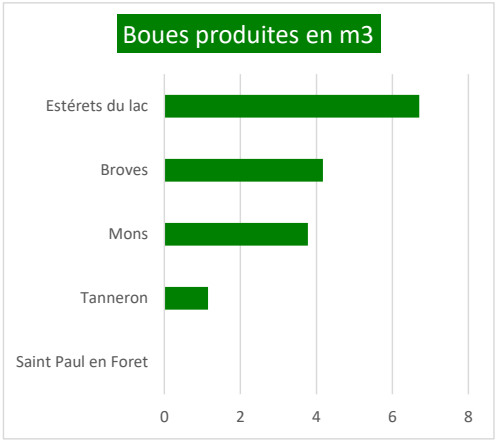
Non station	Date construction	Capacité de traitement (E.H)	Débit nominal jour temps sec (m3/j)	Procédé de traitement - File eau	Procédé de traitement - File boues
Bagnols en Forêt	2009	4500	667	Boue activée	Filtre bande + séchage solaire
Callian / Montauroux	2017	9200	1805	Boue activée	Déshydratation (presse à vis) + séchage
Fayence	1991	700	1500	Boue activée	Filtre bande + séchage solaire
Mons	1990	900	135	Lit bactérien	Stockage + Lit de séchage
Estérets du lac	1988	1800	300	Boue activée	Filtre planté de roseau
Saint Paul en Foret	2013	1600	240	Filtre planté de roseau	Filtre planté de roseau
Seillans	1993	2800	465	Boue activée	Filtre à bande
Broves	2000	400	60	Lit bactérien	Stockage + Lit de séchage
Tanneron	1987	400	NC	Lit bactérien	Stockage + Lit de séchage
Tourrettes	2003	500	1100	Boue activée	Déshydratation (presse à vis) + séchage

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3.2.6 - Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0)

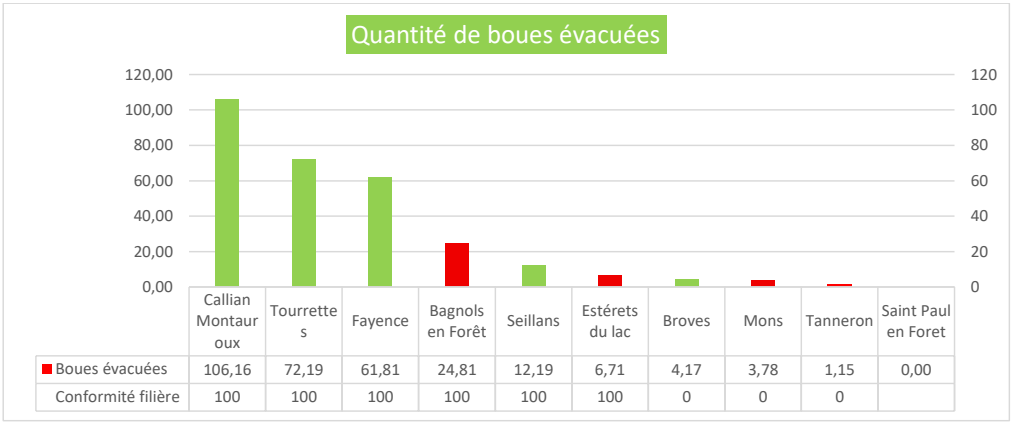
a - Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration





b - Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration

Les différentes stations d'épuration ont produit l'équivalent 277,16 tonnes de matières sèches qui ont été évacuées vers la plateforme de compostage de Tourrettes, agrée par l'agence de l'eau.



	Callian Montauroux	Tourrettes	Fayence	Bagnols en Forêt	Seillans	Estérets du lac	Broves	Mons	Tanneron	Saint Paul en Foret
Boues évacuées	106,16	72,19	61,81	24,81	12,19	6,71	4,17	3,78	1,15	0,00
Conformité filière	100	100	100	100	100	100	0	0	0	

NOTA : Les boues qui sont traitées dans un filtre planté de roseau sont évacuées en moyenne tous les 10 ans.

3.3 - Les indicateurs de performance

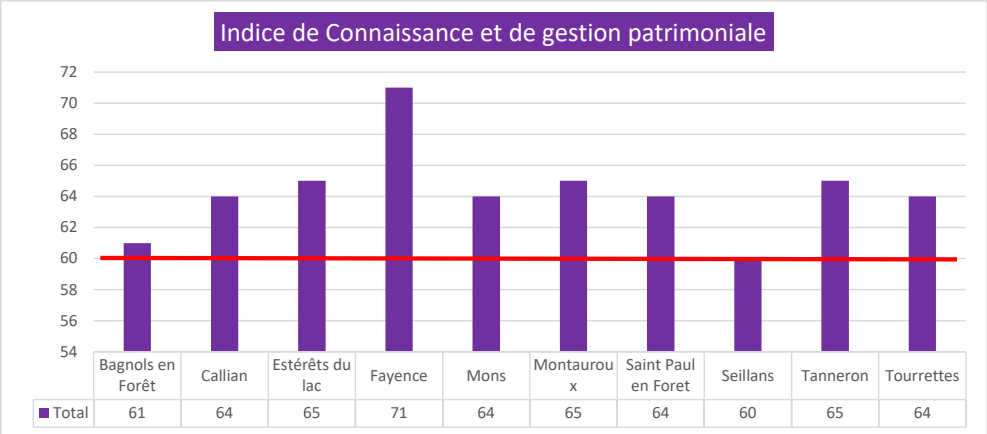
3.3.1 - Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

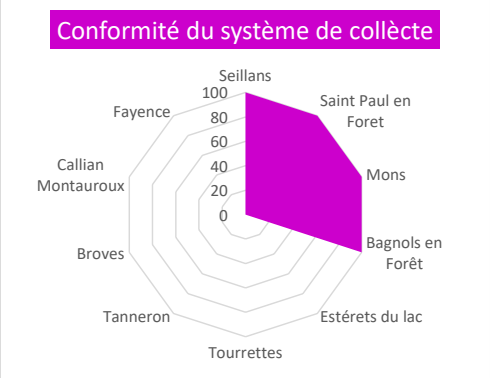
Indicateur n'est non calculable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3.3.2 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)



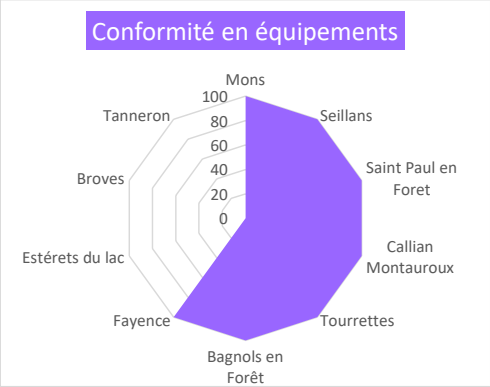
3.3.3 - Conformité de la collecte des effluents (P203.3)



Cet indicateur de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque système de collecte (ensemble de réseaux aboutissant à une même station) s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Indice de conformité global : **36%**

3.3.4 - Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)

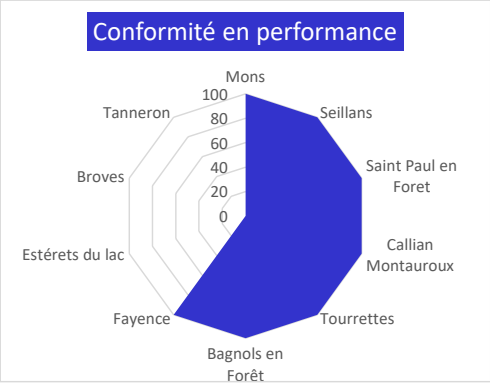


Cet indicateur de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Indice de conformité global : **73%**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3.3.5 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)



Cet indicateur de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) s'obtient auprès de la Police de l'Eau.

Indice de conformité global : **73%**

3.3.6 - Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)

Voir paragraphe 3.2.6 « Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration »

3.4 - Tarification de l'eau et recettes du service

3.4.1 - Modalités de tarification

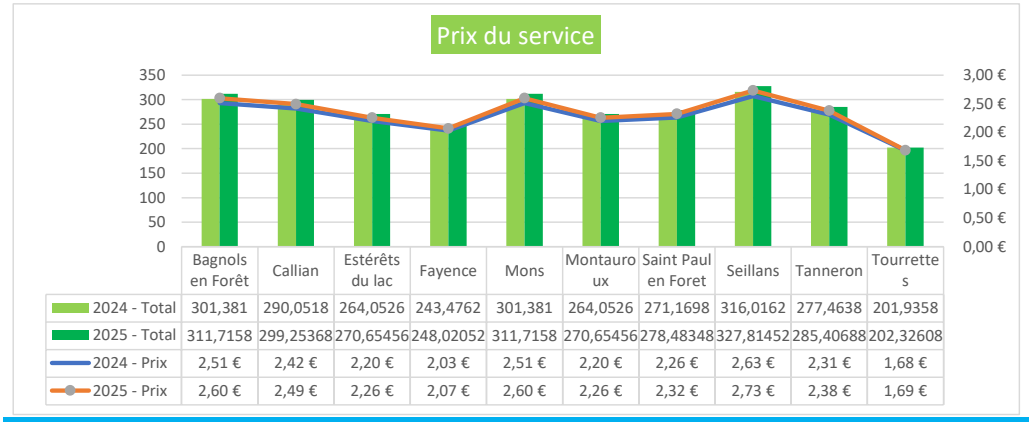
La facture d'assainissement comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Communes	Structure tarifaire	Fréquence de relève	Fréquence des facturation
Bagnols en Forêt	Binôme	Mai / Octobre	Juin / Novembre
Callian	Binôme	Juin / Octobre	Juillet / Novembre
Fayence	Binôme	Mai / Septembre	Juin / Octobre
Mons	Binôme	Juin / Octobre	Juillet / Novembre
Estérets du lac	Binôme	Juin / Octobre	Juillet /Novembre
Montauroux	Binôme	Mai / Septembre	Juin /Octobre
Saint Paul en Foret	Binôme	Juin / Septembre	Juillet / Octobre
Seillans	Binôme	Juin / Septembre	Juillet / Octobre
Tanneron	Binôme	Juin / Octobre	Juillet / Novembre
Tourrettes	Binôme	Mai / Octobre	Juin / Novembre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3.4.2 - Facture d'eau type (D204.0)

Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA. Les tarifs sont applicables au 01/01/2023 pour l'année 2023 et au 01/01/2024 pour 2024.



	Bagnols en Forêt	Callian	Estérêts du lac	Fayence	Mons	Montauroux	Saint Paul en Foret	Seillans	Tanneron	Tourrettes
2024 - Total	301,381	290,0518	264,0526	243,4762	301,381	264,0526	271,1698	316,0162	277,4638	201,9358
2025 - Total	311,7158	299,25368	270,65456	248,02052	311,7158	270,65456	278,48348	327,81452	285,40688	202,32608
2024 - Prix	2,51 €	2,42 €	2,20 €	2,03 €	2,51 €	2,20 €	2,26 €	2,63 €	2,31 €	1,68 €
2025 - Prix	2,60 €	2,49 €	2,26 €	2,07 €	2,60 €	2,26 €	2,32 €	2,73 €	2,38 €	1,69 €

La hausse de tarif qui normalement compense l'inflation, a été ajustée pour minimiser l'application d'un taux de TVA de 10%. Pour l'année 2025, l'augmentation est d'environ 2.6% sur l'ensemble du territoire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Décomposition des prix unitaires :

Étiquettes de colonnes								
	Part fixe € HT/an		Tarif de 0 à 60 m3		Tarif de 61 à 120 m3		TVA	
Communes	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Bagnols en Forêt	49,30	49,30	1,9407 €	1,9407 €	1,9407 €	1,9407 €	0,00	10,00
Callian	49,30	49,30	1,8462 €	1,8462 €	1,8462 €	1,8462 €	0,00	10,00
Estérêts du lac	49,30	49,30	1,6296 €	1,6296 €	1,6296 €	1,6296 €	0,00	10,00
Fayence	49,30	49,30	1,4581 €	1,4581 €	1,4581 €	1,4581 €	0,00	10,00
Mons	49,30	49,30	1,9407 €	1,9407 €	1,9407 €	1,9407 €	0,00	10,00
Montauroux	49,30	49,30	1,6296 €	1,6296 €	1,6296 €	1,6296 €	0,00	10,00
Saint Paul en Foret	49,30	49,30	1,6889 €	1,6889 €	1,6889 €	1,6889 €	0,00	10,00
Seillans	49,30	49,30	2,0626 €	2,0626 €	2,0626 €	2,0626 €	0,00	10,00
Tanneron	49,30	49,30	1,7413 €	1,7413 €	1,7413 €	1,7413 €	0,00	10,00
Tourrettes	49,30	49,30	1,1119 €	1,1119 €	1,1119 €	1,1119 €	0,00	10,00

Décomposition d'une facture 120 m3

Étiquettes de colonnes												
	Part fixe € HT/an		Part proportionnelle		Total collectivité		Total pollution		TVA		Total T & R	
Commune	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Bagnols en Forêt	49,30 €	49,30 €	232,88 €	232,88 €	282,18 €	282,18 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	28,22 €	19,20 €	29,54 €
Callian	49,30 €	49,30 €	221,55 €	221,55 €	270,85 €	270,85 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	27,08 €	19,20 €	28,40 €
Estérêts du lac	49,30 €	49,30 €	195,55 €	195,55 €	244,85 €	244,85 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	24,48 €	19,20 €	25,80 €
Fayence	49,30 €	49,30 €	174,97 €	174,97 €	224,28 €	224,27 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	22,43 €	19,20 €	23,75 €
Mons	49,30 €	49,30 €	232,88 €	232,88 €	282,18 €	282,18 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	28,22 €	19,20 €	29,54 €
Montauroux	49,30 €	49,30 €	195,55 €	195,55 €	244,85 €	244,85 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	24,48 €	19,20 €	25,80 €
Saint Paul en Foret	49,30 €	49,30 €	202,67 €	202,67 €	251,97 €	251,97 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	25,20 €	19,20 €	26,52 €
Seillans	49,30 €	49,30 €	247,51 €	247,51 €	296,82 €	296,81 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	29,68 €	19,20 €	31,00 €
Tanneron	49,30 €	49,30 €	208,96 €	208,96 €	258,26 €	258,26 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	25,83 €	19,20 €	27,15 €
Tourrettes	49,30 €	49,30 €	133,43 €	133,43 €	182,74 €	182,73 €	19,20 €	0,00 €	0,00 €	18,27 €	19,20 €	19,59 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3.4.3 - Recettes

Communes	Total des ventes usagers	Dont Partie fixe	Dont Modernisation	Régularisation vente d'eau
Bagnols en Forêt	278 206,78 €	54 008,06 €	155,04 €	4 362,40 €
Callian	338 641,90 €	64 560,66 €	138,72 €	3 498,33 €
Fayence	483 354,73 €	126 513,31 €	330,72 €	7 248,84 €
Mons	30 531,17 €	13 033,58 €	13,60 €	415,13 €
Montauroux	490 044,82 €	114 355,84 €	36,80 €	23 319,54 €
Saint Paul en Foret	66 148,98 €	16 848,99 €	0,00 €	1 649,42 €
Seillans	202 415,38 €	41 845,82 €	140,32 €	1 417,30 €
Tanneron	42 596,22 €	8 090,54 €	4,80 €	541,12 €
Tourrettes	477 906,32 €	112 643,26 €	777,44 €	6 192,58 €
Total général	**2 409 846,31 €**	**551 900,06 €**	**1 597,44 €**	**48 644,65 €**

Les régularisations de vente d'eau correspondent aux dégrèvements accordés conformément à la loi WARSMANN.

Communes	Travaux	Autre prestations de service	Autres recettes	PFAC
Bagnols en Forêt	31 493,73 €	5 383,64 €	1 410,00 €	36 511,25 €
Callian	14 857,13 €	8 360,14 €	1 290,00 €	26 632,50 €
Fayence	11 583,97 €	15 454,42 €	2 775,00 €	35 703,50 €
Mons	0,00 €	1 800,00 €	375,00 €	0,00 €
Montauroux	36 299,10 €	11 097,76 €	2 550,00 €	138 246,49 €
Saint Paul en Foret	70,00 €	2 968,64 €	315,00 €	0,00 €
Seillans	9 709,91 €	7 187,00 €	1 275,00 €	4 950,00 €
Tanneron	0,00 €	1 407,28 €	75,00 €	0,00 €
Tourrettes	12 299,30 €	13 945,70 €	1 380,00 €	81 331,50 €
Total général	**116 313,14 €**	**67 604,58 €**	**11 445,00 €**	**323 375,24 €**

La colonne « Travaux » renseigne sur les recettes liées aux travaux en régie. Les autres recettes sont principalement issues des frais d'accès au service. Les autres prestations de service sont issues des contrôles d'assainissement collectif. La PFAC est compté à part.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3.5 - Financement des investissements

3.5.1 - Montants financiers

Il s'agit du montant HT des travaux ayant fait l'objet, dans l'année, d'un ordre de service ou d'un bon de commande. Le montant ne correspond donc pas nécessairement aux données budgétaires (qui mentionnent les programmes annuels prévus) ni au compte administratif (qui mentionne les paiements effectivement réalisés).
Ces travaux sont ceux qui ont été engagés par la collectivité. Ils comprennent les travaux de renouvellement et les études liées aux travaux.

Étiquettes de lignes	Travaux réalisés	Travaux restant à réaliser	Travaux engagés
Bagnols en Forêt			
Callian			
Estérêts du lac			
Fayence			
Mons			
Saint Paul en Foret	22 413,00 €	563 689,00 €	
Seillans	280 273,92 €		
Tanneron			
Tourrettes	209 587,06 €	7 502,00 €	
Total général	**512 273,98 €**	**571 191,00 €**	

3.5.2 - État de la dette du service

L'encours de la dette correspond au capital restant dû au 31/12/2025.

Exercices		2024	2025
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €		5 515 586.82 €	5 234 363.58 €
Montant remboursé durant l'exercice en €	278 236.66 €	269 543.81€	281 223.24 €
	60 429.30 €	71 593.67€	81 411.67 €

3.5.3 - Taux d'épargne brut

Le taux d'épargne brute est un ratio (Epargne brute / recettes de fonctionnement) qui indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant.

Exercices	2024	2025
Recettes de fonctionnement	3 400 715 €	3 496 030 €
Dépenses de fonctionnement	1 986 570 €	1 887 277 €
Epargne de gestion	1 414 145 €	1 608 753 €
Résultat financier	-61 250 €	-79 354 €
Résultat exceptionnel	202 251 €	21 336 €
Epargne brute	1 555 146€	1 550 735 €
Taux d'épargne brute (en %)	45.73%	44.36%
Capital de la dette	278 337 €	281 223 €
Epargne nette	1 276 909 €	1 269 512 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3.5.4 - Amortissements

Pour l'année 2025, la dotation aux amortissements a été de 1 009 975.49 € :

3.5.5 - Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice

Travaux 2025
Programme de sécurisation des réseaux SEILLANS
Réhabilitation réseau EU MONTAUROUX - Chemin des Cigales
Extension Quartier Charlon SAINT-PAUL
Réhabilitation de la désodorisation de la STEP de ST-PAUL
Extension Chemin du Terme TOURRETTES - Complément
Travaux impasse des Mourguettes MONTAUROUX
Presse à vis + armoire de commande presse boues + serre STEP de TOURRETTES
Programme Cambarras TOURRETTES


Step Estérets


Terme Tourrettes


Sécurisation Seillans


Step des Estérets avant


Step des Estérets après

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

3.5.6 - Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service

Projets 2026
STEP de MONS - Réhabilitation du lit bactérien
Réhabilitation de la STEP de TANNERON (AP/CP)
Programme Cambarras TOURRETTES
Presse à vis + armoire de commande presse boues + automate BAGNOLS
Réhabilitation EU Les Estérets - Réduction des eaux claires parasites
Extension EU MONTAUROUX Quartier Narbonne
STEP de Brovès SEILLANS - Réhabilitation du lit bactérien
STEP de SEILLANS - STEP FAYENCE Déversoir CRENELLES + CLIFORD FAYENCE
Schéma Directeur Maj FAYENCE, TOURRETTES, SEILLANS

3.6 - Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

3.6.1 - Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.
Entrent en ligne de compte :

- Les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- Les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

Les abandons de créance en 2024 s'élèvent à 0,003 €/m3.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026



L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

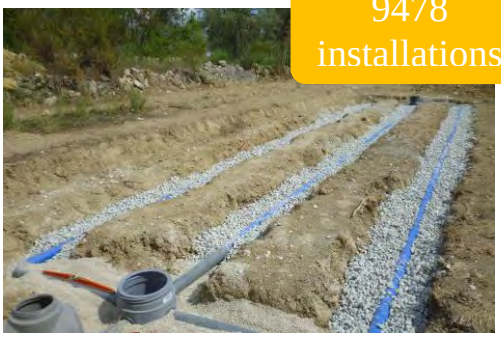
4 - L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1 - Prestations assurées par le SPANC

Contrairement aux autres services de la régie les équipements n'appartiennent pas à la collectivité. Les missions qui ont été confiées, depuis février 2015, sont le :

- Conseil à l'usager
- Contrôle technique des dispositions d'assainissement non collectif
- Suivi administratif des demandes





4.2 - Caractérisation technique du service

4.2.1 - Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.

	A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service	
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	☑
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	☑
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	☑
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	☑
	B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service	
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	☐
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	☐
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	☐

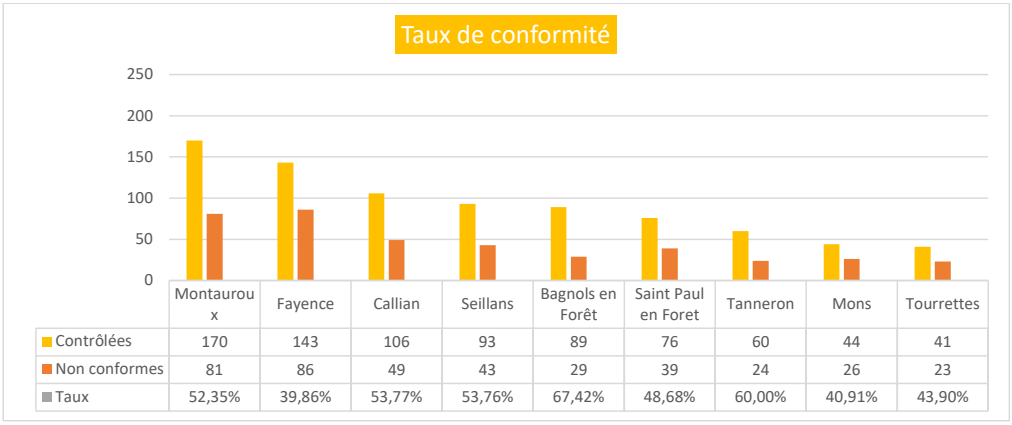
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

4.3 - Indicateurs de performance

4.3.1 - Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- D'une part le nombre de contrôles jugés conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service **depuis la création du service jusqu'au 31/12/2025**,
- D'autre part le nombre total de contrôles effectués **depuis la création du service jusqu'au 31/12/2025**.



	Montaurou x	Fayence	Callian	Seillans	Bagnols en Forêt	Saint Paul en Foret	Tanneron	Mons	Tourrettes
Contrôlées	170	143	106	93	89	76	60	44	41
Non conformes	81	86	49	43	29	39	24	26	23
Taux	52,35%	39,86%	53,77%	53,76%	67,42%	48,68%	60,00%	40,91%	43,90%

Pour l'année **2025**, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est :

$$\frac{\text{Nombre de contrôles conformes ou installation mises en conformité x 100}}{\text{Nombre total de contrôles effectués}} = 51.18\ \%$$

Contrôles	Année
Nombre total de contrôles depuis la création du service	14 456
Nombre de contrôles conformes ou installations mises en conformité depuis la création du service	7 814

4.4 - Tarification de l'assainissement et recettes du service

4.4.1 - Modalités de tarification

Installation de moins de 20 EH		
Installations existantes	Contrôle périodique	135€ TTC
	Contrôle ponctuel	180€ TTC
	Contrôle de vente	180€ TTC
Installations nouvelles ou réhabilitées	Contrôle de conception implantation	150€ TTC
	Contrôle de bonne exécution	160€ TTC

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Installation de plus de 20 EH			
Installations existantes	Contrôle périodique et diagnostique ne possédant pas d'installation mécanique	Contrôle périodique	305€ TTC
		Contrôle ponctuel	305€ TTC
		Contrôle de vente	305€ TTC
Installations nouvelles ou réhabilitées		Contrôle de conception	300€ TTC
		Contrôle de réalisation	310€ TTC

4.4.2 - Recettes

Commune	Travaux	Autre prestations de service	Autres recettes
Bagnols en Forêt	0,00 €	21 534,31 €	
Callian	0,00 €	22 979,63 €	
Fayence	0,00 €	8 246,36 €	
Mons	0,00 €	0,00 €	
Montauroux	0,00 €	44 818,35 €	
Saint Paul en Foret	0,00 €	17 206,86 €	
Seillans	0,00 €	17 837,82 €	
Tanneron	0,00 €	11 984,09 €	
Tourrettes	0,00 €	8 923,77 €	
Total général	**0,00 €**	**153 531,19 €**	

Les travaux de réhabilitation n'entrant pas dans les missions du service, les principales recettes du service sont issues des prestations de service liées aux contrôles réalisés.

4.5 - Financement des investissements

4.5.1 - Montants financiers des travaux réalisés

Il s'agit du montant HT des travaux ayant fait l'objet, dans l'année, d'un ordre de service ou d'un bon de commande. Le montant ne correspond donc pas nécessairement aux données budgétaires (qui mentionnent les programmes annuels prévus) ni au compte administratif (qui mentionne les paiements effectivement réalisés).
Ces travaux sont ceux qui ont été engagés par la collectivité. Ils comprennent les travaux de renouvellement et les études liées aux travaux.

	Travaux réalisés	Travaux restant à réaliser	Travaux engagés
SPANC	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total général	0,00 €	0,00 €	0,00 €

4.5.2 - Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice

Sans objet

4.5.3 - Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service

Sans objet

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

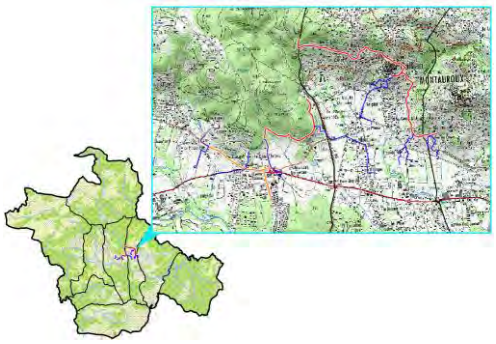


L'IRRIGATION

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

5 - L'IRRIGATION

5.1 - Le patrimoine



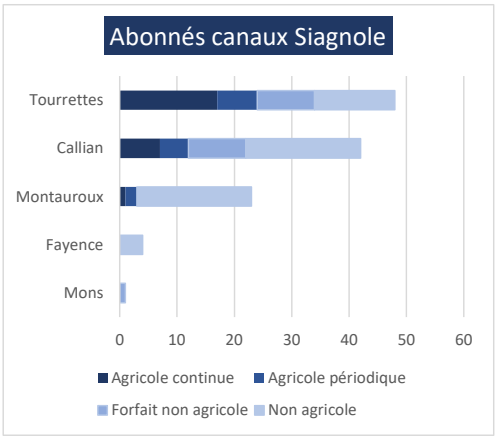
Depuis le 01/11/2021 la REPF s'est vue confiée par le Département du Var le patrimoine agricole du service de la Siagnole. Celui-ci est constitué de 6,300 km de canaux et de 6,400 km de rigoles d'irrigation ainsi que du forage de Tassy1 et de sa conduite d'adduction.

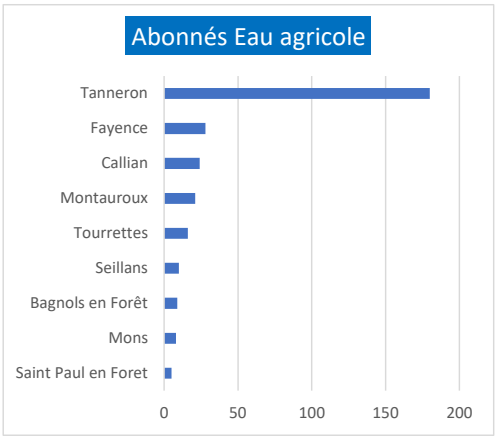




5.2 - Les abonnés

Parmi les usagers agricoles du service il faut distinguer les abonnés « des canaux de la Siagnole », au nombre de 118 (39 agriculteurs 2 irrigations et 79 particuliers non desservis par le réseau d'eau potable), de ceux qui utilisent l'eau des réseaux de distribution, 301 au total (180 sur Tanneron et 121 sur le reste du territoire).



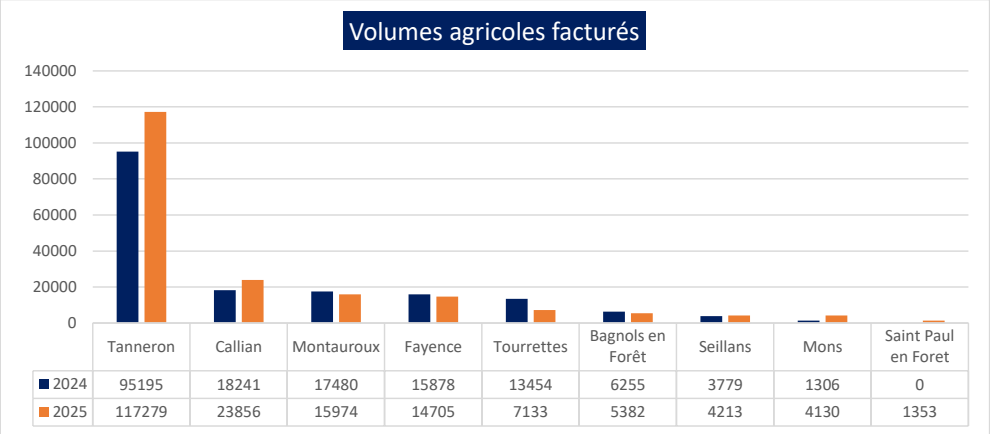


NOTA : Sont comptés à part, le Golf de terre blanche et le stade intercommunal de Tourrettes (2 abonnés Siagnole)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

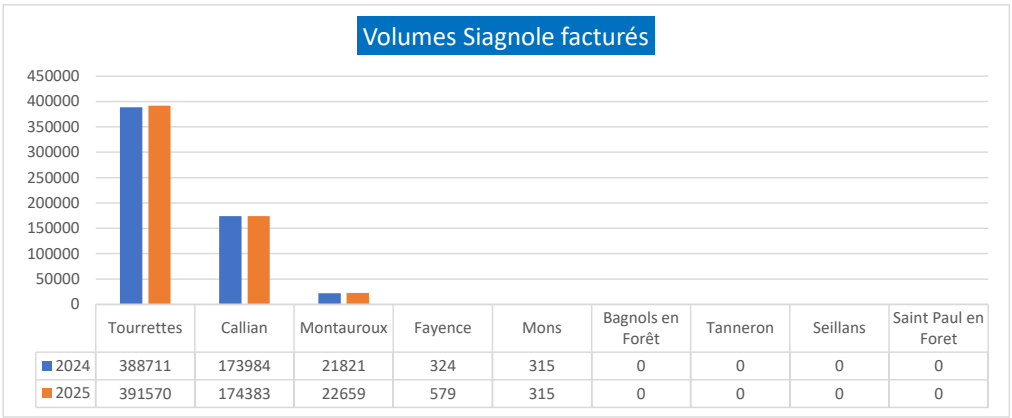
5.3 - Caractérisation technique du service

5.3.1 - Volumes d'eau distribués sur le réseau de distribution



	Tanneron	Callian	Montauroux	Fayence	Tourrettes	Bagnols en Forêt	Seillans	Mons	Saint Paul en Foret
2024	95195	18241	17480	15878	13454	6255	3779	1306	0
2025	117279	23856	15974	14705	7133	5382	4213	4130	1353

5.3.2 - Volumes d'eau distribués sur les canaux de la Siagnole



	Tourrettes	Callian	Montauroux	Fayence	Mons	Bagnols en Forêt	Tanneron	Seillans	Saint Paul en Foret
2024	388711	173984	21821	324	315	0	0	0	0
2025	391570	174383	22659	579	315	0	0	0	0

NOTA : Les volumes mis en distribution pour le compte du Golf de Terre Blanche (0 m3) et le stade intercommunal de Tourrettes (2 698 m3) sont comptés à part.

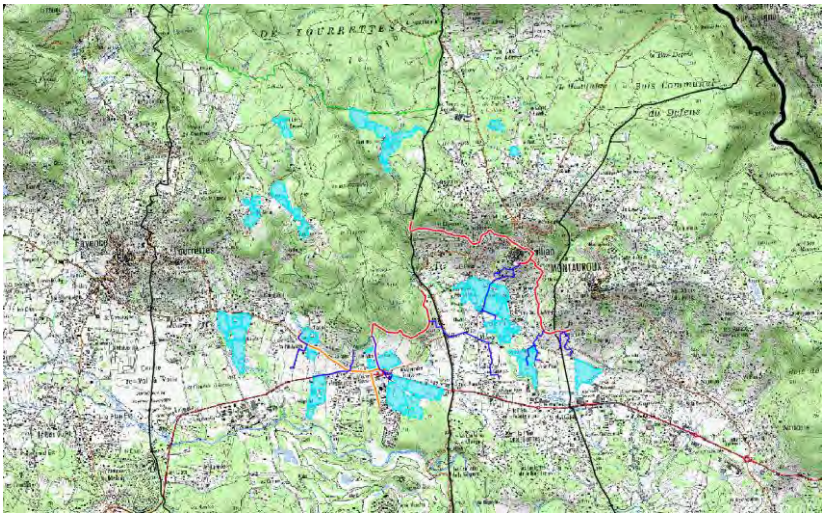
Commenté [BI8]: Vérifier les consommation du canal de tourrettes et Callian

Commenté [BI9R8]: Erreur de saisi. Il n'y avait que les particuliers

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

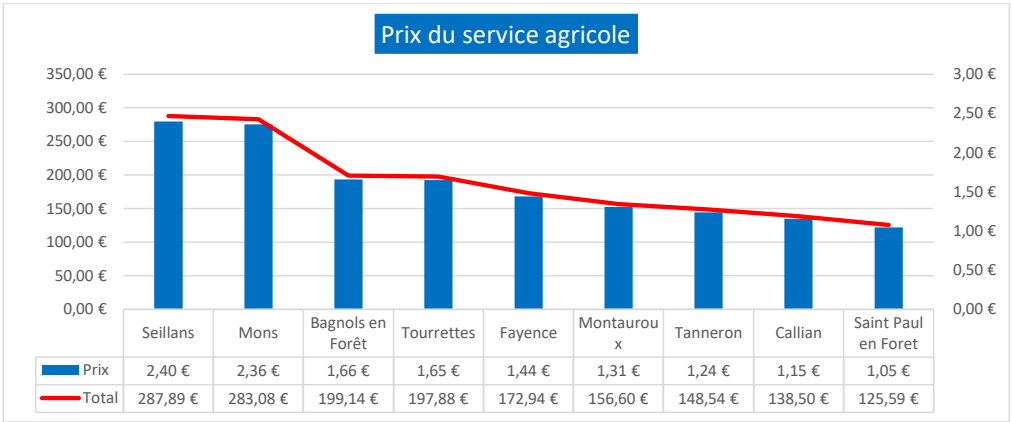
5.3.3 - Localisation des parcelles irriguées par les canaux de la Siagnole

N'apparaissent sur la carte ci-dessous que les terrains irrigués par les canaux d'eau continue / périodique de la Siagnole et le forage de Tassy 1.



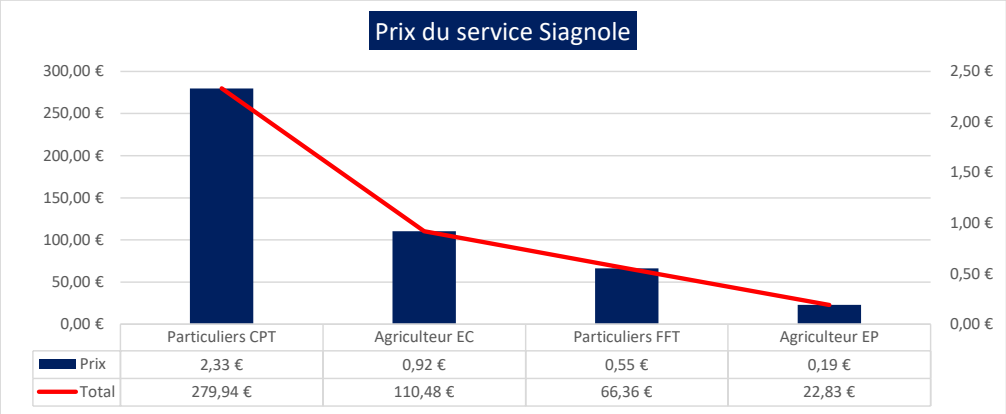
5.3.4 - Structure tarifaire et prix de l'eau

Comme pour les abonnés domestiques, le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3. Ce volume est moins représentatif pour l'usage agricole, mais il permet de faire un comparatif, notamment pour les usagers, non agricole, abonnés au service du canal de la Siagnole.
Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (production, transfert, distribution) ainsi que les redevances préservation des ressources et pollution de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (prélèvement en rivière), ainsi que la TVA. Les tarifs sont applicables au 01/01/2025 pour l'année 2025.



	Seillans	Mons	Bagnols en Forêt	Tourrettes	Fayence	Montaurou x	Tanneron	Callian	Saint Paul en Foret
Prix	2,40 €	2,36 €	1,66 €	1,65 €	1,44 €	1,31 €	1,24 €	1,15 €	1,05 €
Total	287,89 €	283,08 €	199,14 €	197,88 €	172,94 €	156,60 €	148,54 €	138,50 €	125,59 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026



NOTA : le tarif eau périodique est applicable du 15/03 au 15/10 de chaque année.

Le tarif applicable au Golf de Terre Blanche et au stade intercommunal de Tourrettes est de 0.6991 € /m3.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

DCC n°260923/20

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD
Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

APPROBATION DE L'AVENANT N°3 AU CONTRAT TERRITORIAL ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE ET LE SMIAGE MARALPIN

VU le Code général des collectivités territoriales et ses articles L.2121-29 et L5211-1 ;
VU les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Fayence ;
VU le contrat territorial conclu entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence et le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin, ayant pris effet le 1er janvier 2022 ;
VU le projet d'avenant n°3 au contrat territorial entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence et le SMIAGE Maralpin, annexé à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT que le contrat territorial définit les engagements mutuels de la Communauté de Communes du Pays de Fayence et du SMIAGE Maralpin en vue de la mise en œuvre de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;
CONSIDÉRANT que le contrat prévoit une actualisation annuelle des programmes d'actions et des éléments de cadrage techniques et financiers ;
CONSIDÉRANT que l'avenant n°3 a pour objet d'arrêter le programme d'actions et les contributions de la Communauté de Communes du Pays de Fayence pour l'exercice 2025 ;
CONSIDÉRANT que cet avenant prévoit également la prolongation du contrat territorial pour une nouvelle période de quatre ans, soit jusqu'au 31 décembre 2029, conformément à son article 7 ;
CONSIDÉRANT que, compte tenu de la cotisation négative en investissement pour l'année 2025, la Communauté de Communes du Pays de Fayence ne s'acquittera auprès du SMIAGE que de sa part en fonctionnement ;
CONSIDÉRANT que les autres dispositions du contrat territorial demeurent inchangées ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** l'avenant n°3 au contrat territorial conclu entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence et le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin, tel qu'annexé à la présente délibération.
- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à son exécution.
- **PRÉCISE** que l'avenant n°3 prolonge la durée du contrat territorial jusqu'au 31 décembre 2029 et fixe les engagements financiers de la Communauté de Communes du Pays de Fayence au titre de l'année 2025.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

AVENANT N°3 AU

CONTRAT TERRITORIAL

2ème période

entre

le SMIAGE Maralpin

et

la Communauté de Communes du Pays de Fayence

Portant délégation de compétence et mise en œuvre opérationnelle du Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) relative au grand cycle de l'eau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Entre :

- Le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin, dont le siège est établi à NICE (06204) au CADAM, représenté par son Président, Charles Ange GINESY, dûment autorisé par la délibération du

  Ci-dessous dénommé le Syndicat,

Et

- La Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) dont le siège est établi 1849 RD 19 – CS80106 – TOURRETTES (83440) représentée par son Président en exercice, François CAVALLIER, dûment autorisé par la délibération du ;

  Ci-dessous dénommée l'EPCI

Tous ensemble désignés les « Parties »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

TABLE DES MATIERES

1. OBJET DU PRESENT AVENANT 4

2. ACTUALISATION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA COTISATION DE LA CCPF 4

3. PROLONGATION DE LA DUREE DU CONTRAT 5

4. AUTRES DISPOSITIONS 5

ANNEXES 6

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

1. OBJET DU PRESENT AVENANT

La Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) et le SMIAGE ont conclu un 2ème contrat territorial ayant pour objet de définir les engagements mutuels entre les cosignataires en vue de la mise en œuvre de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

Ce contrat qui a pris effet le 1er janvier 2022, inventorie les missions déléguées au SMIAGE par la CCPF ainsi que les conditions techniques financières et organisationnelles de la délégation.

Un premier avenant est intervenu afin d'arrêter le programme d'actions pour 2023 et les années suivantes d'une part et fixer les contributions de la CCPF pour l'exercice 2023 d'autre part.

Un deuxième avenant est intervenu afin d'arrêter le programme d'actions pour 2024 et les années suivantes d'une part et fixer les contributions de la CCPF pour l'exercice 2024 d'autre part.

Un troisième avenant doit intervenir afin d'arrêter le programme d'actions et fixer les contributions de la CCPF pour l'exercice 2025 d'une part et prolonger le contrat territorial pour une nouvelle période de 4 ans d'autre part.

2. ACTUALISATION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA COTISATION DE LA CCPF

Le contrat territorial 2022-2025 prévoit que toute évolution des programmes d'actions et éléments de cadrage techniques ou financiers est évoquée dans le cadre de la clause de revoyure annuelle formalisée par un avenant.

2-1 Programmation :

- Le nouveau contenu détaillé du programme d'actions d'intérêt local et de bassins pour l'année 2025, à l'échelle de la CCPF, est présenté en annexes 1 et 2 du présent avenant.

2-2 Charges de structure du SMIAGE :

- L'état des charges de structure du SMIAGE mis à jour pour l'année 2025 est présenté en annexe 3 du présent avenant.

2-3 Cotisation :

L'article 4 du contrat territorial 2022-2025 précise que pour l'année N+1 suivant son adoption, le SMIAGE demandera le versement de la contribution de l'EPCI en deux fois :

- 50% de la contribution N-1, en janvier N,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Le solde qui sera le résultat de la contribution N calculée après l'adoption de l'avenant au contrat territorial (avenant qui aura repris les réalisés N-1, la nouvelle programmation et arrêté la nouvelle contribution) déduction faite du 1er appel.

Ce solde sera appelé après l'adoption de l'avenant n°3 par la CCPF et le SMIAGE.

Compte tenu de la cotisation négative en investissement pour 2025, la CCPF ne s'acquittera auprès du SMIAGE que de sa part en fonctionnement.

- La synthèse des engagements financiers de la CCPF est présentée en annexe 4 du présent avenant.

3. PROLONGATION DE LA DUREE DU CONTRAT

Comme le permet l'article 7 du contrat, la CCPF et le SMIAGE ont décidé de prolonger leurs relations contractuelles pour une nouvelle période de 4 ans soit jusqu'au 31 décembre 2029 sans que la durée totale n'excède 8 ans.

4. AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions du contrat territorial demeurent inchangées.

Fait à ……., le……., en 2 exemplaires

Pour la Communauté de Communes du Pays de Fayence	**Pour le SMIAGE Maralpin**
M. François CAVALLIER, Président	**M. Charles Ange GINESY, Président**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ANNEXES

- **Annexe 1: Programme d'actions d'intérêt local et de bassins de l'EPCI concerné**
- **Annexe 2 : Programmes d'actions d'intérêt de bassin pour lesquels l'EPCI est concerné : programme global**
- **Annexe 3 : Charges de structure**
- **Annexe 4 : Synthèse des engagements financiers de l'EPCI**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

DCC n°260923/21

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD
Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

APPROBATION DE L'AVENANT N°4 AU CONTRAT TERRITORIAL ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE ET LE SMIAGE MARALPIN

VU le Code général des collectivités territoriales et ses articles L.2121-29 et L5211-1 ;
VU les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Fayence ;
VU le contrat territorial conclu entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence et le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin, ayant pris effet le 1er janvier 2022 ;
VU l'avenant n°3 au contrat territorial ayant prolongé la durée du contrat jusqu'au 31 décembre 2029 ;
VU le projet d'avenant n°4 au contrat territorial entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence et le SMIAGE Maralpin, ci-annexé ;

CONSIDÉRANT que le contrat territorial définit les engagements mutuels de la Communauté de Communes du Pays de Fayence et du SMIAGE Maralpin en vue de la mise en œuvre de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;
CONSIDÉRANT que ce contrat inventorie notamment les missions déléguées au SMIAGE ainsi que les conditions techniques, financières et organisationnelles de cette délégation ;
CONSIDÉRANT que le contrat territorial prévoit une clause de revoyure annuelle permettant d'actualiser, par voie d'avenant, les programmes d'actions ainsi que les éléments de cadrage techniques et financiers ;
CONSIDÉRANT que l'avenant n°4 a notamment pour objet d'arrêter la programmation pour la période 2026-2029, de définir le programme d'actions pour l'année 2026 et d'actualiser les engagements financiers correspondants de la Communauté de Communes du Pays de Fayence ;
CONSIDÉRANT que, compte tenu de la cotisation négative en investissement pour l'exercice 2025, la Communauté de Communes du Pays de Fayence ne s'acquittera auprès du SMIAGE que de sa part en fonctionnement ;
CONSIDÉRANT que les autres dispositions du contrat territorial demeurent inchangées ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** l'avenant n°4 au contrat territorial conclu entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence et le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin, tel qu'annexé à la présente délibération.
- **AUTORISE** le Président, ou son représentant, à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à son exécution.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

AVENANT N°4 AU

CONTRAT TERRITORIAL

2ème période – 2022/2029

entre

le SMIAGE Maralpin

et

la Communauté de Communes du Pays de Fayence

Portant délégation de compétence et mise en œuvre opérationnelle du Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) relative au grand cycle de l'eau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Entre :

- Le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin, dont le siège est établi à NICE (06204) au CADAM, représenté par son Président, Charles Ange GINESY, dûment autorisé par la délibération du Comité Syndical du ;

Ci-dessous dénommé le Syndicat,

Et

- La Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) dont le siège est établi 1849 RD 19 – CS80106 – TOURRETTES (83440) représentée par son Président en exercice, René UGO, dûment autorisé par la délibération du ;

Ci-dessous dénommée l'EPCI

Tous ensemble désignés les « Parties »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

TABLE DES MATIERES

1. OBJET DU PRESENT AVENANT 4
2. ACTUALISATION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA COTISATION DE LA CCPF 4
3. AUTRES DISPOSITIONS 5
ANNEXES 6

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

1. OBJET DU PRESENT AVENANT

La Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) et le SMIAGE ont conclu un 2ème contrat territorial ayant pour objet de définir les engagements mutuels entre les cosignataires en vue de la mise en œuvre de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

Ce contrat qui a pris effet le 1er janvier 2022, inventorie les missions déléguées au SMIAGE par la CCPF ainsi que les conditions techniques financières et organisationnelles de la délégation.

Prévu initialement pour une durée de 4 ans sur la période 2022/2025, ce contrat a été prolongé pour une durée de 4 ans supplémentaires soit jusqu'au 31 décembre 2029 sans que la durée totale n'excède 8 ans, par l'avenant n°3 adopté au comité syndical du 1er avril 2025.

Un quatrième avenant doit intervenir afin d'arrêter la programmation pour 2026/2029, de fixer le programme d'actions et les contributions correspondantes pour l'exercice 2026.

Les autres termes du contrat restent inchangés.

2. ACTUALISATION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA COTISATION DE LA CCPF

Le contrat territorial initial prévoit que toute évolution des programmes d'actions et éléments de cadrage techniques ou financiers est évoquée dans le cadre de la clause de revoyure annuelle formalisée par un avenant.

2-1 Programmation :

- Le nouveau contenu détaillé du programme d'actions d'intérêt local et de bassins pour l'année 2026, à l'échelle de la CCPF, est présenté en annexes 1 et 2 du présent avenant.

2-2 Charges de structure du SMIAGE :

- L'état des charges de structure du SMIAGE mis à jour pour l'année 2026 est présenté en annexe 3 du présent avenant.

2-3 Cotisation :

L'article 4 du contrat territorial précise que pour l'année N+1 suivant son adoption, le SMIAGE demandera le versement de la contribution de l'EPCI en deux fois :

- 50% de la contribution N-1, en janvier N,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- Le solde qui sera le résultat de la contribution N calculée après l'adoption de l'avenant au contrat territorial (avenant qui aura repris les réalisés N-1, la nouvelle programmation et arrêté la nouvelle contribution) déduction faite du 1er appel.

Ce solde sera appelé après l'adoption de l'avenant n°4 par la CCPF et le SMIAGE.

Compte tenu de la cotisation négative en investissement pour 2025, la CCPF ne s'acquittera auprès du SMIAGE que de sa part en fonctionnement.

- La synthèse des engagements financiers de la CCPF est présentée en annexe 4 du présent avenant. Le bilan pour la période 2022-2025 est présenté en annexe 5.

3. AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions du contrat territorial demeurent inchangées.

Fait à ....., le....., en 2 exemplaires

Pour la Communauté de Communes du Pays de Fayence	**Pour le SMIAGE Maralpin**
M.	**M. Charles Ange GINESY, Président**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- **Annexe 1: Programme d'actions d'intérêt local et de bassins de l'EPCI concerné**

Code action unique	Libellé action	Code SOCLE	G/ HG	Fonc / Inv	Etat action* au 31/12/25	Bassin versant	CT 2026-2029 (€ HT)				TOTAL 26-29 PREVI	2026-2029			
							prévi 2026	prévi 2027	prévi 2028	prévi 2029	€ HT	Assiette subventionnable	Subventions prévi (taux)	Subventions prévi (montant)	TVA - FCTVA prévi
Actions locales EPCI															
CCPF_02	Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Riou Argentière	Ge2a	G	F	E	Riou de l'Argentière	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €
CCPF_03-1	Etude de restauration de la franchissabilité du seuil Ancien gué d'Auribeau (ROE 83517) compléments	Ge8a	G	I	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 000 €	80%	0 €	0 €
CCPF_04	Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Siagne	Ge2a	G	F	E	Siagne	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €		0%	0 €	20 000 €
CCPF_05	Etude de danger barrage Banégon - SUITE SUR LA CCPF_08	Ge5b	G	F	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	102 222 €	30%	0 €	0 €
CCPF_06	Entretien barrage Banégon	Ge5b	G	F	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €
CCPF_08	Etudes et Travaux de mise en conformité du barrage de Banégon	Ge8a	G	I	E	Siagne	604 157 €	0 €	0 €	0 €	604 157 €		30%	181 247 €	120 831 €
CCPF_09-1	Instrumentation du barrage de Banégon - investissement	Ge8a	G	I	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €
CCPF_09-2	Instrumentation du barrage de Banégon - fonctionnement	Ge8a	G	F	E	Siagne	500 €	500 €	500 €	500 €	2 000 €		0%	0 €	400 €
CCPF_10	PAPI intention : stratégie et programme d'actions du bassin Riou Blanc	Ge5	G	I	E	Siagne	43 818 €	0 €	0 €	0 €	43 818 €		50%	21 909 €	8 764 €
CCPF_11	PAPI intention : diagnostic de réduction de vulnérabilité des bâtis en zone exposée	Ge5f	G	F	E	Siagne	23 132 €	0 €	0 €	0 €	23 132 €		80%	18 506 €	4 626 €
CCPF_12	PAPI intention : Actions de communication et de sensibilisation aux rivières auprès des établissements	HG2	G	F	E	Siagne	5 000 €	0 €	0 €	0 €	5 000 €		50%	2 500 €	1 000 €
CCPF_13	PAPI intention : Pose de repères de crue et de panneaux pédagogiques dédiés à la pérennisation de la	HG2	G	I	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		50%	0 €	0 €
CCPF_14	Appui aux communes pour l'élaboration du volet inondation des PCS et DICRIM	HG1	HG	F	E	tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €
CCPF_16	Diagnostic du risque inondation - bassin Riou Blanc - A SOLDER	Ge5	G	I	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		80%	0 €	0 €
CCPF_17	Recensement des enjeux en zone inondable - Riou Blanc - A SOLDER	Ge5	G	I	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		60%	0 €	0 €
CCPF_18-1	Instrumentation de cours d'eau - Hydrométéo INV	HG1	HG	I	E	Siagne	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	20 000 €		50%	10 000 €	4 000 €
CCPF_18-2	Instrumentation de cours d'eau - Hydrométéo FONCT	HG1	HG	F	E	Siagne	500 €	500 €	500 €	500 €	2 000 €		0%	0 €	400 €
CCPF_20	Recensement des ouvrages et aménagements (hors ouvrages classés)	Ge5b	G	F	E	tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €
CCPF_21	Accompagnement à la mise en place du PICS	HG1	HG	F	E	tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €
CCPF_22	Mise en place d'une stratégie de restauration des écosystèmes lentiques et lotiques de la Siagne et de leur connectivité - Cistude d'Europe comme fil d'ariane	HG7	HG	F	E	Siagne	4 164 €	0 €	0 €	0 €	4 164 €		80%	3 331 €	833 €
CCPF_23	Kit de crise - GIRN 2	HG1	HG	F	E	tous	19 448 €	0 €	0 €	0 €	19 448 €		80%	15 558 €	3 890 €
CCPF_24	Définition d'une stratégie pour la gestion des zones humides à l'échelle de l'EPCI	Ge8b	G	F	E	tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €
CCPF_25	Réparation des berges en techniques végétales, au collège Marie Mauron à Pavence	Ge8a	G	I	E	tous	10 000 €				10 000 €		0%	0 €	2 000 €
Actions de BV															
SIA_03	Elaboration du SAGE Siagne	HG14	HG	F	E	Siagne	38 899 €	0 €	0 €	0 €	38 899 €		80%	31 119 €	7 780 €
SIA_07	PAPI intention : définition stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - SUPPRIMEE	HG3	HG	I	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		76%	0 €	0 €
SIA_08	PAPI intention : Elaboration du PAPI complet	HG3	HG	I	E	Siagne	4 266 €	0 €	0 €	0 €	4 266 €		60%	2 559 €	553 €
SIA_09	PAPI intention : Elaboration et mise en oeuvre d'une stratégie de communication et de sensibilisation	HG3	HG	F	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		80%	0 €	0 €
SIA_11	Complément connaissance hydrologie haute-Siagne et détermination débits biologiques Vevans (régie)	HG7	HG	F	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €
SIA_12	Confirmation des zones humides par reconnaissance terrain à inscrire dans le SAGE	HG7	HG	F	E	Siagne	8 309 €	0 €	0 €	0 €	8 309 €		80%	6 647 €	1 662 €
SIA_13	Définition des EBF concertés à inscrire dans le SAGE	HG14	HG	F	E	Siagne	4 154 €	0 €	0 €	0 €	4 154 €		80%	3 324 €	831 €
SIA_14	Animation PGRE Siagne	HG7	HG	F	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €
SIAH_07	Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil Péchenard	Ge8a	G	I	E	haute Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		80%	0 €	0 €
SIAH_08	Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil de la bambouseraie	Ge8a	G	I	E	haute Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		80%	0 €	0 €
SIAH_09	Réalisation de panneaux signalitiques et pédagogiques sur le site Natura 2000 Gorges de la Siagne	HG7	HG	I	E	haute Siagne	500 €	0 €	500 €	0 €	1 000 €		0%	0 €	200 €
							809 223 €	31 250 €	32 000 €	31 250 €	903 723 €	132 222 €		300 072 €	179 087 €
	PROGRAMME ACTION FONCTIONNEMENT HT						131 609	26 250	26 250	26 250	210 359	102 222		80 555	41 621
	PROGRAMME ACTION INVESTISSEMENT HT						671 580	5 000	5 750	5 000	687 330	30 000		219 087	137 466

* Etat de l'action :
AE Annulé Engagé Fermeture Sesoce (dépenses et subventions)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- **Annexe 2 : Programmes d'actions d'intérêt de bassin pour lesquels l'EPCI est concerné : programme global**

Code action	Programme source N°		Libellé action	Fonc / Inv	G/ HG	Code SOCLE	Etat action* au 31.12.25	Bassin versant	CT 2026-2029 : PREVISIONNELS (€ HT)				TOTAL 26-29 PREVI	Subven-tions (taux)	Répartition prévisionnelle entre les financeurs (taux)				EPCI à FP concernés			Propriété ouvrage
									2026	2027	2028	2029	€ HT		Etat	Région	CD06, CD83	Agence eau	Europe	CACPL	CAPG	CCPF	
SIA_03			Elaboration du SAGE Siagne	F	HG	HG14	E	Siagne	38 899 €	- €	- €	- €	38 899 €	80%		30%		50%		O	O	O	
SIA_07	PAPI	1,1;5,1	PAPI intention : définition stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - SUPPRIMEE	I	HG	HG3	E	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	75%	50%			25%		O	O	O	
SIA_08	PAPI	0,2	PAPI intention: Elaboration du PAPI complet	I	HG	HG3	E	Siagne	4 266 €	- €	- €	- €	4 266 €	60%	50%		10%			O	O	O	
SIA_09	PAPI	1,3	PAPI intention: Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de sensibilisation autour de la culture du risque inondation et de la valorisation des milieux aquatiques	F	HG	HG3	E	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	80%	80%					O	O	O	
SIA_11	PGRE		Complément connaissance hydrologie haute-Siagne et détermination débits biologiques Veyans (régie)	F	HG	HG7	E	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	0%						O	O	O	
SIA_12	SAGE		Confirmation des zones humides par reconnaissance terrain à inscrire dans le SAGE	F	HG	HG7	E	Siagne	8 309 €	- €	- €	- €	8 309 €	80%		30%		50%		O	O	O	
SIA_13	SAGE		Definition des EBF concertés à inscrire dans le SAGE	F	HG	HG14	E	Siagne	4 154 €	- €	- €	- €	4 154 €	80%		30%		50%		O	O	O	
SIA_14	PGRE		Animation PGRE Siagne	F	HG	HG7	E	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	0%						O	O	O	
SIAH_07	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil Péchenard	I	G	Ge8a	E	haute Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	80%		30%		50%		N	O	O	
SIAH_08	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil de la camboutérale	I	G	Ge8a	E	haute Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	80%		30%		50%		N	O	O	
SIAH_09	Natura 2000		Réalisation de panneaux signalitiques et pédagogiques sur le site Natura 2000 Gorges de la Siagne	I	HG	HG7	E	haute Siagne	500 €	- €	500 €	- €	1 000 €	0%						N	O	O	
									58 851 €	250 €	1 000 €	250 €	60 351 €										

21

* Etat de l'action
A= Annulé E=engagé F=finalisé S=soldé (dépenses et subventions)

PROGRAMME ACTION FONCTIONNEMENT HT	53 865 €	250 €	**250 €**	250 €	54 615 €
PROGRAMME ACTION INVESTISSEMENT HT	5 016 €	0 €	**750 €**	0 €	5 766 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- **Annexe 3 : Charges de structure**

Charges de structure : 2026-2029	Prévi 2026	Prévi 2027	Prévi 2028	Prévi 2029	TOTAL
Total dépenses structure	**6 271 209 €**	**6 462 436 €**	**6 462 436 €**	**6 462 436 €**	**25 658 517 €**
charges de personnel	*5 130 000 €*	*5 629 482 €*	*5 629 482 €*	*5 629 482 €*	**22 018 446 €**
charges de fonctionnement	*822 009 €*	*639 029 €*	*639 029 €*	*639 029 €*	**2 739 096 €**
charges d'investissement	*319 200 €*	*193 925 €*	*193 925 €*	*193 925 €*	**900 975 €**
Total recettes structure	**6 271 209 €**	**6 462 436 €**	**6 462 436 €**	**6 462 436 €**	**25 658 517 €**
cotisations EPCI : charges de stucture	*813 132 €*	*825 390 €*	*825 390 €*	*825 390 €*	**3 289 302 €**
cotisation CD06 fonctionnement	*3 051 045 €*	*3 051 046 €*	*3 051 046 €*	*3 051 046 €*	**12 204 183 €**
cotisation CD06 investissement	*193 923 €*	*193 923 €*	*193 923 €*	*193 923 €*	**775 692 €**
Subventions et autres recettes prévisionnelles en FONCT	*2 087 826 €*	*2 392 077 €*	*2 392 077 €*	*2 392 077 €*	**9 264 057 €**
Subventions et autres recettes prévisionnelles en INVEST	*125 283 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*	**125 283 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- **Annexe 4 : Synthèse des engagements financiers de l'EPCI – 2026-2029**

en €	Dépenses totales prévi 26-29 HT	Prévisionnel 2026	2027	2028	2029	Subvention prévisionnelle HT	Différentiel TVA / FCTVA	COTISATION globale 2026 -2029 avant intégration du solde 22-25	SOLDE DE COTISATION SUR PROG 2022-2025	COTISATION globale 2026 -2029 après intégration du solde 22-25	Contribution 2026 lissée yc solde 22-25
TOTAL GENERAL	**959 563 €**	**818 484 €**	**46 660 €**	**47 525 €**	**46 892 €**	**300 072 €**	**179 087 €**	**838 578 €**	**-613 137 €**	**225 441 €**	**56 187 €**
Structure	**61 875 €**	15 296 €	15 410 €	15 525 €	15 642 €	**0 €**	**0 €**	61 875 €	0 €	61 875 €	15 296 €
Provision post crue	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €
Prg. Fct	**210 359 €**	***131 609 €***	***26 250 €***	***26 250 €***	***26 250 €***	80 985 €	41 621 €	170 995 €	-8 256 €	*162 739 €*	*40 685 €*
actions locales (F)	155 744 €	*77 744 €*	*26 000 €*	*26 000 €*	*26 000 €*	39 895 €	31 149 €	146 998 €	*-28 430 €*	*118 567 €*	*29 642 €*
actions de bassin versant (F)	54 615 €	*53 865 €*	*250 €*	*250 €*	*250 €*	41 090 €	10 473 €	23 997 €	*20 174 €*	*44 172 €*	*11 043 €*
Prg. Invest.	**687 330 €**	***671 580 €***	***5 000 €***	***5 750 €***	***5 000 €***	**219 087 €**	**137 466 €**	**605 709 €**	**-604 881 €**	*828 €*	*207 €*
actions locales (I)	681 564 €	*666 564 €*	*5 000 €*	*5 000 €*	*5 000 €*	216 027 €	136 313 €	601 849 €	*-605 397 €*	*-3 547 €*	*-887 €*
actions de bassin versant (I)	5 766 €	*5 016 €*	*0 €*	*750 €*	*0 €*	3 059 €	1 153 €	3 859 €	*516 €*	*4 375 €*	*1 094 €*
TOTAL PROG 26-29	***897 688 €***	*803 188 €*	*31 250 €*	*32 000 €*	*31 250 €*	*300 072 €*	*179 087 €*	776 704 €	*-613 137 €*	*163 566 €*	*40 892 €*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

- **Annexe 5 : Bilan des engagements financiers de l'EPCI – 2022-2025**

en €	Dépenses totales réelles 22-25 HT	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025	Subvention prévisionnelle HT	Différentiel TVA / FCTVA	Rappel cotisation 2022	Rappel cotisation 2023	Rappel cotisation 2024	Rappel cotisation 2025	Contribution réelle prog 2022-2025 (Fin d'exercice)	Solde 2022-2025 à reporter sur 2026-2029
TOTAL GENERAL	**677 058 €**	**83 214 €**	**191 887 €**	**178 777 €**	**223 180 €**	**317 735 €**	**115 646 €**	**378 692 €**	**360 181 €**	**169 182 €**	**-322 711 €**	**-27 794 €**	**-613 137 €**
Structure	**60 053 €**	14 845 €	14 957 €	15 069 €	15 182 €	**0 €**	**0 €**	14 845 €	14 957 €	15 069 €	15 182 €	60 053 €	0 €
Provision post crue	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	**0 €**	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Prg. Fct	**287 216 €**	***68 220 €***	***40 584 €***	***36 314 €***	***142 098 €***	79 120 €	49 612 €	76 047 €	27 993 €	50 066 €	***115 016 €***	***260 866 €***	-8 256 €
actions locales (F)	214 769 €	*52 800 €*	*23 080 €*	*15 797 €*	*123 092 €*	52 311 €	42 954 €	*65 070 €*	*13 586 €*	*23 580 €*	*116 013 €*	*189 818 €*	-28 430 €
actions de bassin versant (F)	72 447 €	*15 420 €*	*17 503 €*	*20 517 €*	*19 007 €*	26 809 €	6 658 €	*10 977 €*	*14 407 €*	*26 486 €*	*-997 €*	*71 048 €*	20 174 €
Prg. Invest.	**329 789 €**	***149 €***	***136 346 €***	***127 394 €***	***65 899 €***	238 615 €	66 034 €	287 800 €	317 231 €	104 047 €	***-452 909 €***	***-348 712 €***	-604 881 €
actions locales (I)	328 068 €	*0 €*	*135 498 €*	*127 394 €*	*65 176 €*	238 004 €	65 614 €	*278 652 €*	*312 075 €*	*98 147 €*	*-427 792 €*	*-344 315 €*	-605 397 €
actions de bassin versant (I)	1 721 €	*149 €*	*848 €*	*0 €*	*724 €*	611 €	421 €	*9 147 €*	*5 155 €*	*5 900 €*	*-25 116 €*	*-4 398 €*	516 €
TOTAL PROG 22-25	***617 005 €***	*68 369 €*	*176 930 €*	*163 709 €*	*207 998 €*	*317 735 €*	*115 646 €*	*363 847 €*	*345 224 €*	*154 113 €*	*-337 892 €*	*-87 846 €*	-613 137 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET
Date de convocation : 17/09/2026

DCC n°260923/22

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD
Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES : INSTITUTION D'UNE PART INCITATIVE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2027

VU le code général des collectivités territoriales, en particulier son article L.5214-16 ;

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dite Grenelle 1) ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) ;

VU la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

VU la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;

VU l'article 1522 bis du code général des impôts,

VU l'article 1636 B undecies du code général des impôts,

VU l'article 1639 A bis du code général des impôts,

VU le décret n°2012-1407 du 17 décembre 2012,

VU la délibération du Conseil communautaire en date du 11 décembre 2025 approuvant le principe de la mise en place d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères intégrant une part incitative (TEOMi),

VU la délibération du 25 février 2026 déterminant la grille tarifaire variable dans le cadre de la mise en place de la taxe déchet (TEOMI) en 2027.

Le Président expose que :
La Tarification Incitative (TI) du service public de gestion des déchets apparait comme un levier important pour la prévention de la production des déchets ménagers et assimilés (DMA). Elle permet de corréler, au moins en partie, la production de déchets (donc l'utilisation du service) à son financement. Elle vise à impulser une modification des habitudes dans un but de réduction de la production des ordures ménagères.

L'impact de la mise en place d'une TI porte sur plusieurs volets :
- réduction globale des déchets ménagers et assimilés produits par habitant, et notamment les ordures ménagères résiduelles
- amélioration du taux de valorisation des déchets,
- optimisation du service de collecte (adaptation des fréquences, amélioration du taux de remplissage des bacs, diminution des présentations...),
- maîtrise du coût moyen par habitant du service public de gestion des déchets (SPGD).

Les lois dites Grenelle 1 et 2 susvisées proposaient de mettre en place une TI. La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte susmentionnée prévoit que les collectivités territoriales progressent vers la généralisation d'une TI en matière de déchets et pose un objectif de vingt-cinq millions d'habitants concernés par la TI en 2025, confirmé par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaires précitée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Les dispositions de l'article 1522 bis du code général des impôts permettent au conseil communautaire d'instituer une part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, assise sur le volume d'ordures ménagères produit, qui s'ajoute à la part fixe de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères déterminée selon les modalités habituelles.

A ce jour, le service public des déchets ménagers et assimilés est financé par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

Le Conseil communautaire a approuvé le principe du passage vers la taxe d'enlèvement des ordures ménagères intégrant une part incitative (TEOMi) intitulée « Taxe déchets » sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Fayence depuis la délibération du 11 décembre 2025.

Cette TEOMi se compose d'une part fixe (adossée à la taxe foncière) et d'une part variable calculée en fonction de l'utilisation du service de collecte des ordures ménagères résiduelles.

Le conseil communautaire qui institue cette part incitative de la TEOM doit également en fixer, chaque année, le tarif de manière à ce que le produit de la part incitative soit compris entre 10% et 45% du produit total de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Toutefois, la première année d'application de la part incitative, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne peut excéder de plus de 10% le produit de cette taxe tel qu'issu des rôles généraux émis au titre de l'année précédente.

Considérant la volonté de la Communauté de communes du Pays de Fayence d'inciter à la réduction de la production des déchets ménagers et assimilés, de renforcer le principe du pollueur-payeur et d'améliorer la maîtrise des coûts du service public de gestion des déchets,

Considérant que l'institution de la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères doit être décidée avant le 15 octobre de l'année précédant sa mise en œuvre conformément à l'article 1639 A bis du code général des impôts,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ (1 CONTRE : AURORE STURM) :

- **DÉCIDE** d'instituer, sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes du Pays de Fayence, une part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères prévue à l'article 1522 bis du code général des impôts, applicable à compter du 1er janvier 2027,
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à signer tout acte ou document se rapportant à la présente délibération,
- **CHARGE** le Président de notifier la présente délibération aux services de l'État et à la Direction départementale des finances publiques.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/23

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N°1 AU MARCHE N°2025ABRIBAC ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE D'ABRI-BACS AVEC PREDISPOSITION AU CONTROLE D'ACCES

Date de la notification : le 24 octobre 2025

Durée de l'accord-cadre : L'accord-cadre commence à la date de sa notification pour une durée ferme de 24 mois

Montants initiaux de l'accord-cadre :
Ppourla durée du marché :
Le montant minimum de commandes est de 75 000.00 euros HT.
Le montant maximum de commandes est de 201 000.00 euros HT.

Titulaire :

EMZ ENVIRONNEMENT
4 rue de L'Europe
ZI Maisons Rouges
57370 PHALBOURG

Siret : 524 859 220 00047

Objet de l' avenant :
Le présent avenant a pour objet l'ajout d'un prix nouveau d'une pièce détachée

Ce prix nouveau se décompose comme suit

N°	Produit / prestation	Unité	Prix HT
2	Pièces détachées		
2-1	Serrure à clé boite aux lettres	La serrure	8.00€

Toutes les conditions d'exécution de l'accord-cadre demeurent inchangées.

L'ensemble de ces prix n'entrainent pas d'augmentation du montant de l'accord-cadre.

Sur fondement de l'article L. 1414-4 du CGCT qui précise que « *tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la commission d'appel d'offres* », l'incidence financière de l'avenant étant nulle, il n'a pas été soumis préalablement à la Commission d'Appel d'Offres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **AUTORISE** le Président à signer l'avenant présenté ci-dessous.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS **EXE10**

AVENANT N° 1 : PRIX NOUVEAUX[1]

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

Communauté de Communes du Pays de Fayence
Mas de Tassy
1949 RD 19
83440 TOURRETTES

Tél : 04 94 76 02 03

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

EMZ ENVIRONNEMENT
4 rue de L'Europe
ZI Maisons Rouges
57370 PHALBOURG

Tél : 03 87 03 18 08
Siret : 524 859 220 00047

C - Objet du marché public

■ **Objet du marché public:**
(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

Accord-cadre à bons de commande pour la fourniture d'abri-bacs avec prédisposition au contrôle d'accès

Marché n°2025ABRIBAC

■ **Date de la notification du marché public** : 24 octobre 2025

□ **Durée d'exécution du marché public :** L'accord-cadre commence à la date de sa notification pour une durée ferme de 24 mois.

[1] Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

■ **Montant initial du marché public :**

Pour la durée du marché :
Le montant minimum de commandes est de 75 000.00 euros HT.
Le montant maximum de commandes est de 201 000.00 euros HT.

D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :
(Détailler toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)

Le présent avenant a pour objet l'ajout d'un prix nouveau d'une pièce détachée

Ce prix nouveau se décompose comme suit

N°	Produit / prestation	Unité	Prix HT
2	**Pièces détachées**		
2-1	Serrure à clé boite aux lettres	La serrure	8.00€

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☒ Non ☐ Oui

L'ensemble de ces prix n'entrainent pas d'augmentation du montant de l'accord-cadre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-24-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/24

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

RENOUVELLEMENT DE LA COMPOSITION DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ELABORATION ET DE SUIVI (CCES) DANS LE CADRE DE L'ELABORATION D'UN PLAN LOCAL DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (PLPDMA)

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 541-1, L. 541-15-1, R. 541-41-19 à R. 541-41-28 relatifs aux Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) ;
VU le décret n° 2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés ;
VU le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
VU la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés exercée par la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
VU la délibération n° 201208/23 du Conseil communautaire du 8 décembre 2020 approuvant l'élaboration d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ;

L'élaboration des programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) est obligatoire depuis le 1er janvier 2012, conformément à l'article L. 541-15-1 du Code de l'Environnement pour les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales qui assurent la collecte des déchets des ménages.

Les modalités de mise en œuvre sont précisées dans le décret n°2015-662 du 14 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés.

Le décret n° 2015-662 du 10 juin 2015 a précisé, en outre, expressément que les Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés doivent être élaborés par les collectivités territoriales compétentes en matière de collecte et/ou de traitement des déchets.

Conformément à l'Article R. 541-41-20, « Le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés est élaboré par la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales qui assure la collecte des déchets des ménages.

Ainsi par délibération en date du 8 décembre 2020, le conseil communautaire a approuvé l'élaboration d'un PLPDMA

Dans le cadre de l'élaboration d'un Programme Local de Prévention de gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) et conformément à l'article R. 541-41-22 du Code de l'Environnement :

« Une commission consultative d'élaboration et de suivi du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés est constituée par la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales, qui en fixe la composition, nomme son président et désigne le service chargé de son secrétariat. »

« Elle définit son programme de travail, son mode de fonctionnement et des modalités de concertation avec les acteurs concernés par la prévention des déchets ménagers et assimilés sur le territoire qui ne sont pas représentés dans la commission ».

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-24-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

La composition de la Commission n'est pas imposée par la règlementation mais elle doit permettre de consulter et d'impliquer les différents acteurs locaux agissant dans les domaines de la prévention et de la gestion des déchets.

Dans cette optique, la Commission créée pour l'élaboration et le suivi du PLPDMA est constituée des collèges suivants :

- Collège 1 : Elus locaux
- Collège 2 : Collège des institutions
- Collège 3 : Etat et collectivités
- Collège 4 : Collège Société Civile

La proposition de composition détaillée des collèges est la suivante :

Collège 1 : Elus locaux	Collège 2 : Collège des institutions
✓ Vice-Président en charge de la collecte et du traitement des déchets ✓ Vice-Président en charge du développement économique ✓ Vice-Président en charge du tourisme ✓ Vice-Président en charge de l'aménagement et de l'urbanisme	✓ Région PACA ✓ CCI ✓ CMA ✓ REGALIM'PACA ✓ CITEO

Collège 3 : Etat et collectivités	Collège 4 : Collège Société Civile
✓ Direction du pôle Développement Territorial Durable - CCPF ✓ Service déchets - CCPF ✓ Service Développement économique - CCPF ✓ Office de Tourisme Intercommunal	✓ France Nature Environnement ✓ Compost tri ✓ Agir Bien Informer ✓ Com'Collecte ✓ Recyclerie La Source ✓ Réseau Actif en Pays de Fayence ✓ Club des Entreprises en Pays de Fayence

Les structures retenues sont informées par courrier, afin de nommer leurs représentants pour siéger à la CCES.
La CCES désignera lors de sa première réunion constitutive son Président ainsi que le service chargé de son secrétariat.
Les membres seront ensuite réunis plusieurs fois sur toute la durée d'élaboration du PLPDMA selon un programme de travail et des modalités de concertation adoptés par la CCES lors de sa première réunion constitutive.
Elle se réunira ensuite une fois par an afin d'évaluer et d'ajuster le programme d'actions.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** la création et la composition des membres de la Commission Consultatives d'Elaboration et de Suivi (CCES) dans le cadre de l'élaboration d'un Plan Local de Prévention de gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)
- **CHARGE** le président d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/25

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

APPROBATION DE LA CONVENTION D'UTILISATION DE LOCAUX AU SEIN DE LA BASE NAUTIQUE DU LAC DE SAINT-CASSIEN AU PROFIT DE LA LIGUE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR D'AVIRON

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles D.1611-32-3 et L.1611-7-1;
VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-1, L.2122-2, L.2122-3 et L.2125-1 ;
VU la délibération n°151221/3 du 21 décembre 2015 relative au transfert de gestion de la base nautique de Saint-Cassien de la commune de Montauroux à la CCPF ;
VU la délibération n° 251210-31 en date du 10 décembre 2025 fixant les tarifs d'utilisation de la Base nautique de Saint-Cassien ;
VU la délibération n°251210-32 en date du 10 décembre 2025 approuvant la convention de mandat pour la collecte, l'encaissement et le reversement auprès du comptable public des redevances d'occupation de la Base nautique du lac de Saint-Cassien ;
VU la convention d'occupation temporaire du domaine public hydroélectrique passée entre EDF, la CCPF et Aviron Saint-Cassien du 17 novembre 2025,
VU le projet de convention d'utilisation de locaux au sein de la Base nautique du lac de Saint-Cassien au profit de la Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur d'Aviron, annexé à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT que la Communauté de Communes du Pays de Fayence est gestionnaire de la Base nautique du lac de Saint-Cassien ;

CONSIDÉRANT que cet équipement sportif constitue un équipement structurant destiné à accueillir prioritairement les activités du club résident et de manière complémentaire les activités d'intérêt général autorisée par la Collectivité, concourant au développement de l'aviron et notamment de haut niveau ;

CONSIDÉRANT que la Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur d'Aviron, organe déconcentré de la Fédération Française d'Aviron, exerce des missions d'intérêt général, à but non lucratif, concourant notamment au développement et à l'accompagnement des sportifs de haut niveau notamment des jeunes compétiteurs ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de définir les conditions dans lesquelles la Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur d'Aviron est autorisée à utiliser les espaces et équipements de la Base nautique du lac de Saint-Cassien afin d'y réaliser les missions sportives fédérales, d'entraînement, de détection et d'accompagnement des sportifs, prévus par les statuts de la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR et telles que définies dans l'axe 3 « Gagner pour mieux inspirer » du projet fédéral 2025-2028 (annexe 5) c'est-à-dire « accompagner la détection des jeunes talents pour alimenter le haut-niveau de demain » ;

CONSIDÉRANT que la convention prévoit une occupation temporaire et onéreuse du domaine public ainsi que les conditions d'utilisation des locaux et équipements, les modalités de coordination entre les différents utilisateurs et les obligations respectives des parties ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

CONSIDÉRANT que, conformément à la convention de mandat approuvée par délibération n°251210-32-1 du 10 décembre 2025, l'association Aviron Saint-Cassien est chargée de la collecte et de l'encaissement des redevances d'occupation de la Base nautique du lac de Saint-Cassien, ainsi que de leur reversement auprès de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, selon les modalités prévues par ladite convention ;

CONSIDÉRANT que la redevance annuelle d'occupation pour l'accès aux salles (vestiaires, sanitaires) sera facturée à un tarif fixe de 500€ TTC/an, conformément aux tarifs adoptés par le Conseil communautaire ;

CONSIDÉRANT que la convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature et pourra être renouvelée tacitement deux fois

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU l'exposé du Président,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** la convention d'utilisation de locaux au sein de la Base nautique du lac de Saint-Cassien au profit de la Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur d'Aviron, annexée à la présente délibération ;
- **PRÉCISE** que cette convention s'inscrit dans le cadre du dispositif de gestion des utilisateurs de la Base nautique du lac de Saint-Cassien et de la convention de mandat approuvée par délibération n°251210-32-1 du 10 décembre 2025 ;
- **CONFIRME** que l'association Aviron Saint-Cassien assure, dans le cadre du mandat qui lui a été confié par la Communauté de Communes du Pays de Fayence, la facturation, la perception et le reversement des redevances d'occupation selon les modalités prévues par la convention de mandat ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Base nautique du Lac de Saint Cassien

Convention d'utilisation de locaux au sein de la Base nautique de Saint-Cassien (BASC) au profit de la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron (Ligue PACA Aviron)

Usagers Permanent

2026

Bagnols-en-Forêt, Callian, Fayence, Mons, Montauroux, Saint-Paul-en-Forêt, Seillans, Tanneron, Tourrettes

Mas de Tassy - 1849 RD 19 - CS 80106 - 83440 TOURRETTES

☎ : 04 94 76 02 03 - contact@cc-paysdefayence.fr - www.cc-paysdefayence.fr

SIRET 200 004 802/000 19 - APE 8411Z

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Entre les soussignées :

D'une part,

La Communauté de Communes du Pays de Fayence, sise Mas de Tassy - 1849 RD 19 - CS 80106 - 83440 TOURRETTES et représentée par son Président, Monsieur François CAVALLIER, dûment habilité par la délibération n°… en date du …..,

Ci-après désignée, la CCPF ou la Collectivité,

D'autre part,

L'association Aviron Saint Cassien, représentée par *[insérer le nom et la fonction du signataire]***,** et sise 250, impasse de la base nautique, Base d'Aviron de Saint-Cassien, 83440 Montauroux, dûment habilité.

En vertu de la convention de mandat[1] en date du 12 janvier 2026, lui conférant la compétence pour percevoir les redevances liées à l'occupation du domaine public de la base nautique,

Ci-après désignée, l'Association Mandataire ou l'Association Aviron Saint-Cassien,

Et,

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron, représentée par……., et sise ……

……. dûment habilité.

Ci-après désignée, la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron,

Ensemble dénommées « Les Parties »

Il a été convenu ce qui suit :

[1] Annexe 2 – Convention de mandat pour la collecte, l'encaissement et le reversement auprès du comptable public des redevances d'occupation de la base nautique du lac de Saint-Cassien

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

PRÉAMBULE

La Communauté de Communes du Pays de Fayence est gestionnaire de la base nautique du Lac de Saint Cassien située sur le domaine public.

La Base nautique de Saint-Cassien constitue un équipement sportif structurant destiné à accueillir prioritairement les activités du club résident, **de manière complémentaire** les missions fédérales de la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron et toute autre activité d'intérêt général autorisée par la Collectivité.

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron, organe déconcentré de la Fédération Française d'Aviron, exerce sur la Base nautique de Saint-Cassien une mission d'intérêt général, à titre non lucratif, concourant au développement du sport de haut niveau.

Les parties s'engagent à assurer leurs missions, décrites ci-dessus dans un esprit de coopération, de respect mutuel et de complémentarité.

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 1 - Objet et Nature des activités

-Cette occupation par la Ligue PACA Aviron est placée sous la gestion de l'Association Mandataire Aviron Saint Cassien dans le cadre de la convention de mandat confié par la Collectivité et dans le respect de celle-ci

-La présente convention a pour objet d'autoriser la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron à occuper, à titre temporaire et onéreux, des espaces et équipements de la Base nautique du Lac de Saint-Cassien, afin d'y réaliser les missions sportives, d'entraînement, de détection et d'accompagnement des sportifs, prévus par les statuts de la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron et telles que définies dans l'axe 3 « Gagner pour mieux inspirer » du projet fédéral 2025-2028 (annexe 5) c'est-à-dire « accompagner la détection des jeunes talents pour alimenter le haut-niveau de demain :

- Déployer sur nos territoires un accompagnement spécifique pour les jeunes à fort potentiel et leurs entraineurs(es).
- Encourager les actions collaboratives avec les clubs sur les sujets du sport de l'aviron et des actions en faveur du haut-niveau.
- Positionner le centre national d'entraînement et les pôles France et Pôles Espoirs comme centre de ressources pour les sportifs(ves), pour les cadres techniques et pour les entraîneurs(es).
- Positionner le centre national d'entraînement et les pôles France et Espoir Avenir comme des centres de ressources ouverts, favorisant la formation, le partage d'expérience et l'innovation pour les entraineurs(es) et les structures locales.
- Ces activités s'inscrivent également dans une logique de performance et de développement du haut niveau, en cohérence avec les orientations fédérales, l'axe 3 « Gagner pour mieux inspirer » du projet fédéral 2025-2028 de la Fédération Française d'Aviron.

L'équipement sportif intercommunal est classé ERP de 5ème catégorie (Etablissement Recevant du Public) :

- De type « X », c'est-à-dire établissement fermé et couvert dont la vocation première est la pratique d'une activité physique et sportive : pour ce qui concerne la salle d'ergomètres, la salle de musculation et les vestiaires.

- De type « R » : pour ce qui concerne la salle de réunion.

C'est la raison pour laquelle, dans le respect de la classification de l'établissement, il ne pourra être exercer que des activités à caractère sportive. Ces activités, se pratiquant sous la responsabilité pleine et entière de la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron, doivent revêtir un caractère d'intérêt général et être conforme à ce classement.

Seules sont admises les activités sportives d'aviron exercées à titre non lucratif.

ARTICLE 2 - Public accueilli

Dans le cadre de la présente convention, la base nautique ne peut accueillir que les sportifs intégrés au Pôle Espoir Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron– zone Provence-Alpes Côte d'Azur-est,

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

dûment inscrits et affiliés dans le cadre du dispositif de haut niveau reconnu par la Fédération Française d'Aviron.

Les publics accueillis sont limités aux catégories suivantes :

- les jeunes sportifs en compétition de moins de 23 ans intégrés dans les dispositifs de performance de la ligue PACA et du Pôle Espoir;
- les sportifs inscrits dans les dispositifs fédéraux d'accession au haut niveau âgés de plus de 23 ans, dûment affiliés et intégrés aux dispositifs d'entraînement et de performance encadrés par la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron.

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 3 - Descriptif des locaux utilisés

Dans le cadre de la présente convention, la Communauté de communes met à disposition de la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron, selon le planning d'utilisation établi en concertation avec la Communauté de communes et l'Association Aviron Saint-Cassien.

Les espaces suivants sont mis à disposition en usage commun et partagé avec les autres associations et utilisateurs de la base :

- Vestiaires ;
- Sanitaires ;
- Pontons de mise à l'eau et de débarquement, dans le respect des règles de sécurité.

En fonction des besoins liés aux activités et sous réserve d'une planification préalable avec l'Association Aviron Saint-Cassien prioritaire, dans les conditions prévues à l'article 4.2 de la présente convention, pourront également être mis à disposition de la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron les espaces suivants :

- Bureau ;
- Salle de repas / salle de cours ;
- Salle d'ergomètres ;
- Salle de musculation.

L'utilisation de ces espaces complémentaires s'effectue selon les disponibilités de l'équipement et dans le respect des autres utilisateurs.

La CCPF s'engage, dans le cadre des évolutions de la Base nautique et de la faisabilité technique et financière, à mettre en œuvre une solution de stockage pérenne et onéreuse, qui fera l'objet d'un avenant détaillant les modalités de contribution financière, répondant aux besoins fonctionnels de la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron. Les caractéristiques de cette solution seront définies en concertation avec, l'Association Mandataire l'ASC.

La CCPF garantit à la Ligue PACA d'Aviron, une solution de stockage provisoire au sein de la Base nautique de Saint-Cassien répondant aux besoins les plus urgent et dans les limites des capacités actuelles. A titre gratuit en raison de son caractère précaire.

Cette solution garantit le remisage des bateaux liés aux activités de la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron et du Pôle Espoir affilié, utilisé sur le Lac de Saint-Cassien et des équipements indispensables à leur utilisation, dont 2 bateaux de sécurité, seulement dans le cas où aucune entente pour mutualiser ceux déjà sur place appartenant aux autres utilisateurs soit techniquement impossible, afin de respecter en priorité les recommandations du nouveau RPPN de Saint Cassien (Préfecture du Var).

Un état descriptif des locaux, installations et équipements mis à disposition pourra être annexé à la présente convention.

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 4 - Conditions d'occupation

4.1 Périodes et horaires

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron transmet chaque année, au plus tard le 30 juin, son calendrier prévisionnel d'utilisation de la Base nautique pour la saison sportive suivante, élaboré en concertation avec l'Association Mandataire l'ASC.

Le calendrier prévisionnel pour la saison sportive 2026-2027 est joint en annexe de la présente convention.

Les éventuelles adaptations de calendrier en cours de saison sont portées à la connaissance de l'Association Mandataire l'ASC dans les meilleurs délais.

En cas de difficulté ou de désaccord persistant entre les parties concernant la programmation ou l'utilisation des équipements, la Communauté de Communes du Pays de Fayence, propriétaire de l'équipement, assure l'arbitrage après avoir recueilli les observations des parties.

La quantification globale annuelle de l'occupation par la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron est fixée comme suit :

Nbre de jours annuel du Pôle Espoir à la BASC	Nbre d'Homme/jour annuel du TSR
• Stages : 25 jours ; • Suivi : 120 jours ; • CREPS : 40 jours ; soit un total annuel de 180 jours.	• 150 hommes/jour annuels.

Pour cette programmation prévisionnelle, la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron communiquera notamment :

- le volume prévisionnel d'heures de stages et d'occupation ;
- la liste prévisionnelle des stages, compétitions, regroupements et événements envisagés ;
- les dates prévisionnelles d'utilisation des locaux et équipements.

Lorsque ce délai ne peut exceptionnellement être respecté, la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron s'engage à informer l'Association Mandataire dans les meilleurs délais afin de permettre une organisation adaptée. Ces demandes complémentaires seront examinées en fonction des disponibilités des locaux, équipements et contraintes de fonctionnement de la base.

En cas de désaccord ou de conflit relatif à l'attribution des créneaux, à l'occupation des locaux ou à l'organisation des activités, la Collectivité assurera l'arbitrage final.

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

4.2. Conditions d'utilisation

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron s'engage à respecter :

- le règlement intérieur de la Base nautique ;
- les règles de sécurité applicables ;
- les prescriptions réglementaires relatives à la navigation ;
- les modalités d'organisation définies conjointement avec l'Association Mandataire.

L'Association Aviron Saint-Cassien assure l'accueil, l'ouverture et la fermeture de la base ainsi que la coordination quotidienne de son fonctionnement.

À ce titre, elle veille à la bonne coexistence des différents utilisateurs dans le respect des droits reconnus à chacun par la présente convention.

Les missions confiées à la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron dans le cadre du Pôle Espoir constituent une activité permanente de la Base nautique et sont organisées conformément au calendrier validé.

Aucune décision relative à l'accès aux installations ou à l'utilisation des locaux ne peut avoir pour effet d'empêcher durablement l'exercice des missions confiées à la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron sans décision expresse de la Collectivité.

L'Association Mandataire l'ASC assure la coordination des différents utilisateurs de la base nautique dans le respect des missions reconnues à chacun par la présente convention et dans un souci de bonne cohabitation des activités, pour lesquelles elle reste prioritaire.

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Article 4.3 – Concertation et suivi de la convention

Afin de favoriser le bon déroulement de la présente convention et de prévenir les difficultés d'application, la Ligue PACA d'Aviron et l'Association Aviron Saint-Cassien s'engagent à maintenir un dialogue régulier et à organiser des réunions de concertation chaque fois que nécessaire.

Des réunions de concertation sont organisées, notamment en amont de la saison sportive et à l'issue de celle-ci, afin d'examiner les conditions d'application de la présente convention, la programmation des activités et les éventuelles difficultés rencontrées.

La Communauté de Communes du Pays de Fayence est destinataire des comptes rendus de ces réunions. Elle peut, à son initiative ou à la demande motivée de l'une des parties, participer à une réunion de concertation ou en provoquer la tenue.

En cas de désaccord persistant n'ayant pu être résolu dans le cadre de cette concertation, les parties saisissent la Communauté de Communes du Pays de Fayence qui exerce son pouvoir d'arbitrage dans les conditions prévues par la présente convention.

Une réunion de concertation est organisée au minimum deux fois par an :

- **avant le début de la saison sportive**, afin de coordonner la programmation des activités, les périodes d'occupation des locaux et les conditions d'utilisation de la base nautique ;
- **à l'issue de la saison sportive**, afin d'établir un bilan de l'application de la présente convention, d'examiner les difficultés éventuellement rencontrées et de préparer la saison suivante.

Des réunions complémentaires peuvent être organisées à l'initiative de la Ligue PACA d'Aviron ou de l'Association Aviron Saint-Cassien lorsque les circonstances le justifient. La Communauté de Communes du Pays de Fayence en est informée et peut, si elle le juge utile ou à la demande motivée de l'une des parties, y participer ou en provoquer la tenue.

ARTICLE 5 - Redevance d'occupation

En contrepartie de l'occupation du domaine public, la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'aviron s'engage à verser une redevance dont le montant est fixé par délibération de la CCPF n°251210/31.

Dans l'attente de la mise en œuvre d'une solution de stockage pérenne, décrite à l'article 3, La redevance annuelle comprend :

1- La mise à disposition des locaux selon le planning d'utilisation établi conformément aux dispositions de l'article 3 et 4 de la présente convention, facturée à un tarif fixe de 500€ TTC/an, inchangé sur toute la durée de la convention, y compris en cas de reconduction.

Les parties conviennent que le montant de la redevance est fixé en tenant compte de la nature des missions d'intérêt général, à but non lucratif, exercées par la Ligue Provence Alpes Côte d'azur organe déconcentré de la FF Aviron sur le site, de sa contribution à la réalisation du projet de restructuration du bâtiment.

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 6 - Obligations de l'Association Utilisatrice

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron s'engage à :

- utiliser les locaux uniquement dans le cadre des activités déclarées,
- maintenir les équipements en bon état,
- signaler immédiatement toute dégradation ou incident,
- respecter les consignes de sécurité et les règles de cohabitation avec les autres utilisateurs,
- ne réaliser aucun aménagement sans autorisation écrite de la Collectivité,
- ne sous-louer les locaux sous aucun motif.

ARTICLE 7 - Assurances

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron s'engage à produire chaque année, au plus tard le 31 janvier, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité civile, sa responsabilité locative ainsi que l'ensemble des risques liés à l'exercice de ses activités sportives, à l'utilisation des locaux, installations et équipements mis à disposition, ainsi qu'aux dommages pouvant être causés aux tiers, aux usagers ou aux biens.

ARTICLE 8 - Responsabilités

La Collectivité reste gestionnaire des équipements et n'est pas responsable des dommages causés par la Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron à des tiers ou aux équipements.

L'Association Aviron Saint-Cassien assure le rôle de gestion au quotidien, sans que cela ne crée un transfert de propriété ou de responsabilité de la Collectivité vers celle-ci.

Chaque partie demeure responsable des dommages résultant des activités qu'elle organise, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 9 - Contrôle et accès

La Collectivité et l'Association Mandataire se réservent le droit :

- de contrôler l'usage des installations,
- d'accéder à tout moment aux locaux occupés.

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 10 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable tacitement deux fois, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, notifiée au plus tard un mois avant son échéance.

Au-delà de ces deux renouvellements, toute prolongation nécessitera le dépôt, par l'Association Utilisatrice, d'une nouvelle demande auprès de la Collectivité, au moins trois mois avant le terme de la convention en cours.

ARTICLE 11 - Interruption de la mise à disposition

La Collectivité, en sa qualité de gestionnaire des équipements, peut suspendre temporairement l'autorisation d'occupation :

- en cas de demande d'utilisation exceptionnelle des installations pour des manifestations programmées par d'autres organismes ;
- en cas de travaux affectant les locaux ;
- pour tout motif d'intérêt général ou de sécurité publique.

L'Association Utilisatrice sera informée de chaque date ou période de suspension.

ARTICLE 12 - Résiliation

La convention peut être résiliée :

- par l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis d'un mois ;
- sans préavis, en cas de non-respect des obligations de la convention, de mise en danger des personnes ou des biens, ou d'usage non conforme des installations.

ARTICLE 13 - Documents à fournir

Au moment de la signature de la présente convention, l'Association Utilisatrice devra remettre à la Collectivité les documents suivants :

- Une copie certifiée conforme des statuts de l'association ;
- Une copie de l'insertion au Journal Officiel ;
- La liste et les coordonnées à jour des personnes dirigeantes et chargées de la gestion de l'association, ainsi que des personnes responsables de l'utilisation de la base nautique ;
- Une attestation d'affiliation de l'Association à une fédération sportive nationale agréée par l'Etat de l'activité pratiqué ;

Les données personnelles collectées dans le cadre de cette convention sont destinées exclusivement à la gestion administrative et à la sécurité des utilisateurs de la base nautique. Elles seront traitées conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données personnelles (RGPD) et ne pourront être utilisées à d'autres fins sans consentement préalable.

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

ARTICLE 14 - Litiges

Les litiges relatifs à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention relèveront de la compétence du tribunal administratif territorialement compétent.

A *[lieu]*, le *[date]*

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron,	L'Association Aviron Saint Cassien,	La Communauté de communes du Pays de Fayence,
[insérer la fonction]	*[insérer la fonction]*	Le Président,
[insérer prénom et nom]	*[insérer prénom et nom]*	François CAVALLIER

ARTICLE 15 - Pièces annexes

Annexe 1 – Règlement intérieur de la Base nautique de Saint-Cassien

Annexe 2 – Délibération n°251210-32-1 en date du 10 décembre 2025 approuvant la convention de mandat pour la collecte, l'encaissement et le reversement auprès du comptable public des redevances d'occupation de la base nautique du lac de Saint-Cassien

Annexe 3 - Attestations d'assurances

Annexe 4 – Personnes à contacter en cas d'urgence

Annexe 5 – Projet fédéral 2025-2028 – Fédération Française d'aviron

La Ligue PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR d'Aviron	Visa de l'Association Aviron Saint-Cassien	Visa de la CCPF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice..... 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/26

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

INSTAURATION DU NOUVEAU DISPOSITIF D'ACTION SOCIALE SOUS LA FORME DE CHEQUES « HAPPY KDO » AU BENEFICE DES AGENTS DE LA COLLECTIVITE

VU le Code Général de la Fonction Publique, articles L.731-1 et suivants relatifs à l'action sociale en faveur des agents publics, et notamment L. 731-3 et L731-4 ;
VU l'avis du Comité social territorial du 16/09/2026 ;

CONSIDERANT la volonté de contribuer à l'amélioration du pouvoir d'achat des agents et de leur famille, par le versement d'une prestation d'action sociale sous la forme de chèques « Happy Kdo »,

CONSIDERANT l'objectif poursuivi de la CCPF pour soutenir l'activité économique sur le territoire via le déploiement des chèques « HAPPY KDO » dans le cadre d'un réseau local de partenariat organisé avec des enseignes commerciales mais aussi avec le secteur de l'artisanat depuis 2020,

Il est proposé de définir de nouvelles conditions d'attribution de cette prestation et modalités de calcul applicables aux agents comme suit :

1 – Bénéficiaires
Agents fonctionnaires, contractuels publics et privés employés au sein de la collectivité dans le cadre d'un service public administratif ou industriel et commercial.
Les agents doivent être en fonction au cours de la période de référence définie à l'article 2.
La prestation est attribuée selon des critères objectifs et identiques aux agents placés dans une situation comparable, indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir.

2 – Période de référence
La période de référence pour l'attribution de la prestation est fixée du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.
La situation administrative de chaque agent est appréciée en fonction de sa durée de présence au travail pendant cette période.

3 – Montant de référence
Le montant de référence est fixé à 160 € par agent et par année civile. Ce montant est réparti en plusieurs chèques Happy KDO dont la valeur faciale unique est fixée à 20 € permettant ainsi de faciliter leur traitement et leur fabrication. Le montant de référence n'excédant pas 5% du plafond mensuel de la Sécurité sociale est exonéré de cotisations et contributions sociales.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

4 – Proratisation en fonction de la durée de présence

Le montant de la prestation n'est pas basé sur la quotité de travail de l'agent mais reste proratisé en fonction de la durée de sa présence au sein de la collectivité.

Toutefois, pour percevoir cette prestation, l'agent devra cumuler deux conditions : avoir une ancienneté minimum de trois mois et être présent dans l'effectif de la CCPF au 1er novembre de l'année en cours.

Ainsi, le barème par tranche d'ancienneté qu'il est proposé d'appliquer ci-dessous évite les décimales issues des fractions d'euro et tient compte des fourchettes hautes d'ancienneté pour l'estimation des prestations, comme suit :

Tranche d'ancienneté	Montant prestation	Nbre chèques
≥ 3 mois et < 4 mois	40 €	2
≥ 4 mois et < 7 mois	80 €	4
≥ 7 mois et < 10 mois	120 €	6
≥ 10 mois	160 €	8

5 – Périodes assimilées à la période d'activité ouvrant droit à la prestation :

- les congés annuels ;
- les congés de maladie ;
- les congés de maternité, paternité et d'accueil de l'enfant ;
- les congés pour accident de service ou maladie professionnelle ;
- les autorisations spéciales d'absence.

6 – Remise des chèques

Les chèques « Happy Kdo » seront remis aux agents bénéficiaires aux conditions pratiques définies par la collectivité.

7- Dispositions diverses

Toute modification des dispositions ci-dessus devra être approuvée par une nouvelle délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DECIDE** la mise en œuvre au bénéfice du personnel d'une prestation d'action sociale sous la forme de chèques « HAPPY KDO » selon les conditions ci-dessus préalablement définies
- **CHARGE** le Président de mettre en œuvre ce dispositif et de prendre toutes mesures nécessaires à son application
- **PRECISE** que les crédits suffisants seront inscrits au chapitre 012 de chaque budget.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-27-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/27

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

BUDGET DE L'EAU :
CREATION D'UN EMPLOI CONVENTIONNEL ET MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article 1111-1
VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment l'article L 313-1 et suivants
VU le Tableau des Emplois,
VU la délibération n° 260225/14-1 du 25 février 2026 relative à la mise à jour du RIFSEEP,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'organe délibérant de créer les emplois de la collectivité et d'en fixer l'effectif à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services,
CONSIDERANT les règles applicables aux SPICS visant au remplacement progressif de fonctionnaires en fin d'activité par des salariés privés,
CONSIDERANT le départ à la retraite au 1er février 2027 d'un fonctionnaire et la nécessité de créer un emploi conventionnel pour recruter un salarié sur son poste, assurer le tuilage et pallier l'absence du futur retraité pendant l'utilisation de son compte épargne temps,
Il est proposé de créer un emploi de droit privé à temps complet de ***Responsable de Magasin*** au 1er octobre 2026.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **MODIFIE** le tableau des emplois privés au 1er octobre 2026 comme suit :

Emploi	ETP 35H/S
Responsable de magasin	+1

- **MODIFIE** le tableau des emplois publics au 1er février 2027 :

GRADE : Adjoint technique Pal 1ère cl	ANCIEN EFFECTIF	NOUVEL EFFECTIF
-1 ETP	2	1

- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 012 du budget concerné.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 32
Présents 28
Pouvoirs 3
Absents 4
Suffrages exprimés 31

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2026 À 18h30
Secrétaire de séance : Claudette MARIET

DCC n°260923/28

Date de convocation : 17/09/2026

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de François Cavallier :
Présents : Jérôme SAILLET, Isabelle LETAILLEUR, François CAVALLIER, Stéphanie BRUYERE, Michel FIAT, Emilie REBUFFEL, Olivier BAÏLÉ, Fabienne SABATINI, Jean-Luc RICHARD, Edith BAUDET, Jean-Louis ANNET, Patrick de CLARENS, Claudette MARIET, Marie-José GIUDICELLI, Alexandre PERIC, Florence NOEL, Sami MANKAI, Aurore STURM, Nicolas MARTEL, Myriam ROBBE, René UGO, Noëlle FUENTES, Jean-Joël ARTAUD, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, Camille BOUGE, Sylvie ALLEG, Michel RAYNAUD

Absents excusés : Denis COUTIN (pouvoir à I. LETAILLEUR), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à M. ROBBE), Jean-Yves HUET (pouvoir à M-J. GIUDICELLI), Alex MAZIERS

MISE A JOUR REGLEMENTAIRE DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE (ASA)

VU le Code Général de la Fonction Publique,
VU le Code du Travail,
VU le décret 2026-604 du 6 juillet 2026 relatif aux autorisations spéciales d'absence et aux aménagements horaires liés à la parentalité et à certains évènements familiaux dans la fonction publique et la magistrature,
VU l'avis favorable du Comité Social Territorial du 16 septembre 2026,

M. le Président indique que les autorisations spéciales d'absence liées aux évènements familiaux votées par délibération du 9 avril 2025 doivent faire l'objet d'une actualisation en raison d'une évolution réglementaire suite à la parution du décret 2026-604 du 6 juillet 2026 relatif aux autorisations spéciales d'absence et aux aménagements horaires liés à la parentalité et à certains évènements familiaux dans la Fonction Publique et Magistrature.

CONDITIONS

L'autorisation d'absence se définit comme un congé exceptionnel octroyé pour motifs familial, syndical, religieux, politique, citoyen, médical...
Les articles L. 622-1 et suivants du CGFP prévoient que des fonctionnaires en position d'activité peuvent être autorisés à s'absenter de leur service dans un certain nombre de cas.
Les jours d'absence n'entrainent pas de réduction de la rémunération et sont assimilés à des jours effectifs pour la détermination des droits à congé annuel.
Ces autorisations, distinctes de par leur objet, ne peuvent être décomptées des congés annuels ou de tout autre type de congé.
Elles n'ont lieu d'être accordées que dans la mesure où l'agent aurait dû exercer ses fonctions durant la circonstance justifiant l'octroi de l'autorisation d'absence. Ainsi, un congé annuel ou une maladie ne peut être interrompu et remplacé par une autorisation d'absence.
Elles ne sont ni récupérables, ni fractionnables ni reportables.
Hormis lorsqu'il en est fait mention dans le tableau ci-dessous, ces autorisations d'absence ne constituent pas un droit et il revient au supérieur hiérarchique de juger de leur opportunité, en tenant compte des nécessités de service.
Les jours accordés sont décomptés au prorata du temps de travail, considérés comme des jours ouvrés et généralement consécutifs.
Ils ne seront validés qu'après production par l'agent de la preuve de l'évènement (actes, attestations professionnelles, certificats...)

BENEFICIAIRES

Fonctionnaires et agents contractuels de droit public en activité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

Les fonctionnaires détachés et les salariés de droit privé exerçant leur activité dans un SPIC ne sont pas concernés et relèvent des dispositions du Code du Travail et de la convention collective du secteur d'activité concerné.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire, après avis favorable du Comité Social Territorial, de voter les autorisations spéciales d'absence suivantes :

EVENEMENTS FAMILIAUX	Jours ouvrables accordés de droit ou sur autorisation (NS)
Mariage- PACS de l'agent d'un enfant d'un ascendant, et alliés directs (frère, sœur) oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	 5 3 1
Décès/Obsèques du conjoint (ou pacsé ou concubin) d'un enfant, des parents, sœur, frère, beaux-parents d'autres ascendants, et alliés directs (oncle, tante (1er et 2è degrés), cousin 1er degré, beau-frère et belle-sœur directs (conjoint d'un frère ou d'une sœur)	 5 12 *(1)* 3 1 *(*)*
Maladie très grave du conjoint (ou pacsé ou concubin) d'un enfant, des parents, sœur, frère, beaux-parents d'autres ascendants, et alliés directs	 5 5 3 1
Naissance A prendre à compter du 1er jour de la naissance	 3
Adoption A prendre dans les deux semaines qui suivent l'évènement Entretien d'agrément et procédure d'adoption	 3 5
Grossesse • à partir du 3è mois de grossesse un aménagement de l'horaire de travail équivalent à 1 h/jour sans qu'il soit nécessaire de récupérer les heures d'absence • Un aménagement horaire peut être octroyé à la mère et au père accompagnant pour les séances de préparation à la naissance et parentalité avec récupération des heures d'absence	Sous réserve des nécessités de service (NS)
• examens médicaux obligatoires (7 prénataux et 1 postnatal) • Si Père accompagnant : 3 examens prénataux obligatoires	de droit
PMA Pour une assistance médicale à la procréation, parent concerné ou accompagnateur, peut bénéficier d'un aménagement horaire pour les actes médicaux nécessaires pendant la durée du parcours de PMA	Sous réserve des nécessités de service (NS)
Allaitement Pendant une année à compter de la naissance, la femme allaitante peut bénéficier d'un aménagement horaire interrompant son travail pendant une durée totale maximale d'une heure par jour.	Sous réserve des nécessités de service (NS)
Garde d'enfant Moins de 16 ans et sans restriction d'âge pour un enfant handicapé Autorisation accordée sous réserve de nécessité de service, par année civile et quel que soit le nombre d'enfants Doublement possible si l'agent assume seul la charge de l'enfant (2)	6

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20260923-260923-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/09/2026
Publication : 29/09/2026

EVENEMENTS LIES A LA VIE COURANTE	Jours ouvrables accordés
Administrateur de mutuelle	de droit
Mandat syndical (cf. dispositions réglementaires et législatives)	10 maxi
Formation syndicale	12 maxi
Concours et examens professionnels en rapport avec la collectivité	1
Déménagement	1
Rentrée scolaire : Aménagement horaire possible pour l'accompagnement d'un enfant entrant en maternelle ou en primaire avec récupération des heures d'absence Représentant délégué des parents d'élèves : Aménagement horaire possible avec récupération des heures d'absence pour participer aux : Conseil d'école maternelle et élémentaire Commission permanente, conseil de classe et d'administration (collège, lycée, Ets d'Education Spéciale)	Sous réserve des nécessités de service (NS)

AUTORISATIONS D'ABSENCES LIEES A DES MOTIFS CIVIQUES
Autorisations d'absence accordées pour se rendre : o aux séances plénières du conseil municipal o aux réunions des commissions dont il est membre o aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune Durée : non définie par avance. L'agent doit bénéficier du temps nécessaire pour se rendre et participer aux réunions et séances auxquelles il est convié. Démarches : L'agent doit informer par écrit son employeur dès qu'il a connaissance de la date et de la durée de l'absence envisagée pour se rendre et participer aux séances et réunions auxquelles il est convié. Les pertes de revenus subies, du fait de l'assistance à ces séances et réunion par les élus ne bénéficiant pas d'indemnités de fonction peuvent être compensées par la commune ou l'organisme auprès duquel ils la représentent. Cette compensation est limitée à 72 h/an. L'heure rémunérée ne doit pas excéder 1.5 fois la valeur du SMIC. Crédit d'heures accordé pour : o la gestion administrative de la commune ou de l'organisme auprès duquel il la représente o la préparation des réunions des instances où il siège

(1) Les agents publics bénéficient, de droit, d'une autorisation spéciale d'absence de douze jours ouvrables pour le décès d'un enfant. Cette durée est portée à quatorze jours ouvrables lorsque l'enfant est âgé de moins de vingt-cinq ans, et quel que soit son âge si l'enfant décédé était lui-même parent, ou en cas de décès d'une personne âgée de moins de vingt-cinq ans dont l'agent public a la charge effective et permanente. Dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent article, les agents publics bénéficient d'une autorisation spéciale d'absence complémentaire de huit jours.
(*) Un délai de route qui ne peut excéder 24 heures aller et retour est laissé à l'appréciation du chef de service
(2) Pour les agents travaillant à temps partiel, la durée est réduite au prorata de la quotité du temps de travail.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **ABROGE** la délibération n° 250409/50-1 du 9 avril 2025
- **APPROUVE** les nouvelles autorisations conformément à l'évolution des textes précédemment énoncés
- **DIT** que ces dispositions s'appliquent à compter du 1er janvier 2027.

Claudette MARIET
Secrétaire

François CAVALLIER
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr